

**LES FORCES IRAKIENNES
SEMBLENT CONTENIR
LA NOUVELLE OFFENSIVE
IRANIANNE**

LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 04 ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; Grèce, 45 dr. ;
Israël, 1 000 l. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ;
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ;
Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ;
Suisse, 1,40 fr. ; T.-U., 95 cets ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 4

5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris 27 69 67 72
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Une nouvelle stratégie atlantique ?

L'avenir dira ce qu'il faut penser de l'engagement pris dimanche par les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'alliance atlantique, réunis au Canada, de mettre au point une nouvelle « stratégie globale » destinée à présider à leurs relations avec le bloc de l'Est. Alors que le conflit euro-américain sur le gasoduc sibérien n'est toujours pas réglé (un nouveau chapitre pourrait même s'ajouter avec la détermination manifestée par les Etats-Unis de renforcer les contrôles du Cocom sur les ventes de matériel stratégique), on ne peut que s'interroger sur les chances qu'ont les « Eises » comme l'a dit pudiquement le chef de la diplomatie canadienne, de « trouver des solutions communes à leurs différences de perception ».

Il est encore un domaine où d'autres différences pourraient apparaître entre Européens, certains d'entre eux du moins, et leurs alliés américains : celui de la stratégie militaire. C'est en effet une évolution de grande ampleur, semblable à celle qui a conduit dans les années 60 à la doctrine de « réponse flexible », qu'a esquissée le général Rogers, commandant suprême allié en Europe, dans un discours prononcé à Bruxelles le 30 septembre.

Selon le général américain, l'effort de défense du Vieux Continent doit se concentrer sur la mise au point d'armes classiques installées à bord de vecteurs d'une grande précision. Celles-ci seraient pour mission de frapper en profondeur les arrières des armées du pacte de Varsovie en cas d'invasion et devraient permettre à elles seules d'arrêter l'agression. Les armes atomiques, tactiques ou stratégiques, seraient pas éliminées, mais elles seraient tenues en réserve pour répondre à une attaque nucléaire, si les Soviétiques décidaient l'escalade à ce niveau.

Antérieurement dit, la riposte serait encore plus « flexible », le « no first use » (non-emploi en premier), cher à M. McNamara et aux savants de l'Est et de l'Ouest, que vient de réaffirmer le pape serait remplacé par le « no early use » (non-emploi prématuré), ce qui revient à peu près au même. Le rôle des forces nucléaires serait quelque peu modifié : elles dissuaderaient moins désormais l'invasion que la destruction.

Le général Rogers entend aussi satisfaire le mouvement anti-nucléaire, très actif dans son propre pays et en Europe, lequel, dit-il, « veut la même chose que moi ». Il est moins certain que le même mouvement soit prêt à soutenir l'augmentation de 4 % par an, en termes réels, que cette doctrine implique, selon lui, pour les budgets militaires de l'Alliance. On peut aussi se demander si les Soviétiques se laisseront convaincre par le défi qui leur est ainsi lancé dans le domaine classique, qui a toujours été leur point fort : il n'en irait autrement que si l'arme à neutrons était considérée comme un instrument « classique », mais les Etats-majors politiques n'en sont pas si sûrs. Ils attendent, cette nouvelle doctrine américaine n'est pas de nature à assouplir l'attitude de Moscou dans les négociations de Genève sur les armements nucléaires en Europe. Si ces armements doivent devenir secondaires, pourquoi les Etats-Unis se battraient-ils pour en installer de nouveaux chez des alliés, eux-mêmes réticents ?

La France, qui entend bien maintenir son armement nucléaire comme un outil de dissuasion contre toute agression directe — et pas seulement contre la menace de destruction nucléaire — n'est en tout cas pas prête à épouser ce nouveau virage des stratégies américaines.

(Lire nos informations page 8.)

L'ESPAGNE ET SON ARMÉE

La découverte d'un nouveau complot pourrait peser sur le scrutin du 28 octobre

Après l'annonce par les autorités espagnoles, le samedi 2 octobre, de la découverte d'un nouveau complot militaire, et l'arrestation de trois officiers supérieurs, Madrid et l'ensemble du territoire étaient parfaitement calmes ce lundi 4 octobre. La classe politique et l'opinion s'interrogeaient cependant sur les éventuelles répercussions de cette nouvelle tentative de déstabilisation de la jeune démocratie espagnole sur les élections générales qui doivent avoir lieu le 28 octobre. Le parti socialiste (P.S.O.E.) est le grand favori du scrutin. Mais la crainte accrue d'une réaction militaire en cas de victoire de la gauche pourrait infléchir le vote.

Les socialistes face aux militaires

De notre correspondant

Madrid. — « Il faut chasser les idées de la victoire des socialistes », c'est ce que disent, depuis quelques jours, dans les rues de Madrid, les partisans de la monarchie. Ils s'appellent les « M. P. » (Militares por la Patria), et ils ne cessent de répéter que les élections législatives du 28 octobre vont être le point de départ d'une « révolution » qui ramènera à la tête du pays le roi Juan Carlos Ier. Ils affirment que les socialistes, qui ont obtenu 35 % des voix (contre 33 % en 1979), ont trahi le peuple et qu'ils doivent être chassés du pouvoir.

C'est sur les conséquences de ce succès que l'on s'interroge déjà à Madrid. La perspective de voir la gauche parvenir au pouvoir pour la première fois depuis la guerre civile, n'inquiète-t-elle pas une partie de ceux-là mêmes qui s'apprêtent à voter pour elle ? Certes, les socialistes de 1982, qui multiplient les protestations de modération, n'ont pas grand-chose à voir avec ceux de l'époque de la République, et leur chef, le général d'aujourd'hui, M. Felipe Gonzalez, a peu de choses en commun avec le leader radical d'alors, M. Largo Caballero. Le doute n'est pas permis que les socialistes ne soient des hommes de bien, mais les « M. P. » ne cessent de répéter que les élections législatives du 28 octobre vont être le point de départ d'une « révolution » qui ramènera à la tête du pays le roi Juan Carlos Ier.

Le chancelier Kohl à l'Elysée

Le chancelier Kohl était attendu à Paris au fin de journée, ce lundi 4 octobre, pour y avoir un premier entretien avec M. François Mitterrand à l'Elysée. Cette rencontre avait surtout pour objet de permettre une prise de contact entre le nouveau chancelier ouest-allemand et le président français. Mais il s'agissait aussi de rappeler à Paris l'importance que Bonn attache aux relations franco-allemandes, et de dissiper les inquiétudes qu'avait pu faire naître du côté français la victoire de la droite ouest-allemande.

Il s'agissait aussi de rappeler à Paris l'importance que Bonn attache aux relations franco-allemandes, et de dissiper les inquiétudes qu'avait pu faire naître du côté français la victoire de la droite ouest-allemande.

Les relations franco-allemandes à l'épreuve du changement

par BERNARD BRIGOULEIX

Il s'agit de trouver un nouveau signe de l'intention, déjà exprimée à plusieurs reprises à Paris et à Bonn, de ne rien changer aux relations franco-allemandes, la visite de M. Kohl à l'Elysée, le 4 octobre, n'est que le premier pas vers la réalisation de cet objectif. M. Kohl, qui vient de prendre possession de son poste, a été reçu par M. Mitterrand à l'Elysée, le 3 octobre, et les deux chefs d'Etat ont échangé quelques mots sur la situation internationale et les relations franco-allemandes. M. Kohl a souligné l'importance que Bonn attache aux relations franco-allemandes, et M. Mitterrand a répondu que la France était prête à poursuivre la coopération franco-allemande.

(Lire la suite page 8.)

LA MAJORITÉ, LA RIGUEUR ET LA CRISE

- SÉCURITÉ SOCIALE : polémique entre MM. Bérégovoy et Ralite
- ENTREPRISES : priorité à l'allègement des charges
- MONNAIE : le dollar au plus haut à 7,21 francs

Le comité central du P.C.F. réuni le lundi 4 et mardi 5 octobre, à Paris, a entendu, lundi matin, un rapport de M. André Lafont, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale consacré à l'action pour le développement économique national, le progrès social et les droits des travailleurs. Cette réunion intervient alors que la question du financement de la Sécurité sociale donne lieu, une nouvelle fois, à une tension au niveau gouvernemental entre communistes et socialistes. Après les critiques formulées à l'encontre de certaines dispositions du plan de redressement de la Sécurité sociale, M. Pierre Bérégovoy a appelé le P.C. au respect de la solidarité gouvernementale. De son côté, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, affirme, dans une interview à la Croix, que « l'union est une obligation qui s'impose à tous ».

Ce différend, au sein de la majorité, pose le problème de savoir s'il doit être exclusivement limité à la Sécurité sociale, ou bien s'il concerne le nouveau rité, un problème de règle du jeu pour le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, la solidarité gouvernementale ne doit pas souffrir, dans la période actuelle, aucune atteinte pour le ministre de la santé « personne n'est autorisé à faire état des délibérations gouvernementales ».

M. Bérégovoy, s'il voulait insister pour rappeler à son collègue l'attitude d'un autre ministre communiste, M. Charles Fiterman, au lendemain d'une décision gouvernementale — l'exonération des actifs professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes — qui avait conduit les parlementaires communistes à affirmer que le gouvernement cède parfois aux pressions « de la droite du patronat ». Placé en porte-à-faux par ses propres amis politiques, M. Fiterman, ministre d'Etat, avait alors remarqué : « La solidarité gouvernementale ne se découpe pas en rondelles comme un saucisson ».

Mais il faut se souvenir que le

cours politique. Il est clair, en effet, que, aux yeux de M. François Mitterrand, la priorité doit être donnée, désormais, à l'allègement des charges des entreprises.

Sur le plan social, la semaine sera marquée par de nouvelles rencontres sur le financement de l'assurance-chômage et la sortie du blocage des salaires dans la fonction publique.

Alors que les préoccupations du gouvernement, le cours du dollar a atteint un niveau record à Paris, s'élevant à 7,21 F contre 7,13 F à la veille du week-end : son record précédent datait du mardi 28 septembre : 7,184 F. Ce regain de fermeté, également sensible à Francfort (2,55 DM contre 2,52 DM au plus haut depuis un an) et à Tokyo (282 yens contre 287 yens au plus haut depuis cinq ans), est dû à la ramonée des taux d'intérêt américains (un demi point de plus sur l'aurodollar à six mois à 12 1/4), elle-même provoquée par une augmentation de 400 millions de dollars de la masse monétaire aux Etats-Unis.

premier volet au sein du gouvernement avait eu lieu le 10 novembre 1981 à propos du réajustement de la cotisation de 1 % sur les salaires. Comme le 30 septembre, M. Ralite avait exprimé, en conseil, des réserves. M. Bérégovoy pourrait toutefois faire valoir que, cette fois, le gouvernement a tenu compte de l'argumentation du ministre de la santé en ne fixant aucun délai d'application pour les mesures critiquées (le forfait hôtelier et les taxes sur l'alcool).

Cet épisode a relégué au second plan une autre phrase du ministre des affaires sociales, M. Bérégovoy a indiqué que le plan de redressement qu'il propose doit permettre d'éviter au gouvernement de recourir à une « sécurité sociale à deux vitesses ». Or une telle perspective était envisagée dans les rangs socialistes, notamment ceux du CERS.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

Les fissures du système bancaire international

1. — Obéira-t-on au gendarme ?

par PAUL FABRA

S'il est un trait qui caractérise l'histoire économique et monétaire contemporaine, c'est bien celui-là : le refus obstiné de la part des gouvernements et des peuples de subir les conséquences de leurs errements passés, comme s'il était possible de recommencer indéfiniment la « note à payer ». L'exemple, si l'on peut dire, vient de haut. Jacques Rueff, un économe peut-être, voyait dans le système monétaire de Bretton Woods — qualifié par les spécialistes d'« étalon de change-or » (1) — un moyen pour les Etats-Unis d'« exclure » des « défilés sans pitié » : leurs créanciers plaçaient à New-York (au lieu d'en demander le remboursement en or) leurs avoirs en dollars au fur et à mesure qu'ils les gagnaient, ce qui donnait la possibilité de disposer de la même quantité de revenus que et leurs balances de paiements n'avaient pas été au rouge.

Depuis, l'ingéniosité des financiers a permis de faire beaucoup mieux en étendant le bénéfice de ce système à toutes les nations en mesure de s'adresser au marché international des capitaux (les « euromarchés »), c'est-à-dire pratiquement à toutes, hormis les plus misérables. C'est ainsi que beaucoup de pays, devenus, à cause ou non du pétrole, lourdement déficitaires, ont pu depuis 1974 continuer à ignorer à peu près complètement la « contrainte extérieure ».

Il ne faut jamais perdre de vue ce réflexe général de fuite en avant pour juger de la situation présente et des suites qu'elle comportera, sans oublier non plus que, dans ce domaine plus encore que dans beaucoup d'autres, les événements se déroulent sur deux plans différents, le plan des apparences, qui est largement celui de la politique, et le plan des réalités.

(Lire la suite page 14.)

(1) Parce que le dollar — convertible en or à un taux fixe — était utilisé comme instrument de réchange à côté de l'or.



**Dictionnaire général du
surréalisme et de ses environs**

Sous la direction de Adam Biro et René Passeron

L'angoisse, la poésie, la liberté en 1950 : écrivains, artistes, expositions, films, tableaux, manifestes, revues, tracts, scandales.

Collection « Grands dictionnaires » 488 pages - 250 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AU JOUR LE JOUR

Bataille

On peut le prévoir : aucune bataille ne sera mieux préparée. La France, enfin réconciliée, subira, pendant les deux mois qui nous séparent du combat, une intense mobilisation psychologique.

M. la bataille des prix, ni celle des municipalités, ni le combat contre le chômage, ni la reconquête du marché intérieur s'égaleront, en intensité émotionnelle, la lutte finale pour la Coupe Davis.

Si nous gagnons, ce sera une victoire contre l'impérialisme américain. Si nous perdons, ce sera un tournant de tennis.

BRUNO FRAPPAT.

Handwritten text in Arabic script, likely a library or collection stamp.

Le Monde

idées

La réforme de l'ENA

La réforme de l'École nationale d'administration suscite des réactions très diverses. C'est sans doute qu'elle conduit, comme le montre Odon Vallet, à un débat de société. Si, pour Bernard Pons, elle met en danger la fonction publique, Jean-Pierre Delhoménie et Gérard Gaubert y voient un très grand progrès, à condition que les critères de recrutement soient purs de toute considération politique. Dominique Bocquet, Pierre Lévy et Dominique Marcel doutent cependant que les mesures adoptées suffisent pour aboutir à une démocratisation véritable. Quant à Hervé Fabre-Aubrespy et Yves Cabana, ils redoutent la politisation de la fonction publique.

Pas d'école parallèle

par J.-P. DELHOMENIE (*) et GÉRARD GAUBERT (**)

certains nombre de principes généraux, l'objectivité du recrutement, l'égalité des chances et l'unité, au sein d'une même école, de la formation administrative des cadres supérieurs ; ceux-ci doivent être impérativement respectés.

C'est pourquoi la sélection des candidats et l'organisation du concours doivent comporter des garanties contre tout risque de politisation du recrutement. Le fait que des fonctionnaires aient ou aient eu un engagement social ou politique n'est pas un problème en soi : certains fonctionnaires détachés pour remplir un mandat électif ne sont-ils pas réintégré dans leur corps d'origine lorsqu'ils sont battus aux élections ? N'est-ce pas de même pour les syndicalistes de la fonction publique en fin de mandat ? Il faut éviter en revanche à tout prix que l'aptitude des candidats ne soit jugée à partir de critères politiques : la liste des responsables électifs et syndicaux ouvrant droit à concours doit être claire, précise et prendre en compte l'ensemble des syndicats et organisations professionnelles représentatives, indépendamment de leur appartenance politique ou idéologique.

La démocratisation de l'ENA ne peut être que négative à la fois pour les lauréats de la troisième voie et pour les élèves issus des deux autres voies.

(*) Secrétaire général de l'Union des fédérations C.F.D.T. de fonctionnaires.

(**) Représentant de la section C.F.D.T. des élèves et du personnel de l'ENA.

autres filières de recrutement : l'apport de personnes d'origines très diverses à l'intérieur de la scolarité de l'ENA ne peut être que bénéfique à la formation de tous les futurs hauts fonctionnaires.

Actuellement, rien n'est encore très précis sur ce plan : le gouvernement semble envisager plutôt une scolarité et un classement distincts. Il est vrai que les modalités actuelles de la scolarité à l'ENA et l'importance du classement de sortie, qui servent de base à l'affectation dans des corps et ministères où les perspectives de carrière et les rémunérations sont très différentes, sont des obstacles de taille : dans l'état actuel des choses, les élèves issus de la troisième voie risqueraient d'être très désavantagés dans les épreuves de sortie par rapport aux autres et de se sentir particulièrement mal à l'aise dans une école où règne une course à l'élitisme effrénée.

La véritable réussite de la troisième voie, et plus généralement de l'ensemble des mesures de démocratisation du recrutement, passe donc par une réforme profonde de la scolarité et surtout par une atténuation de l'incidence du classement de sortie sur le déroulement de la carrière - qui seule peut permettre d'atteindre l'objectif à rechercher : une scolarité et un classement communs à tous les élèves. Or sur ce plan le gouvernement n'a, à l'heure actuelle, pratiquement rien entrepris : comment s'étonner alors que le classement garde une importance primordiale et que l'intégration d'élèves dans la valeur provient de l'expérience soit très difficile ?

La démocratisation de l'ENA est rendue possible par les mesures qui viennent d'être prises. Mais, pour être vraiment efficaces, celles-ci doivent être complétées rapidement par d'autres réformes profondes. L'enjeu n'est pas seulement de diversifier le recrutement de l'ENA, il est d'engager une réflexion fondamentale sur la haute fonction publique.

La fonction publique en danger

par BERNARD PONS (*)

L'INTRODUCTION, à côté du concours externe et du concours interne de l'ENA, d'un troisième concours réservé aux candidats ayant milité politiquement et syndicalement (et pas dans tous les syndicats mais dans ceux que sélectionnera une commission d'agrément) relève de la logique de la lutte des classes, jusqu'à présent on cherchait, avec plus ou moins de succès, à réduire les inégalités entre ceux qui sortaient des écoles et ceux qui venaient des administrations. Aujourd'hui, avec trois concours dont les jurys sont différents, dont les conditions d'accès sont différentes, dont les épreuves sont différentes, on souligne et on étend la cassure entre les futurs responsables de la haute fonction publique en raison de leur origine socioprofessionnelle.

Beaucoup de ces responsables sont dirigés par la volonté sincère d'améliorer les conditions de vie et de travail de leurs administrés et par le souci de l'intérêt général. Ce n'est malheureusement pas le cas pour tous. La présence de certains représentants, notamment de la C.G.T., dont l'action est dictée par l'idéologie et la lutte des classes ne jette-t-elle pas la suspicion sur l'ensemble du jury et même sur l'objectivité du concours ?

Le pire résultat sera de jeter aussi la suspicion sur la haute fonction publique, dont l'intégrité, l'objectivité et la qualité étaient occasionnellement reconnues. Comment les fonctionnaires issus de la troisième filière, recrutés à raison de leurs activités syndicales ou politiques par des jurys comprenant eux-mêmes des syndicalistes, pourront-ils apparaître aux yeux des usagers du service public des gars de la neutralité politique de l'Etat ?

Mais ce n'est pas le propos de M. Le Pors, ministre de la fonction publique. Pour lui, comme pour les membres du P.C. et de la C.G.T.,

qui approuvent totalement son projet, l'Etat ne doit pas être neutre. Instrument aux mains du parti communiste, l'Etat marxiste doit imposer la transformation de la société selon le schéma de Marx et de Lénine ; pour ce faire, l'administration, les établissements publics et les nombreux sociétés nationalisées doivent être pénétrés par les hommes du parti, et la réforme de l'ENA doit accélérer cette pénétration, tout comme, aux échelons inférieurs, les avantages cooptés essentiellement à la C.G.T.

Et le danger est d'autant plus grand que les socialistes étendent le domaine du secteur public, favorisant ainsi, consciemment ou non, la politique de pénétration. La réforme de l'ENA exigeait des mesures radicalement inverses.

Réconcilier les Français et leur administration ne passe pas par l'extension des compétences d'un Etat déjà trop présent. A l'Etat envahissant par sa réglementation brochant, ses contrôles tatillons, à l'Etat paralysant par ses procédures interminables, ses règles inadéquates et rigides, à l'Etat sclérosé par ses structures figées et ses superpositions hiérarchiques, il faut substituer un Etat responsable, dynamique, stimulant pour les usagers du service public comme pour ses fonctionnaires.

Réconcilier les Français et les agents de la fonction publique suppose que ses hauts responsables soient formés non à utiliser leur pouvoir pour écraser leurs adversaires politiques mais à écouter les besoins du public, quelles que soient ses opinions.

Réconcilier les Français et l'Etat dans une volonté de rassemblement et de progrès implique le respect des principes qui ont fait la grandeur de la fonction publique et la force de la République.

(*) Secrétaire général du R.P.R., député de Paris.

Un débat de société

par ODON VALLET (*)

L'ANNONCE d'une réforme de l'ENA a provoqué, notamment parmi les anciens élèves, de vives réactions concernant essentiellement une troisième voie d'accès à l'Ecole, ouverte aux élus locaux, aux syndicalistes, aux responsables d'associations d'utilité publique et d'organismes mutualistes ou sociaux.

Cette vivacité surprend d'autant plus que le Conseil d'Etat, où siègent en majorité des élus, a modifié l'avant-projet de loi dans un sens très restrictif. Le texte définitif exige, par exemple, dix années de mandat de maire et d'adjoint dans une ville de plus de 10 000 habitants. Et dessous de quarante et un ans (âge limite), il est extrêmement rare de satisfaire à cette condition. De même faut-il aux syndicalistes dix ans d'ancienneté dans des responsabilités d'élus. Or beaucoup de jeunes responsables sont nommés et non élus. En ce qui concerne les associations, seuls les dirigeants de celles qui sont reconnues d'utilité

publique peuvent concourir. Or moins de 1 % des associations bénéficient de cette reconnaissance. On peut d'ailleurs se demander si toutes ces institutions (ainsi que les organismes mutualistes et sociaux) acceptent sans réagir (sous forme par exemple de propositions de carrière avantageuses) de se séparer de leurs meilleurs éléments.

D'autres problèmes

La polémique autour de la troisième voie sert à masquer d'autres problèmes laissés de côté par la réforme. Ainsi en est-il de la relative faiblesse des instituts d'études politiques de province qui préparent moins de 5 % des candidats reçus alors que l'Institut de Paris prépare 98 % des étudiants et 45 % des fonctionnaires reçus (aux concours de

1980 et 1981). La haute qualité de l'enseignement de cet institut ne peut faire totalement oublier le rétrécissement des bases sociales de son recrutement qui s'effectue, pour 60 % des étudiants entrant en année préparatoire, via des cours privés payants.

La polémique cache encore plusieurs difficultés quotidiennement ressenties : lourdeur des structures de l'Ecole, difficulté de trouver chaque année, pour former une cinquantaine de jurys, plusieurs centaines de fonctionnaires et d'universitaires suffisamment disponibles, lassitude des élèves devant une pédagogie fondée essentiellement sur la note administrative, difficulté à concilier l'apprentissage des techniques de l'administration avec l'ouverture sur la société française, etc.

Mais la polémique recouvre en fait une double appréhension de nombreux anciens élèves.

1) Les perspectives de carrière et la rapidité de l'avancement. - Jusqu'en 1960, les promotions s'écoulaient guère 80 élèves. Cette moyenne fut portée à 100 jusqu'en 1973 et à 140 à partir de 1974. A moins de réduire considérablement le recrutement externe, la nouvelle réforme, en raison de la parité des concours internes et externes de la troisième voie, conduit à des promotions d'environ 190 à 200 élèves. Faute d'une augmentation (très hypothétique en cette période de rigueur) des postes directionnels et, même en tenant compte des nouveaux besoins d'administrateurs, créés par la décentralisation, beaucoup d'anciens élèves redoutent de stagner dans des emplois de début de carrière.

2) Le niveau de vie. - Ce sujet longtemps tabou est désormais franchement abordé dans les conversations et les réunions. Le plafonnement des hautes rémunérations joint à l'augmentation de l'impôt sur le revenu et, désormais, à la limitation du quotient familial a grignoté le pouvoir d'achat de nombreux élus.

Or, le 9 juillet dernier, le premier ministre a réaffirmé la volonté du gouvernement de réserver l'éventail des salaires dans la fonction publique tandis que le ministre de la fonction publique s'efforce de parvenir à une transparence des fameuses « primes » pour réduire les disparités les plus éloquentes mais aussi, les plus appréciées par leurs bénéficiaires.

Que l'on se prononce pour ou contre, ce qui est en cause est bien la notion de « haut » fonctionnaire. Derrière les critiques de la réforme se profile un vrai débat de société, celui de la sélection des cadres dirigeants et du remodelage du sommet de la hiérarchie.

(*) Ancien élève de l'ENA (promotion François Rabah).

L'audace et la prudence

par HERVÉ FABRE-AUBRESPY et YVES CABANA (*)

doute l'image et le fonctionnement de l'administration.

Mettre en œuvre cette ouverture serait donc une politique novatrice et audacieuse, mais une politique difficile, exigeant, au-delà des lois et des décrets, des changements d'attitude profonde. Ce n'est pas cette politique qui est entreprise aujourd'hui, et

l'ouverture de la fonction publique risque de n'être qu'un entêtement.

Les forces vives de la nation ne se réduisent pas aux élus des collectivités locales, des organisations syndicales, des associations et des organismes mutualistes ou sociaux. Tout cela est certes très important, mais les cadres actuels des agents de maîtrise du secteur privé, les membres des professions libérales, les responsables des chambres consulaires, etc., ne pourraient-ils pas également mettre au service de l'Etat leurs compétences et leur dévouement ?

S'il manque d'audace, le projet de « troisième voie » manque aussi de prudence.

En organisant pour une catégorie particulière de la population, définie selon des critères contestables, un régime dérogatoire d'accès à la haute fonction publique, il viole le principe d'égalité d'accès des citoyens aux emplois publics, principe affirmé par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, et ayant donc valeur constitutionnelle.

En prévoyant pour les candidats de la « troisième voie » un concours spécifique adapté à l'expérience de chacun d'eux, une scolarité distincte de celle des élèves ayant accédé par les autres concours, un classement de sortie particulier conduisant à l'institution de quotas de places réservées dans tous les corps auxquels l'ENA prépare, la réforme transgresserait les principes d'unité de formation et d'accès aux emplois publics par ordre de mérite.

Elle oublie qu'un des apports essentiels de l'ENA a été de réaliser, par une scolarité commune, un brassage d'individus venant d'horizons très différents.

La volonté de mettre à part les élèves issus du troisième concours ne peut pas être fondée. Ne risque-t-on pas d'aboutir à une intégration très partielle de ces administrateurs dans la haute fonction publique ?

Le danger est grand que les réactions des élèves et anciens élèves de l'ENA au projet de troisième voie soient interprétées comme une défiance corporatiste, inspirée par le crainte d'une remise en cause de leurs privilèges.

Que l'on ne s'y trompe pas, ce qui est en jeu, c'est une certaine conception du service de l'Etat.

La France s'est dotée d'une fonction publique pour laquelle le service de l'Etat ne s'identifie pas au service du pouvoir. L'indépendance et la neutralité des fonctionnaires exigent des garanties, notamment dans l'accès aux emplois publics. Pour l'ENA, un concours égal, une scolarité commune, un classement de sortie unique, établi par ordre de mérite, et la nomination de tous les élèves à des grades équivalents ont constitué depuis 1945, et paraissent être encore aujourd'hui, les meilleures garanties.

Ce que nous critiquons dans cette réforme, ce n'est pas l'ouverture qu'elle comporte, mais les principes qu'elle remet en cause et les risques de politisation qu'elle présente.

(*) Président et secrétaire de l'Association indépendante pour la défense des élèves de l'ENA.

Eviter la fausse piste

par DOMINIQUE BOCQUET (*), PIERRE LÉVY et DOMINIQUE MARCEL (**)

Si la volonté d'ouvrir davantage la fonction publique va dans le sens de la justice et de l'efficacité, les choix opérés par le projet gouvernemental pour y parvenir apparaissent discutables et risquent de faire perdre de vue les objectifs à atteindre.

La formule du concours à deux degrés retenue, mais la volonté du ministre de la fonction publique d'en limiter l'accès aux anciens responsables syndicaux et associatifs ainsi qu'aux élus rend sa mise en application délicate.

Elle implique d'abord d'arrêter la liste des syndicats et des associations concernés. Or la définition de critères objectifs n'est pas évidente, et la procédure d'agrément envisagée risque d'avantager les associations animées par des notables ou institutionnalisées de longue date.

Elle suppose ensuite de préciser la nature des fonctions qui ouvriront le droit à concourir et de vérifier leur exercice effectif par les candidats. Cela entraîne une immixtion de l'administration dans la vie interne de ces organisations.

Elle requiert enfin un concours adapté. Les examens classiques valorisent mal l'expérience, mais prendre en compte cette dernière de façon objective et sans rompre avec l'anonymat des épreuves relève de la sagace.

A supposer ces difficultés réglées, il reste à apprécier la cohérence du projet.

Est-il réaliste de demander à des hommes et des femmes ayant déjà exercé d'importantes responsabilités de se plier aux contraintes scolaires qu'engendre toute grande école ?

Est-il réaliste d'espérer les mettre en situation d'égalité avec des élèves frais émoulus de l'Université dans le cadre d'épreuves de classement qui ne privilégient pas l'expérience ?

Est-il réaliste de prétendre offrir les mêmes perspectives de carrière à des fonctionnaires qu'au sein de l'administration ?

Aussi les pouvoirs publics sont-ils placés devant l'alternative suivante :

• Ou bien pallier ces obstacles en introduisant des quotas pour l'accès aux différents corps, des points d'ancienneté supplémentaires pour le classement et l'avancement de carrière, etc., et déroger ainsi aux

grands principes de la fonction publique :

• Ou bien faire une troisième voie « poudre aux yeux », offrant aux candidats reçus un hochet sans réelle signification, qui risquerait de faire perdre de vue les objectifs à atteindre.

Le projet comporte également des dangers pour le mouvement syndical et associatif.

Il s'inscrit dans une logique contestable de dépendance, voire d'intégration, à l'appareil d'Etat : au mieux un minimum de contrôle sera inévitable, au pis on verra apparaître un système de récompenses destinées aux élus « dociles » et aux syndicalistes « méritants ».

De plus, il conduit l'Etat à puiser parmi les animateurs de syndicats et d'associations ne disposant pas toujours d'un nombre de cadres suffisant.

Faut-il tirer argument des défauts du projet pour se résigner à l'élitisme actuel de la haute fonction publique ? Nous ne le pensons pas.

Mais il importe de traiter distinctement les deux problèmes que la réforme confond : remédier aux carences du système éducatif et ouvrir davantage l'administration sur le monde extérieur.

La seconde chance qu'il est nécessaire d'offrir à ceux qui ont été privés de la possibilité de poursuivre des études ne saurait être réservée à des catégories restreintes de citoyens : elle devrait concerner, outre l'ENA, l'ensemble des filières éducatives, et en particulier celles situées en amont.

L'ouverture de l'administration ne doit pas être recherchée au seul niveau du recrutement. Il convient de multiplier les passerelles et les occasions d'aller et retour entre la fonction publique et les autres activités d'intérêt général et de veiller à confier aux éléments nouveaux entrés au service de l'Etat des responsabilités suffisantes pour rendre les filières attrayantes.

Croire, en tout cas, qu'il suffit de faire entrer quelques syndicalistes à l'ENA pour démocratiser l'Etat, ce n'est pas rompre avec le mythe qui entoure l'Ecole, c'est en être victime.

(*) Membre de la section C.F.D.T. de l'ENA.

(**) Elèves de l'ENA, membres de la C.F.D.T., les signataires s'expriment à titre personnel.

Après l'immense succès de "TOINO" voici

ANTOINE SYLVÈRE

Le légionnaire Flutsch



— "c'est bien la même voix qui s'exprime, la même révolte qui emporte le récit. Sylvere n'est ni pour ni contre la Légion ; elle est la chair de son livre."

GERARD MORDILLAT

Plon

حکومت اسلامی

en danger

étranger

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui s'est entretenu en une semaine aux Nations unies avec les chefs des diplomates de trente pays, s'est déclaré, samedi 2 octobre, « très satisfait du surcroît actuel de l'unité libanaise » et des gestes faits dans ce sens par le président Amine Gemayel. Il a souligné que « l'on n'arrivera pas à aborder le reste des problèmes du Proche-Orient si toutes les forces étrangères n'évacuent pas le Liban ».

M. Cheysson a réaffirmé la condamnation par la France de l'invasion du Liban, ajoutant : « Israël est entré dans une logique dont je ne sais comment on sort. Israël du coup est

bouleversé, angoissé (...). Ce peuple qui avait une mission sacrée se trouve tout à coup en prise à des accusations qui le remettent au niveau des autres peuples ».

● A DAMAS, M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a nommé dimanche le colonel Mohamed Affant chef d'état-major des forces palestiniennes en remplacement du général Saad Sayel (Abon Wali), tué dans une embuscade au Liban.

● AU KOWEÏT, le ministre koweïtien de la défense, cheikh Salem al-Sabah, a appelé à la « création d'un commandement militaire

arabe » capable de faire face « aux développements successifs qui menacent la région arabe non seulement sur le plan militaire mais sur tous les plans ». Il a souligné que « le vide créé par l'absence d'un tel commandement a été ressenti pendant les événements du Liban ». Il a ensuite annoncé que les ministres du Conseil de coopération du Golfe se réuniraient le 10 octobre à Riyad.

● A ADEN, le commandant Jalloud, « nommé deux fois », a entamé samedi une visite au Sud-Yémen et a rappelé l'importance d'un traité de défense signé l'an dernier avec ce pays et l'Éthiopie.

● A WASHINGTON, l'ancien président Richard Nixon, qui a été consulté à deux reprises récemment par le président Reagan sur la crise du Proche-Orient, a déclaré dimanche à « Newsweek » que les « revendications d'Israël » sur les territoires arabes, en particulier la Cisjordanie, sont « totalement inacceptables pour les États-Unis ». De son côté, l'ancien président Carter a déclaré à « Time » que la Cisjordanie « est le seul emplacement logique pour la création d'un État palestinien ». Il s'est également prononcé contre la division de Jérusalem et a accusé M. Begin « de s'être juré d'annexer de façon définitive tous les autres territoires occupés ».

Le président Gemayel reconduit M. Wazzan dans les fonctions de premier ministre

Dans la ville, solennellement « ré-née » qui vit intensément une pacification ardemment souhaitée par la population. Les stigmates de la guerre sont partout visibles : plaques béantes à Beyrouth-Ouest... L'ex-« Beyrouth-Ouest », pour répondre aux vœux du président Gemayel qui considère cette appellation, comme celle de « Beyrouth-Est, deuxième caduque. On peut y redécouvrir, pour la première fois depuis 1976, le centre-ville dégagé de ses destructions qui remontrant pour l'essentiel à la guerre de 1975-1976.

Malgré le danger — un enfant est mort en sautant sur une mine, deux parachutistes français en patrouille ont été blessés par l'explosion d'une autre et plusieurs personnes ont été tuées —, nombre de Beyrouthins ne résistent pas à la fascination de déambuler dans ces « vieilles rues oubliées », où l'asphalte a cédé la place aux herbes, voire aux plantes folles, telles la rue de Damas qui

De notre correspondant

disparaît, de mur à mur, sous des touffes d'eucalyptus hautes de plus d'un mètre.

La situation actuelle évoque à certains égards le fin de l'année 1976, puis, à l'époque déjà, un nouveau président, puissamment appuyé de l'étranger entrant en fonctions. Le centre-ville était ouvert au public, le Ring à la circulation et l'aéroport au trafic. Toutefois, l'espérance d'un retour à la paix se fonde sur des éléments beaucoup plus encourageants. Les Palestiniens ont disparu de Beyrouth et l'armée libanaise est sortie des deux côtés de la ville. Du moins à l'ouest et dans les camps palestiniens, elle impose son autorité.

En outre, la force multinationale n'est pas l'armée syrienne : plus efficace, elle vient de payer moins impliqués dans les méandres de la politique interne libanaise. Enfin, les Libanais, quasiment tous les Liba-

naï, veulent croire à la paix et ne sont plus prêts à épouser aucune cause qui les mènerait à la guerre. Ce facteur est peut-être le plus important de tous.

Par ailleurs, M. Philip Habib, ambassadeur du président Reagan, a soumis à Damas un plan d'évacuation en trois étapes de toutes les forces étrangères du Liban (voir la carte ci-contre). Les Syriens se sont, semble-t-il, opposés à retirer leurs forces avant le départ du dernier soldat israélien. Israël paraît formuler l'urgence inverse. Il s'agit là, bien entendu, de positions de départ. Principale intéressée, la président Amine Gemayel sera reçu par M. Reagan, le 19 octobre, à Washington, puis par M. Mitterrand, à Paris, par M. Pertini, à Rome, enfin par le pape. Il discutera essentiellement de ce problème avec ses interlocuteurs, ainsi que du traité de paix qu'il a signé, en plus du départ des troupes syro-palestiniennes, pour mettre fin complètement à son opération au Liban.

L'assassin de Bechir Gemayel arrêté

Dans l'immédiat, M. Gemayel s'emploie à constituer son premier gouvernement. Il a confié, ce lundi, la présidence au premier ministre sortant, M. Chéif Wazzan, qui a fait ses preuves durant l'invasion israélienne. Il doit aussi tenir compte des répercussions que pourraient avoir les enquêtes en cours sur l'assassinat de son frère, Bechir Gemayel, et sur la massacre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila.

Les forces libanaises ont confirmé de l'autre côté de l'assassinat du président élu, un jeune homme de vingt-cinq ans, Habib Cherrouh, dont les grands parents habitent l'immuable où s'est produit l'attentat. Il a été tué par un geste de dernière minute pour sauver sa sœur promise, sinon à une mort certaine. Les révélations des forces libanaises mettent en cause expressément les Palestiniens et, en filigrane, un pays arabe, manifestement le Syrie. Si l'accusation portée contre les Palestiniens, déjà impliquée dans les révélations sur l'attentat qui avait coûté la vie à la fille de Bechir Gemayel, en 1980, dont les auteurs viennent aussi d'être arrêtés, ne gêne personne politiquement aujourd'hui au Liban, il n'en serait pas de même concernant Damas. Les forces libanaises se réservent peut-être cette arme, si le président Amine Gemayel doit en tenir compte.

Quant à l'enquête sur la massacre des Palestiniens, Israël maintient sa pression pour faire endosser toute la responsabilité aux forces libanaises. La télévision israélienne a ainsi présenté un homme se disant officier phalangiste qui a déclaré : « J'ai tué quinze Palestiniens (hors des massacres)... Nous continuerons à tuer les Palestiniens jusqu'à ce qu'ils quittent le Liban ». L'enquête qui quitte le Liban... L'enquête de la disputer les forces libanaises, ne s'en trouve pas facilitée.

LUCIEN GEORGE.

LA MORT DE SIX SOLDATS ISRAËLIENS PRÈS DE BEYROUTH

Jérusalem hésite à lancer contre Damas des représailles qui entraveraient la négociation en cours

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement de Jérusalem a décidé de se retirer en séance extraordinaire, ce lundi 4 octobre, pour « examiner la situation » après la mort de six soldats israéliens, la veille, dans une embuscade sur la route Beyrouth-Damas (1). Cette décision laisse à penser que le cabinet pourrait envisager une riposte militaire en direction des positions encore tenues par les forces syriennes dans la montagne libanaise et dans la Bekaa, comme cela s'est produit à plusieurs reprises ces derniers mois. Lors d'incidents semblables, le gouvernement israélien a, en effet, toujours déclaré qu'il tenait Damas pour responsable des agissements des combattants palestiniens qui opèrent à partir des lignes syriennes.

Cette fois, la situation est délicate. Le conseil des ministres pourrait hésiter à ordonner des représailles ou à préférer une action ponctuelle contre les forces qui se trouvent toujours à l'est et au nord du Liban, parce qu'un nouvel affrontement avec les soldats syriens risquerait de remettre en cause les négociations menées par l'envoyé spécial américain, M. Philip Habib, pour le retrait rapide « de toutes les forces étrangères du Liban » — palestiniennes, syriennes et libanaises. La marge de manœuvre est étroite : Israël, qui a des menées relations en ce moment avec Washington, ne peut se permettre de contraindre ou de compromettre les initiatives diplomatiques américaines. Le conseil des ministres devra également définir l'attitude israélienne au sujet de ces soldats, qui paraissent en bonne voie, avant l'arrivée à Jérusalem, lundi soir ou mardi matin, de M. Morris Draper, joint par M. Habib, celui-ci devant rendre compte des discussions qui viennent d'avoir à Damas.

Tout en reconnaissant officiellement avoir reçu en provenance de la capitale syrienne des informations encourageantes permettant de penser que le président Assad était maintenant davantage prêt à rappeler ses troupes sta-

tionnées au Liban, on a officiellement démenti à Jérusalem, dimanche, les nouvelles selon lesquelles un accord avait déjà été conclu ou était sur le point de l'être. On souligne que deux « obstacles » demeurent. M. Begin, ayant déjà admis la possibilité d'un retrait simultané des forces syriennes et israéliennes, a posé une condition préalable : l'évacuation des combattants de l'O.L.P. qui se trouvent dans les régions contrôlées par l'armée syrienne. D'autre part, le gouvernement de Jérusalem exige que des « arrangements de sécurité » soient dès maintenant définis pour le Sud-Liban, afin de créer une zone tampon sur 40 ou 50 kilomètres à partir de la frontière israélienne.

Le malaise dans l'armée

Pour le moment, le gouvernement de M. Begin ne prévoit pas un retrait au-delà de la rivière Zahran, qui se jette dans la Méditerranée au sud de Safra. Plus tard, selon les dirigeants de Jérusalem, on bien l'armée israélienne serait autorisée par M. Gemayel à demeurer au sud en certains endroits, ou bien les milices du commandant multinationnel, fidèle allié d'Israël, seraient chargées de contrôler ce secteur. Sachant qu'il ne peut plus compter sur la signature d'un traité de paix avec le Liban, M. Begin voudrait au moins obtenir satisfaction en contraignant le président Gemayel à ces concessions. Le gouvernement israélien ne veut pas entendre parler de la présence d'une force multinationale au Sud-Liban, et encore moins du maintien de la force intermédiaire des Nations unies (FINUL) qui se trouve toujours dans cette région. M. Ruzhak Shmir, ministre des affaires étrangères, a rappelé aux États-Unis le 3 octobre.

Le porte-parole de l'armée a démenti les informations diffusées notamment par le Sunday Times à Londres et l'hebdomadaire américain Newsweek, indiquant que le chef d'état-major, le général Raphaël Eytan, et de nombreux officiers supérieurs au-

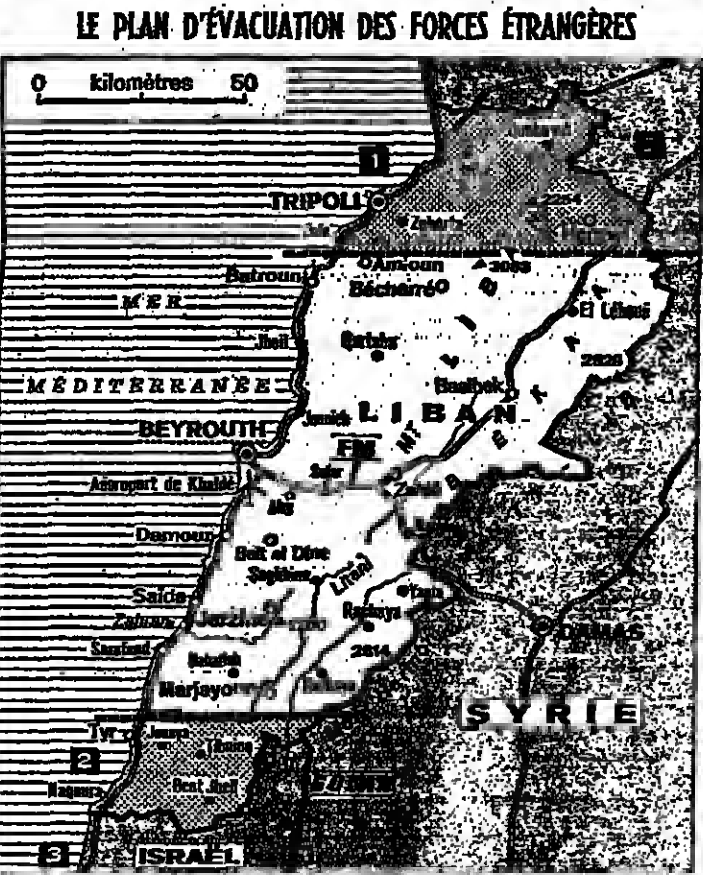
raient récemment demandé au ministre de la défense, M. Ariel Sharon, de se démettre de ses fonctions en lui reprochant surtout d'avoir rejeté sur l'armée, et elle seule, la responsabilité des massacres de Sabra et de Chatila. Le porte-parole a affirmé que les relations entre l'armée et le ministre de la défense « restaient fondées sur une compréhension et une coopération totales ».

La presse israélienne estime que les comptes rendus faits à l'étranger sont quelque peu exagérés, mais le journal Haaretz, par exemple, écrit qu'il existe actuellement un grave malaise au sein de l'armée et, dans un éditorial, conduit que M. Sharon doit démissionner sans attendre les résultats de la commission d'enquête judiciaire qui a été constituée la semaine dernière pour établir les éventuelles responsabilités israéliennes dans les massacres de Beyrouth. Pour sa part, le Jerusalem-Post affirme que de très vives critiques ont été émises par l'état-major à l'encontre de M. Sharon au cours de deux réunions, les 24 et 28 septembre derniers.

Dans l'opposition, M. Amnon Rubinstein, dirigeant du parti centriste Shinui, a déclaré que les critiques émises à l'encontre du ministre de la défense témoignent du mécontentement croissant au sein de l'armée et de la méfiance de celle-ci à l'égard de M. Sharon.

D'autre part, Mme Chaoulamit Aloni, dirigeante du mouvement pour les droits civiques (allié au parti travailliste), a protesté contre la censure imposée dans cette affaire à la presse israélienne. Des journalistes israéliens ont reconnu qu'ils n'avaient pas été autorisés à faire état d'informations qui ont été publiées ensuite à l'étranger.

FRANCIS CORNU.



Le plan proposé par M. Philip Habib pour le retrait des troupes étrangères du Liban comprend trois étapes :
1) Retrait des forces syriennes et palestiniennes de la Bekaa vers le Homs et le Nord-Liban et retrait simultané des troupes libanaises jusqu'à Zahran (côté sud de Safra). Dans ce cas, la route internationale Beyrouth-Damas passerait sous le contrôle de la force multinationale (F.M.), composée des contingents français, américains et italiens, ainsi que de l'armée libanaise ;
2) Retrait complet des forces syriennes et palestiniennes de tout le Liban en contrepartie d'un retrait israélien au sud du fleuve Litani (côté de Tyr) ;
3) Des négociations doivent avoir lieu entre les gouvernements libanais et israéliens sur le retrait des troupes libanaises de l'ensemble du Sud-Liban, jusqu'à la frontière internationale, à condition toutefois que cette zone soit complètement déminée et que la sécurité y soit confiée aux forces de sécurité intérieure (F.S.I., gendarmerie libanaise).

LE PRÉSIDENT MOUBARAK CONDAMNE LA POLITIQUE « AGRESSIVE ET MILITARISTE » D'ISRAËL

Le président Hossni Moubarak, à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire au Caire, dimanche 3 octobre, a critiqué avec une rare vigueur la politique israélienne. « Le gouvernement israélien, a-t-il dit, reste prisonnier de ses conceptions et de ses idéologies. Il doit comprendre que sa politique actuelle aura des effets tragiques dont il ne sortira pas indemne... Si la politique d'Israël a compromis le rôle de la paix et la stabilité dans la région, c'est parce qu'elle s'est appuyée sur les roulements de la guerre et les démonstrations de force. Ce sont là des illusions que nous avons écartées lors de la guerre d'octobre 1973 ».

Évoquant les massacres de Sabra et de Chatila, le chef de l'État égyptien a affirmé que « ces tueries sont la preuve que l'occupation israélienne ne peut qu'engendrer atrocités, crimes et effusion de sang ». Il a, en même temps, appelé la direction palestinienne à faire preuve de « lucidité et d'audace », afin de « convertir en acquis concrets et positifs le soutien mondial que lui ont fait les événements du Liban ». En conclusion, il a rappelé que « la paix est une stratégie constante de l'Égypte et non un lutz auquel elle pourrait renoncer ».

Plusieurs autres indices révèlent une tension croissante entre Le Caire et Jérusalem. L'Égypte a demandé à Israël de ne pas participer à la Foire internationale de l'équipement agricole qui se tient au Caire en octobre, en signe de protestation contre son activité militaire au Liban. En outre, dans les milieux diplomatiques israéliens on souligne que les autorités égyptiennes « font depuis un mois beaucoup de difficultés » pour délivrer des permis d'importation de produits israéliens.

LA GUERRE DU GOLFE

Les forces irakiennes paraissent contenir la nouvelle offensive iranienne

Au troisième jour de la nouvelle offensive iranienne sur le territoire irakien, les forces de Bagdad paraissent, dimanche 3 octobre, contenir l'action ennemie. C'est ce que rapporte notamment l'envoyé spécial de l'agence de presse yougoslave Tanjug, qui se trouvait sur le front dimanche. La veille, le président Saddam Hussein avait percuté les rues de Mandali, localité située à 5 kilomètres de la frontière iranienne et à 110 kilomètres de Bagdad, et qui semblait être l'un des objectifs des forces de Téhéran. Toutefois, l'agence de presse irakienne avait reconnu, le même jour, que l'armée irakienne avait pénétré de 1 à 2 kilomètres (à l'intérieur de l'Irak) dans certaines zones frontalières du secteur de Mandali.

L'Irak a appelé, samedi, les

États arabes à rompre toutes relations politiques et économiques avec l'Irak et à apporter leur soutien militaire et financier à Bagdad. Si Ryad s'est contenté, le lendemain, d'appeler les « deux pays frères » à mettre un terme à « cette tragédie » et à entamer « un dialogue conforme à l'intérêt islamique », Khomeini a décidé d'envoyer « prochainement » des troupes « combattre aux côtés de l'Irak ».

Un avion de transport militaire iranien C-130 a été détourné le 3 octobre vers les Emirats arabes unis, où les pirates de l'air ont demandé le droit d'asile politique aux États-Unis. Soixante-dix-neuf passagers se trouvaient à bord, « pour la plupart des femmes et des enfants ».

L'exécution d'un chef de tribu à Chiraz

En Iran même, l'émotion est très vive parmi les quelque cent mille membres de la tribu nomade persane des Ghachghals, dans le Fars, dont le chef, Khosrow Ghachghal, âgé d'une soixantaine d'années, a été pendu publiquement à Chiraz, le 2 octobre. Il avait passé un quart de siècle exilé en Europe en raison de son opposition aux Pahlavi, mais ses relations n'avaient jamais été bonnes avec le régime islamique, qui n'avait pas reconnu son mandat de député, et il avait été arrêté en juin. Environ deux cents de ses partisans seraient détenus.

M. Massoud Radjavi, chef des Mandjahidin du peuple, exilé en France, a rendu hommage au chef de tribu exécuté. L'organ-

sation de M. Radjavi a, d'autre part, accusé les autorités de Téhéran d'avoir perpétré l'attentat commis vendredi 1^{er} octobre dans le centre de la capitale iranienne. Le Monde daté 3-4 octobre au moyen d'un camion piégé. Selon Radio-Téhéran, l'explosion a fait « au moins soixante morts et sept cents blessés ». Un cratère de six mètres de long et deux mètres de profondeur a été creusé par la bombe dans la chaussée. Selon l'imam Khomeini, cet attentat visait « à faire oublier la récente victoire de l'Iran sur le front irakien ». Le ministre iranien de l'Intérieur, l'hojatoleslam Netaq-Nouri, a indiqué que « plusieurs suspects avaient été arrêtés, dont des étrangers ».

(A.F.P., Reuter, A.P.)

L'affaire Kravchenko

PAR GUILLAUME MALAURIE

Paris 1949: Victor Kravchenko, l'auteur de l'ai choisi la liberté dévoue pour la première fois le terrorisme soviétique d'Etat. Et c'est l'intelligentsia progressiste française qui défend l'infailibilité du Kremlin...

Une enquête au cœur de la confusion idéologique de l'après-guerre

ROBERT LAFFONT

Collection «Notre époque»

l'affaire Kravchenko

LE MONDE diplomatique

d'octobre est paru

AU SOMMAIRE :

- Le gouvernement israélien à l'heure des comptes.
- L'Espagne malade de sa droite.

50 من الاجل

مركز من الأصل

NEUILLY ET PHARMACIE QUARTIER LATIN
MEDECINE
classe préparatoire
et encadrement annuel
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94/745.08.18
enseignement supérieur privé

Sté Paris Renov
FABRICANT - INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit



MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)
• Les fenêtres RENOVS 1 se posent en une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts.

10 ANS DE GARANTIE

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x
1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN
4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée
DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RENOV - 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

AFRIQUE

Mozambique

SOUTENU PAR L'AFRIQUE DU SUD

Le mouvement de « résistance nationale » étend son champ d'action en terrorisant la population

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Les séries de contre-attaques lancées depuis juin par l'armée du Frelimo contre la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) ne l'ont pas réduite à l'inaction. Elle vient, il y a une dizaine de jours, de faire sauter une nouvelle fois les lignes à haute tension reliant les barrages de Mavuzi et Chicamba au port de Beira. Cette ville, la deuxième du pays avec cent cinquante mille habitants, a été totalement privée d'électricité.

Comme le reconnaissent les communiqués militaires de Maputo, la R.N.M. opère maintenant dans six des onze provinces du Mozambique. Elle s'est récemment implantée dans celles de Zambeze, de Gaza et d'Inhambane, ces « nouveaux fronts » n'ont été ouverts dans des régions presque inhabitées. Aussi les deux provinces centrales - Manica et Sofala - continuent-elles d'abriter les principaux foyers de rébellion.

Depuis deux mois, le Frelimo a, semble-t-il, cependant marqué des points. En août, Maputo annonçait la destruction de neuf bases rebelles dont certaines situées à moins de 100 km de Beira. En septembre, l'armée affirmait avoir tué quelque soixante-dix rebelles et détruit deux camps lors de plusieurs accrochages. Elle concentre ses efforts le long de l'axe routier Beira-Mutema (l'ancienne Umtali) et près de la frontière du Zimbabwe. En annonçant, à la mi-septembre, un « retrait tactique » de ses forces du mont Gorongosa - région pourtant propice à la guérilla - la R.N.M. reconnaît implicitement que la riposte gouvernementale portait ses premiers fruits. Sans délaisser les actions classiques de guérilla - raids sur les villages

« communautaires », attaques de trains, destructions de ponts - la R.N.M. s'en prend de plus en plus à des cibles particulièrement vulnérables : les résidents étrangers. Le 17 septembre, elle a enlevé cinq missionnaires à Muvumba, dans la province d'Inhambane : un prêtre portugais, trois religieuses italiennes et une brésilienne. Treize étrangers sont aujourd'hui aux mains des rebelles, qui avaient déjà kidnappé un ingénieur chilien et un prêtre italien en juin, six techniciens bulgares en juillet. De plus, cinq ressortissants portugais ont été tués depuis décembre.

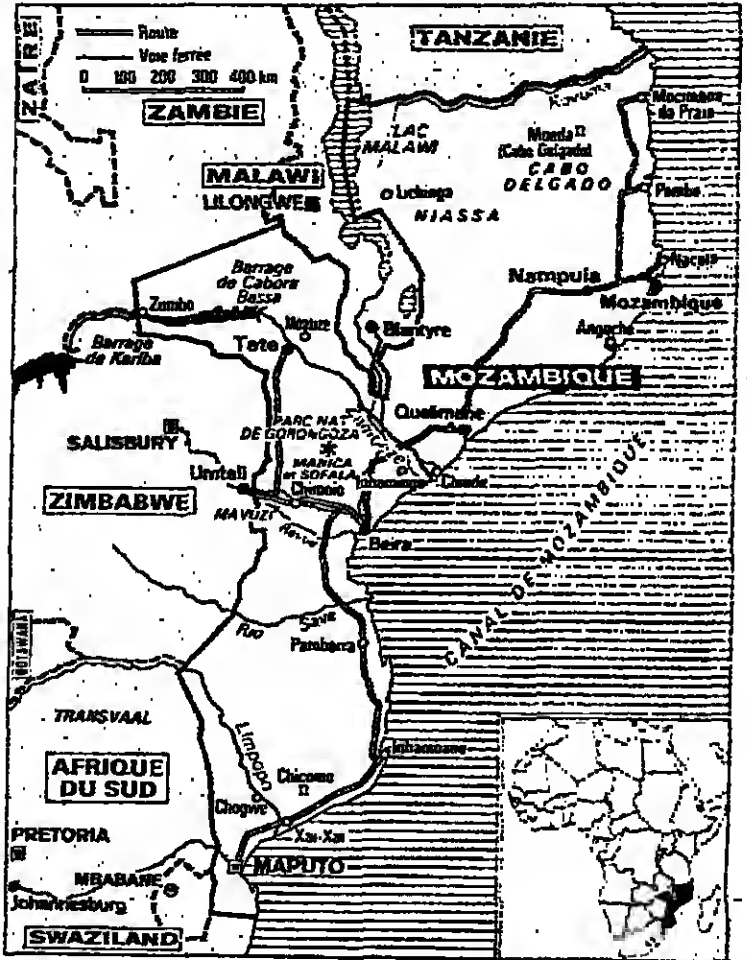
Plusieurs milliers d'experts étrangers servent au Mozambique pour pallier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les autorités ont réduit leur liberté de mouvement dans les régions les moins sûres, mais il est impossible de protéger chacun d'eux efficacement.

Une base tribale étroite

En s'attaquant aux expatriés, la R.N.M. poursuit plusieurs objectifs convergents : contraindre l'armée à la protection des civils, perturber les projets de développement (exemple : l'abandon temporaire d'un chantier forestier par une cinquantaine de techniciens suédois à retarder sa mise en œuvre de plusieurs mois), utiliser ses prisonniers comme monnaie d'échange. Un porte-parole de la R.N.M. proposait récemment de les libérer contre l'élargissement de vingt-huit opposants détenus au Mozambique.

Ces enlèvements, pour inquiétants qu'ils soient, témoignent aussi des faiblesses d'une guérilla qui ne cherche pratiquement jamais le contact avec les unités du Frelimo et se contente d'exploits moins glorieux. La R.N.M. recrute de force les villageois et s'attache leur fidélité par la terreur. L'étroitesse de sa

base tribale dans ses nouvelles zones d'implantation complique d'ailleurs le recrutement. Les mutilations qu'elle inflige aux instituteurs et aux responsables des villages « communautaires » tenus pour propagandistes du régime - coupures des oreilles et des lèvres notamment - sont monnaie courante. Les rebelles sont disciplinés et bien nourris, mais ils n'ont pas créé de véritables « zones libérées ». Leur indépendance politique est manifeste. Si la R.N.M. reçoit sans doute, ici ou là, le soutien de certains milieux paysans, elle ne paraît plus se préoccuper de « conquérir les cœurs », comme c'était le cas au début de la rébellion.



Beaucoup voient dans ce désintérêt de la R.N.M. pour les retombées politiques de son combat, la marque de l'influence sud-africaine. En tenant à bout de bras la R.N.M., le gouvernement de M. Botha ne prétend pas installer au Mozambique un contre-pouvoir racialement permis à la plebs mais poursuit ses objectifs propres qui s'inscrivent dans un contexte régional. Pour Pretoria, il importe avant tout de frapper les ré-

sistance qui était le sien avant de devenir une armée classique, obtienne de ses origines. Ainsi, les commandants militaires de province ont reçu pour mission de renforcer la capacité d'autodéfense des « milices populaires » chargées de protéger villages et récoltes. Plusieurs milliers de fusils ont été distribués aux citoyens de Maputo et de Beira. Face à un ennemi qui ne s'attarde guère en considérations politiques et survit pour l'essentiel grâce à un soutien extérieur, M. Machel s'efforce de mobiliser le peuple « pour gagner cette guerre sans trêves ».

JEAN-PIERRE LANGEILLIER

Ya-t-il encore des enfants prodiges?

Fin octobre débute sur TF1 la diffusion du « Mozart » de Marcel Bluwal, six épisodes d'une heure et demie coproduits par seize pays, la vie du musicien contée par le menu. Mais à propos, existe-t-il encore des compositeurs-enfants prodiges à une époque où la composition semble d'abord une affaire de technique et d'expérience?

Face à l'offensive du Compact Disc à lecture laser, nos microsillons d'aujourd'hui ne vont-ils pas rejoindre au grenier les vieux 78 tours? En tous cas le microsillon ne va pas se laisser faire. Le Monde de la Musique a procédé à des écoutes comparées de ces microsillons gravés selon de nouveaux procédés. Il vous livre ses conclusions.

Le Monde de la Musique d'octobre vous invite à suivre l'évolution de la voix. Vous partirez de l'homme des cavernes pour arriver aux ordinateurs qui chantent, en passant, entre autres, par les castrats de l'opéra vénitien, les « coffres » surpuissants de Bayreuth, et les



recherches de jeunes Américains pour retrouver la voix diaphonique des moines tibétains.

Invité d'honneur au Festival d'automne, le grand chorégraphe américain Merce Cunningham vient en France avec de nouveaux ballets. Simultanément sort le film de Benoît Jacquot, « Merce Cunningham au travail » réalisé à New York. Le cinéaste raconte comment il a vu et compris son modèle.

A ne pas manquer non plus, un portrait du pianiste Dinu Lipatti, un article sur Roland de Lassus, une étude sur le Rebettico qui est la source authentique du Sirtaki, etc...

Ce mois-ci, Le Monde de la Musique a écouté, commenté et étoilé 163 disques dont 9 sont les « chocs du mois ».

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique d'octobre 15F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la MUSIQUE
Télérama

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES
OCTOBRE à JUIN
PRÉPARATIONS INTENSIVES
AOÛT-SEPT.
• Deug
DROIT SC ECO
• Et 3^e Année de licence
• Tous centres et options
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 1953
AUTEUIL 6, Av. Léon Meunier
75016 Paris. Tél. 224.10.72

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Beaux-Arts
75007 PARIS CEDEX 07
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-DOM-T.O.M.
273 F 442 F 617 F 780 F
Tous pays étrangers
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F
ÉTRANGER
(par messagerie)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
II - SUISSE, TUNISIE
386 F 607 F 849 F 1 290 F
Par voie aérienne
Taux sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à fournir leur demande sur demande au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'implantation.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Ancien directeur : Hubert Bonville-Méry (1944-1968)
Jacques Fauve (1968-1982)
Imprimerie : Le Monde
5, rue des Beaux-Arts
PARIS-12
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
ISSN : 0395-2037

AFRIQUE

Centrafrique

La remise en ordre des institutions et de l'économie semble bien engagée

Bangui. — Trois ans après la chute de Bokassa et un peu plus d'un an après l'accession des militaires au pouvoir, la Centrafrique semble de nouveau vivre des heures relativement paisibles. S'il n'y a pas de miracle dans cette république enclavée et sous-peuplée d'Afrique centrale, à laquelle la France offre aide et protection, la paix civile vis-à-vis jusqu'à nouvel ordre, stabilité, et, faute d'une reprise économique qui demanderait encore quelques années, un net coup de frein à été donné à la régression amorcée dans les dernières années de l'empire.

Ainsi, la culture du coton a repris. En 1981, la récolte avait été de 17 000 tonnes. Elle pourrait, selon les premières prévisions, se situer entre 24 000 et 27 000 tonnes cette année, approchant de l'objectif de 30 000 tonnes fixé par le président Kolingba. Autrement dit, dans la savane que l'on disait favorable à M. Patasse, l'agriculteur du coup d'Etat avorté du 3 mars dernier, aujourd'hui exilé au Togo, les paysans se sont remis au travail. Même s'ils sont encore loin de la récolte record de 1971 (60 000 tonnes), ces résultats indiquent toutefois que, pour la première fois depuis plus de dix ans, il est possible de renverser la tendance sur le plan de la production agricole.

Autre élément positif, un contrôle plus rigoureux dans les six premiers mois de 1982 a permis de tripler les recettes douanières. Bangui a donc pu augmenter sa contribution aux aides extérieures, pour assurer les fins de mois, c'est-à-dire la paie des salaires de quelque quatre-vingt mille fonctionnaires. En revanche, le

De notre envoyé spécial

« dégrattement » de cette fonction publique pléthorique se heurte, on s'en doute, à de vives résistances.

Ces deux exemples tendraient néanmoins à prouver que le Comité militaire de redressement national (C.M.R.N.), qui a succédé le 1^{er} septembre 1981 au régime civil présidé par M. Daeko, est parvenu à enrayer une dégradation de la situation qui s'était poursuivie après l'opération menée par les « baroudas » français pour chasser Bokassa de son trône. Ce qui n'est pas négligeable, même quand la corruption demeure largement dans les mœurs et que la fonction publique reste, en grande partie, un corps parasitaire.

En mars, l'« affaire Patasse » avait d'autant plus irrité les militaires qu'elle avait mis en cause la paix civile et affecté, au moins momentanément, les relations avec Paris, qui maintient environ mille deux cents hommes de troupe au Centrafrique. L'échec lamentable de ce coup d'Etat — qui n'a duré qu'une nuit et fait un minimum de victimes — n'aura sans doute contribué à assainir la situation. En juin, au cours d'une tournée dans le Nord, censé être le fief des « patassistes », le général Kolingba a bénéficié d'un accueil assez chaleureux.

À Bossangoa, principale agglomération septentrionale, les autorités locales se sont même déclarées « rassurées » par sa visite et se sont engagées, au nom de la population, « à se remettre résolument au travail ». On se souvient que M. Patasse avait dénoncé la culture « néo-coloniale » du coton et que son échec électoral de 1981, face à M. Daeko, avait notamment débouché sur le pillage de Bossangoa.

Les relations avec Paris, compromises dès lors que les militaires centrafricains étaient persuadés, sans raison, que M. Patasse en avait reçu des encouragements au moins officieux, se sont assainies pratiquement sur-le-champ à l'occasion d'une visite éclair à Bangui de M. Penne, conseiller de l'Élysée.

L'affaire Goumba

En août, sans attendre cette fois que les choses tournent à l'aise, le C.M.R.N. a réuni assez de preuves, du moins l'affirme-t-il, pour interpellier un autre politicien centrafricain, M. Goumba, alors recteur de l'université et président du F.P.O.-P.T., mouvement suspendu au même titre que les autres formations politiques. Réunions clandestines, infiltrations d'agents, menées subversives, le dossier réuni contre M. Goumba, dont le procès pourrait avoir lieu en janvier 1983, serait assez consistant pour que le gouvernement militaire puisse non seulement l'accuser d'avoir rompu la trêve politique de septembre, ce qu'il lui reproche déjà, mais d'avoir également envisagé de recourir à

l'épreuve de force. Toujours est-il que son arrestation n'a guère provoqué de remous. Les militaires centrafricains continuent seulement de s'inquiéter un peu des sympathies dont M. Goumba aurait bénéficié à l'étranger, notamment à Paris.

La récente visite à Bangui de M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à l'Élysée, a aidé à détendre l'atmosphère.

Sur le plan régional, une petite alerte, début septembre, a été justifiée par l'arrivée d'un certain nombre de réfugiés du Sud-Tchad fuyant l'avance des forces alliées au président Hissène Habré. Mais l'opération de désarmement de quelque deux cent cinquante anciens partisans du colonel Kamougue s'est passée en bon ordre et les réfugiés ont été cantonnés dans le Nord. Depuis, des contacts directs ont permis à Bangui d'établir de bonnes relations avec les nouvelles autorités tchadiennes. Manifestement, les intérêts de Bangui et de N'Djamena sont conciliants.

La vie à Bangui n'est donc retrouvée une nonchalance qui sied à son caractère provincial. Le maire de la ville en a profité pour balayer de grandes croix rouges les bâtiments du centre qu'il voudrait rénover ou démolir en vue du centenaire, en 1989, de la capitale centrafricaine, une opération qui a plutôt fait sourire. En tout cas, sauf attentat toujours possible, les préoccupations sont désormais pacifiques.

Pour sa part, dans son discours à l'occasion du premier anniversaire du C.M.R.N., le général Kolingba s'est fixé comme objectif, assez ambitieux il est vrai, de rénover en 1985 avec l'équilibre budgétaire. Il souhaite qu'à cette date « le revenu réel par habitant recommence à croître, au lieu de tomber, comme c'est encore le cas actuellement ». Il veut, enfin, que 1985 « permette la pose de la première pierre d'une Assemblée nationale », autrement dit la tenue d'élections locales.

Pour peu que Paris continue son effort actuel et à condition qu'aucun capitaine ne se sente l'ambition d'un coup d'Etat « à la ghanéenne », le C.M.R.N. devrait avoir une chance de réaliser, au moins en partie, un programme apparemment raisonnable. Ici, les militaires sont sans doute encore pour un certain temps au pouvoir. Le général Kolingba, qui vient de rétablir les relations avec la Libye, navigue prudemment et mise sur l'apaisement, alors qu'en Ouganda, la succession d'Iddi Amin avait débouché sur une sanglante anarchie. Les Français ont largement contribué à maintenir un ordre relatif depuis le départ de Bokassa, et les prisons renforcent actuellement, dans des conditions jugées « correctes », une centaine de détenus politiques. Il faudra sans doute encore, pour paraphraser le général Kolingba, beaucoup « de bonne volonté, de retenue et de patience » pour relever les ruines de l'empire...

JEAN-CLAUDE POMONTI.

PUBLICATION JUDICIAIRE EXTRAIT DE JUGEMENT

Le Tribunal...
Dit qu'en commercialisant des vêtements sous la dénomination « LIBERTY », la Société MICHELLE SMADJA a contrefait la marque LIBERTY, déposée à l'Institut national de la propriété industrielle le 22 février 1978, sous le n° 270 064 par la Société LIBERTY and Co. Ltd., en renouvellement de dépôt antérieur et enregistré sous le n° 1 042 217.

Interdit à la Société MICHELLE SMADJA de continuer à faire usage de la dénomination LIBERTY sous quelque forme que ce soit, à peine d'amende définitive de CINQ CENTS francs (500) par infraction constatée, passé un délai de quinze jours à compter de la signification du présent jugement :
Condamne la Société MICHELLE SMADJA à payer à la Société LIBERTY and Co. Ltd. la somme de QUINZE MILLE francs (15 000) à titre de dommages-intérêts et celle de TROIS MILLE francs (3 000) en application de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Autorise la Société LIBERTY and Co. Ltd. à faire publier le dispositif du présent jugement dans trois journaux de son choix aux frais de la Société MICHELLE SMADJA, sans que ceux-ci puissent excéder la somme globale de DOUZE MILLE francs (12 000).

Pour extrait conforme,
M^{re} Marcel SPEZ,
avocat à la Cour.

**Genet,
Tanase,
Foucault,
S. Bellow,
Le Garrec,
Chérèque...**

LE NOUVEL
observateur
CETTE SEMAINE

Ils parlent, ils écrivent dans Le Nouvel Observateur. Jean Genet : le texte de la cassette vidéo réalisée par « Témoins » ■ Virgil Tanase : ma vérité sur « l'Affaire Tanase » ■ Michel Foucault : sur Pierre Boulez ■ Saul Bellow (Nobel de littérature) : sur Israël, Jack Lang, l'anti-impérialisme culturel, etc... ■ Jean Le Garrec (ministre de l'Emploi) : le nouveau plan anti-chômage. ■ Jacques Chérèque (C.F.D.T.) : le P.C., la C.G.T. et le Liban. Dossier Santé : qui sont les gaspilleurs ?

CHEVEUX A PROBLÈMES
PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettant d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :
• pellicules, dépôts gras, cheveux secs, cassants ;
• démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.
APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 260-38-84

Bordeaux (58.46-06-34) - Grenoble (76.49-21-41) - Lille (20.51-24-15) - Limoges (55.34-15-20) - Lyon (7.838-06-76) - Marseille (91.48-29-97) - Mulhouse (89.48-00-88) - Nancy (8.332-91-38) - Nantes (40.48-74-57) - Paris (26.89-65-74) - Rennes (99.30-16-88) - Rouen (58.73-03-22) - Saint-Etienne (77.38-10-76) - Toulouse (94.93-65-30) - Toulon (61.23-28-84).

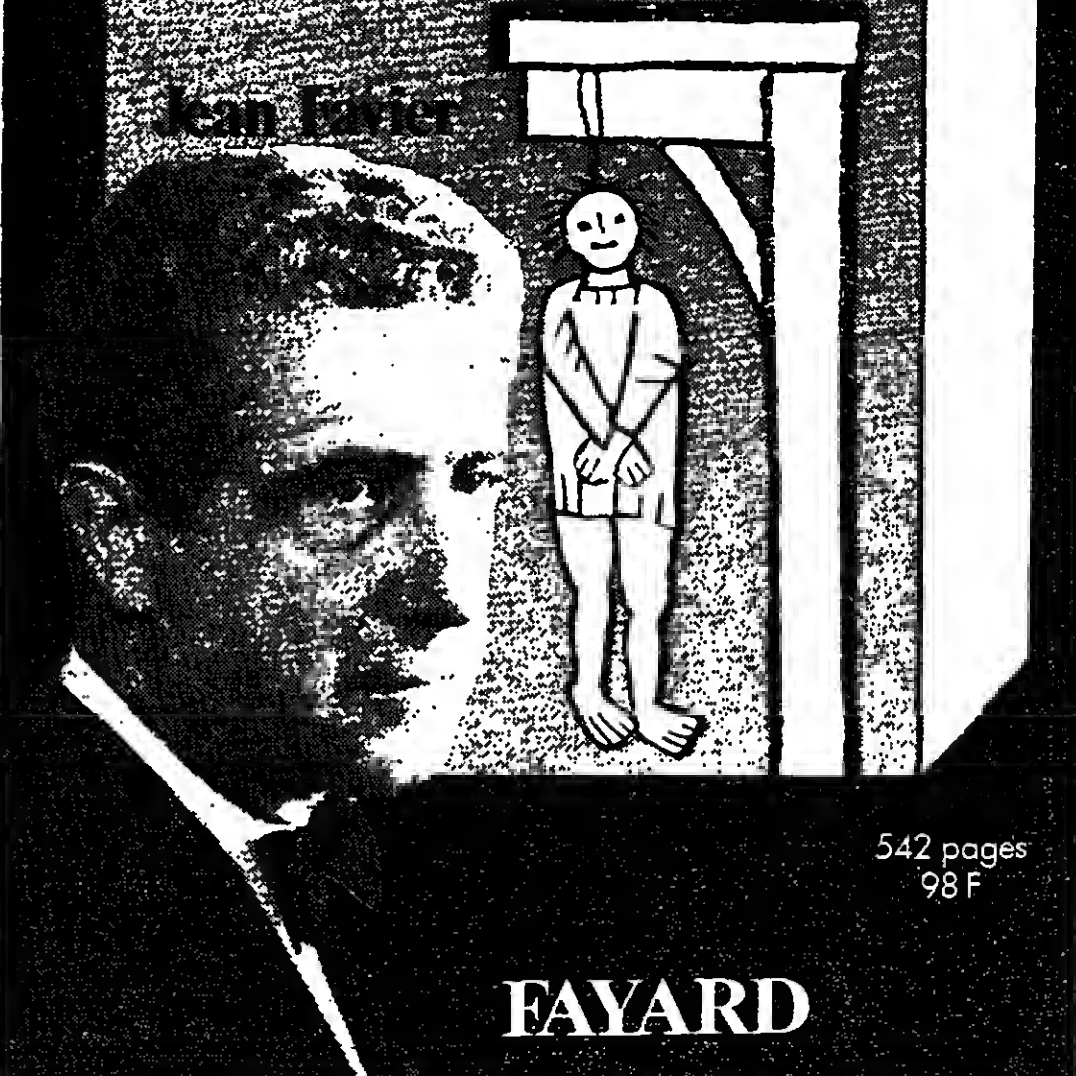
Pour les cavités avancées, nous fabriquons nous-mêmes des **PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS**, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

UN LIVRE MAGISTRAL, MAGNIFIQUE

Bernard Pivot, Apostrophes

**FRANÇOIS
VILLON**



542 pages
98 F

FAYARD

Venez les essayer au calme.
Toutes les Mercedes
sont à la Grande Cascade du Bois de Boulogne.



Du 30 septembre au 10 octobre, venez tranquillement regarder, comparer et essayer les Mercedes 1983 à la Grande Cascade du Bois de Boulogne.
Tous les modèles sont là, des 4 x 4 au coupé 500 SEC.
Vous pourrez les conduire et apprécier vous-même les derniers perfectionnements présentés au Salon.

Mercedes-Benz

EUROPE

Turquie

APPROUVÉ PAR LE MONDE DES D'AFFAIRES

Le report à sept ans d'un véritable retour à la démocratie déçoit les milieux intellectuels et ouvriers

De notre correspondant

Ankara. - Alors que vient de commencer la troisième année de pouvoir militaire, l'opinion turque semble toujours marquée par le traumatisme des années d'instabilité politique, de terrorisme chronique et par le souvenir de la grave crise économique qui avait précédé l'intervention du 12 septembre 1980, continue dans sa grande majorité de soutenir les généraux qui, estime-t-elle, tiennent l'un après l'autre les promesses de leur calendrier.

Mais nombreux sont aussi les pessimistes qui, à quelques semaines du référendum, craignent que le futur ordre constitutionnel ne sacrifie trop les libertés fondamentales au projet de restauration de l'autorité de l'Etat. Tout en reconnaissant volontiers que le coup d'Etat militaire de septembre 1980 a sauvé le pays d'une guerre civile, larvée, les milieux intellectuels et ouvriers, ainsi qu'une grande partie de la presse, ne souhaitent nullement faire seuls les frais d'une normalisation qui prévoit les restrictions des libertés politiques et syndicales.

Si le projet de réforme constitutionnelle, adopté le 23 septembre par l'Assemblée consultative, a le soutien des milieux d'affaires, il suscite certaines réserves dans d'autres milieux, y compris dans la presse. L'éditorialiste de l'hebdomadaire *Yanki*, pourtant très sensible aux thèses des généraux, estime par exemple que, sous sa forme actuelle, ce projet ne saurait favoriser la « paix intérieure » dont le pays a besoin, mais qu'il encourage « la polarisation » et renferme « des germes de discorde et de lutte ».

Les généraux se montreront-ils plus libéraux que l'Assemblée consultative, lorsqu'ils discuteront du texte avant de le soumettre au référendum ? Le général Evren en tout cas, à l'occasion de ses derniers discours, à Afyon fin août, accusé ceux qui mènent campagne contre le projet de Constitution d'agir « en parallèle » avec les communistes de l'extérieur. Le chef de l'Etat continue de penser que le système de libertés tel qu'il avait été conçu dans la Constitution de 1961 s'est révélé « un costume trop large » pour le pays et qu'il faut désormais l'« ajuster ».

Contrairement à la junte, qui avait pris le pouvoir en 1960, le conseil national de sécurité a, au maintien de son unité et celle de l'armée, il a remporté un incontestable succès contre le terrorisme qui a pratiquement disparu. En ce qui concerne la répression, les statistiques officielles font état de

44 117 personnes poursuivies depuis l'instauration de l'état de siège en décembre 1978, 25 446 restant toujours détenus fin juillet.

D'autre part, les tribunaux militaires ont prononcé plus de 111 peines capitales dont 34 allaient être confirmées par la Cour de cassation militaire. Le Conseil national de sécurité a approuvé en dernier ressort 26 peines de mort, dont 21 ont été exécutées. Toujours selon les mêmes sources officielles, quelques 605 plaintes faisant état de tortures à l'encontre des détenus ont été déposées, 177 d'entre elles ont été jugées « non fondées ». Des enquêtes sont en cours pour 368 cas et 60 membres des forces de l'ordre ont été inculpés et traduits devant la justice.

Des voix se font plus nombreuses pour préconiser l'accélération des procès politiques en cours devant les tribunaux militaires et qui traînent en longueur. L'éditorialiste du quotidien *Milliyet* note que de nombreux détenus qui « souffrent de cette attente encourrent des peines de prison inférieures à leur période de détention ».

D'autre part, les conditions de détention provoquent des protestations, parfois des grèves de la faim. Des parents de prisonniers multiplient les démarches auprès du Conseil national de sécurité pour obtenir l'amélioration du traitement imposé à leurs enfants. La comparaison, au cours d'un même procès, de simples sympathisants et de suspects aux cotés de véritables « tueurs » est, elle aussi, critiquée.

Les rigueurs de la répression

Les milieux progressistes estiment que les cinquante-deux syndicalistes de la centrale ouvrière DISK et la trentaine de membres d'un bureau de l'Association pour la paix sont jugés « pour l'exemple » et ils souhaitent un dénouement rapide de ces procès. La détention constitue, selon eux, une peine injustifiée pour certains aussi longtemps que la responsabilité directe des incrimés dans des activités terroristes n'a pas été prouvée.

Les généraux sont également penchés à pardonner aux anciens chefs de parti qui n'ont toujours pas le droit de faire de déclaration de nature politique. M. Ecevit, ancien président du parti républicain, a été condamné à une peine de prison pour n'avoir pas respecté cette interdiction.

La suppression de facto de l'autonomie universitaire, de celle de la magistrature et le renforcement du contrôle du gouvernement sur le fonctionnement de la radio-télévision d'Etat s'ajoutent à l'instauration de cours de religion obligatoires dans l'enseignement primaire, à la centralisation des décisions politiques et à l'accroissement du domaine réservé au chef de l'Etat.

Certains indices de l'économie nationale sont, en revanche, plutôt favorables. L'inflation galopante (104 % en 1980) a été ramenée aux alentours de 35 % tandis que l'évolution du produit national brut, qui était négative, connaît désormais un taux de croissance de 4 %. Les exportations ont également progressé de 60 % environ et la balance des paiements s'est améliorée. Mais, pour les consommateurs, la hausse continue des prix constitue une source de difficultés permanentes, notamment pour les employés d'Etat et les ouvriers dont le pouvoir d'achat subit une érosion constante. De même, des centaines de milliers de petits épargnants, victimes de

faillites retentissantes de banques privées, attendent patiemment d'être remboursés. De leur côté, les industriels se plaignent du taux toujours plus élevé des crédits et sont désorientés face à l'érosion continue de la livre turque par rapport à la monnaie américaine (le dollar, qui valait 82 livres turques il y a deux ans, en vaut aujourd'hui 170).

Enfin le droit de grève reste toujours suspendu, et le chômage touche, selon les chiffres officiels, quelque 18 % de la population active.

Avant le référendum sur la nouvelle Constitution, une autre question se posait que les derniers articles élaborés par l'Assemblée consultative ont tranché il y a quelques jours (le Monde du 23 septembre). C'était celle du mode d'élection du futur chef de l'Etat. Les partisans de la désignation du président de la République par le Parlement s'opposaient aux adeptes de l'élection au suffrage universel direct d'un président dont les pouvoirs seront considérablement élargis par rapport à ceux de ses prédécesseurs.

Le débat est clos, puisque le projet précise que, en cas d'adoption de la nouvelle Constitution par référendum, le général Evren deviendra automatiquement président pour sept ans. Il sera assisté par un conseil présidentiel, où siègeront les chefs d'état-major actuellement membres du Conseil national de sécurité. Ces derniers, ainsi que le général Evren, garderont leurs responsabilités dans la hiérarchie militaire jusqu'aux élections générales, qui, au printemps 1984 au plus tard, doivent désigner un Parlement.

L'équipe dirigeante actuelle conservera donc le pouvoir, sous la présidence du général Evren, jusqu'en 1990.

ARTUN UNSAL

CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

CAPEL se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

COLLEGE SEVIGNE

28 rue Pierre Nicole 75005 Paris 326.25.86

Etablissement privé laïque fondé en 1930 sous contrat d'association

PREPARATION AUX CONCOURS

- Etudiants présents et correspondants
- Instituts Régionaux d'Administration (I.R.A.)
- Agrégations et C.A.P.E.S. (Lettres, Lettres Modernes, Grammaire, Philosophie, Histoire, Géographie, Anglais, Allemand)
- Ecole Normale d'Instituteurs

C.F.P. CENTRE LAÏQUE DE FORMATION PEDAGOGIQUE

d'Instituteurs pour l'enseignement privé lié à l'Etat par contrat

- Après concours d'entrée 3 ans d'études
- obtention du D.E.U.G. (mention 1er degré)
- Certificat d'Aptitude Pédagogique

L'Arche

Revue de culture française

ALGERIE 20 ANS APRES

(numéro spécial)

(En vente dans les librairies et au journal "Le Monde" - 1007 Paris) - Le N° 38 - 7 - Abonnement : 120 F/an

Exclusif : **LIONEL JOSPIN : «Le P.S. n'a pas changé...»**

Le mois politique et littéraire

La dernière interview de Nahum Goldmann

circulez mieux dans le monde des affaires :

30% DE REDUCTION dès le premier vol



avec **LES CARTES D'ABONNEMENT AIR INTER**

VOUS AVEZ LE CHOIX ENTRE DEUX FORMULES

Il n'est pas nécessaire de voyager très souvent en France par avion pour rentabiliser une carte d'abonnement "AIR INTER". Quelques aller-retour dans l'année (1) suffisent à en amortir le prix d'achat.

La carte d'abonnement "vois rouges, vois blancs, vois bleus" vous donne accès sans restriction à tous les vols sur la ou les lignes choisies.



La carte d'abonnement "vois blancs, vois bleus" (toute nouvelle) sur certaines lignes, donne accès exclusivement aux vols blancs et aux vols bleus.



(1) - entre 5 et 7 aller-retour sur une même ligne pour une carte annuelle "vois rouges - vois blancs - vois bleus" - entre 3 et 5 aller-retour sur une ligne pour une carte annuelle "vois blancs - vois bleus"

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS ADRESSEZ-VOUS A VOTRE AGENCE DE VOYAGES, A AIR INTER PARIS TEL. : (1) 330.13.60, OU ECRIVEZ A AIR INTER D.O.C., 1, AVENUE DU MARÉCHAL DEVAUX - 91650 PARAY VIELLE POSTE

AIR INTER
NOTRE MONDE C'EST LA FRANCE

Spécimen gratuit sur demande Abonnez-vous à **RT** 1 an (12 numéros) : 250 F

LA REVUE DU TRADUCTEUR

La revue de tous ceux qui s'intéressent aux langues étrangères et à l'évolution du français

2, PLACE DU PALAIS-ROYAL - 75041 PARIS CEDEX 01 - TEL. : 297.00.90

1^{ère} EDITION DU GUIDE DES GRANDS VOYAGEURS

La sélection Michelin des hôtels et restaurants de 20 villes européennes



50 من الاجل

EUROPE

LA DÉCOUVERTE D'UN COMLOT MILITAIRE

Les socialistes face aux militaires

(Suite de la première page.)

C'est bien à la décharge de leurs bêtises qu'aspire le P.S.O.E. « Notre véritable objectif », affirme M. Gonzalez, « est de mettre fin à la mainmise d'un même petit groupe de plans de putsch des décennies sur le pouvoir politique, économique et administratif. Contrairement aux apparences, c'est un objectif extrêmement ambitieux et l'on observe l'histoire récente de l'Espagne. Sa réalisation est une condition sine qua non pour que les institutions démocratiques puissent réellement fonctionner dans ce pays. »

Parler de « pouvoirs de fait » à Madrid, c'est évoquer avant tout les forces armées. Depuis la commotion produite par la tentative de putsch du 23 février 1981, l'Espagne regardait avec perplexité, de ses casernes, la découverte, le 2 octobre, d'un nouveau complot militaire contre d'ailleurs qu'ils n'ont pas tort. Le journal *El Alcazar*, porte-parole de l'extrême droite, multiplie les diatribes contre le P.S.O.E. qui accuse de vouloir purger, voire éliminer, les forces armées. Les principaux chefs militaires restent apparemment sereins. Le plupart se taisent, et d'autres se veulent rassurants. Par exemple, le capitaine général de la région militaire de Séville, le lieutenant-général Manuel Saavedra, qui affirmait le 24 septembre dernier : « Pour l'armée, il n'y a pas de droite ou de gauche, il n'y a que la patrie. Que le pouvoir exécutif soit exercé par des représentants de l'une ou l'autre idéologie ne nous affecte pas. » Cette déclaration apparaît cependant redondante, mais en Espagne elle est encore bien nécessaire, commente M. Gonzalez.

Le thème militaire est pour les socialistes l'un des plus délicats. Les Cascares ont consacré une réédition réussie du 23 février avec bien souvent l'intention de détourner du P.S.O.E. le « vote de la peur ». Il ne faut pas s'attendre à un polpe coup d'État au sens classique, affirme toutefois un lieutenant-colonel désapprouvé. L'ère des pronunciamientos dans le style du généralísimo s'est achevée. En Espagne, en février 1981, avec l'opération du lieutenant-colonel Tejero. Aujourd'hui, le véritable danger est la violence politique. Il est assez grand pour que le P.S.O.E. une fois parvenu au pouvoir, renonce à la tentative de recherche de la coexistence avec les militaires.

Appliquer les lois

« Il est peut-être vrai que le sommet de la hiérarchie n'est pas en faveur d'une intervention militaire, affirme un commandant plus pessimiste. Les lieutenants-général en fin de carrière ne sont pas disposés à intervenir. Ils lancent dans une aventure d'Ulm. Milla del Bosch le 23 février 1981 et sa lourde condamnation les ont fait réfléchir. Le danger vient plutôt des généraux de brigade ou des colonels qui accèdent dans quelques années aux postes de commandement et qui sont plus virulents. Les socialistes se promettent s'ils s'installent qu'ils ont pu convaincre les militaires de leur modération. Dans les casernes, ils apparaissent toujours comme les marxistes qui vont légaliser l'avortement, mettre fin à l'enseignement privé et détruire les traditions de la société espagnole. »

Le programme militaire du P.S.O.E. est pourtant modéré. Celui du P.U.C.D. lui ressemble d'ailleurs presque point par point. « Le problème n'est pas de réformer l'arsenal légal, mais de l'appliquer », pousse à dire, affirme M. Enrique Mugica, député, ancien président socialiste de la commission de défense du Congrès. « Il nous faudra insister clairement d'entre autres sur la subordination des forces armées au pouvoir civil, précise un autre parlementaire socialiste, M. Luis Solana. Le choc psychologique que provoquera pour les militaires l'arrivée des socialistes au pouvoir laissera peut-être un « split » pendant lequel nous pourrions clarifier les choses. »

Ce n'est pas une tâche facile. Les ministères de la défense de l'U.C.D. avaient jusqu'ici cherché à rassurer la « non-belligérance » de l'institution militaire, en lui concédant une large autonomie. Ainsi le pouvoir civil avait systématiquement entériné les propositions de nomination formulées par la hiérarchie, même au niveau le plus élevé. Les principaux chefs militaires actuels, y compris les capitaines généraux, ont donc été choisis d'abord en fonction de la confiance qu'ils inspirent à leurs pairs. N'est-ce pas paradoxal, par exemple, qu'un officier dont le comportement n'avait pas été très clair lors de la tentative de putsch de février 1981 ait pu être nommé à la tête d'une région militaire ?

Le P.S.O.E. affirme vouloir rompre avec cette politique. La question des nominations sera le premier test qui permettra de juger de sa capacité à affirmer son autorité. « Pour ce qui est des promotions, il s'agit de respecter au maximum les critères de mérite », assure-t-il. L'avancement automatique, précise un député socialiste, spécialiste des thèmes militaires, ce qui est de la corruption, n'est pas une option. « Nous ne sommes pas des militaires, nous sommes des citoyens. Mais pour les affectations au plus haut niveau, comme les chefs de région militaire de grande division, nous entendons exercer pleinement nos prérogatives de choix. Cela ne signifie pas que nous nommerons des officiers dont la fidélité à la démocratie est assurée. »

La lutte contre l'ennemi intérieur

Le P.S.O.E. maintiendra-t-il en fonction les membres de l'actuel comité des chefs d'état-major, l'échelon le plus élevé de la hiérarchie militaire et le principal exécutif de la politique de défense ? Toute décision dépendra sans doute de consultations avec le roi. La nomination en janvier dernier de ses membres actuels avait été accueillie favorablement par les milieux militaires démocratiques. Ceux-ci ont aujourd'hui plus réticents : si les nouveaux responsables militaires ont effectivement fait preuve d'une attitude qui faisait défaut à leur prédécesseurs, ils ne se sont pas distingués par des démonstrations d'adhésion au système démocratique.

Certains des réformes militaires du P.S.O.E. ne sont pas du goût des vétérans. C'est le cas de la réforme de la justice militaire qui ne doit être complétée, selon le programme socialiste, que par « les décrets en service actif et qui, en outre, lèvent des interdictions de spécifiquement militaire ». Une telle réforme aurait fait comparaître les auteurs du putsch manqué du 23 février 1981 devant un tribunal civil qui aurait sans doute manifesté moins de mansuétude à leur égard.

Le redéploiement territorial de l'armée (en fonction de critères opérationnels) prôné par les socialistes est une réforme importante. « Il s'agit d'une part de déplacer les unités de la région sud de l'Andalousie vers les principales zones de conflit, et d'autre part de concentrer les unités de la région nord, explique un responsable socialiste. Les forces armées espagnoles ne doivent plus être accusées comme à l'époque du franquisme d'être un obstacle à la lutte contre un ennemi commun, intérieur, mais, comme toutes les armées européennes, protéger le pays contre un éventuel ennemi extérieur. »

Il faut, d'autre part, trans-

former progressivement les actuels la rois des prérogatives militaires, administratives et judiciaires en chef de grandes unités ou pourvoir simplement opérationnel. La hiérarchie militaire a aujourd'hui conscience que cette réforme est indispensable pour moderniser nos forces armées et si les militaires s'y opposent, c'est eux qui se trouveront isolés au sein de leur institution. »

Les motifs de friction avec l'extrême-droite ne manquent donc pas. Les articles incendiaires d'*El Alcazar*, protestant contre les intentions du P.S.O.E. de rattrapper d'un coup la garde civile au ministère de l'Intérieur (2) ou contre sa proposition de faire accomplir par les conscripts le service militaire dans leur région, d'ailleurs, ont un vrai-petit des affrontements à venir. Le thème de la réforme de l'enseignement militaire paraît aussi délicat : les socialistes veulent multiplier les contacts entre au niveau de professeurs de d'étudiants entre les académies militaires et les



(Dessin de PLATTU.)

universités civiles, subordonner à un système de concours l'accès des centres d'enseignement militaire, faire dépendre davantage du ministère de la défense et non des chefs d'état-major les différents plans d'études. « Il n'y a rien de bien révolutionnaire, dit-on au P.S.O.E. Nous voulons simplement, européens nos forces armées, dans l'Espagne actuelle, il est vrai que c'est déjà beaucoup. » Même si, comme le souligne un officier démocrate réticent, les socialistes se sont peut-être un peu précipités à moderniser techniquement l'institution militaire pour la transformer en profondeur. Th. M.

(2) La garde civile doit le directeur général des services, dépend actuellement du ministère de la défense ou de celui de l'Intérieur, selon le type de mission qu'elle accomplit.

Le principal producteur espagnol d'aluminium a suspendu ses paiements

Huit mille emplois concernés

La société Aluminio Espanol, principal producteur d'aluminium de la péninsule ibérique, a suspendu le paiement de ses dettes de 200 millions de dollars (200 millions de francs) envers les banques étrangères, dont la Bank of America, la Citibank, la Royal Bank of Canada, l'Orion Bank. En conséquence, la société a été mise à la veille du week-end, en état de cessation de paiements.

Le principal actionnaire d'Aluminio Espanol avec 55 % de capital est l'entreprise nationale d'aluminium, filiale de l'Institut national de l'industrie (INI), la deuxième actionnaire étant le groupe allemand Alcoa et la troisième, Aluminio de Galicia, filiale de groupe français FUL.

Cette suspension de paiement la plus importante de l'histoire financière de l'Espagne, se produit peu de jours après que le premier groupe pétrochimique du pays, Repsol, a suspendu le paiement de ses dettes de 200 millions de dollars (200 millions de francs) envers les banques étrangères, dont la Bank of America, la Citibank, la Royal Bank of Canada, l'Orion Bank. En conséquence, la société a été mise à la veille du week-end, en état de cessation de paiements.

Les officiers arrêtés étaient en relation avec les conjurés du 23 février 1981

Madrid. — Un nouveau complot militaire a été déjoué à Madrid trois semaines avant les élections législatives du 28 octobre dont les socialistes sont les grands favoris. Trois officiers d'artillerie, les colonels Luis Muñoz et Jesus Crespo, ainsi que le lieutenant-colonel José Crespo (frère du précédent), ont été arrêtés samedi 2 octobre et incarcérés. En relation avec ces arrestations, le lieutenant-général Milana del Bosch, qui purge actuellement sa peine pour sa participation à la tentative de putsch du 23 février 1981, a été transféré en hélicoptère de Madrid dans un établissement militaire de Séville. Plusieurs autres officiers condamnés pour la même affaire ont été mis au secret.

Le ministre de la défense, M. Otaz, a confirmé dimanche que les trois officiers détenus préparent

De notre correspondant

arrestations auraient alors été déjouées et la loi eût été cependant surprise que ces arrestations se soient produites alors que les principales autorités civiles et militaires étaient hors de la capitale. Le roi, qui était à Oviedo pour la remise des prix de la fondation du prince des Asturies et le congrès des journalistes européens, a couronné son séjour. M. Calvo Sotelo se trouvait

reprises dans leur prison de nombreux condamnés pour la tentative de coup d'État du 23 février 1981. S'agit-il d'un nouveau « soubresaut » lié à ce putsch manqué ? Les plus optimistes font valoir que cette nouvelle conjuration est plus modérée et qu'elle a, cette fois, été détectée à temps par les services de renseignements. Il est toutefois surprenant que les capitaines-général de plusieurs régions militaires aient été rappelés d'urgence à leur poste samedi. Le gouvernement craint-il que le complot n'ait des ramifications en dehors de la capitale ou veut-il éviter d'éventuels mouvements de solidarité en province avec les détenus ? Les plus pessimistes rappellent que l'existence d'un « mouvement des colonels », qui disposerait d'une certaine audience parmi les officiers de grade intermédiaire, avait été plusieurs fois mentionnée lors du procès des putschistes.

LE LIEUTENANT-COLONEL TEJERO :
« ÇA PUE LE MARXISME... »
Madrid (A.F.P.). — Le lieutenant-colonel Antonio Tejero, principal protagoniste du coup d'État manqué du 23 février 1981, s'est déclaré, samedi 2 octobre, prêt à répéter sa tentative putschiste. Dans des déclarations reprises par le quotidien madrilène *El País* (Indépendant), le lieutenant-colonel a affirmé qu'il n'avait aucun remords et qu'il était disposé à se soulever contre le roi Juan Carlos si celui-ci « agissait contre l'Espagne ».

Si les socialistes gagnent les élections du 28 octobre prochain, « la seule alternative possible sera de gruper les forces néo-fascistes pour les expulser d'Espagne », a-t-il ajouté, affirmant que le marxisme constitue le plus grand danger pour l'Espagne, et que, actuellement, « ce plus le marxisme ».

Le lieutenant-colonel a ajouté qu'il n'avait aucune confiance dans le leader du parti conservateur d'Alliance populaire (A.P.), M. Manuel Fraga, et que si ce dernier gagnait les élections, cela « ne servirait à rien ». Son fils, Ramon Tejero, un légionnaire de dix-huit ans, inscrit à Valence, sur les listes de Solidarité espagnole, a présenté, dans cette ville le programme du parti, qui se résume, a-t-il dit, en quatre idées essentielles : « Dieu, patrie, ordre et travail. »

en Galice (où il se trouve toujours) tandis que le ministre de l'Intérieur, M. Roson, était en voyage au Pays basque. Enfin, le capitaine-général de la région militaire de Madrid, le lieutenant-général Avcarrena, est revenu d'urgence de Caseres, en Estrémadure.

Les points d'interrogation sont nombreux. Quelles actions prépareraient au juste les conjurés et, surtout, de quels appuis disposeraient-ils ? On se refuse pour le moment à le préciser dans les milieux officiels, où l'on affirme que les ministères de la défense et de l'Intérieur poursuivent l'enquête et que de nouvelles arrestations pourraient avoir lieu. Un juge militaire, le colonel José Muñoz, d'ailleurs, a été nommé. Il dispose d'un délai de cinq jours pour se prononcer sur la mainlevée en prison des trois officiers, qui ne sont pas des inconnus, leurs liens avec l'extrême droite étant avérés. Ils avaient rendu visite à plusieurs

arrestations auraient alors été déjouées et la loi eût été cependant surprise que ces arrestations se soient produites alors que les principales autorités civiles et militaires étaient hors de la capitale. Le roi, qui était à Oviedo pour la remise des prix de la fondation du prince des Asturies et le congrès des journalistes européens, a couronné son séjour. M. Calvo Sotelo se trouvait

reprises dans leur prison de nombreux condamnés pour la tentative de coup d'État du 23 février 1981. S'agit-il d'un nouveau « soubresaut » lié à ce putsch manqué ? Les plus optimistes font valoir que cette nouvelle conjuration est plus modérée et qu'elle a, cette fois, été détectée à temps par les services de renseignements. Il est toutefois surprenant que les capitaines-général de plusieurs régions militaires aient été rappelés d'urgence à leur poste samedi. Le gouvernement craint-il que le complot n'ait des ramifications en dehors de la capitale ou veut-il éviter d'éventuels mouvements de solidarité en province avec les détenus ? Les plus pessimistes rappellent que l'existence d'un « mouvement des colonels », qui disposerait d'une certaine audience parmi les officiers de grade intermédiaire, avait été plusieurs fois mentionnée lors du procès des putschistes.

LES MÊMES NOMS...

Dans les milieux de gauche, on souligne que ce nouveau complot, montre l'urgence d'une action plus ferme contre les officiers rétrogrades. Est-il admissible, par exemple, que les principaux conjurés du 23 février, qui purgent leur peine dans des casernes et non dans un établissement pénitentiaire, disposent d'un droit de visite pratiquement sans contrôle et soient autorisés à recevoir des communications téléphoniques ? Les nombreuses démarches des avocats des putschistes destinées à obtenir pour leurs clients un régime de faveur, s'échelonnent maintenant d'un jour nouveau.

Il est significatif, ajoute-t-on dans les mêmes milieux, que ce soit toujours les mêmes noms qui apparaissent à chaque nouvelle tentative. Il s'agit, par une série d'actes de provocation, de forcer le sommet de la hiérarchie militaire à se manifester et à faire pression sur le pouvoir civil pour qu'il accepte une série de mesures destinées à tranquilliser l'armée. En faisant ainsi office de « détonateur », ces colonels espèrent convaincre leurs pairs, mécontents de la situation politique, mais, pour la plupart, peu décidés à agir.

La découverte de cette nouvelle conjuration influera-t-elle les élections du 28 octobre ? Un « vote de la peur » pourrait provoquer un reflux des voix vers les formations de droite alors que l'on croyait en général une victoire assez facile pour les socialistes. Parmi ces derniers, certains se demandent même si l'affaire n'a pas été délibérément amplifiée dans ce but. Le P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol) est, en tout cas, conscient du danger et cherche à rassurer. On pourrait s'attendre que quelques-uns s'inquiètent à la veille d'élections qui peuvent signifier le changement, a affirmé son secrétaire général, M. Felipe Gonzalez. Mais si nous l'emportons, nous allons vraiment gouverner. » Les socialistes semblent vouloir jouer la carte de la fermeté afin de persuader le pays qu'ils agissent de manière à couper court une fois pour toutes aux manœuvres de « déstabilisation » de la démocratie. Ce qui, de toute évidence, n'a pas encore été fait.

THIERRY MALINIAK.

Danemark

UN DIRIGEANT DU P.C. CONdamnÉ POUR DÉTENTION CLANDESTINE DE DEVISES

(De notre correspondant.)

Copenhague. — M. Ingemar Wagner, membre du comité central du parti communiste danois, chargé des relations avec l'étranger, a été condamné à une amende de 2 000 couronnes (1 600 F) pour infraction à la législation sur les devises. A la suite d'un scandale commis à son domicile l'hiver dernier (*le Monde* du 7 mars 1982), la police avait découvert qu'il détenait dans un coffre-fort quelque 200 000 couronnes danoises. Au cours de l'enquête, M. Wagner avait refusé d'expliquer aux autorités la provenance de cet argent, affirmant qu'il lui avait été confié et qu'il ignorait à quoi il était destiné. Le ministère de la justice conserva donc cette somme jusqu'à l'identification de son propriétaire.

Le président du parti communiste, M. Joergen Jensen, a déclaré que seuls lui-même et M. Wagner connaissent l'existence de ces fonds, fruit de collectes faites hors frontières à l'intention de certains petits fonds vivants dans la clandestinité, et que, par conséquent, « on ne souhaite pas moucharder ». Quant à la police danoise, elle a toujours affirmé qu'elle était vraiment tombée sur cette affaire par hasard, et qu'il ne s'agissait pas là d'un coup monté à des fins politiques. La rumeur a couru — et court toujours — que cette somme devait financer les mouvements pacifistes européens.

C. O.

Italie

Arrestation d'un chef des Brigades rouges. — Une dizaine de membres des Brigades rouges, dont le chef de la « colonne napolitaine », Vittorio Bolognini, ont été arrêtés au cours d'une vaste opération antiterroriste menée à Bagnoli, dans les faubourgs de Naples. La police a découvert, au cours de la même opération, deux bases clandestines contenant tout un arsenal, dont les armes volées lors de l'assaut, l'été dernier, de la caserne de Santa Maria Capua Vetere, au nord de Naples, et de l'attaque contre un convoi militaire à Caserte (qui avait fait trois morts parmi les forces de l'ordre). — (A.F.P.)

Suisse

Attentat contre une usine d'aviation. — Un incendie criminel a détruit quatre avions légers à usages multiples dans l'usine Pilatus, le 3 octobre dans la matinée, dans le district de Nidwald. Il s'agit d'un attentat revendiqué par un groupe encore inconnu qui s'est donné le nom d'Aurora ou Stargazer. Il a déclaré vouloir empêcher de nouvelles livraisons d'armes au Guatemala. — (Corresp.)

Pour comprendre ce qui est arrivé au Chancelier Schmidt : un numéro spécial sur la RFA.

POUVOIRS N° 22

La crise entre socialistes et libéraux. La nouvelle répartition des forces politiques. La place et le rôle de l'Église dans la société allemande. D'autres questions, d'autres réponses dans POUVOIRS N° 22. 200 pages. 57 francs.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مكتبة الأمل

EUROPE

EN ESPAGNE

LA DIALECTIQUE DES PISTOLETS

A chaque « crise » qui semblait menacer son régime, basé sur une rigoureuse ségrégation entre valeurs militaires et valeurs de la guerre civile, Franco avait coutume d'évoquer les « vieux démons » d'une Espagne supposée insubmersible pour tenter d'exorciser le « péril rouge ». Sept ans après la mort de Franco, chaque « coup de feu » des casernes continue de faire trembler l'Espagne nouvelle, démocratique mais fragile. Les fantômes sinistres des « conjurations noires » n'ont pas disparu de la conscience collective. On l'a bien vu le 23 février 1981 : le coup d'État de la garde civile a suscité fait « rebondissement » de la « transition » du 18 juillet 1978, du nord au sud de la Péninsule. Que trois colonels soient arrêtés à Madrid, impliqués dans un complot militaire, et tout un peuple, tranquille mais stupéfait et vaguement inquiet, s'interroge sur l'empireur de la « conjuration » et sur ses conséquences.

Il n'est pas si simple d'oublier la longue tradition de « pronciamentos » ni le drame sanglant qui a profondément marqué plusieurs générations d'Espagnols. Il est difficile de ne pas tenir compte de la grogne d'une notable fraction des forces armées, irritées, sinon exaspérées, par la perspective d'une victoire électorale de la « gauche » au scrutin du 28 octobre.

Les Espagnols de 1982 sont à la fois solidement installés dans leur nouveau statut d'« Européens », même s'ils ne le sont pas à part entière, et encore hantés par leur passé récent. La « transition » est un succès : le passage délicat des institutions autoritaires du franquisme à un régime démocratique moderne s'est effectué sans violence et sans remous excessifs. Même si l'interminable « cancer » basque a pu, à l'occasion, susciter des « bavures » politiques, la démocratie espagnole modèle 1982 vaut bien celle des autres nations déjà intégrées dans le club Europe. Pourtant, l'Espagne d'aujourd'hui, si radicalement différente de celle de 1936, conserve sa spécificité : les coups de gueule des centurions en colère font aussitôt craindre un possible retour à cette « dialectique

Les officiers « démocrates » sont minoritaires

Ce refus raisonnable d'une « rupture » entre l'ancien régime autoritaire et le nouveau système démocratique a aussi son revers. L'armée a perdu quelques-uns des chefs de file des courants ultras par le jeu des promotions et des mutations. Elle est restée, dans ses profondeurs, imprégnée d'esprit franquiste. On l'a vu à l'ampleur de sa compromission dans l'affaire du 23 F (le 23 février 1981) et à ses réactions pendant le procès du lieutenant-colonel Tejero et du général Milans del Bosch. L'armée a reproché la légalisation du parti communiste à M. Suarez — et elle le lui reproche encore. Elle a critiqué la « faiblesse » du gouvernement centriste dans la difficile lutte contre le terrorisme basque. Et elle s'est nettement remise en question le statut des autonomies que socialistes et centristes ont conclu — au lendemain du 23 F — un véritable pacte tendant à limiter, en tout cas à réglementer, les autonomies régionales. Il faut admettre que les officiers « démocrates » sont restés minoritaires dans l'armée, sous l'ancien régime, pendant un combat clandestin qui ne leur a pas été pardonné.

Il n'y a pas que l'armée, et les socialistes de M. Felipe Gonzalez le savent bien qui ont, depuis 1975, adapté leur stratégie aux réalités de l'Espagne de la « transition ». Il ne suffit pas de changer les institutions pour changer les mentalités. C'est un fait admis par tous que de larges secteurs de l'administration, de la police, de la justice, des milieux d'affaires, de la banque et de l'Eglise sont restés ou sont redevenus « franquistes ». Non pas nostalgiques d'un ancien régime dont la naissance est, en toute hypothèse, exclue. Mais jaloux en tout cas des perspectives offertes par la victoire annoncée d'un parti socialiste, certes rénové, modernisé, assésé et « garanti » par l'Internationale socialiste, mais qui apparaît malgré tout comme l'héritier des vaincus de 1939. Cette fraction « conservatrice » de l'opinion, déguisée par un « centre » qui offrait en 1977 les avantages de la « continuité » et de « démocratie » risque de refluer massivement à droite, accélérant ce phénomène de polarisation gauche-droite de si funeste mémoire.

Le 23 F a directement contribué à la désagrégation du parti centriste. Il a indirectement incité le parti socialiste à tempérer encore plus son programme politique et mis les communistes, déchirés, dans l'obligation de proclamer leur volonté de rester en dehors de toute coalition de gauche. Si les socialistes l'emportent le 28 octobre, ils devront d'abord leur victoire à cette décomposition du centre. Les « écarts » de quelques colonels, partie visible des remous militaires, ne sont que des sommets d'une mer agitée. L'Espagne post-franquiste a donné une leçon de modération. Il lui reste à faire la preuve qu'elle peut aussi pratiquer l'alternance, règle majeure d'une démocratie.

MARCEL NIEDERGANG.

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES A L'ÉPREUVE DU CHANGEMENT

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand en avait fait lui-même l'expérience. Après avoir affirmé son intention de rompre un tête-à-tête avec Bonn qu'il trouvait exclusif (et sans doute trop marqué par le style de son prédécesseur), il avait rapidement retrouvé, dès le deuxième sommet, un bon beaucoup plus unitaire vis-à-vis de la R.F.A. Même si, avant et depuis, Paris s'est efforcé de rééquilibrer ses rapports avec les autres grands pays de la Communauté européenne, la Grande-Bretagne et l'Italie. Au demeurant, ce maintien de cap dans les relations franco-allemandes s'était effectué alors que, à différents égards, on pouvait penser que le courant de sympathie personnelle entre MM. Schmidt et Mitterrand n'était pas considérable.

Un partenaire économique moins accommodant

En réalité, l'inquiétude que l'on peut éprouver à Paris quant à l'avenir des rapports avec Bonn beaucoup moins, dans le domaine diplomatique, sur les relations strictement bilatérales telles qu'elles fonctionnent grâce au traité dont on fête en janvier prochain le vingtième anniversaire, que sur les possibilités d'action commune avec la R.F.A. vis-à-vis de tierces puissances. Qu'il s'agisse de l'attitude à adopter à l'égard des Etats-Unis, du Proche-Orient, des relations Est-Ouest ou de certains aspects importants de la politique communautaire (notamment

le calendrier de son élargissement), l'identité de vues entre Paris et Bonn n'est pas assez facile. Il est vrai que, dans ces différents domaines, l'exception sans doute du dernier, l'accord des points de vue peut tout aussi provenir de l'évolution des analyses françaises que du changement de gouvernement ouest-allemand.

Cette inquiétude est tempérée par le souci de réalisme que l'on prête, probablement à bon droit, au chancelier Kohl. Ainsi, par exemple, des rapports avec Moscou : il est pour le moins improbable que, dans l'affaire du gazoduc euro-sibérien, Bonn infatigable se permette de se désolidariser de Paris, en particulier pour des raisons économiques. A l'inverse, une grande incertitude pèse sur les orientations diplomatiques à plus long terme de la R.F.A. A la fois en raison de la proximité d'élections générales anticipées (du moins si elles ont bien lieu le 5 mars) et du rôle que va tenter de jouer, à l'intérieur de la nouvelle coalition, M. Franz Josef Strauss.

Sur ce dernier point, l'incertitude est d'autant plus forte que, même rallié à M. Kohl, le ministre-président de Bavière n'a manifestement pas désarmé, et poursuit le ministre des affaires étrangères, M. Genscher,

d'une vindicte aussi tenace qu'entêtée.

Mais c'est, bien plus encore, dans le domaine économique et monétaire que Paris redoute d'avoir désormais à Bonn un partenaire sensiblement moins accommodant que naguère encore (bien que M. Mitterrand, d'ailleurs, ait été un peu déçu par un certain manque d'esprit coopératif de la part de la R.F.A. durant les derniers mois du gouvernement Schmidt). Certes, si M. Kohl parvient à obtenir une certaine relance de l'économie ouest-allemande, ce progrès peut se révéler favorable à la reprise des exportations françaises outre-Rhin.

Mais, outre qu'il est un peu cruel pour un gouvernement français de gauche de devoir espérer le salut d'un succès de la politique conservatrice à Bonn, cette amélioration demeure hypothétique. La rasque de voir la R.F.A. manifester beaucoup moins d'enthousiasme que précédemment à « monter au créneau » pour la terre d'origine de son point de vue dans les négociations européennes (notamment agricoles) est, lui, beaucoup plus réel, et risque de se concrétiser plus rapidement.

Au-delà même de ces préoccupations diplomatiques et écono-

miques, le succès des chrétiens-démocrates ouest-allemands peut difficilement ne pas être ressenti par le gouvernement français et les partis qui le soutiennent comme une pierre dans leur jardin, une difficulté politique et psychologique supplémentaire. Même si la victoire de M. Kohl, au moins dans l'immédiat, doit plus aux jeux parlementaires qu'au suffrage universel direct, elle ne conforte pas l'image d'un « socialisme qui fait son chemin » en Europe. Et elle risque de contribuer à donner l'impression, pas nécessairement fondée d'ailleurs, d'un certain isolement de la France.

De ce point de vue, la gauche française ne peut être pleinement consolée par le retour au pouvoir des sociaux-démocrates en Suède ni même par le probable succès des socialistes espagnols aux élections du 28 octobre prochain. Sans être négligeables, ces deux victoires ne concernent pas, en effet, des pays membres de la C.E.E. Et ce n'est pas l'insinuation à M. Papadimitriou que de constater que la présence d'un gouvernement socialiste à Athènes ne peut suffire à donner à la France les points d'appui dont elle a besoin à l'intérieur de la Communauté.

BERNARD BRIGOULEIX.

Les amis de M. Strauss équilibrent les libéraux dans le nouveau cabinet Kohl

Bonn. — Trois jours après avoir accédé à la chancellerie, quelques heures seulement après avoir présenté son gouvernement au Bundestag, M. Helmut Kohl se rend, lundi 4 octobre, à Paris pour s'y entretenir avec M. François Mitterrand. L'objet officiel du voyage est de préparer la

prochain sommet franco-allemand prévu pour les 21 et 22 octobre. Si l'on ignore encore l'effet qu'aura le changement de gouvernement à Bonn sur la teneur des relations franco-allemandes, du moins cette promptitude peut-elle prouver que la question n'est pas tenue ici pour secondaire.

De notre envoyée spéciale

che collaborateur de M. Strauss, M. Zimmermann. Ce changement marque, en dépit de l'égalité numérique des postes respectivement attribués aux libéraux et aux chrétiens-sociaux bavarois, une très importante victoire des seconds sur les premiers. Comment les ministres libéraux pourront-ils être « solidaires » de M. Zimmermann après l'avoir été, jusqu'à ces derniers jours, avec son prédécesseur M. Baum? On s'attend que M. Zimmermann mette en œuvre avec zèle la politique de la nouvelle coalition à l'égard des travailleurs immigrés notamment.

La police bavaroise, l'une des mieux équipées de tous les Länder, a montré d'autre part, comment elle traitait le problème des manifestations de jeunes. L'affaire du centre de jeunes de Nuremberg, où quatre-vingts adolescents avaient été arrêtés et poursuivis sans que leur participation fût clairement prouvée, avait fait grand bruit jusqu'à Bonn il y a un peu plus d'un an.

Les divergences des socialistes

Outre le ministère de l'intérieur, les chrétiens-sociaux bavarois reçoivent le logement, les transports et le développement. Parmi les ministères qui reviennent aux chrétiens-démocrates, les finances sont attribuées à M. Stoltenberg, l'une des plus brillantes personnalités de la C.D.U. et sans doute de ce nouveau gouvernement, qui avait disputé en 1980 le rôle de candidat à la chancellerie qui devait finalement revenir à M. Strauss.

M. Rainer Barzel reçoit pour sa part le ministère des affaires inter-allemandes, ce qui devrait faire grincer des dents M. Willy Brandt. C'est M. Barzel en effet qui avait tenté de le renverser il y a dix ans par la procédure de la motion de censure constructive, par hostilité au traité que M. Brandt était en train de signer avec les pays de l'Est, dont la R.D.A. Dans son discours de vendredi au Bundestag M. Barzel avait critiqué le « politique du droit-croisé » mené par les sociaux-démocrates à l'égard de l'Allemagne de l'Est, et affirmé qu'il voulait lui substituer une politique d'échange de services.

Deux échéances sont proches dans le domaine des relations inter-allemandes : la visite que M. Honecker devait faire à la fin de l'année dans sa ville natale

de République fédérale et les négociations en vue de la conclusion des accords SWING qui fixent le montant des crédits attribués par la R.F.A. à Berlin-Est. Si l'on en croit le porte-parole de la C.D.U., ces accords ne seront pas reconduits sous leur forme actuelle, à moins que Berlin-Est n'accepte de revenir sur l'augmentation du change obligatoire imposé depuis un an et demi aux Allemands de l'Ouest qui se rendent en R.D.A. augmentation qui a provoqué une chute importante du nombre des passages.

Quant à la visite de M. Honecker, on ignore encore si le chef de l'Etat est-allemand souhaitera la maintenir et si le nouveau gouvernement de Bonn souhaitera en faire une visite officielle. M. Kohl, reprenant les déclarations de M. Barzel en faveur d'une politique raisonnable d'échange de services, a cependant affirmé dimanche qu'il était disposé à rencontrer M. Honecker.

La C.D.U. devrait d'autre part procéder ce lundi à la désignation du successeur de M. Kohl à la tête de son groupe parlementaire. On s'attend que cette fonction échoie à M. Dregger qui a vu le gouvernement du Land de Hesse lui échapper le 26 septembre.

Tandis que le nouveau pouvoir s'installe, le parti social-démocrate paraît aborder en ordre dispersé sa vie dans l'opposition. Un congrès restreint du parti a été convoqué pour le mois de novembre, et un congrès plénier serait en janvier si des élections devaient être organisées en mars. Le parti devra notamment désigner un successeur au président du groupe parlementaire, M. Wehner, si ce dernier maintient son intention de ne pas se représenter à de nouvelles élections.

Il devra aussi se trouver un nouveau candidat à la chancellerie si M. Schmidt en reste au pouvoir, qu'il a exoré samedi de « faire une pause ». Les divergences entre MM. Brandt et Schmidt, qui s'étaient tuées depuis quatre semaines devant l'adversité, ont ressurgi au lendemain des élections de Hesse quand M. Brandt s'est mis à parler d'une « nouvelle majorité de gauche » qui engloberait les Verts, ou une partie d'entre eux. C'est ce problème des rapports avec les Verts qui alimente les débats du parti social-démocrate dans les mois qui viennent.

CLAIRE TRÉAN.

NEUF ALERTES DEPUIS LA MORT DE FRANCO

La conjonction militaire dénoncée, samedi 2 octobre, à Madrid, par les autorités, est la neuvième « alerte » pour le régime démocratique depuis la mort du général Franco, en novembre 1975. Voici un rappel des huit précédentes :

- 17 août 1977 : attentat manqué contre le roi Juan Carlos et le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez.
- 13 novembre 1977 : la Moncloa, siège du gouvernement, est mitraillée à deux reprises.
- 18 janvier 1978 : nouveau mitraillage de la Moncloa.
- 11 novembre 1978 : opération Galaxie. Cinq officiers convaincus d'avoir préparé un coup de main contre le gouvernement sont arrêtés.
- 23 juin 1981 : les Cortes (Parlement) sont prises d'assaut par près de trois cents gardes civils commandés par le lieutenant-colonel Tejero. Ils gardent en otages pendant dix-huit heures le gouvernement et tous les députés. Des militaires de haut rang, en particulier le général Milans del Bosch et le général Amada, ancien précepteur du roi, sont impliqués dans cette opération.
- 23 juin 1981 : découverte d'un complot contre la sécurité de l'Etat.
- 6 décembre 1981 : manifestation en faveur des putschistes de février, signée par une centaine d'officiers et de sous-officiers.
- Février 1982 : une lettre des militaires au roi d'Espagne « circule » dans les casernes. Elle affirme que la transition démocratique est un échec.

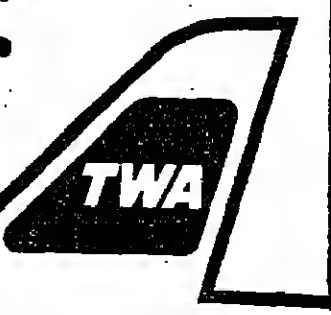
TWA vers et à l'intérieur des USA

Washington : vol quotidien - 3305 F.*

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Tarif loisir aller/retour.

Vous plaire nous plaît.



1550
الاحول

Le Monde

politique

LE DÉBAT SUR LES STATUTS DES GRANDES VILLES

L'objectif du gouvernement reste d'affaiblir le maire de Paris quitte à briser l'unité de la capitale déclare M. Jacques Chirac

Les conseils municipaux de Paris et de Lyon se réunissent, lundi 4 octobre, en sessions extraordinaires pour examiner le projet de loi relatif à la réforme du statut des grandes villes élaboré par le gouvernement (« Le Monde » du 30 septembre).

A Paris, M. Jacques Chirac a ouvert à dix heures la séance devant un hémicycle au complet, par un exposé d'une demi-heure environ. Les présidents des groupes politiques devaient ensuite prendre la parole dans l'ordre suivant: M. Pierre Bas (R.P.R.), E. Henri Mellet (P.C.F.), M. Georges Sarre (P.S.), M. Paul Pernin (C.D.S.) et M. Raymond Long (P.R.I.). Après ces interventions de la matinée le débat proprement dit devait avoir lieu à partir de 14 heures jusqu'à épuisement des temps de parole impartis à chacun des groupes pour la journée. M. Chirac devait répondre en fin de séance aux divers orateurs, puis après avoir tiré les conclusions du débat, devait appeler l'assemblée municipale parisienne à se prononcer par un vote.

Le maire de Paris s'est engagé auprès du ministre de l'Intérieur à lui remettre l'avis du Conseil de Paris avant 20 heures, en prévision d'un examen du projet de loi de réforme des statuts de Paris, Marseille et Lyon par le conseil des maires de mardi.

A Lyon, le conseil municipal devait se réunir en session extraordinaire — lundi en début d'après-midi et suivre une procédure analogue à celle qui a été adoptée à Paris. Les maires

de Paris et de Lyon devaient réunir une conférence de presse commune à Paris le 5 octobre. Au cours de ces débats l'avis du Conseil d'Etat à propos du projet gouvernemental sera largement évoqué. Le Conseil d'Etat a émis un avis défavorable (« Le Monde » du 24 octobre) sur l'ensemble du texte qu'il juge « juridiquement inapplicable » dans sa forme actuelle. Interrogé à ce sujet, M. Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a déclaré: « Le Conseil d'Etat a déclaré que le texte est constitutionnel et c'est l'essentiel ». Quant à l'opportunité politique du projet, « a-t-il ajouté, c'est au gouvernement et au parlement de l'apprécier. C'est ce qu'ils feront ».

Selon des commentateurs recueillis à la mairie de Paris, le gouvernement est placé maintenant devant trois possibilités: ou maintenir intégralement son texte au risque d'être désavoué par le Conseil d'Etat en cas de contentieux au parlementaire, ou adopter les propositions du Conseil d'Etat et apparaître ainsi « reculer » ou « mixer » un nouveau texte.

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, souligne que le Conseil d'Etat a estimé que l'ensemble des dispositions du projet étaient « régulières en droit ». « Si, ajoute M. Sarre, le Conseil a pu faire certaines réserves sur l'opportunité du projet, je ne partage pas, en tant que législateur, ces réserves. En tout état de cause c'est une question de choix politique qu'il appartient au gouvernement puis au Parlement, de trancher ».

Le projet de loi gouvernemental lui-même ou des débats parlementaires. Le parti socialiste, intéressé par les perspectives de places qu'il obtiendrait à la fois le scrutin proportionnel et l'augmentation du nombre des élus, défendait sans nul doute le projet dans son état actuel.

La seule réponse à apporter au gouvernement et au parti socialiste, conclut le premier ministre, c'est de gagner les élections municipales, à la fois au niveau du conseil municipal et à celui des conseils d'arrondissement. Pour les gagner, il faut parier sur une union libre des diverses formations de l'opposition.

M. Chirac a terminé son discours en affirmant: « C'est de Paris qu'il s'agit. Nous devons nous en rendre compte. Ce n'est pas à ce point de vue de la France dans le monde; que toute atteinte à la capitale de notre pays est un coup porté à la France ».

M. Raymond Barre: un habillage pour un mauvais coup

M. Raymond Barre, ancien premier ministre, député (apparenté U.D.F.) du Rhône, a publié ce 4 octobre un communiqué dans lequel il déclare notamment: « Si Lyon est visé par le projet de réforme du statut des grandes villes, c'est parce qu'il constitue « d'habiller » une réforme qui constitue un mauvais coup porté à la mairie de Paris. Lyon est déjà divisé en arrondissements. Nous fait partie d'une communauté urbaine: il n'y a donc aucune raison valable de modifier son statut. C'est ce que d'ailleurs le gouvernement avait, semble-t-il, compris au départ. Il lui a fallu ensuite recourir à de « fausses lendres pour la symétrie ».

« J'approuve les efforts déployés par le sénateur et maire et les élus de Lyon et je m'y associe pleinement; mais il est, hélas, douteux que de grands changements puissent être obtenus ».

« La vérité, estime encore le maire de Paris, est que si le gouvernement a été contraint de reculer sur les aspects de la loi, il n'a pas pour autant abandonné son objectif initial, qui reste d'affaiblir la municipalité et le maire de Paris, quitte pour cela à briser l'unité de la capitale ».

« Une manœuvre politicienne »

Après avoir indiqué que, selon lui, « la conséquence la plus grave est l'atteinte portée à l'unité de gestion de la ville », puis qu'il « met face à face d'un côté un conseil municipal responsable devant l'ensemble de la population parisienne, et de l'autre vingt conseils et vingt maires dotés de pouvoirs propres, tout en engageant la responsabilité de la commune ».

Le maire de Paris a précisé: « En créant au niveau de chaque arrondissement, un maire et un conseil élu, qui ne pourront en rien répondre aux attentes de la population, mais qui perturberont le fonctionnement de l'administration municipale, cette réforme apparaît pour ce qu'elle est, à savoir une manœuvre purement politicienne ».

« Mon scepticisme est identique, a-t-il encore indiqué, en ce qui concerne l'objectif proclamé de rapprocher l'administration des citoyens. En réalité, les Parisiens risquent de voir en face d'eux que des administrations impuissantes se stérilisant réciproquement... Nous sommes bien sûr favorables à l'idée de rapprocher davantage l'administration des administrés et d'encourager la participation des citoyens; et nous l'avons bien montré au cours de ces six dernières années... »

« Il est assurément possible de faire encore plus et encore mieux, mais qu'on ne nous demande pas de renoncer aux responsabilités que nous détenons à l'égard des Parisiens en acceptant un système d'où ne peuvent résulter que le désordre, la gaspillage de l'argent public et l'irresponsabilité ».

LE « LIEN » VEUT CONSTITUER UNE OPPOSITION RÉFORMISTE

Les membres du club d'opposition le « Lien » se sont réunis samedi 3 octobre, à Paris, en une journée d'études pour une alternative réformatrice. Ils ont examiné de près le projet de loi gouvernemental sur la réforme des statuts des grandes villes. Le « Lien » est une association qui se regroupe le moment venu autour d'un projet réformatrice capable de rassembler les Français en dehors de tout extrémisme. Ils ont ainsi affirmé qu'ils se situent « clairement » à l'opposition.

M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat, a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

M. Stoléru a souligné que le « Lien » est une O.P.A. sur les départs du socialisme, qui doit se retrouver comme des opposants à part entière. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, R.P.R., ancien ministre, a estimé que « la place des socialistes est en fait dans l'opposition au pouvoir des socialistes et des communistes ». Ajoutant: « L'opposition des gaullistes ».

UN SONDAGE IFRES-« LE JOURNAL DU DIMANCHE »

50 % des personnes consultées souhaitent que M. Marchais reste à la tête du P.C.F.

Le Journal du dimanche du 3 octobre publie les résultats d'un sondage sur le parti communiste, réalisé par l'IFRES, du 29 septembre au 1^{er} octobre, auprès de mille personnes. 55 % des personnes interrogées (contre 33 % estimant qu'il y a, actuellement, « une crise d'intérieur du parti communiste », et 14 % d'entre elles (contre 39 %) jugent que M. Georges Marchais « est un mauvais secrétaire général ». Cependant, à la question: « Sous-entendez-vous que M. Georges Marchais quitte la direction du parti communiste? », 50 % des personnes interrogées (contre 38 %) répondent: « non ».

M. Marchais est jugé « peu crédible » (73 %), « autoritaire » (72 %), « égoïste » (68 %), « égoïste » (68 %), « incohérent » (61 %), « antipathique » (56 %), « compétent » (54 %), « favorable à l'action de la gauche » (53 %) et « peu sincère » (52 %). 79 % des personnes interrogées (contre 18 %) ne souhaitent pas que M. Marchais « soit ministre dans un prochain gouvernement ».

Interrogées sur les « dirigeants du parti communiste » qu'elles « préféreraient voir succéder à M. Georges Marchais », les personnes consultées ont désigné, sur la liste proposée, MM. Charles Fierman (26 %), André Lajoinie (18 %), Henri Krasucki et Roland Leroy (8 %) et M. Jean-Baptiste Doumenge (6 %), lequel n'appartient à aucune instance dirigeante du P.C.F.

L'Humanité du 4 octobre critique la « démarche pour le moins diabolique » que constitue, selon elle, ce sondage, car « c'est une question qui concerne exclusivement les membres d'un parti, c'est bien celle de savoir qui doit le diriger ». Le quotidien du P.C.F. relève, cependant, que 50 % des personnes interrogées souhaitent que M. Marchais demeure à la tête de son parti et que, comme le précise le Journal du dimanche dans son commentaire du sondage, « selon 54 % des Français proches de la gauche, M. Georges Marchais est un bon leader pour le P.C.F. ».

Le président de la République est, en effet, convaincu, malgré les sondages, que sa base sociale et électorale est intacte et qu'il y a pas eu de transferts vers la droite. Il estime que certains secteurs de l'opinion peuvent être mécontents de tel ou tel aspect de l'action du gouvernement, mais il conteste l'existence d'une proportion significative de « départs du socialisme ». Tout au plus, conclut-il, que le « marais » reste le « marais », et que l'électorat communiste, traditionnellement flottant, l'est toujours.

M. Mitterrand considère, notamment, que la confiance de l'électorat communiste ne lui fait pas défaut. Cela devrait suffire, comme le suggère M. Louis Mermeas dans la Croix, à ramener la polémique sur la sécurité sociale à de plus justes proportions.

Ces certitudes ne sont pas telles que le chef de l'Etat ignore les problèmes de l'économie d'une meilleure explication de son action. Sur ce point, il est décidé à saisir chaque occasion pour expliquer telle ou telle mesure ou action sectorielle, comme il l'a fait par exemple le 1^{er} octobre en inaugurant le Salon de l'auto. De même juge-t-il nécessaire un effort du gouvernement en direction des professions libérales. Celles-ci font les plus grands sacrifices, concède-t-il: le gouvernement doit donc être conscient de les rassurer quant à l'avenir du caractère « libéral » de leurs professions. « Il n'y a pas de réponse satisfaisante aujourd'hui à tous ces problèmes », d'ailleurs reconnaît M. Bérégovoy, hors d'une réflexion d'ensemble « avec les intéressés ».

Sur ce thème de l'explication, les socialistes souhaitent que les ministres économiques et sociaux multiplient leurs interventions à la télévision, interventions courtes, limitées à quelques minutes. M. Jean Popereau, numéro 2 du P.S., évoquant cette nécessité dans un document préparatoire à la campagne de mobilisation actuellement engagée par le P.S. Selon ce document cité lundi 4 octobre par le Quotidien de Paris, M. Popereau souhaite aussi que les journaux télévisés « expliquent la politique du gouvernement au lieu de privilégier les critiques qui lui sont faites ».

Dans l'ordre de l'effort psychologique, le pouvoir n'est pas démuné. Les évènements ne jettent-ils pas sur la crise, selon l'expression du ministre des affaires sociales, « un regard lucide »? La récente déclaration des évènements peut en effet conforter la démarche du président de la République. Celui-ci est d'ailleurs plus enclin à rester serénité qu'il considère que l'opposition ne s'est pas encore dotée des moyens, programmatiques notamment, de lui contester efficacement le pouvoir.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

La majorité, la rigueur et la crise

(Suite de la première page.)

L'adhésion de M. Bérégovoy visait donc, semble-t-il, M. Jean-Pierre Chevènement.

La tentation de toute formation politique minoritaire, au sein d'une coalition, est, aussi, de chercher à tirer le meilleur parti de la participation. Elle doit donc prendre ses distances à l'égard de ce qui est, ou risque d'être, impossible.

Enfin, il faut convenir que le nouveau cours de la politique du pouvoir heurte le discours traditionnel de la base militante communiste. Au discours présidentiel sur la nécessité d'allègement des charges des entreprises, répondait, la semaine dernière, à Toulouse, les paniers des militants du P.C.F.: « La rigueur pour les entreprises ».

Pour le chef de l'Etat, le mot d'ordre est inverse. Tout doit être fait pour alléger les charges qui pèsent sur les entreprises, le gouvernement ayant mission de trouver les moyens de cet allègement dans les trois mois qui viennent.

Dans un premier temps, admet M. Mitterrand, le pouvoir a connu la réalité de l'affaiblissement industriel du pays. Il est, aujourd'hui, nécessaire et prioritaire de renouer avec l'appareil de production.

Le raisonnement du président de la République est le suivant: « Jusqu'à présent, les entreprises étaient, sous l'influence d'une large faculté d'endettement; en situation, le gouvernement cherchait à les relancer, mais il prend aussi le risque de les acculer à la faillite. Il faut donc donner de l'oxygène aux entreprises, et cela dans les meilleurs délais ».

Le chef de l'Etat ne fournit aucune précision sur les mesures concrètes qu'il souhaite, laissant au gouvernement le soin de lui en proposer.

Dans le même ordre d'idées, il avait annoncé, à Figéac, que ce même gouvernement devrait, d'une part, « trouver le moyen de permettre aux entreprises d'échapper d'urgence des taux d'intérêts élevés, et, d'autre part, d'alléger les charges sociales ». Sur le premier point, M. Mitterrand est favorable à une déconnexion des taux d'intérêts extérieurs et intérieurs: cette mesure a déjà été proposée par le P.C.F. après la dévaluation de juin dernier et M. Mauroy avait annoncé sa mise à l'étude; sur le second point, il considère que les entreprises ne doivent pas supporter de charges indues: parmi celles-ci, figure le financement des allocations familiales, que le chef de l'Etat suggère de « fiscaliser », au moins en partie.

Admettant, M. Mitterrand n'attend pas de résultats tangibles et durables avant 1984. Il sait que, entre temps, prendront place les élections municipales. Après, souligne-t-il « volontiers »,

en se déclarant d'accord sur l'ensemble du dispositif.

An-déjà de cette difficulté, il faut se souvenir aussi que le P.C.F. avait fait connaître, de longue date, ses propres propositions pour une réforme de la Sécurité sociale. Il peut avoir, aujourd'hui, le sentiment de ne pas avoir été suffisamment entendu.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

● Lille (Nord). — L'opposition se présente à une prochaine élections municipales pour tenter de ravir la mairie à M. Pierre Mauroy. Tous les élus de l'opposition, à la fois le scrutin proportionnel et l'augmentation du nombre des élus, défendait sans nul doute le projet dans son état actuel.

La seule réponse à apporter au gouvernement et au parti socialiste, conclut le premier ministre, c'est de gagner les élections municipales, à la fois au niveau du conseil municipal et à celui des conseils d'arrondissement. Pour les gagner, il faut parier sur une union libre des diverses formations de l'opposition.

● Chichey (Haute-de-Seine). — M. Gilles Colaire, conseiller technique au cabinet de M. Mitterrand, ministre des P.T.T., conduira la liste d'union de la gauche aux prochaines élections municipales, le maire, M. Gaston Roche (P.S.), ne sollicitant pas le renouvellement de son mandat. Les socialistes qui dirigent, sans les communistes, la municipalité de Chichey depuis 1947 ont décidé de leur proposer une liste d'union dès le premier tour.

● Colombes (Haute-de-Seine). L'opposition s'est mise d'accord pour présenter une liste dirigée par M. Alain Aubert, professeur à la chambre de commerce de Paris (trente-trois ans), membre du comité central du R.P.R., élu conseiller général en mars 1982.

POUR ECONOMISER DEPENSEZ 9 F.

Aujourd'hui, votre patrimoine et vos revenus sont menacés...
La Vie Française, 1^{er} hebdomadaire d'actualité économique et financière vous aide et vous conseille dans la gestion de vos biens.

Cette semaine ne manquez pas
notre numéro spécial
« Professions Libérales ».

LA VIE FRANÇAISE UN PLACEMENT SÛR, CHAQUE SEMAINE.

D.E.A. D'ÉTUDES POLITIQUES COMPARATIVES

Délivré par le Département de Science politique de la Sorbonne (Université de Paris I) et organisé par le Centre d'analyse comparative des systèmes politiques (laboratoire associé au C.N.R.S.), dirigé par Maurice Duverger.

- Les régimes semi-présidentiels (M. Duverger).
- Les régimes parlementaires occidentaux (O. Duhamel et J.-L. Parodi).
- Théorie des dictatures (M. Duverger).
- Léninisme, dictature et démocratie (D. Colas).
- Les systèmes arabo-africains (B. Badier).
- Études comparatives des systèmes politiques (J. Lagroy).
- L'Etat en Amérique latine (A. Uribe).

Les dossiers de candidatures doivent être déposés avant le 10 octobre 1982 à la Sorbonne, Département de Science Politique, 14, rue Cujas. Tél. : 330-12-13, poste 3925.

مكتبة الأمل

JUSTICE

AUX ASSISES DE MEURTHE-ET-MOSELLE
La condamnation pour viol
de deux « paumés de l'après-Longwy »

De notre correspondant

Nancy. — « Pour nous, les syndicalistes et les politiques, les manifestations, les opérations coupe de poils de Longwy en 1979, n'étaient pas un but mais un moyen d'arriver à la négociation. Tous ceux qui ont combattu à nos côtés n'ont pas compris qu'à un certain moment il fallait passer à un autre stade. C'est le cas de ces soldats perdus... Nous sommes un peu coupables », a déclaré devant la cour d'assises, à Nancy, le député socialiste de Longwy (Meurthe-et-Moselle), M. Jean-Paul Durieux, lors du procès pour viol, de Gilles Incheulin et de Francis Colas, deux ex-militants de la C.F.D.T.

Ces deux jeunes gens, qui avaient dix-huit et vingt-trois ans lors des faits qui leur sont reprochés, n'étaient pratiquement connus de personne avant les événements qui éclatèrent dans le pays haut-mosellan en 1979. Comme beaucoup de jeunes, ils se mobilisèrent alors pour la défense de leur emploi. Ils participèrent aux attaques du commissariat de Longwy, aidant au fonctionnement et à la surveillance de la radio de lutte « Longwy S.O.S. emplois ». Ils atteignirent une sorte de célébrité anonyme lorsqu'ils font partie du commando qui déroba la coupe de France de football à Nantes en août 1979 afin de sensibiliser la France à la crise de la sidérurgie. Jamais, toutefois, ils ne participèrent aux simples ventes d'autocollants, aux distributions de tracts et aux tâches syndicales plus humbles. Des « mercenaires », dira un témoin.

Six mois après la dernière action commando, le syndicalisme revient à sa quotidienneté. Déçus, les deux garçons quittent alors la C.F.D.T. et l'action syndicale désormais sans saveur. « Ils restent des copains », comme dira M. Robert Blaize, parmentier C.F.D.T. à Longwy. En janvier 1980, les « paumés de l'après-Longwy » retombent dans un anonymat qu'ils supportent d'autant moins que Gilles Incheulin vit difficilement le divorce de ses parents et que Francis Colas, un garçon quasi illettré, va d'échec en échec, socialement et sentimentalement.

Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février 1980, ils se rendent au local C.F.D.T. de Longwy pour y commettre un cambriolage. Un électricien apparentement chargé d'un travail symbolique. En fait, si Gilles Incheulin semble l'ignorer, Francis Colas savait que deux étudiantes danoises y étaient hébergées pour la nuit. Ils violent alors les deux jeunes femmes longuement. L'affaire provoquera beaucoup d'émotion à Longwy (le Monde du 5 février 1980).

Les trafics d'armes
et l'attentat de BologneUNE LETTRE
DE M. OLIVIER DANET

M. Olivier Danet, actuellement détenu à Fleury-Mérogis pour une affaire de trafic d'armes, nous écrit :

Je voudrais rectifier quelques faits que vous avez énoncés dans vos articles concernant un mandat d'arrêt contre ma personne émis par le juge Gentile dans le cadre de l'attentat de Bologne. Tout d'abord, dans un article de votre édition du 14 septembre, vous rapportez que j'étais militant à la F.A.N.E. Je tiens à dire que je n'ai jamais milité à cette organisation. Je considère d'ailleurs les gens qui en font partie comme des psychopathes.

À sujet de votre article du 16 septembre sur le même sujet, vous dites que le trafic d'armes dans lequel j'ai été inculpé était organisé par des extrémistes de droite.

Tout l'instruction, qui est sur le point de se terminer, a démontré que ce trafic avait été monté par des « droit commun » belges et français. Ma présence n'a été que purement occasionnelle, et j'ai en le mauvais goût seulement de me retrouver présent dans cette affaire au moment où la police mettait fin aux activités du réseau.

J'ai arrêté toute activité militante dans l'extrême droite en 1976.

J'espère que vous suivrez avec attention cette affaire de Bologne afin que vous puissiez répercuter ma mise en liberté provisoire dès qu'elle aura lieu.

Commencée alors pour les deux garçons une « cavale » dictée par la peur des forces de police que, durant des semaines, ils avaient combattues. Incheulin, avant de quitter son domicile, s'arme d'un fusil de chasse à canon scié, d'un revolver, de munitions et d'une balénette. Comme la plupart des jeunes de Longwy, les fugitifs n'ont pas d'argent. Et bien qu'armés jusqu'aux dents, ils vont d'abord tenter d'en obtenir en allant voir une mère, puis une grand-mère, et en téléphonant à un des pères, avant de se faire remettre, les armes à la main, la voiture d'un automobiliste.

C'est ensuite l'attaque d'une discothèque dans les environs de Longwy, « fréquentée par des bourgeois », tentée d'écouter Francis Colas à l'audience. Deux coups de feu tirés, sans viser par les fugitifs pour un butin de 12 000 francs. Des apprentis délinquants qui envoient toutes les voitures qu'ils voient au fossé et renoncent à dérober un véhicule qu'ils ont été obligés de laisser parce que le conducteur leur explique qu'il se rend au chevet d'un enfant mourant.

Après une ultime fusillade contre les gendarmes, dans les bois de Vigneulles, les fuyards seront arrêtés sans opposer de résistance, à peine à une centaine de kilomètres de Longwy. Leurs victimes témoignent, lors de l'audience, sans animosité, sans minimiser toutefois les faits, mais sans qu'aucune ne se porte partie civile.

L'avocat général, M. André Simard, a estimé que les actes reprochés aux deux accusés ne pouvaient être considérés comme de simples éphémères de la crise sidérurgique. « Il n'y a aucun point commun entre des jets de pierres contre un commissariat et des actes de violence individuelle », a-t-il déclaré, avant de réclamer une peine de dix ans contre Gilles Incheulin, et de quinze ans contre Francis Colas, le meneur. Vendredi 1^{er} octobre, après deux heures de délibéré, devant une salle comble de délégués, devant une salle des débats, le verdict de la cour, présidée par M. Jacques Serre, tombait sur les deux soldats mal démobilisés : douze ans de réclusion criminelle pour Gilles Incheulin, et quinze ans pour Francis Colas.

JEAN-LOUIS BEMER.

FAITS DIVERS

A la Réunion

SEPT HANDICAPÉS MEURENT
ASPHYXIÉS

(De notre correspondant.)

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Sept pensionnaires d'un centre médico-social de la Réunion, le foyer Albert-Bardot, situé à Bois-Olivier sur la commune de Saint-Pierre, dans le sud de l'île, ont péri asphyxiés dans la nuit du 2 au 3 octobre à la suite d'un incendie qui s'est déclaré dans le pavillon qu'ils occupaient, les sept victimes, des hommes âgés de seize à trente et un ans, étaient des encéphalopathes profonds, souffrant de handicaps moteurs sensoriels. Aussi n'ont-ils pu quitter seuls les lieux du sinistre.

C'est à 5 h 10 que les deux employés de garde le dimanche matin ont découvert, dans une chambre, des traces d'incendie et les cadavres des sept malades. La dernière route avait été effectuée à 3 h 30. Le feu, dont les origines ne sont pas déterminées, est semblé-t-il parti d'une literie mais ne s'est pas propagé. Si, à l'intérieur, les murs et les placards portent des traces de fumée, le bâtiment n'a pas brûlé. — H. B.

FAITS ET JUGEMENTS

Réduction
des peines en appel
dans l'affaire Rouméas

La cour d'appel de Nancy a réduit le 29 septembre, les peines prononcées par le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc en février (le Monde du 19 février 1982) lors du procès de plusieurs hauts fonctionnaires et industriels impliqués dans une affaire de pots-de-vin à Bar-le-Duc (le Monde daté 31 janv.-1^{er} fév. 1982).

Deux industriels, dirigeants d'une société de construction de charpentes métalliques, les frères Claude et Roland Rouméas (ce dernier était de plus poursuivi pour corruption de fonctionnaires), avaient été inculpés d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux, escroquerie, après le dépôt de bilan de leur société en 1978. Ils ont vu leurs peines réduites, respectivement, à deux ans

de prison, dont vingt mois avec sursis (contre deux ans de prison dont cinq mois ferme), et à trois ans de prison dont trente et un mois avec sursis (contre quatre ans de prison dont dix-huit mois ferme).

La cour a annulé deux amendes de vingt-cinq mille et trois cent soixante-dix mille francs qui avaient été infligées aux deux prévenus. Le père, M. Camille Rouméas, 69 ans, P.-D. G. de l'entreprise a été condamné à dix-huit mois de prison avec sursis pour recel d'abus de biens sociaux et complicité avec délit de banqueroute.

Un employé de la société, M. François Bernasconi, s'est vu infliger six mois de prison, dont cinq avec sursis, pour faux et usage de faux (au lieu de seize mois d'emprisonnement, dont un an ferme).

Trois hauts fonctionnaires, inculpés de corruption passive et de trafic d'influence, M.M. Robert Regard, Lizier Masson et Maurice

Boullier, qui avaient été condamnés en première instance à trois ans de prison, dont deux avec sursis, et à des amendes, ont été relaxés de plusieurs chefs d'inculpation et condamnés à des peines de prison assorties du sursis. Leurs amendes ont été annulées par la cour.

Les épouses des deux directeurs généraux de l'entreprise, M^{me} Nicole Duval, épouse de Claude Rouméas et Charmine Nomine, épouse de Roland Rouméas, ont vu leurs peines de prison de huit mois avec sursis réduites à trois mois. M. Georges Nomine, administrateur de la société, qui s'était vu infliger la même peine, a eu également trois mois de prison avec sursis.

En revanche, la secrétaire d'un des hauts fonctionnaires, M^{me} Colette Despoix, a été condamnée à trois mois de prison avec sursis, alors qu'en première instance les juges lui avaient infligé une amende de cinq mille francs.

Nouvelles inculpations
dans l'affaire
des fausses factures

Quatre nouvelles inculpations ont été prononcées, vendredi 1^{er} et samedi 2 octobre, par M^{me} Chantal Coux, juge d'instruction au tribunal de Marseille, chargée de l'affaire des fausses factures. Ces quatre inculpations visent quatre chefs d'entreprise marseillais, M.M. Jacques de Gracia et Francis Soccodato, dirigeants d'entreprises de nettoyage et de chaudronnerie, ont été inculpés de faux et usage de faux et escroquerie et laissés en liberté.

M. Serge Agostinelli, responsable d'une coopérative ouvrière de production spécialisée dans l'aménagement foncier et l'un de ses collaborateurs, M. Jean-Claude Simon, ont été inculpés de faux en écriture privée et de faux en écriture de commerce. Ils ont été écroués.

Hommage à Frédéric Mistral, Prix Nobel de littérature.

C'était la première fois, qu'un Président de la République faisait arrêter un train officiel dans une minuscule bourgade pour rendre hommage à un poète.

Cet honneur si exceptionnel s'adressait à l'écrivain qui restaura la langue provençale et, à travers lui, la Provence tout entière. Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas ici de folklore ou d'œuvre régionaliste, mais d'une œuvre puissante dont le rayonnement mondial a été et reste considérable.

Lamartine plaçait Frédéric Mistral au premier rang et « Mireille » dans la grande tradition de l'antique civilisation méditerranéenne dont Homère est le chef de file. C'est dire l'importance de cet ouvrage, exceptionnel par le souffle et la sensibilité.

Le plus grand poème français est en provençal.

C'est toute la Provence qui s'exprime à travers les amours de Vincent, fils d'un pauvre vannier, et de Mireille, fille du riche orgueilleux maître Ramon. Tout y est : la Camargue et ses taureaux, le désert de la Crau et son soleil implacable, le langage imagé des gens du Midi, les mœurs spécifiques de la région dont les traces subsistent encore de nos jours dans les villages et les mas avoisinant Arles.



Raymond Poincaré fait arrêter le train en rase campagne pour inviter à déjeuner l'auteur de « Mireille ». (On voit le Président de dos, aidant Mistral à descendre du wagon après l'invitation).

Pour commémorer le 150^e anniversaire de FRÉDÉRIC MISTRAL, Jean de Bonnot publie son chef-d'œuvre « MIREILLE » en édition bilingue originale provençal et français.

A la sortie de « Mireille » l'enthousiasme est unanime.

Cette œuvre qui est un roman d'amour mais aussi une poignante tragédie a inspiré les plus belles pages de Charles Gounod qui composa son célèbre opéra « Mireille » à Saint-Rémy-de-Provence en communion avec le poète de Maillane. Ce sera un second triomphe.

Livres d'art au prix éditeur.

Une œuvre de cette importance réclamait une édition soignée, dans le douceur du papier et l'odeur du cuir véritable dont chaque année améliore la patine. Reliure soignée d'une seule pièce et ornée sur les plats et le dos. Titre et tranche supérieure dorés à l'or fin 22 carats. Qu'est-ce qui fait que nos livres résistent au temps ? Dans nos livres il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde » inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement

et forment un papier solide. Aucun blanchiment chimique, les feuilles gardent leur couleur naturelle ivoire. Un filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantit notre qualité. Chez nous, le travail manuel des compagnons prime sur celui des

machines. Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : tranchet, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Une fois terminés et contrôlés, les livres doivent reposer plusieurs jours pour permettre à la colle de sécher lentement. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de bœuf.

Nos ouvrages sont conçus pour traverser les siècles.

Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos livres sont présentés sans jaquette car ils doivent respirer et être pris en main pour pouvoir se patiner. Aucun entretien n'est nécessaire.

Nos décors sont gravés à la main, avec le procédé utilisé par les relieurs de la Renaissance. Pour chaque livre, nous utilisons un minimum de 85 cm² de feuille d'or véritable titré 22 carats. Ce n'est pas un luxe inutile, car seulement l'or véritable reste inaltérable.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale, représentant un paysage. Cette gravure de 14x21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Où, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours le poème « Mireille » de Frédéric Mistral, en un seul volume 14 x 21 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 122 F (+ 10,70 F de frais de port).

Nom Prénom

Adresse complète

Code postal Ville

Signature

Je déclare sur l'honneur que j'ai bien reçu et que ma signature est conforme.

POUR BIEN COMPRENDRE, POUR MIEUX JUGER,
VIVEZ L'ACTUALITÉ EN EUROPE!

مكتبة الأمل

MÉDECINE

Les effets des pilules contraceptives et le retour des techniques locales

Au moment même où le premier tampon contraceptif est présenté aux Entrepreneurs de Bichat, deux publications viennent d'apporter d'importantes connaissances supplémentaires relatives aux effets de la contraception orale. La première enquête a été réalisée par trois institutions américaines et publiée

par l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé). Elle montre que non seulement l'usage de la pilule ne provoque pas d'action favorisant l'apparition de cancers généraux féminins, mais exerce même une action protectrice à l'égard de deux d'entre eux : le cancer de l'endomètre (siège utérin) et celui de l'ovaire. En

revanche, d'autres enquêtes mettent en évidence les risques qu'implique la contraception orale à l'égard du système vasculaire, notamment de la sphère digestive. Ces études confirment les connaissances épidémiologiques réunies depuis vingt ans dans le monde sur ce thème, singulièrement en Grande-Bretagne : il

semble avéré que le risque principal imputable à ce type de contraception soit d'ordre circulatoire, et que l'apparition sur le marché des pilules « mini-doses » n'ait pas nettement modifié cette situation. Quant à la « micro-pilule », elle ne semble pas non plus apporter toute satisfaction.

Une diminution du risque de certains cancers

La prise de contraceptifs oraux diminue - d'environ deux fois - le risque d'apparition d'un cancer de l'ovaire ou de l'endomètre selon l'un des plus récents *Relevé épidémiologique hebdomadaire* de l'O.M.S. En outre, « contrairement à ce que l'on avait cru », elle ne semble pas augmenter le risque de cancer du sein. Ces conclusions sont tirées d'une enquête menée dans huit régions des Etats-Unis par l'Institut national du cancer, l'Institut national pour la santé de l'enfant et le développement humain, et le Center for Disease Control (C.D.C.) américains.

Cette étude a porté sur des femmes âgées de vingt à cinquante-quatre ans chez lesquelles a été diagnostiqué récemment l'une de ces trois formes de cancer.

Pour ce qui concerne les cancers de l'ovaire, il semble établi que l'effet protecteur de la contraception orale persiste pendant plus de dix ans après l'abandon de la pilule.

Dans le cas des cancers de l'endomètre, les enquêteurs estiment que

les pilules dites « séquentielles » - l'œstrogène et le progestatif étant pris en deux phases séparées et non conjointement comme c'est le cas des pilules classiques - pourraient en augmenter le risque. A l'inverse, les pilules « combinées » classiques exercent un effet protecteur contre le cancer de l'endomètre, à la condition toutefois que les femmes les aient absorbées pendant au moins un an, et surtout si elles n'ont jamais eu d'enfant.

Pour le cancer du sein, rien ne prouve, estime l'étude, que la prise prolongée de pilule - pendant dix ans et plus - en augmente le risque, même lorsqu'il s'agit de femmes « à risques » antécédents familiaux ou tumeurs mammaires bénignes.

L'étude conclut que les effets protecteurs de la pilule contre les cancers de l'ovaire et de l'endomètre pourraient représenter un bénéfice très important en matière de santé publique et se traduire pour les seuls Etats-Unis, par la prévention de plus de mille sept cents cas de cancers de

l'ovaire et de plus de deux mille cas de cancers de l'endomètre chaque année.

Atteintes vasculaires digestives

Dans son commentaire, l'O.M.S. estime que cette enquête présente un intérêt majeur non seulement pour le monde industrialisé mais aussi pour les femmes des pays en voie de développement où l'emploi de la contraception orale augmente constamment. L'O.M.S. précise qu'elle a été entreprise actuellement à l'aide d'une méthode très proche de celle qu'ont utilisée les enquêteurs américains, une étude dans dix pays en voie de développement et dans deux pays développés.

Dans un article publié par la revue suisse *Médecine et hygiène* (n° 40, du 15 septembre 1982), les docteurs R. Cavin, G. Chapuis et F. Saenger soulignent que « les atteintes vasculaires digestives (thromboses artérielles ou veineuses) dues à la contraception orale, quoique moins fréquentes que les troubles de la sphère hépatobiliaire, sont souvent plus importantes en raison de la lourde mortalité qui leur est associée ».

Les auteurs rapportent quatre observations de graves complications de ce type, dont deux se sont soldées par des décès : la première femme, âgée de vingt-quatre ans, est morte des suites d'une nécrose de l'intestin grêle par thrombose des veines mésentériques. La seconde, âgée de trente ans, d'une nécrose de toute une partie du colon, également due à des problèmes circulatoires. Les deux autres patientes (vingt-trois et trente-quatre ans) ont pu être sauvées par la chirurgie. Les trois premières avaient absorbé des contraceptifs oraux pendant deux ou trois ans, la dernière avait reçu un contraceptif injectable.

Dans leurs commentaires, les auteurs écrivent que « depuis bientôt

vingt ans, les observations d'atteintes vasculaires du type digestif s'accumulent ». Pour tenter d'expliquer ces accidents, ils rappellent que les œstrogènes provoquent un épaisissement de la paroi vasculaire, qu'ils perturbent les facteurs de la coagulation et ce, notamment, parce qu'ils sont largement métabolisés au niveau du foie et de l'intestin.

Contrairement à ce que l'on a espéré ces dernières années, la diminution des doses grâce aux « mini-pilules » n'apparaît guère d'amélioration, étant donné que « les concentrations en œstrogènes de la paroi intestinale et de la cellule hépatique restent trop importantes ».

Aussi l'équipe suisse souligne-t-elle que « les seules préparations œstrogéniques qui ne provoquent aucun risque hépato-digestif identifié à ce jour utilisent l'œstradiol par voie extra digestive : soit parentérale, sous-cutanée, percutanée ou vaginale ».

Les pilules uniquement composées de progestatifs, donc privées d'œstrogènes, concluent-ils, ne semblent pas constituer une solution étant donné leurs inconvénients propres (perturbations du cycle, risques de grossesses extra-utérines, de kystes ovariens), même si elles apportent, estiment les auteurs, une nette amélioration en ce qui concerne les atteintes digestives et hépatiques.

CLAIRE BRISSOT.

Le premier tampon spermicide

Une nouvelle forme de contraception locale vient d'être mise au point, qui a été présentée pour la première fois lors des Entrepreneurs de Bichat. Il s'agit d'un « tampon » (1), composé d'une mousse de plastique blanche, déjà utilisée depuis des années en chirurgie générale et réparatrice, par exemple pour réaliser des parois artérielles.

Ce tampon (40 mm de diamètre, 20 mm d'épaisseur) est imprégné d'une crème spermicide à base de chlorure de benzalkonium. Facile à poser, ce tampon contraceptif est efficace dès son insertion dans le vagin et pendant vingt-quatre heures, quel que soit le nombre de rapports sexuels. Passé ce délai, il doit être retiré par son utilisatrice à l'aide du fil qui lui est incorporé.

Le docteur David Serfati (hôpital Saint-Louis), qui présentait cette méthode au cours des Entrepreneurs de Bichat, a fourni les résultats de l'expérimentation clinique qu'il a menée sur cent cinq femmes, âgées de 32,1 ans, qui ont utilisé ce tampon pendant - en moyenne - 6,4 mois. Sur ces femmes, 61,7 % ont déclaré souhaiter poursuivre ce mode de contraception, en raison de sa commodité et de sa bonne tolérance par les deux partenaires. Dans quelques cas, de légères brûlures ont été constatées, ainsi que des dif-

ficultés de retrait du tampon. Le risque d'infection locale est apparu nul, d'autant que le spermicide utilisé est doté d'une action antibactérienne. Surtout, l'efficacité anticonceptionnelle a été totale.

Cette méthode, souligne le docteur Serfati, permet d'améliorer l'efficacité et, surtout, l'acceptabilité de la contraception locale. Elle devrait permettre d'attirer de nouvelles attention sur les procédés vaginaux, qui connaissent déjà depuis une dizaine d'années un regain d'intérêt. En effet, ajoute-t-il, depuis l'apparition de la pilule et des dispositifs intra-utérins, les techniques locales étaient quelque peu tombées en désuétude. Cette désaffection devrait à son tour disparaître devant l'efficacité des produits spermicides modernes et, conclut-il, depuis que l'on a acquis « une meilleure connaissance des effets secondaires de la contraception hormonale et intra-utérine ».

Le tampon contraceptif est à l'heure actuelle utilisé à titre expérimental dans plusieurs consultations hospitalières de gynécologie-obstétrique et va être commercialisé.

C. B.

(1) Tampons Pharmatex (Laboratoire Pharmatex).

La régression d'une tumeur bénigne du foie

Le *Journal international de médecine* publie une étude signée d'une équipe canadienne (1) à propos de la régression totale d'une tumeur bénigne du foie due à l'arrêt de la contraception orale. On sait, écrivent les auteurs, qu'un traitement prolongé par contraceptifs oraux peut entraîner l'apparition d'une adénome hépatocellulaire bénin, que les équipes soignantes ont pris l'habitude de traiter par la chirurgie. Le cas décrit par l'équipe canadienne est celui d'une femme âgée de vingt-huit ans chez qui une telle tumeur bénigne volumineuse avait été détec-

tée, tumeur qui a totalement régressé en douze mois après l'arrêt d'une contraception orale mixte (œstrogènes et progestatifs) absorbée depuis dix ans.

Les auteurs estiment que « des travaux plus approfondis sont nécessaires pour déterminer le mécanisme par lequel les contraceptifs oraux entraînent ces anomalies et pour définir leur importance clinique ».

(1) Docteurs U.P. Steinbrecher, R. Labona, S.N. Huang, S. Mishkin, hôpital royal Victoria, université McGill, Montréal.

MIEUX GÉRER SON TEMPS

Séminaire d'une journée par FASCAL BAUDRY
19-10-82 - 18-11-82
Stage également proposé en intra-entreprises
GUYVES 22, r. de Chaulieu 75017 PARIS
Tél. : 766-19-20

SALTA 255.95.25
TRANSPORTE TOUT A TOUTE HEURE

Publicité

Au mois d'octobre, à la Fnac...

Extrait du programme disponible
chaque mois dans les 3 Fnac parisiennes

Rencontres à la Fnac...

Rencontre avec François de Closets
Pour son livre « Toujours plus », publié chez Grasset.

Le 19 octobre, à 17 h 30 à Fnac-Forum

Le premier Français dans l'espace
Rencontre avec Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry.

Le 28 octobre, à 19 h à Fnac-Etoile

Maria Callas, cinq ans après
Avec Catherine Clément (Le Matin), Alain Lanceron (Pathé-Marcin), Pierre-Jean Remy (chargé de mission à la construction du nouvel Opéra de la Bastille), Jean-Vincent Richard (Nouvelles littéraires), Sergio Segalini (Opéra international)... Animation Alain Duault (Avant-Scène/Opéra).

Le 7 octobre, à 17 h 30 à Fnac-Forum

Le sport et l'apartheid
Pour la sortie d'un livre qui porte le même titre (éditions Albatros). Avec Robert Archer et Antoine Bouillon (les auteurs), les journalistes Henri Garcia (L'Equipe) et Fekrou-Kidam (Continental Sport),

et un représentant de la Fédération sportive gymnique du travail.

Le 8 octobre, à 17 h 30 à Fnac-Sport

La critique repère-t-elle les grands romans d'une rentrée littéraire ?

Trois rencontres avec, successivement, Jean-Jacques Brochier (Magazine littéraire), Gilles Pudlowsky (Nouvelles littéraires), Antoine Spire (Panorama de France-Culture), et leurs invités-auteurs.

Les 11, 12 et 13 octobre, à 17 h 30 à Fnac-Forum

Studios de la musique...

Deux mini-concerts en direct. Où Jean-Louis Foulquier accueillera successivement Jean-Michel Gasquel et le groupe de femmes algériennes Djurdjura.

Les 16 et 30 octobre, à 16 h à Fnac-Montparnasse

Concerts enregistrés...

Oratorio de Hændel, « Sallâ », avec Paul Esswood, Margareth Marshall, Robert Tear, Thomas Allen, le King's College Choir Cambridges, l'English Chamber Orchestra

(sous la direction de Philip Ledger). Fantaisie pour le piano-forte, Œuvre 15 et Wanderer Fantaisie, et Moments musicaux Œuvre 94, de Schubert, interprétés par Paul Badura-Skoda.

Thamos, roi d'Egypte, de Mozart, avec le Concertgebouw Orchestra (direction Nikolaus Harnoncourt).

Ce programme a été réalisé par Jean-Marie Gallais (Fnac-Etoile).

Le 14 octobre, à 18 h à l'Auditorium de Fnac-Montparnasse

Expos techniques...

La vision en relief
Un nouveau procédé qui permet de voir des photos en relief, sans porter de lunettes spéciales. Et qui, avec lunettes cette fois, permet de voir en relief une image normale de télévision.

A partir du 12 octobre à Fnac-Etoile

Galleries-photo...

« Gamma-scopie »
Un panorama de photos de l'agence Gamma.

Du 26 octobre au 27 novembre à Fnac-Forum

« 30 ans de photographies » de Jean-Loup Sieff

Du 19 octobre au 4 décembre à Fnac-Montparnasse



Alpha-Fnac...

Le tango
Avec le Cuarteto Codron, le duo Oswaldo Calo et Thomas Gubisch. Deux débats illustrés de films : « Tango » de G. Codron et « Le Tango au lever du jour » de C. Fléouter.

Les 4 et 5 octobre, à 17 h à Fnac-Forum

Amphis-Fnac...

Vidéo : initiation et perfectionnement
Nouvelle formule avec 2 amphis complémentaires et conjoints (1/ initiation ; 2/ perfectionnement).
Les 6-13 octobre, et les 20-27 octobre, de 10 h à 13 h.

Chaque mois, 32 pages d'informations sur les Rencontres à la Fnac, les Studios de la musique, les Amphis, les expositions et Alpha-Fnac.

Un programme complet (et gratuit) qu'il vous suffit de demander aux hôtesses d'accueil de Fnac-Forum, Fnac-Montparnasse ou Fnac-Etoile.



SCIENCES

AU XXXIII^e CONGRÈS INTERNATIONAL D'ASTRONAUTIQUE

Trois programmes d'observation de la Terre en compétition

Le XXXIII^e Congrès de la Fédération internationale d'astronautique a pris fin, à Paris, le samedi 2 octobre, après six jours de travaux très remplis. Le mouvement des satellites, leur construction, leur lancement, leurs usages, les problèmes techniques et économiques. Tous ces sujets furent longuement discutés par des congressistes dont l'intérêt s'est beaucoup porté sur les satellites placés en orbite géostationnaire, mais aussi sur ceux utilisés pour une meilleure gestion des ressources terrestres.

Lors de la journée, vendredi 1^{er} octobre, consacrée à l'observation de la Terre, trois conférences d'actualité ont fait le point des principaux programmes : Landsat aux États-Unis, ERS-1 en Europe, Spot en France.

Les représentants américains jouissaient d'un avantage indéniable : ils ont des satellites en orbite, et peuvent montrer de vraies images, non de simples simulations de ce que l'on attend. Ils peuvent afficher un barème précis pour la vente des images.

Lancé en juillet dernier (le Monde du 4 août), le satellite Landsat-4 fonctionne à la satisfaction générale. Il observe chaque jour deux cents « scènes » - des carrés de 185 kilomètres de côté - avec le scanner multispectral dont il est équipé. Son autre appareil, dit de cartographie thématique, prend des vues de cinquante « scènes » plus petites. Mais ces vues sont plus détaillées, puisque l'observation se fait dans sept bandes spectrales au lieu de quatre, et que la résolution des images est de 30 mètres au lieu de 80. L'exploitation du satellite sera progressivement transférée de la

NASA à la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration). Le programme prévoyait - pour un coût total de 500 millions de dollars - la fabrication d'un second exemplaire de vol, qui sera disponible pour un lancement à partir de juillet 1983. Il sera alors possible d'assurer aux utilisateurs une continuité de service.

Spot n'en est pas là. Le satellite français de télédétection est en cours de construction. Son lancement est prévu pour octobre 1984, un second modèle étant disponible un an plus tard. La société Spot-Images, qui sera chargée de commercialiser les produits de l'exploitation du satellite, n'a donc à montrer que des images simulées, artificiellement construites par ordinateur à partir de photographies aériennes. Par rapport à Landsat-4, l'apport essentiel de Spot est la possibilité d'obtenir des vues stéréoscopiques. Chacun des deux instruments dont sera équipé le satellite pourra « regarder » latéralement. Cela permettra d'observer une même zone de terrain sous deux angles différents, en utilisant le déplacement latéral des trajectoires qui résulte de la rotation de la Terre.

A 10 mètres près

La résolution est meilleure que celle de Landsat-4 : 20 mètres pour les images en couleur et 10 mètres pour celles en noir et blanc. Les études ont montré qu'il était intéressant de combiner ces deux images, ce qui permet de mieux faire apparaître les structures fines sur les images en couleur. Elles indiquent aussi qu'à long terme, le coût de l'observation par satellite devrait être de 50 à 200 « microdollars »

par point d'image - soit dans le cas de Spot, de 500 à 2 000 dollars par image. Cela montre que, pour les emplois où la résolution de l'observation par satellite est suffisante, celle-ci doit revenir près de mille fois moins cher que la photographie aérienne.

Spot n'est pas un satellite européen, parce que les partenaires de la France au sein de l'Agence spatiale européenne n'étaient pas prêts à en accepter le projet, quand il leur fut proposé en 1977. Il faut dire que les responsables du programme spatial français ne tentèrent guère de leur forcer la main, qui prévoyait alors qu'une famille de satellites d'observation militaires pourrait naître des études consacrées au projet civil Spot. Mais après des mois de tergiversations, l'Agence spatiale européenne (ESA) s'est dotée, en octobre 1981, d'un programme d'observation de la Terre. Un premier satellite, ERS-1 devrait être mis en orbite à la fin de 1987.

Ce satellite utilisera la même plate forme que Spot, c'est-à-dire la même structure porteuse, mais ses appareils et sa mission seront profondément différents. Spot, comme les satellites Landsat, observera la Terre dans le visible et dans l'infrarouge : il est principalement orienté vers l'imagerie des terres émergées, aux fins de gestion des ressources agricoles ou de détection

de gisements minéraux. ERS-1 sera, au contraire, un satellite océanique, comme le fut le satellite américain Seasat, qui ne fonctionna que quelques semaines. Son instrument principal sera un détecteur de micro-ondes - radar à synthèse d'ouverture - destiné à mesurer les vitesses des vents et des vagues. Le satellite emportera aussi un altimètre-radar pour déterminer la hauteur des vagues et un radiomètre qui fournira les températures en surface des eaux marines.

ERS-1 est conçu comme le premier satellite d'une famille d'engins, construits si possible sur le même modèle, mais aux missions très variées. Les études actuelles envisagent qu'il soit suivi d'un ERS-2 muni d'un système d'observation optique. Plus tard viendrait un AERS (Advanced ESA Research Satellite) destiné à l'évaluation des productions agricoles et à la gestion des ressources en eau douce. Un autre projet est le satellite Popsat, de géophysique, dont la mission serait de déceler les mouvements de la croûte terrestre et d'aider à la prévision des séismes. Pour ce faire, il devrait être capable, à quelques centimètres près, de déterminer les mouvements de terrain grâce à un réseau de balises émettrices.

MAURICE ARVONNY.

(Publicité)
Université de Paris-Sorbonne
Centre d'Etudes Catalanes
Préparation au diplôme de langues, littérature et civilisation catalanes. Trois niveaux (débutant, moyen, supérieur)
Début des cours : 15 octobre 1982
Renseignements et inscriptions :
9, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie
75004 PARIS - Tél. : 277-65-69.

(Publicité)
L'EXPERTISE
COMPTABLE
PASSE DESORMAIS
PAR LE C.P.C.F.
NOUVEL EXAMEN
D'ETAT
Le C.P.C.F., examen d'Etat, remplace depuis juin 1981 l'examen Probatoire. Il constitue la 1^{re} étape vers l'expertise comptable et vous ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales.
Préparation par correspondance selon la méthode CEFAL. Aucune connaissance comptable n'est nécessaire.
Brochure gratuite n°2800P à l'Ecole Française de Comptabilité, Organisation Privée, 8270 Bois-Colombes.
Inscription toute l'année.

L'ONISEP
vient de publier :
guide
pratique
de la scolarité
Pour utiliser toutes les possibilités qu'offre le système éducatif.
En vente 15 francs dans les kiosques ou par correspondance à :
ONISEP diffusion - M
75225 PARIS 12 Cedex 05.

STAGES DE LANGUES
- ANGLAIS (tous niveaux) : stages semi-intensifs 60 heures du 15/11/82 au 3/2/83
- ESPAGNOL : stages semi-intensifs 60 heures du 22/11/82 au 9/2/83
- ALLEMAND : stages semi-intensifs 60 heures du 22/11/82 au 10/2/83 et du 24/11/82 au 21/2/83
- ITALIEN : stages semi-intensifs 60 heures du 30/11/82 au 15/2/83 et du 1/12/82 au 18/2/83
- PORTUGAIS OU BRÉSIL : stages semi-intensifs 60 heures du 22/11/82 au 8/2/83
- Et autres langues...
Renseignements et inscriptions :
université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00 (ligne directe)
ou 821.63.64 poste 15.57

ÉDUCATION

Pour les académies
« en déficit »

M. MAUROY ANNONCE
DES RECRUTEMENTS
EXCEPTIONNELS
D'ENSEIGNANTS

M. Pierre Mauroy a rendu publiques, samedi 2 octobre à Lille, les décisions préparées par la réunion interministérielle consacrée le 29 septembre au déficit en enseignants dans les académies du Nord et de Nancy-Metz (le Monde du 1^{er} octobre). Ces mesures intéressent les académies de Lille, Amiens, Reims et Nancy-Metz, ainsi que celle d'Orléans-Tours où le manque de professeurs est aussi apparu.

Trois décisions étaient déjà prévues par le ministère de l'éducation nationale. Elles seront accélérées dans leur mise en œuvre : assouplissement des conditions de réemploi des maîtres auxiliaires ayant exercé l'an dernier, embauche immédiate des auxiliaires revenant de coopération et recrutement exceptionnel de nouveaux auxiliaires.

D'autres mesures devraient permettre d'effacer un corps enseignant dont la jeunesse relative a laissé croire, il y a quelques années, aux responsables de l'éducation qu'elle justifiait un tarissement des recrutements.

Pour les académies déficitaires, on va puiser dans les listes complémentaires des concours d'agrégation et du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES) de la dernière session et nommer ainsi quelques agrégés et certifiés supplémentaires.

Aux maîtres auxiliaires en sur-nombre dans d'autres académies, qui possèdent au moins une licence, la titularisation dans le corps des adjoints d'enseignement sera accordée s'ils acceptent de rejoindre les régions déficitaires.

Avant la fin de novembre, un recrutement exceptionnel de professeurs certifiés sera organisé dans les disciplines les plus démunies (les mathématiques notamment), probablement par un concours de type CAPES. Enfin, les enseignants libérés du service militaire d'ici à la fin de l'année 1982 seront réemployés selon des modalités plus rapides.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCM
8, rue de Béri - 75008 Paris

L'ACTUALITE VIT TOUS LES JOURS EN EUROPE VOS RENDEZ-VOUS QUOTIDIENS A NE PAS MANQUER

5 H.00	LA PREMIERE ÉDITION DU JOURNAL
6 H.20	LA CHRONIQUE D'ANDRÉ ARNAUD
6 H.30 - 8 H.40	"AUJOURD'HUI AVEC GILLES SCHNEIDER ET BRIGITTE
6 H.45	"BONJOUR LA FRANCE" AVEC PIERRE BONTE - LAURENT CABROL
7 H.00	LE JOURNAL DE JEAN-FRANÇOIS RABILLOU
7 H.25	"PARTI PRIS." LA TRIBUNE DES PARTIS POLITIQUES
7 H.35	LA CHRONIQUE DE JACQUELINE VAUCLAIR
7 H.45	LA CHRONIQUE DE FRÉDÉRIC GRENDEL
7 H.55	LA CHRONIQUE DE JEAN BOISSONNAT
7 H.59	LA MÉTÉO D'ALBERT SIMON
8 H.00	LE JOURNAL DE JEAN-CLAUDE DASSIER
8 H.20	LA REVUE DE PRESSE D'IVAN LEVAÏ
8 H.30	"EXPLIQUEZ-VOUS." IVAN LEVAÏ
8 H.40 - 11 H	"ÇA VA LA VIE" AVEC MARYSE ET CHRISTIAN MORIN
9 H.50	"QU'EST CE QUE JE DOIS FAIRE" JEAN-LUC HENNIG ET GUY HOCQUENGHEM
13 H - 13 H.30	EUROPE MIDI - ANDRÉ ARNAUD
14 H - 16 H	"DÉCOUVERTES" JEAN-PIERRE ELKABBACH
19 H - 20 H	EUROPE SOIR - OLIVIER DE RINCQUESEN
20 H.30 - 22 H.30	"RADIO LIBRE A..." VIVIANE BLASSEL ET JÉROME GODEFROY. AVEC J.-C. BRIALY - DANIEL COHN BENDIT - J.-F. KAHN - ÉRIC LIPMANN J.-L. HENNIG - GUY HOCQUENGHEM - ALAIN MANEVAL
22 H.30	EUROPE PANORAMA - JEAN-CLAUDE DEJEY
23 H	TOP A WALL STREET - RENÉ TENDRON

EUROPE 1

SPOUTNIK ET CALENDRIER GREGORIEN

La 4 octobre 1957, un étrange « bip-bip » était transmis par toutes les stations de radio. Celui du premier spoutnik. Le monde entier apprenait ainsi qu'un objet fabriqué par l'homme s'était, pour la première fois, installé dans l'espace extratmosphérique et que la Lune n'était plus le seul satellite de la Terre.

Les progrès foudroyants de la science spatiale, de l'exploration spatiale, de l'industrialisation spatiale, étonneront à cet anniversaire de tomber dans l'oubli. Mais le Spoutnik marque un autre anniversaire, seize fois plus ancien.

Un lecteur du Monde, l'abbé Henri Boute, nous écrit qu'il y a quatre cents ans, « le pape Grégoire XIII faisait appliquer son calendrier et supprimait onze jours dans le mois d'octobre ». Ainsi, le lendemain du jeudi 4 octobre 1582 fut le vendredi 15 octobre 1582. Le calendrier grégorien entra en application, en France et en Italie du moins, car la Grande-Bretagne attendit 1752 et la Russie 1917. Pour ajuster la longueur de l'année civile sur la

révolution de la Terre autour du Soleil, il avait été décidé que les années séculaires ne seraient bissextiles que tous les quatre cents ans. 1600 fut bissextile, et 2000 la sera, mais 1700, 1800 et 1900 furent des années ordinaires. Cette modification a permis de fixer la date des équinoxes et des solstices - donc le retour des saisons.

Tout au long du Moyen Âge, les saisons avaient régulièrement avancé, d'environ un jour tous les cent vingt-huit ans. Dès le treizième siècle, des propositions de réformes furent faites, mais il fallut attendre le pontificat de Grégoire XIII pour qu'une décision fut prise. Les calculs nécessaires furent faits par le mathématicien et jésuite allemand Christophe Clavius que le pape avait chargé d'établir le nouveau calendrier. Celui-ci constitue une solution presque parfaite puisque le décalage entre l'année grégorienne et l'année réelle est inférieur à un jour tous les trois mille ans.

M. A.

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage intensif 2^e session
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 633.81.23/23.03.71/23.45.37

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 633.81.23/23.03.71/23.45.37

(Publicité)
UNIVERSITÉ DE REIMS
U.E.R. LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
CENTRE DE RECHERCHE SUR LA LECTURE LITTÉRAIRE
Analyse des processus mis en œuvre dans le rapport entre le lecteur et un texte littéraire.
D.E.A. 3^e CYCLE
Renseignements au secrétariat du département de français
57, rue Pierre-Taittinger, 51096 REIMS Cédex.
Tél. : 16 (36) 08-23-23, poste 687.

50/100

RELIGION

Jean-Paul II béatifie Jeanne Jugan fondatrice des Petites sœurs des pauvres

Plusieurs cérémonies de béatification ont été présidées, dimanche 3 octobre à la basilique Saint-Pierre de Rome, par Jean-Paul II. Elles concernaient le prêtre italien Salvatore Liguori et ses sept compagnons armés martyrisés par les Turcs en 1895 et surtout la célèbre Jeanne Jugan, fondatrice des Petites sœurs des pauvres, décédée voici cent trois ans.

Une vingtaine de cardinaux, une soixantaine d'archevêques et évêques, le Cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes, et M. Jacques Delors, ministre français de l'Economie et des Finances, à la tête d'une délégation française, étaient groupés autour de l'autel central de la Basilique.

Jean-Paul II s'est attaché à souligner l'actualité du message spirituel de chacun des bienheureux. « La vie de Jeanne Jugan, a-t-il dit, nous invite à considérer dans l'optique de Dieu la place et le rôle des anciens dans nos sociétés modernes, leur insertion dans la famille et dans l'Eglise, l'apport unique de cet âge, ses richesses comme ses difficultés ».

Comme dans le monde entier, les Petites sœurs des pauvres sont au nombre de 44 000 réparties dans 259 maisons dont 74 en France.

D'origine bretonne Jeanne Jugan est née à Cancale en pleine Révolution française d'un père - père en mer - selon l'expression d'alors. Malgré une santé fort chancelante elle recueillait les malades. En 1845, sollicitée par le curé et la municipalité de Saint-Servan, l'Académie française décerna à Jeanne Jugan un premier prix de vertu Montyon : 3 000 francs or qui vont lui permettre d'agrandir la maison afin de recevoir davantage de personnes âgées.

Femme de tête et de cœur, elle décide de nouvelles fondations, en accord avec sa jeune supérieure, à Rennes, Dinan et Angers. Dix ans après l'accueil de la première malade, les Petites sœurs des pauvres sont quatre-vingt au service de cinq

Paris et Rome sous les feux de la critique

La revue *Lettre* (1) vient de publier un numéro spécial intitulé « L'Eglise de Paris : les 500 cents premiers jours de Mgr Lustiger ». Après un bilan général sans complaisance - « La modernité du langage [de l'archevêque] véhicule malheureusement une option pour l'Eglise de Paris et une conception du christianisme très conservatrice » - deux articles, de MM. Michel Serrier et Jean-Bernard Jolly, analysent l'idée traditionnelle que Mgr Lustiger se fait du sacerdoce, alors que Mme Nicole Moine évoque le problème du magistère épiscopal.

Dans une « Lettre ouverte à Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris », André Mandouze, qui avait déjà publié une lettre ouverte au prochain archevêque de Paris dans le *Monde* du 24 septembre 1982, écrit entre autres : « Une prise de position et un silence m'ont consterné. La prise de position sur la Pologne : « De quel droit, je vous le demande, prétendez-vous inciter bel et bien les Polonais à une fuite dans le spirituel », privilégiant fort peu l'évangélisme (la foi contre les raisons de vivre) ? Le silence sur le Liban : « J'imagine l'expression, qu'aurait fait votre nom à côté de celui de trois grands juifs, devant l'opinion mondiale, n'ont pas craint de se dresser contre le stalinisme aveugle pour cou-

rir, eux, le risque de déclencher en fin la paix au Moyen-Orient » (2).

Le dossier se termine par deux articles de théologie, le premier, sur le féminisme, par le pasteur Claudette Marquet, le deuxième sur « La communion de Dieu », par le Père Antoine Delzant, objet d'une récente mise en garde par Rome. Un dernier billet, « J'aime écouter Radio-Notre-Dame », prend toute sa saveur quand on connaît les dernières décisions intervenues à la station.

Dans *Lettre*, M^{lle} Agnès Rochefort-Tourquin souligne « la grande ouverture d'esprit » de cette revue pour les débats, les réflexions sur l'actualité et les informations religieuses internationales, en souhaitant que la station reste « un point d'union et de dialogue ». Or la première décision analysée par le nouveau directeur laïc de la station, M. Robert Toussaint, a été mise à l'écart de l'équipe de direction de l'abbé Alain de la Morandais, qui sera remplacé, en outre, comme rédacteur en chef des informations internationales du dimanche, par M. Jean Bourdarias, chroniqueur religieux du *Figaro*. « Souffrant d'une disgrâce arbitraire, nous a déclaré l'abbé de la Morandais, je me suis retiré de la rédaction en chef des informations internationales ».

Signaux, d'autre part, la publication par le *Canard enchaîné*, d'une plaquette sur le Vatican dans laquelle, derrière le style d'un anticléricalisme quelque peu primaire, on apprend beaucoup de choses intéressantes sur le gouvernement central de l'Eglise catholique (3).

(1) « L'Eglise de Paris : les 500 premiers jours de Mgr Lustiger », *Lettre*, n° 285-286. Temps présent, 68, rue de Babylone, 75007 Paris, 15 francs.
(2) MM. Pierre Mendès France, Nahum Goldmann et Philip Klitznick, avaient fait une déclaration au *Monde* pour demander à Israël de lever le siège de Beyrouth (le *Monde* du 3 juillet).
(3) Les dossiers du *Canard* : « Le Vatican c'est en main », n° 4, septembre 1982, 3 francs.

CARNET

Naissances

- M. Paul de Bourges et M^{me} née Véronique Thierry, ainsi que Diaze, sont heureux de faire part de la naissance de

Tatiana.
Paris, le 28 septembre.

- Le docteur Jean-Marie Delorme et M^{me} née Anne Denis, Macle, Servanne et Nolwenn, ont la joie de faire part de la naissance de

Malo.
Sous-de-Bretagne, Ille-et-Vilaine.

- Caroline et Bertrand Garner sont heureux d'annoncer la naissance de Nina.
le 24 septembre 1982.
52, rue de Londres, 75008 Paris.

- Anne et Bernard Langlois, Sophie et Cyril Ravilly, David et Renaud Langlois, ont la joie d'annoncer la naissance de Marion.
Paris, le 25 septembre 1982.

- Jean Prostean, Caroline Dufour sont heureux de faire part de la naissance de

Louise.
le 26 septembre 1982.
10, rue Lalande, 75014 Paris.

- Marie-Christine Villain et Christian Campomozzi ont la joie d'annoncer la naissance de Céline.
le 26 septembre 1982.
17, rue Molière.
75001 Paris.

Décès

- M^{me} Robert Baboin, Les familles Baboin et Novel, M^{me} Marguerite Joly, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert BABOIN, ingénieur général des mines (E.R.), officier de la Légion d'honneur, survenu à Lyon le 27 septembre 1982, dans sa quatre-vingt-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Corbeil (Seine).
Un service religieux sera célébré, à 19 heures, le mercredi 6 octobre, en l'église Saint-Jean-Baptiste, à Neuilly-sur-Seine, 158, avenue Charles-de-Gaulle.
4, rue Rigaud, Neuilly-sur-Seine.

- Ses enfants et petits-enfants ont la tristesse de faire part du décès du vice-amiral d'escadre (C.R.) Yves DE BAZELAIRE, survenu le 1^{er} octobre 1982.
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 7 octobre en l'église Saint-Louis des Invalides, à 10 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Julian, 58, rue de Vaugirard, Paris-6, 544-20-93.

- M^{me} René Corcelle, son épouse, M. et M^{me} Yves Corcelle, Antoine et Claire, M. et M^{me} Patrick Corcelle, Véronique et Elisabeth, M. et M^{me} Alain Corcelle, Emmanuel, Benjamin et Nicolas, M. Thierry Corcelle, M^{me} Marie-Noël Corcelle, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Corcelle et leurs enfants, Les familles Garaix et Bellefonds, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de M. René CORCELLE, survenu le 27 septembre 1982 dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 1^{er} octobre 1982 à Notre-Dame de Grâce de Passy.

Cet avis tient lieu de faire-part.
18, rue Bois-le-Vent, 75016 Paris.

- Chenay, M^{me} Richard-Félix Gascon, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Richard-Félix GASCON, professeur émérite à l'université de Lyon-1, Ses obsèques seront célébrées le mardi 5 octobre, à 15 heures, en l'église de Chenay (Marnes).
Cet avis tient lieu de faire-part.
51140 Jossigny-sur-Vesle.

- M^{me} Katia Hamuuka et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de M. Katia HAMUUKA, survenu le 19 septembre 1982.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
23, rue Boyer-Barrot, 75014 Paris.

- M^{me} Louis Lebel, son épouse, M. et M^{me} Jean-Claude Lebel et leurs enfants, M. et M^{me} Georges Rambaud et leurs enfants, Les familles Fribourg, Lattès et Cymboliste, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LEBEL, ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures de Paris, colonel d'artillerie (C.R.), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 39-45 avec palmes, survenu, le 1^{er} octobre 1982, à l'âge de soixante et onze ans.

L'inhumation aura lieu, le mardi 5 octobre, au cimetière du Montparnasse.
On se réunira à 14 heures à l'entrée principale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Pierre Silvestre de Sacy, M^{me} Hubert Simon, M^{me} Pierre Dions du Séjour, M. et M^{me} Paul Bayle, Ses enfants, Ses vingt-sept petits-enfants, Ses soixante-quinze arrière-petits-enfants, M^{me} André Le Poitevin, sa sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre OTTENHEIM, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, survenu en son domicile à Versailles le 2 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-dixième année.
Les obsèques seront célébrées, le mardi 5 octobre, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles.
Ni fleurs ni couronnes.
Offrandes pour des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
2, square Anatole-France, 78350 Buc, 16, rue du Parc-de-Clagny, 78000 Versailles.
Mussonville, Gajac, 33430 Bazas, 8, rue Carbot, 16000 Angoulême.

- Bidart, M^{me} Gustave Rampon, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Curant, Bissardon, ont la douleur de faire part du décès de M. Gustave RAMPON, officier de la Légion d'honneur, directeur général honoraire au ministère des finances, ancien trésorier payeur général du Nord, survenu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.
Les obsèques seront célébrées le mardi 5 octobre 1982 au faubourg de Bayonne.

- Francis Spar, n la douleur de faire part du décès de son épouse

Martine SPAR, née de Thier Nagelmackers, survenu le 1^{er} octobre 1982, en paix avec Dieu.
Et de la part de : Son père, le chevalier Jean de Thier Nagelmackers, Ses enfants, Chantal Spar, Kathleen Spar, Jean et Nancy Lannes, Dominique et Caroline Mille, Ses petits-enfants, Guillaume, Thomas, Edouard, Et des familles Peltzer et Mille.

Les obsèques auront lieu le mercredi 6 octobre 1982, à 14 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.
De préférence aux fleurs, veuillez adresser vos dons à : « I.G.R. entraide », Institut Gustave-Rossy, rue Camille-Desmoulins, 94805 Villejuif, Cedex.

Cet avis tient lieu de faire-part.
40, rue D'Ulm, 75005 Paris.

- M. Henri Touze et Alexandre, M. et M^{me} Gérard Touze, Guillaume et Galliane, M. et M^{me} François Touze, Florence et Corinne, Les familles Touze, Godot, Baudier, Pichat, Bompard-Bittner, Huber, M^{me} Annie Bouchon, Et M^{me} Micheline Combl, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Anguste TOUZE, née Edmée Codot, survenu le 1^{er} octobre à Metz.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 5 octobre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, avenue du Roule.
Cet avis tient lieu de faire-part.
30, boulevard d'Argenson, 92200 Neuilly, 43 A, rue de la Wanne, 68100 Mulhouse, Château de Loges, 57310 Guemengue.

- Le docteur Gilbert Zerah, Philippe et Thierry, ses enfants, M^{me} veuve Maurice Bonniol, sa mère, Sa sœur, ses frères, belles-sœurs, beaux-frères, Les familles Zerah et Bonniol, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de Elisabeth ZERAH, née Bonniol, diplômée E.S.C.B. expert comptable, survenu après une longue maladie, à l'âge de quarante-cinq ans, Réunion avenue du Cimetière-Parisien, à Pantin, mardi 5 octobre, 15 heures.
34, rue du Commandant-Jean-Duhail, Fontenay-sous-Bois.

Avis de messes

- A l'intention de M^{me} Marie Joachim MULLER, décédée le 26 août 1982, Une Eucharistie sera célébrée à Saint-Dominique de Neuilly, 28, avenue Sainte-Foy, le samedi 9 octobre 1982, à 17 h 30.
De la part des anciennes sœurs de Saint-Dominique de Neuilly.

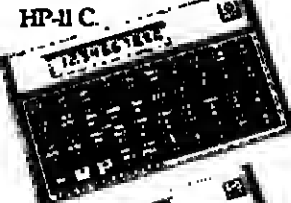
Communications diverses

- Loge d'Etude et de Recherche Héréditaire.
Régime écosocial rectifié.
Mercredi 13 octobre, 19 h 30. La naissance de l'Hérédité médiévale : La tapisserie de Bayeux. Sur invitation, L.N.F., B.P. 81, 75160 Paris Cedex 04.
Envoi de la Charte de la maçonnerie traditionnelle libre sur demande.

Aux Galeries Lafayette Haussmann, Destination Espace. Avec Hewlett-Packard.



HP-11 C.



HP-10 C. Un calculateur scientifique pour bien finir ses études et bien démarrer la vie professionnelle. Programmable : 79 lignes, branchements conditionnels.

HP-11 C. Un outil de calcul très complet, pour ingénieurs et professionnels. La puissance : 106 fonctions jusqu'à 203 lignes de programme.

HP-12 C. Financier : emprunts, amortissement, épargne, taux, analyses de flux, fonctions calendaires.

HP-15 C. Le plus puissant des scientifiques

HP-45 C.



HP-12 C. de poche HP avec 200 fonctions (opérations sur les matrices et les nombres complexes, fonction SOLVE et INTEGRATE).

HP-16 C. Un calculateur multibase pour l'informaticien et l'électronicien. Une puissance de manipulation de données binaires jamais atteinte par un instrument de cette taille.

Electronic show aux Galeries Lafayette.

Hewlett-Packard sera présent à l'exposition "Electronic Show" des Galeries Lafayette du 25 septembre au 16 octobre 1982. Cette exposition exceptionnelle réunira, au 2^e étage des Galeries Lafayette-Haussmann, les dernières nouveautés de l'électronique domestique.

Galeries Lafayette Haussmann

HEWLETT PACKARD

PRESSE

LE ROI D'ESPAGNE AU XX^e CONGRÈS DES JOURNALISTES EUROPÉENS

Le roi Juan Carlos a présidé, le 2 octobre à Oviedo, capitale des Asturies, la séance de clôture du XX^e congrès de l'Association des journalistes européens, qui a porté à sa tête M. Paul Hodgson, directeur des services français de la B.B.C., succédant à M. Pierre Gouzy (l'*Europe en formation*, Paris).

Le congrès, qui s'était donné pour thème « Europe : sortir de la crise », a adopté une résolution préconisant des « stratégies communes » aux divers États membres de la C.E.E. pour venir à bout de la crise économique et sociale européenne, et ex primant sa « foi dans une organisation solidaire et permanente de la coopération politique ». Il avait organisé une « table ronde » sur ces thèmes sous la présidence de M. de Arelliza, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

POUR HOMMES FORTS SEULEMENT

Si vous êtes fort, très fort (jusqu'à 135 de ceinture), un magasin de l'avenue George-V vous propose des costumes, vestes, blazers, pardessus spécialement conçus pour vous. Importés d'Angleterre. DORIAN GUY, 36, avenue George-V, de 9 h 30 à 19 heures. Fermé le lundi matin. Face hôtel George-V.

STARON

Soldes coupons couture

LUNDI 4 - MARDI 5 de 9 h à 18 h sans interruption

HOTEL LUTETIA

47, boulevard Raspail métro : Sévres Babylone parking Bon Marche

هكزا من الأمل

Le Monde

régions

Ile-de-France

LES SOCIALISTES PATRONS ET BATISSEURS

Saint-Quentin-en-Yvelines, la ville où l'habitant devrait être roi

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES n'existe pas. Certes, des parcelles ont été vendues, des pavillons ont été construits, mais la ville n'est pas née. Elle est en train de naître, et elle le fait dans une situation délicate. Elle est née de la fusion de deux communes, Saint-Quentin et Trappes, et elle doit trouver sa place dans une région où l'habitant devrait être roi.

Le changement de nom camoufle certes une relative permanence du service qui devra rendre l'ensemble immobilier qui sera bâti à cet endroit, mais il témoigne aussi de la victoire des élus sur les fonctionnaires et surtout de la fin d'une ère : celle sur la plaine de Trappes la grande ville de l'Ouest parisien.

Curieuse histoire que celle du « cœur ville » de Saint-Quentin-

en-Yvelines. Alors qu'à Cergy la préfecture fut le premier bâtiment à s'élever sur la terre à bâtir, à Saint-Quentin, c'est le centre commercial qui prit le premier aspect, alors qu'à Marolles-la-Vallée le centre commercial de Molsy-Mont-d'Est fut le premier point d'accolade de la ville, rien de semblable à Saint-Quentin-en-Yvelines.

L'opposition de Versailles

Versailles défendait trop jalousement ses prérogatives pour installer à ses portes une autre capitale administrative. L'ONIS, par ailleurs, était déjà surchargé en pôles commerciaux. Les quartiers neufs s'éparpillèrent autour de la R.N. 10 et de la voie ferrée laissant libre, autour de la gare, un vaste espace de 174 hectares, qui devait accueillir dans le futur le « cœur de ville ». Mais l'urbanisme lui aussi a horreur du vide : en 1976, un hypermarché s'installa là, « provisoirement » ; les centres de quartier acquiescent à Saint-Quentin une vitalité qui leur échappe dans d'autres villes neuves ; la Maison pour tous d'Elancourt devint le lieu de rencontre culturelle.

Les aménageurs ne renoncèrent pas pour autant à unifier cet ensemble, plus ou moins disparate, où vivent déjà plus de cent cinquante mille personnes, autour d'un vrai centre ville. En février 1980 l'établissement public d'aménagement lança un vaste concours d'idées. Des neuf projets reçus il fit une synthèse très inspirée des propositions de l'équipe Cornet-

Vernet-Nunex (le Monde du 5 août 1980 et du 30 juin 1981). Il ne cachait pas ses ambitions : « Le cœur de la ville devrait fédérer toutes les unités urbaines qui forment l'agglomération nouvelle » et rayonner au-delà de Saint-Quentin lui-même. En janvier et en mars 1981, le conseil d'administration de l'EPA, où siègent à parité élus et fonctionnaires, accepta les plans proposés. Tant pis pour le conseil général des Yvelines, dont la majorité de droite menée par les Versailles avait, au même moment, lors du débat sur la révision du schéma d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France, déclaré « s'opposer à la création d'un seul cœur ville centralisé ». Tant pis pour les élus du syndicat communautaire, super-conseil municipal de la ville nouvelle, qui n'avaient pas été consultés et qui rappelaient haut et fort — à chaque occasion — la réalité de la vie de chaque commune. Alors l'affaire se traita directement entre les techniciens de l'EPA et le ministre de l'Environnement et du cadre de vie.

L'écroulement du « cœur de ville »

Survint le 10 mai 1981 : la tourmente souffla si fort à Saint-Quentin que le « cœur de ville » s'écroula. Les socialistes avaient beau être très minoritaires parmi les élus de la ville nouvelle, les scrutins présidentiel et législatif confirmèrent qu'ils étaient majoritaires dans l'électorat... et leurs amis s'élevèrent dans les palais du pouvoir central : les patrons d'Etat eux d'ailleurs ; ou allaient s'en apercevoir. Tant pis pour les fonctionnaires : ils devraient se plier puisqu'on voulait bien ne pas les chasser. Tant pis pour les communistes : leur pouvoir à Saint-Quentin prenait fin ; ils devaient s'y habituer.

Plus question donc d'un « cœur de ville » centralisateur puisque le P.S. local avait déjà fait savoir que pour lui la ville comprenait trois pôles bien distincts : l'ouest avec Maurepas et Elancourt ; le centre avec Trappes ; l'est avec les « trois villages » de Montigny-le-Frénét, de Guyancourt et de Villefranc-le Bretonneux. Plus d'architecture massive et imposante, et surtout d'urbanisme séparant le logement, le travail, le loisir et le commerce puisque le zonage sur lequel est bâti la ville, et surtout les fonctionnaires devraient dorénavant obéir aux élus.

Le 2 juillet 1981, les élus du syndicat communautaire souhaitaient être associés à l'élaboration des projets de l'EPA. Le 23 octobre, ils demandèrent l'abandon du projet « cœur de ville » ; le 17 décembre, ils commençaient

à définir un nouveau programme et, en janvier, confiaient une nouvelle étude à une équipe d'urbanistes constituée pour la circonstance : M. Peter Béchold, professeur à l'école spéciale d'architecture, choisi par les socialistes, et M. Mellissinos, proposé par les communistes. L'EPA devait se soumettre, ne pouvant en faire admettre que l'équipe Cornet-Vernet-Nunex soit, elle aussi, consultée.

Mais attention ! plus de « grand-père » monumental ; les commerçants s'installaient le long d'une rue menant aux quartiers avoisinants ; plus question de cette serre tropicale dont le monument devait marquer la ville : les logements sociaux seraient nombreux ; il fallait aussi prévoir l'implantation d'usines ou d'ateliers pour des emplois « productifs » dans une ville jusque-là vouée aux cois blancs des bureaux et des laboratoires. Sur tout, ce quartier de la gare ne doit plus être le cœur de ville — de toute façon il n'en est pas un centre géographique — mais simplement un lieu plus attractif et plus animé que les autres.

Là aussi, du rêve à la réalité des affaires il y eut un pas. Les communistes et la droite commençant à trouver que les socialistes tiraient un peu trop la couverture à eux. En février, ils firent voter une règle imposant à la majorité du syndicat communautaire d'obtenir l'accord préalable des communes directement

concernées : le P.S. ne pouvait s'y opposer, même si le quartier de la gare est, pour sa plus grande part, sur Montigny, dont le maire est M. Nicolas Abont, ancien député giscardien.

La négociation devenait indispensable, d'autant que les urbanistes des élus ne prennent, non plus, le temps de bien long temps. M. Béchold et Mellissinos travaillèrent chacun de leur côté et proposèrent chacun un projet bien différent. Il fallut, d'ailleurs, bien reconnaître qu'aucun des deux ne convenait parfaitement ni aux élus ni aux impératifs techniques, alors que celui de l'équipe imposée par l'EPA — il est vrai sensiblement différent du premier — n'était pas si mauvais que cela. De toute façon — meilleure appréhension de la réalité du pouvoir ou résultat des cotisations — le P.S. comprit qu'il ne pouvait imposer totalement ses vues.

Il fallait bien pourtant trouver une solution. Certes, les socialistes

pouraient faire traîner les choses et attendre les municipales, grâce auxquelles ils espèrent bien remplacer M. Abont dans sa mairie, mais il était difficile de se présenter devant les électeurs en ayant démolé sans avoir reconstruit.

Pour se sortir de ce piège le recours à la science des cocktails se révéla fort utile : beaucoup de « technocratie », un doigt de « socialisme », un soupçon de « communisme » pour composer un breuvage acceptable par tous. Le 3 juin 1981, le conseil du syndicat communautaire — à l'unanimité — retint pour l'organisation commerciale le projet Cornet-Vernet-Nunex ; pour le schéma des flux urbains, retenant les diverses activités, les propositions de Béchold et, pour le système routier les idées de Mellissinos mais aussi de l'équipe Cornet-Vernet. Pour faire la synthèse de tout cela le shaker fut confié aux techniciens de l'EPA, dont décidément il est bien difficile de se passer.

Ce mélange aurait pu être imbuvable : il paraît relativement réussi. Même le promoteur (Seret-Aménagement) qui devait réaliser les 50 000 mètres carrés de commerce du projet « cœur de ville » trouve qu'il lui sera plus facile de construire 50 000 mètres carrés de bureaux dans le nouveau programme. L'affaire n'est pas terminée pour autant. M. Abont estime que, maintenant que le syndicat communautaire a tracé les grandes lignes du plan et puisque ce n'est plus le cœur de ville mais un quartier parmi d'autres, c'est à Montigny seul d'en diriger la traduction sur le terrain.

Les socialistes, eux, ne sont pas décidés à le laisser s'arranger sans contrôle avec les fonctionnaires de l'EPA ; l'autonomie communale n'est pas sans limite... Il y a des contradictions bien dures à surmonter. A Saint-Quentin-en-Yvelines, l'urbanisme et l'architecture ne peuvent oublier la politique.

THIERRY BRÉHIER.

Onze communes en ordre de bataille

LA gauche est chez elle à Saint-Quentin-en-Yvelines. Appuyés sur leur fief de Trappes, les communistes en ont pris la direction après les élections municipales de 1977 : la présidence du conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement (M. Bernard Hugo, sénateur, maire de Trappes), six mairies et donc le président du syndicat communautaire ; le P.S. ne dirige que deux mairies et le droit trois. Mais, depuis plusieurs années, les socialistes se sentaient pousser des ailes : la présidentielle et les législatives les ont fait révéler à une domination quasi totale : les candidats du P.S. n'ont été devancés par ceux du P.O. qu'à Trappes, et seul Voisins-le-Bretonneux échappa à la vague rose.

Si les cantonales ont un peu refroidi leurs ardeurs (le droit a repris le dessus dans deux autres communes, Coignères et Elancourt, qui à pourtant un maire socialiste), ils ont ravi au P.C. le confort de Maurepas, le seul qui soit entièrement sur la ville nouvelle.

Aujourd'hui, le P.S. est bien décidé à ne pas faire le moindre concession à ses alliés communistes : ils réclament le titre des listes d'union dans dix communes sur onze et, bien entendu, la présidence du syndicat communautaire. Le P.C. n'apprécie guère cet impérialisme. Ici comme ailleurs, il réclame une prime pour le maire sortant ; quant au syndicat

communautaire, il fait remarquer que, sur les neuf villes nouvelles, il serait équitable que son partenaire lui en laisse une, ne serait-ce que parce qu'il est bon que chacun des deux partis soient confrontés aux réalités du pouvoir. La négociation sera difficile.

Les socialistes veulent recueillir le profit des lourds efforts qu'ils ont faits depuis longtemps pour investir à Saint-Quentin. Les communistes ne peuvent accepter de gâcher de leur abandonner une telle source de pouvoirs et de bénéfices ; les maires — toujours et partout — sont les points d'appui de leur implantation et de leur puissance ; et le syndicat communautaire gère un budget de quelque 335 millions de francs, dont 38 pour les investissements (chiffre de 1981).

Un nouveau scrutin un an après les municipales ?

La droite, bien entendu, espère profiter des divisions de la gauche. Reprendre le syndicat communautaire est, peut-être, un rêve inaccessible, mais hériter de quelques mairies guidées par les socialistes peut être envisagé. Au point que certaines belles constructions théoriques seront peut-être remises en place.

Si les communistes continuent d'affirmer que le réalisme des onze

communes anciennes reste le plus forte, les socialistes préconisent, eux, la constitution de trois pôles distincts et forts, même si cela ne doit pas se traduire par la fusion des communes. Mais cela implique la sortie de la ville nouvelle — solution permise par le projet de loi qui vient d'adopter le gouvernement pour réformer la loi Bocher, qui régit actuellement les institutions — ou même de la Plaisir et de Magny-le-Hameux (sortie promise par les socialistes de cette commune) peut-être de la Verrière et de Boles-d'Arcy, toutes communes solidement ancrées à gauche... Sera-t-il possible de se priver de leur appui au syndicat communautaire ?

La démocratie locale — elle aussi — peut être dangereuse. Le projet de loi prévoit que les communes pourraient se regrouper en « communautés d'agglomérations nouvelles », dont les conseillers seraient élus au suffrage universel et non pas désignés par les conseils municipaux ; une possibilité appréciée par les socialistes qui n'aiment pas les élections ou deuxième degré. Mais est-il raisonnable d'organiser un nouveau scrutin un an après les municipales, alors que les partis sont toujours défavorables au pouvoir en place ? Ne faut-il pas mieux attendre pour mettre en place un système « idéal », les municipales de 1987 ? Il faut savoir accommoder ses principes.

Th. B.

Halte au Vol

serure à 5 points
IZIS - LAPERCHÉ
ou PICARD

Matériel
GARANTIS ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier
+
1 cornière anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

3.350 F TTC
Pose et dépt. compris
PARIS-BANLIEUE

Société
PARIS PROTECTION
(à voir aussi)

55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS

566.65.20
CREDIT GRATUIT
4 Voisins

ODOUL AGENT
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

CHAQUE SEMAINE
FAITES VALIDER VOS BULLETINS
CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES
PORTANT L'ENSEIGNE **LOTO**

LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

Avec ou sans nationalisations, la Sous-Traitance est la clé INDISPENSABLE de la reprise industrielle

LE PLUS GRAND RENDEZ-VOUS MONDIAL DE LA SOUS-TRAITANCE, SERA...

• 1900 exposants dont 258 étrangers
• 24550 m² de stands
• 152 secteurs professionnels
• colloque franco-allemand des acheteurs (5 octobre)

Horaires : 9 h - 18 h - 2 octobre : 9 h - 17 h

A envoyer à : M.L.D.E.S.T., Palais des expositions, 67000 STRASBOURG-WACKEN, Tél (03) 23.23.33, Tél. 89.0306

La Société

Rue

Code Postal

Ville

A l'attention de M.

souhaite recevoir :
☐ dépliant M.D.E.S.T.
☐ exemplaire(s) fiche(s)
réduction 2015NCF

☐ exemplaire(s) du catalogue (50 Frs pièce, port compris joints)
☐ carte(s) entrée gratuite
☐ documentation M.D.E.S.T.
Paris 24/28/30

مكتبة من الأصيل

A PROPOS DE...

UN COLLOQUE SUR LA CONCERTATION

Les P.T.T. trop loin des usagers

Selon un sondage datant de 1978, 41 % seulement des Français pensent que l'administration est l'ennemi du public, alors que 31 % sont persuadés du contraire. Les chiffres s'ont certainement pas évolué de manière radicale en quatre ans.

C'est dire qu'en choisissant pour ses vingt-cinquièmes Journées d'études, du 30 septembre au 2 octobre à Rouen-les-Bains, en Charente-Maritime, le thème de la concertation avec les usagers, l'Association amicale des élèves et anciens élèves de l'École nationale supérieure des P.T.T. ne venait pas dans l'académisme, tant il est vrai que le service public des postes et des télécommunications continue à avoir quelque peine à s'ouvrir vers les usagers.

Il était donc naturel que la première question, se posât en termes simples à l'issue de quatre commissions de travail : « Doit-on organiser la concertation ? ». Oui, certes, fut-il répondu, « à condition que celle-ci ne soit ni un dialogue fictif ni un simple moyen d'informer sur des décisions déjà prises ou de présenter des décisions pratiquement arrêtées », mais plutôt « un moyen de discuter avant d'agir, en vue d'agir ». Ainsi, cette fameuse concertation ne serait-elle plus une arme défensive destinée à désamorcer l'agressivité des usagers, mais un acte volontaire pour mieux connaître les besoins de tous et de chacun.

M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., a insisté sur cet impératif : « Un service public ne peut, « si ce n'est, se convertir de satisfaction, avec un temps de retard, les besoins existants. Il doit proposer, imaginer, promouvoir de nouvelles prestations ou de nouvelles techniques. » Mais cette fonction industrielle et commerciale des P.T.T. ne doit pas pour autant, dans l'esprit du ministre, s'effacer devant une vocation fondamentale : celle du service public.

La nécessité de la concertation étant admise, reste à en dégager les moyens. L'administration dispose déjà, à travers ses sondages, ses études de marché, ou même les cahiers de réclamation des établissements et le courrier des mécontents, de nombreuses possibilités de s'informer : pas toujours, il est vrai, suffisamment ni judicieusement exploitées. Mais toutes présentent un double défaut : elles fonctionnent à sens unique « de bas en haut » et elles réduisent l'usager à un rôle passif de juge de décisions prises sans son avis.

« Nous avons la quasi-certitude de connaître les besoins actuels », a observé la commission chargée de rechercher les manières d'apprendre les besoins, « mais saisissons-nous bien les ajustements nécessaires pour répondre à ce qu'attend le public ? ». Le meilleur moyen de le savoir serait d'engager un vrai dialogue direct avec lui. Moyennant l'élimination de trois obstacles majeurs : un cadre juridique présentement fort restrictif pour l'usager ; un secret administratif trop pesant ; enfin des mentalités pas toujours prédisposées à

l'ouverture. Bref, c'est l'ère de l'usage heureux et du fonctionnaire content », a conclu de ses vœux par M. François Aron, conseiller technique au cabinet du ministre des P.T.T., n'est sans doute pas pour demain.

Quelles associations ?

Les « modalités de la concertation », auxquelles se sont aussi intéressées les assises, se révélaient d'une mise en œuvre délicate. Avec qui l'administration peut-elle discuter ? A côté des usagers professionnels, avec lesquels le dialogue existe déjà, qui doit représenter les autres ? Les associations d'usagers ? Il n'en existe qu'une aux télécommunications (l'Association française des usagers du téléphone et des télécommunications) et pas une seule à la poste. Alors, les associations de consommateurs (dispositif d'entre elles sont reconnues par les services de M. Catherine Lakumbé) ? Les mouvements organisés sont-ils vraiment représentatifs des aspirations de la grande masse des usagers ou faut-il, à côté de la « concertation formelle », développer une « concertation informelle » qui pourrait toucher — mais par quels moyens — l'usager dans le quotidien ?

Quant aux élus, déjà surchargés de tâches et de mandats, pourraient-ils, seuls, valablement représenter leurs concitoyens auprès de l'administration ? La seule chose dont on peut convenir fut la nécessité d'associer le personnel à un dialogue dont il pourrait avoir à supporter les conséquences : par exemple, au cas où il faudrait des modifications dans l'organisation des services (horaires d'ouverture, etc.).

Mais, comme devait le dire en conclusion des travaux M. Daniel Saint-Gilles, président de l'association, ces rencontres « n'ont pas pour but de résoudre d'un coup de baguette magique les questions qui se posent à nous, mais de favoriser une prise de conscience à la fois personnelle et collective ». Encore faut-il savoir continuer cette réflexion sur un certain nombre de terrains non défrichés pendant ces journées. M. Aron n'en a évoqué que deux, mais bien vastes : celui du « coût » — en argent et en hommes — et celui des « débouchés » de la concertation.

JAMES SARAZIN.

Corse

AU COURS D'UNE RÉUNION JUGÉE « POSITIVE »

M. Defferre appelle les élus de l'île à être les « pionniers de la décentralisation »

De notre correspondant

Ajaccio. — Quatorze mois après être venu exposer l'avant-projet de statut particulier et suscité le large débat public qui devait se prolonger pendant tout l'automne 1981, M. Gaston Defferre est revenu le 2 octobre à Ajaccio, cette fois devant l'assemblée de Corse issue du scrutin du 8 août 1982 : une assemblée, comme il s'est plu à le rappeler, élue dans des conditions au-dessus de tout soupçon.

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation s'est livré à l'analyse des lois promulguées le 2 mars et le 30 juillet 1982 et de leurs conséquences budgétaires et politiques, non sans en avoir situé, sans ambiguïté, le cadre : « Je suis ici avec vous pour dialoguer au sein de la première assemblée régionale de France élue au suffrage universel. Pour la première fois dans notre histoire commune, ce n'est plus Paris, ce n'est plus le continent qui impose l'uniformité au sein d'exemple à la Corse. C'est vous, les élus, qui vous affirmez de façon originale ».

Ce fut en effet un dialogue original. Aux quinze élus de chaque des groupes qui posèrent des questions — et le débat se prolongea durant quatre heures et demie sans une seule pause, — M. Gaston Defferre apporta des réponses précises, mais les remarques — aussi franches que son propre propos — soulignaient sa volonté de dialogue.

« Vous allez être les pionniers de la décentralisation. Vous devez faire face à des situations nouvelles, expérimenter des solutions originales », a dit aussi le ministre. « Il vous appartient de démontrer que les élus de Corse sont capables de gérer, d'unifier et de répondre aux aspirations des citoyens. Je n'en doute pas : mais vous allez le démontrer à ceux qui en doutent ».

Dans son allocution, M. Prosper Alfonsi, président de l'assemblée (M.R.G.), a mis l'accent sur la nécessité d'associer, sans plus attendre, les transferts de compétences et de ressources de l'Etat vers la région, dont la loi prévoit qu'ils doivent être achevés le 30 juillet 1983. Selon lui, « les esprits chagrins ou nostalgiques affirment que l'assemblée n'a ni compétence ni ressource ».

et les jeunes s'interrogent, s'inquiètent et attendent des mesures concrètes. On assiste à une reprise de la violence. Il faut enlever tout prétexte à ceux qui craignent ou qui rêvent de voir échouer ce statut particulier ».

Au cours du débat, les questions ont particulièrement porté sur l'installation du conseil économique et social régional et du conseil de l'éducation, de la culture et du cadre de vie (l'un et l'autre consultatifs), sur la création des offices spécialisés (transports, développement agricole, hydraulique), et sur les moyens de l'assemblée elle-même, à laquelle il faut un siège — des pourparlers sont en cours en vue de l'acquisition du Grand Hôtel d'Ajaccio — et du personnel qualifié.

A M. Pierre Pasquini (R.P.R.) qui s'inquiétait des conséquences institutionnelles du statut et des risques de « dérapage » ultérieurs, M. Defferre a répondu : « Si j'étais pour l'indépendance, je n'aurais pas proposé le statut ». Et à M. Dominique Alphonsi (Parti du peuple corse) qui demandait ce que le gouvernement ferait si la majorité du peuple corse revendiquait l'indépendance en cas d'échec du statut : « Ce n'est pas le cas actuellement. Je n'ai pas l'habitude de me poser des questions qui ne se posent pas ».

« Rien ne sera plus comme avant. Les relations entre l'Etat et la Corse seront désormais d'une base de dialogue, de respect mutuel, de progrès volontaire », a encore dit le ministre. De fait, l'assemblée va être consultée sur tous les avant-projets de décrets d'application de la loi et des arrêtés ministériels. De plus, le commissaire de la République de la région sera appelé à présider la commission paritaire destinée à constater les transferts de ressources dans l'attente de la nomination et de l'installation de la chambre régionale des comptes.

Cette session extraordinaire a revêtu, au dire des participants, un caractère très positif. C'était, sans conteste, un grand pas en vue de réunir les conditions concrètes de la mise en place des institutions nouvelles. Et c'était aussi, du reste, le sentiment de l'opposition elle-même.

PAUL SILVANI.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Une convention entre l'Etat et la région : priorité aux métiers d'art

De notre envoyée spéciale

Marseille. — Le ministre de la culture, M. Jack Lang, et le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Michel Pezet (P.S.), ont signé, le 2 octobre à Marseille, en présence de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, maire de la ville, une convention culturelle, dont les objectifs sont de prolonger et de compléter les actions déjà entreprises et d'engager des opérations où ni l'Etat ni la région ne peuvent intervenir isolément. Avec les 19,3 millions de francs tirés de la dotation culturelle inscrite au ministère de la culture (350 millions pour les régions) qui viennent s'ajouter au budget culturel régional lui-même (qui, en 1982, est de l'ordre de 42 millions) et au budget des actions traditionnelles de l'Etat (patrimoine et spectacle, près de 110 millions), ainsi qu'aux 11 millions du Fonds spécial de développement culturel, la convention peut envisager de ne rien oublier ni du patrimoine, ni de la création, ni de la formation, qui est citée comme une des priorités.

La convention prévoit, notamment, de développer la formation aux disciplines artistiques en participant à la création d'une école nationale de danse (confiée à Roland Petit) à Marseille, d'une école nationale de photographie à Arles, d'établir une carte de l'enseignement musical et de développer les écoles de musique ; de développer une politique de formation aux métiers du spectacle (scénographies, décors, costumes...), ainsi que la formation aux métiers d'art (au centre de Fontblanche à Vitrolles, et à la création industrielle, à Sophia-Antipolis, près d'Antibes, en liaison avec l'école nationale qui va s'ouvrir à Paris).

Pour la création, les deux parties, l'Etat et la région, sont convenues de constituer un Fonds régional d'acquisition d'œuvres d'art contemporain (FRAC), d'encourager la création audiovisuelle et cinématographique par des aides au Centre d'animation René Allio à Fontblanche, et différentes subventions à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon ou aux rencontres de la photographie à Arles, par exemple.

Tout cela sans négliger le soutien aux industries culturelles notam-

ment l'édition régionale, ni le patrimoine (restauration des monuments, conservation et acquisitions pour les musées, création d'un centre d'archives de la colonisation) ni les cultures régionales et minoritaires. Il s'agit aussi de développer les échanges entre les groupes artistiques des différents pays riverains de la Méditerranée.

« Pour chaque Français, la décentralisation sera effective le jour où un artiste né à Marseille pourra réussir à Marseille, se faire une réputation nationale et internationale dans sa ville », a déclaré M. Gaston Defferre, lors de la signature de la convention. Tandis que M. Jack Lang rappelait que décentraliser, sur le plan culturel, « c'est permettre qu'ici et là de bons incendies s'allument, c'est souhaiter une France de la polyphonie ».

Michel Pezet, pour sa part, a insisté sur la nécessité d'affirmer le rôle primordial que devait jouer dans la région les grandes industries culturelles, la radio et la télévision.

Si, apparemment, les parties en présence, face à quelques mille cinq cents personnes, élus et personnalités du monde de la culture, étaient d'accord sur les grands principes, il reste à l'évidence dans la convention quelques zones d'ombres et pas mal de points chauds qui devront donner lieu à des négociations nouvelles entre l'Etat et la région.

GENEVÈVE BREERETTE.

● La C.G.T. et l'accident de Beaune. — Le rapport de la commission d'enquête sur l'accident de car de Beaune « contient des propositions qui rejoignent les revendications de la C.G.T. et des travailleurs », estime la Fédération des transports C.G.T. Ces propositions rencontreront, selon le syndicat, « la résistance du grand patronat du transport routier car, pour lui, la sécurité routière s'arrête au moment où il lui faut payer l'amélioration des conditions de travail des conducteurs routiers ». « Toutes les améliorations techniques des véhicules qu'il faut mener à bien resteront sans effet si les conducteurs routiers relient toujours dix à douze heures par jour », conclut la C.G.T.

Faits et projets

INFLATION DE COMMISSAIRES

On connaît les commissaires de police, les commissaires du gouvernement au Conseil d'Etat, les commissaires aux comptes dans les entreprises, les commissaires enquêteurs dans les enquêtes d'identité publique, les commissaires généraux des foires et salons, les commissaires-priseurs dans les salles de ventes, les hauts commissaires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie, le haut commissaire à l'énergie atomique ou le commissaire à la normalisation...

Depuis quelques mois, le registre s'est encore élargi et il faut désormais s'habituer, en voyant les préfets, à parler des commissaires de la République. Des commissaires qui, aux termes de la loi de décentralisation, devraient être dans les départements et les régions les représentants de tous les ministres et donc de leurs services.

Dès lors, les structures régionales propres de la DATAR — sans qu'il s'agisse de mettre en doute la valeur de leurs responsabilités... dénommées commissaires à l'industrialisation ou à la rénovation rurale — se justifient-elles encore ? On ne peut s'empêcher de poser la question, aujourd'hui, alors que le Journal officiel du 2 octobre publie un décret nommant M. Jean-Pierre Billat commissaire à l'industrialisation de Massif central... à compter du 1^{er} novembre 1982. Il remplace M. Patrice Becquet, commissaire à l'« aménagement » du Massif Central, qui assurait l'intérim.

F. Gr.

Blois et l'avenir de sa halle aux grains (suite)

Le conseil municipal de Blois (Loir-et-Cher) vient, en réponse à une question du ministre de la culture, de donner un avis défavorable sur le classement définitif de la halle aux grains qui est déjà classée à l'inventaire des monuments historiques (le Monde des 12 et 29 mai 1982). Cet avis défavorable a été pris à l'unanimité et, une nouvelle fois, M. Pierre Sudreau, maire (app. U.D.F.) de Blois, a protesté contre les méthodes du ministère de la culture et contre « une procédure qui s'est développée de manière unilatérale sans aucune concertation avec la ville de Blois et au mépris des nouvelles règles découlant en particulier de la loi sur la décentralisation et sur les transferts de compétence ».

D'autre part, le conseil municipal demande au ministre de la culture de confirmer le permis de démolir la halle qui avait été obtenu au printemps 1981. (Corresp.)

● Une commande américaine aux chantiers de La Ciotat. — Les chantiers navals de La Ciotat (en concurrence avec les constructeurs du Japon et de Singapour) viennent de signer un contrat avec la société américaine Mac Dermott Incorporated, l'une des plus importantes au monde dans le domaine des travaux « offshore », pour la transformation d'une barge posée de conduits sous-marins.



Une conversation de salon

(Entendu au 69^e Salon de l'Automobile à Paris).

- Cher ami, avez-vous vu la nouvelle Buick Century ?
- Oui mon cher, évidemment. Tout le monde l'a vue !
- J'admire son luxe traditionnel américain.
- Et sa technologie d'avant-garde... Pensez !
- Une traction avant, moteur transversal... Sa direction assistée à crémaillère... Quelle précision !
- Oh ! Ses lignes, cher ami, ses lignes aérodynamiques !
- Ah ! Cette finition, exceptionnelle quoi !
- Oui, cher ami, elle a tous les automatismes du confort américain ! Entre-nous, sachiez-vous qu'elle

- est disponible en France ?
- Mais oui ! En deux versions 4,3 l diesel V6, 12 CV ou 2,8 l V6 essence, 13 CV.
- Allons la voir, elle me manque déjà.



THE NEW AMERICANS FROM GENERAL MOTORS
CHEVROLET PONTIAC OLDSMOBILE BUICK CADILLAC

Salon de l'Auto, Porte de Versailles du 30 Septembre au 10 Octobre Stand T12 Hall C, ou alors chez les distributeurs officiels à Paris : J. CHARLES 16^e - Tél. 524.43.33 ou R. PETIT S.A. 19^e - Tél. 607.93.92.

502/1000

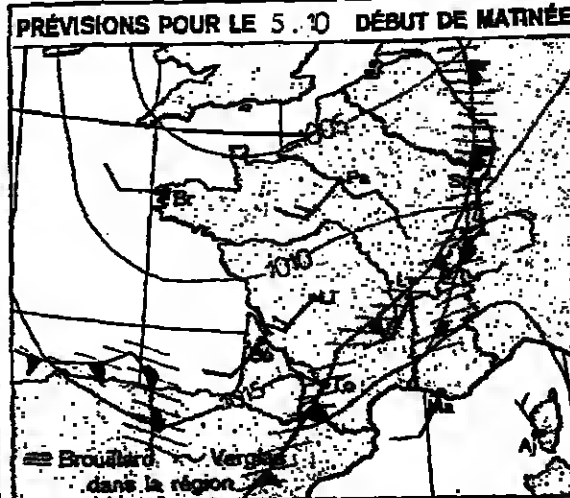
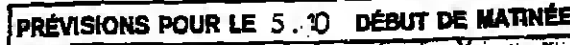
Le bus 87 va plus loin

Ce premier prolongement de ligne de bus à l'intérieur de Paris depuis 1956 est justifié par l'évolution récente de ce quartier. Sur l'emplacement d'une manufacture de tabac démolie, on a construit des habitations, une crèche et surtout un foyer de secours pour lesquels un service d'autobus présente de grands avantages, les stations de métro (Dugommier ou Porte-Charenton) étant éloignées. De plus, le métro n'assure de liaison directe ni avec la gare du Lyon, ni avec les grands centres d'activité de la rive gauche. Le prolongement de la ligne de bus à travers le quartier favorisera ainsi le centre international des sports qui s'ouvrira dans un an près du boulevard de Bercy.

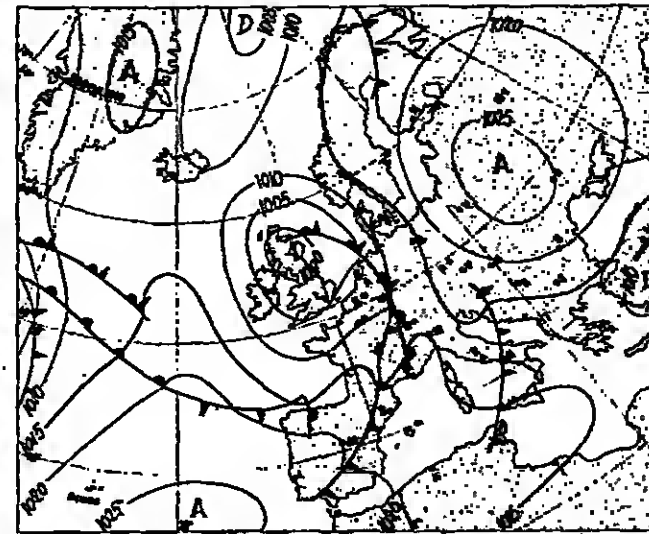
Les dix clés de la location

(1) ANIL, 2, boulevard Saint-Martin, Paris (10^e). Tél. : 202-05-50. A Paris, ces centres sont situés 47, avenue Mathurin-Moreau (19^e), et 204, rue Lecourbe (15^e).

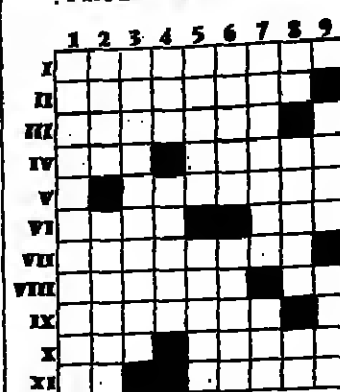
SITUATION LE 04.10.1982 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 5 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Alger, 28 et 17 degrés; Amsterdam, 17 et 10; Athènes, 24 et 18; Berlin, 20 et 6; Bonn, 18 et 11; Bruxelles, 18 et 9; Le Caire, 31 et 18; Des Canaries, 26 et

PROBLÈME N° 3 290

I. Le cancan n'a pas de secret
 pour elle. — II. Telle la manche qui
 a connu de bons services et pas mal
 de revers. — III. Part le plus souvent
 sans laisser d'adresse. — IV. Site
 sacré au Japon. Déconseillé pour se
 mettre au vert. — V. Eléments d'un
 régime. — VI. Se dit d'un ton natu-
 rel. Fait toujours l'objet d'attentions
 particulières. — VII. Ils nécessitent
 une direction irréprochable pour
 être empruntés. — VIII. Ne
 s'importe que s'importe. — IX.
 Permet d'éviter les grandes mar-
 ques, tout en restant à la page. —
 X. Succombe à la tentation. Ne
 manquant pas de maintenance. —
 XI. En Soie. Sans partage.

1. Période d'occupation qui ne doit pas entraîner de restrictions (deux mots). - 2. Est d'un commerce peu agréable, surtout s'il veut imposer sa grille. Fait parfois réviser le jugement de ceux qui accusent toujours la guigne. - 3. Ringard. - 4. Manqué par un brigadier (deux mots). - 5. 4. Fond arabe de la langue. Sa racine n'est pas inconnue des pharmaciens. - 5. Jagé au palais. Bien fourrés. - 6. Opposé à ce qui est extra. Tendre invitation. - 7. Dont on a pas à redouter les éclats. Au bout du rouleau. - 8. Note. Où il est difficile d'obtenir des éclaircissements. Morceau de poulet. - 9. On a intérêt à y montrer un profil avantageux. Élément de perception.

PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE

PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE :									
<p>Chaque participant : le série 6 (Alaines, Yve + Andrew 2ème) Chaque entraîneur : le série 5 (Hervé 2ème) Chaque entraîneur : le série 2 (Serge 1er, René 2ème)</p>									
COCHON	FINALES ET NUMEROS	SERIE 6	SERIE 5	SERIE 2	AUTRES SERIES				
1	<p>41 431 1 521 6 361</p>	<p>F. 250 (1) 1 000 10 000 20 000</p>	<p>F. absent 1 000 10 000 40 000</p>	<p>F. absent 1 000 4 000 4 000</p>	<p>F. absent 1 000 2 000 2 000</p>				
2	<p>42 462 08 872</p>	<p>250 (1) 2 000 10 000 200 000</p>	<p>F. absent 1 000 10 000 100 000</p>	<p>F. absent 500 4 000 4 000</p>	<p>F. absent 200 2 000 20 000</p>				
3	<p>43 4 382 08 342</p>	<p>250 (1) 20 000 9 000 000</p>	<p>F. absent 750 000 750 000</p>	<p>F. absent 250 000 250 000</p>	<p>F. absent 10 000 10 000</p>				
4	<p>324 6 234 08 864</p>	<p>200 (1) 10 000 10 000 200 000</p>	<p>F. absent 4 000 10 000 220 000</p>	<p>F. absent 2 000 2 000 100 000</p>	<p>F. absent 1 000 2 000 40 000</p>				
5	<p>46 10</p>	<p>250 (1) 2 000</p>	<p>F. absent 1 000</p>	<p>F. absent 500</p>	<p>F. absent 200</p>				
6	<p>2 358 6 358</p>	<p>250 2 000</p>	<p>F. absent 10 000 10 000</p>	<p>F. absent 4 000 4 000</p>	<p>F. absent 2 000 2 000</p>				
7	<p>7 6 827 6 867</p>	<p>250 (1) 20 000 10 000</p>	<p>F. absent 10 000 10 000</p>	<p>F. absent 4 000 4 000</p>	<p>F. absent 2 000 2 000</p>				
8	<p>8 868</p>	<p>200 (1) 20 000</p>	<p>F. absent 10 000</p>	<p>F. absent 4 000</p>	<p>F. absent 2 000</p>				
9	<p>250 (1) 88 2 000 6 230 4 000</p>	<p>250 (1) 2 000 2 000 10 000 20 000</p>	<p>F. absent 1 000 1 000 2 000 10 000</p>	<p>F. absent 1 000 2 000 4 000 4 000</p>	<p>F. absent 200 2 000 1 000 2 000</p>				
0	<p>0 400 1 000 2 500</p>	<p>250 (1) 4 000 10 000 20 000</p>	<p>F. absent 10 000 10 000 10 000</p>	<p>F. absent 2 000 4 000 4 000</p>	<p>F. absent 1 000 2 000 2 000</p>				

MERCREDI 6 OCTOBRE

• Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

14 b 45, 60, boulevard L

simons de l'article 3 de la loi du 30 juillet 1982 limitant la progression des bénéfices distribués par les sociétés en 1982 et 1983.

FORMATION

★ 8, rue de Léningrad, 75008
Paris. Tél. : 873-20-85.

JOURNAL OFFICIEL—

● Relative à l'application des dispositions de l'article 3 de la loi du 30 juillet 1982 limitant la progression des bénéfices distribués par les sociétés en

UNE CIRCULAIRE

● Relative à l'application des dispositions de l'article 3 de la loi du 30 juillet 1982 limitant la progression des bénéfices distribués par les sociétés en

1982 et 1983.

ET 2

Solution du problème n° 3 289

Horizontale menu

engager dans divers pays étrangers de destination, en supplément des frais de transport ou du

GUY BROUTY.

TRANSPORTS

penses que les voyageurs devront engager dans divers pays étrangers de destination, en supplément des frais de transport ou du


MMMMMM...

- 1 MMM... je dois apprendre une langue le plus rapidement possible, mon avenir professionnel en dépend.
- 2 MMM... je souhaite apprendre une autre langue pendant les vacances.
- 3 MMM... je désire parler une autre langue, en l'apprenant à mon rythme.

ET ZiiP BERLITZ

I speak English!

- 1 Et ZiiP BERLITZ. L'immersion totale: 2 à 6 semaines de leçons particulières ou semi-particulières 9 heures par jour et cinq jours par semaine.
- 2 Et ZiiP BERLITZ. Le spécial crash: des leçons particulières ou semi-particulières 6 heures par jour, quelle que soit la période de vos vacances.
- 3 Et ZiiP BERLITZ. Les leçons particulières ou semi-particulières pour apprendre à votre cadence.



BOULOGNE: 609.15.10. **CHAMPS-ÉLYSÉES:** 720.41.60.
LA DÉFENSE: 773.68.16. **NATION:** 371.11.34. **OPÉRA:** 742.13.38.
PANTHEON: 633.98.77. **RUE DE LA PAIX:** 361.61.34. **SAINTE-AUGUSTIN:**
522.22.23. **VICTOR-HUGO:** 500.34.38. **SAINTE-GERMAIN-EN-LAYE:**
973.75.00. **VERSAILLES:** 950.08.70. **BORDEAUX:** 44.26.44.
CANNES: 39.26.86. **LILLE:** 06.42.41. **LYON:** 38.60.24.
MARSEILLE: 33.00.72. **NICE:** 85.59.35. **STRASBOURG:**
32.73.30. **TOULOUSE:** 62.32.97.

Gratuit: le test d'orientation
sans engagement de votre part.

BERLITZ®

LE MOT DE CHAQUE LANGUE

هكذا من الأصل

THÉÂTRE

**« L'ÉVEIL DU PRINTEMPS »
A LA COMÉDIE DE PARIS**

Tous les garçons et les filles

Freud a dit lors de la création de *L'Œil du printemps* — c'était à Berlin en 1906, et la pièce avait été censurée, interdit pendant quinze ans : « Il ne s'agit pas d'une grande œuvre d'art mais cela restera comme un document... Peut-être le docteur dissimulait-il derrière une telle condensation quelque agacement... », en ce temps poétique, comme innocemment, comme avec une facilité, Wedekind avait lui livrait l'analyse exclusive des angoisses et catastrophes, qui accompagnent l'apprentissage de la sexualité au temps où morale voulait dire hygiène.

Quatre-vingt-dix ans, plus tard, le document peut avoir l'air d'être presque. La Kind Compagnie en tous cas démontre que là aussi l'auteur de *Lulu* avait fait œuvre d'artiste.

Les huit comédies – pour la plupart récemment sortis de l'école de la rue Blanche, l'ENSAT (1) –, n'ont pas eu à se faire passer pour des jeunes gens, ou des jeunes filles. Aucun n'ayant l'air âgé, les risques de ridicule, les difficultés du décalage, ont été évités. Ils jouent. C'est tout, et c'est beaucoup. Ils bougent avec justesse. Donnent un texte en temps. Les dialogues respirent : de la sobriété au lyrisme.

Les quatre « garçons » et les quatre « filles » sont habillés de manière à ressembler aux personnages d'une photographie 1960, dans le moule de la bourgeoisie allemande bien éduquée. Et les scènes successives de cet opère sans musique prennent l'allure de tels tableaux de groupe, datés, où les têtes des collègues ont sur le visage des expressions de gravité à vous faire regretter tout les jansénismes. Une intensité sourde prête à éclater comme ici les deux Filles, leur raffut, ou l'affolement des Filles, ou la hêtise des professeurs, ou la misère de la fille à l'herbe. Tout cela est véritablement « dirigé », mis en scène. Gilles Gleizes est celui qui a moult cet *Éveil du printemps* émuquant.

M.L.B.
★ Comédie de Paris, 18 h 15.

(1) École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre.

« Voyage immobile »
à Ivry

Au bord d'une tombe ouverte, deux
 hommes parlent d'une femme; leur
 mère sans doute, peut-être leur sœur.
 En tout cas une femme liée à leur existence
 et qui est morte. Ils racontent les
 paysages de leur passé, et des moments,
 des habitudes, des sentiments. En
 somme, les choses de la vie. Cette
 femme traverse le récit, le domine,
 figure silencieuse mais sans, accompa-
 gnée de silents rouques. Des petites
 choses en son temps, en courtes
 phrases trop attendues pour faire
 la pièce (de Martin Provost) malgré
 la poésie des images, la mise en scène
 impérieuse d'Antoine Cammo.

Et il y a un comédien, Yann Collette, différent de ce que l'on connaît de lui : il retient sa nervosité aiguë, sa violence sarcastique. Il fait découvrir une douceur inattendue et qui semble cacher une masse de secrets, une masse de tendresse ; quelque chose de mélancolique comme une caresse légère sur une blessure encore sensible.

C. G.

★ Studio d'Ivry, 20 h 30.

LIGNES PROGRAMMES

STEVIE NICK
IT PAS

ARDS

**"Un chef-d'œuvre !
avec des fous-rires
par dessus le marché"**
Nouvel Observateur

**Un jubilé
de plaisir !**
Le Figeo
Madame



100

la p est un fait

pas
pli
dan
och
Quindi

...le is!

[illegible]

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

SADO ET MASO. - Nouveautés (770-53-76), 20 h 30.
LE FUNAMBULE UNIMAMISTE. - Espace Galié (327-95-94), 18 h 30.
LA MARMIITE. - Studio Bertrand (783-64-66), 20 h 30.
NUIT DE RÊVE. - Péniche-Théâtre (245-18-20), 21 h.
L'ÉCHANGE. - Odéon (325-70-32), 20 h 30.
LE VOYAGE IMMOBILE. - Ivry, Studio (672-37-43), 20 h 30.
HORS PARIS
GOULT. - Le café blanc et le Monologue de Sud, par la Compagnie Cantaldi (90) 72-44-23.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50). - Roméo et Juliette, 19 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). - Les Corneilles, 20 h 30.
BEAUBOURG (277-12-33). - Forum de la danse, 18 h 30.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-33). - Isaac Stern, Andrew Wolff, 20 h 30.

Les autres salles

Artiste-Ateliers (271-51-00), 20 h 30 : la Vallée de l'ombre de la mort.
Comédie Camartin (742-43-41), 21 h : Revient dormir à Téhéran.
Cœuvres de Paris (281-00-11), 20 h 15 : L'Éveil du printemps.
Démons (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
Espace Galié (327-95-94), 18 h 30 : le Funambule unimamiste.
Gaiety-Montparnasse (322-16-18), 22 h : Péniche au centre culturel.
Hachette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve.
Lecturama (544-57-34), Théâtre noir, 18 h 30 : l'Homme lige.
Le Péniche (281-00-11), 20 h 15 : la Péniche américaine.
Théâtre rouge, 18 h 30 : Noces de sang.
Tchouffe, 22 h 15 : Vacances économi-

- Petit théâtre : 18 h 30 : Parions français ; 22 h 15 : le Félicien.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.
Péniche-Montparnasse (548-92-97), 21 h : Fick.
T.A.L. Théâtre d'essai (278-10-79), 20 h 30 : l'Ennemi des jours.
Théâtre d'Édgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babes cadres.
Théâtre du Tourne (887-82-48), 20 h 30 : le Mal court.

Les cafés-théâtres

Am Bœuf (296-29-35), 20 h 30 : Tolu-Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Vous descendez à la prochaine ?
Blues - Montmartre (887-15-54), 1 : 20 h 15 : Arrah - MC2 ; 21 h 30 : Tout a changé ; 22 h 30 : des Bulles dans l'encrier ; 23 h 30 : Qui a tué Betsy Grand ? ; 24 h 30 : Comment ça va Zami ?
Café d'Edgar (322-11-02), 1 : 20 h 30 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Mammes d'hommes ; 22 h 30 : l'Amour c'est comme un manteau blanc ; 23 h 30 : Chansons sous la paille ; 24 h 30 : Paris-Paris.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h 30 : Pajon et Zigmor.
L'Ecluse (542-71-16), 20 h 30 : Ramon Reimund.
Faust (233-91-17), 20 h : la Manicule ; 21 h 15 : les Grandes Sarrasines.
Le Petit Ciel (278-36-50), 20 h 30 : Viens voir les arènes.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.
Théâtre de Dix-Huites (606-07-48), 20 h 15 : le Retour de l'Arlequin ; 21 h 30 : Les haines ont des bécots ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.

Les concerts

Gavaca, 20 h 30 : E. Osiecka (Szymonowski, Albert, Chopin).
Chapelle de Lydie Heur-TV, 20 h 30 : l'Ensemble Percuter et Sonar (Chansons polyphoniques de la Renaissance).
Salon-Carnegie-des-Prés, 21 h : Chants spirituels.

FESTIVAL D'AUTOMNE

American Center (321-42-20), 21 h : Sister Sissy.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
 704.70.20 (lignes groupées)
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 4 octobre

Jazz, pop, rock, folk

Boléro (322-74-84), 20 h 30 : John Littleton.
Caveau de la Huchette (326-45-05), 21 h 30 : Maxime Soury.
Démos (384-72-00), 20 h 30 : Whirled Music.
Gaiety-Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : Sapho.

New Morning (742-25-49), 21 h : The Heath Brothers.
Olympia (742-25-49), 21 h : J.P. Capdevielle.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : Budini Swing Machine.
Petit Olympia (236-01-36), 23 h : Spirit Level.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

RELACHE

BEAUBOURG (278-52-57)

15 h : Terror by night, de R.W. Neill ; 17 h : Hommage à Pierre Brasseur : La plus belle soirée de ma vie, de E. Scoll ; 19 h : Rétrospective du Festival international du jeune cinéma, Hyères 1982 : Fumées ; Musique Pure Beat ; Rimes ; la Sève de la Terre ; Cocoon ; Conscience, Automotion, l'Eau, d'A. Alexandre ; l'Anti-concert, de G. J. Wolman.

Les exclusivités

A ARMES ÉGALES (A. v.o.) : Normandie, 9 (339-41-18).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : George-V, 8 (562-41-46) ; V.I. : Hausmann, 9 (770-47-55).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4 (374-47-86).

BLADE RUNNER (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Ha-

tefille, 6 (633-79-38) ; U.G.C. Dan-

ton, 6 (329-42-62) ; Normandie, 9

(339-41-18) ; Marignan, 8 (359-92-82) ;

Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-25-02) ;

Murat, 16 (651-99-75) ; V.I. : Rex, 2

(236-83-81) ; Berlioz, 2 (742-60-33) ;

U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ;

U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ;

Montparnasse-Pathé, 14 (322-16-18) ;

Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ;

Clichy-Pathé, 18 (522-46-01) ;

Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (271-52-36) ; Quintette, 5

(633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ;

Paradis, 14 (329-83-11) ; V.I. : Berlioz, 2

(742-60-33) ; Montparnasse, 15 (544-25-02) ;

Nation, 15 (323-04-67) ;

Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Clichy

Pathé, 18 (522-46-01).

LA CHÈVRE (Fr.) : François, 9 (770-33-88).

LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5 (354-47-62). H. sp.

ET TOUT LE MONDE RIAIT (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36) ;

Quintette, 5 (633-79-38) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ;

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 4 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Échappement neuf.
Appelez 301.32.32 (708.32.32)
MIDAS
40 centres en France.

20 h 35 Cinéma-Club : La Cinquième Victime.
Film américain de F. Lang (1956). Avec D. Andrews, I. Lupino, R. Fleming, G. Sanders, S. Forster, V. Price (N.).
21 h 30 Océan.
Avec Pierre-André Bonnaud et les membres du club de Valence.
22 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Musique à cœur : Franz Liszt.
Réalisation J. Audouin. Tzigane et Transylvanie.
21 h 50 Petit Théâtre : Ai-je été suffisamment marxiste ?
Réalisation Y. Gervais, avec R. Vane, A. Mollet, A. Frymann, R. Ayoub.
22 h 20 Juste une image.
Magazine de l'INA.

Thierry Garrel, Louise Neil et Philippe Grandjean ont rompu leur voyage à travers le monde huit courtes séquences exclusivement visuelles : spots politiques made in U.S.A. : films anthropométriques d'Alphonse Bertillon, etc. Inégal mais parfois passionnant.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Il a rima du lundi : Je vais craquer.
Film français de F. Leterrier (1980). Avec C. Clavier, N. Baye, M. Kervin, A. Lemaire, M. Porel, H.-J. Huet.
Un jeune cadre dynamique abandonne sa femme et sa famille pour vivre dans le monde frelaté des faux intellectuels et des snobs, fréquentant les boîtes de nuit et les endroits à la page, avec excentricités diverses et liberté sexuelle à la clé. Comédie satirique inspirée d'une bande dessinée de Gérard Lauzier. Celui-ci a travaillé à l'adaptation, et les acteurs, bien choisis, ressemblent à ses personnages. Le réalisateur a atteint la mécanique des caricatures et enveloppé la manœuvre dans des images fantaisistes.
22 h 30 Magazine : Thalassa.
En direct de la base de vienne de Brest : L'hebdomadaire de la mer.
23 h 10 Musiclub.
« Le Mandarin merveilleux », de B. Bartok.

FRANCE-CULTURE

20 h « Et puis... » d'A. de la Morinière, avec J.-R. Caumont, M. Régnier.
21 h L'entre scène on les vivants et les dieux. Présentation du collège de philosophie.
22 h Naïfs magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Les musées en dialogue.
21 h 30 Concert : Festival de Bergen 1982 ; quatuors à cordes de Kopecky, Schubert, Ravel, par le quatuor Kodaly, avec A. Fialay, T. Szabo, violon ; G. Flus, alto ; J. Devich, violoncelle.
22 h 30 La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 23 h 5. Aspects de la musique française : œuvres de Vieuxtemps, Massenet ; 0 h 5, Musiques du Nord.

Mardi 5 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 10 Météorologie.
12 h 30 Jeux Box.
13 h 10 Tout court.
13 h 10 Journal.
14 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
A votre santé ; 14 h 25, Feuilles ; Tam qu'il y aura des bonnes ; Variétés, dossier.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
19 h 50 Histoire d'en rira.
19 h 05 A la une.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
Anesthésie : le Réveil.
20 h 35 Dramatique : Sherlock Holmes.
De Sir Arthur Conan Doyle et William Gillette.
Réalisation J. Henin, avec P. Guers, F. Maistre, V. Elbaz, G. Audoubert.
Un condé des aventures et de la vie de Sherlock Holmes : sa passion du danger et des mécanismes humains.
22 h 35 Documentaire : Cent dix jeunes à l'unisson de l'Orchestre français des jeunes.
Ce concert a été l'initiative du ministère de la culture, sous la direction de J. Kaltenbach, est réuni pour un stage de vingt et un jours et part ensuite en tournée à travers la France.
22 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 05 Jeu : L'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours des années folles.
14 h 05 Journal d'un jour.
14 h 05 Série : La légende de James Adams et de l'ours Benjamin.
15 h 50 Reprise : Variétés avec France Gall.
(Diffusé le 3 octobre à 20 h 35).
18 h 45 Entre vous.
19 h 50 Récit A 2.
19 h 30 C'est la vie.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
Anesthésie : le Réveil.
20 h 40 Dossiers de l'écran : Les Chiens.
Film français d'A. Jessua (1978), avec G. Depardieu, V. Lanoux, N. Calan, P. Vernier, G. Sely, P. Londiche.
Un jeune médecin qui vient de s'installer dans une ville nouvelle, décide de lutter contre le réflexe d'auto-défense amant les habitants à acheter de dangereux chiens de garde à un éleveur qui drasse les bêtes pour tuer. Insécurité urbaine, utilisation du droit à la légitime défense : Alain Jessua aborde un problème social inquiétant et glisse de l'étude des mœurs à la fable fantastique. Ce film original par son ton, sa forme, n'a pas été bien compris, bien accueilli à sa sortie.
22 h Débat : La violence et le peur.
Avec M. M. Jod, directeur des Affaires criminelles, le docteur P. Rousselle-Blanc, M. Liberman, M. Girault, maître-chien de la police, M. J.-L. Peltier, M. Lezène, J.-M. Rausch, maître de Metz et B. Grasset, préfet de police du Rhône.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
La LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme).

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma : le président.
Film français de H. Verneuil (1961), avec J. Gabin, B. Blier, R. Faure, A. Adam, C. Cullum, R. Valier, L. Seigner (N. Rediffusion).
Un ancien président du Conseil, retiré à la campagne, dicte ses mémoires à sa secrétaire. Il revivra la trahison de son chef de cabinet, de celui-ci est maintenant président pour la présidence du Conseil. Inspiré, dit-on, de Clemenceau, grande figure politique, le personnage de Simonon a été adapté aux mœurs de Gabin, magistral dans sa composition de vieux républicain ne pensant qu'aux intérêts de la France. Un film très (trop) souvent diffusé.
22 h 20 Journal.
23 h 40 Prélude à la nuit.
« Gaspard de la nuit », de Maurice Ravel. Réchât Philippe Entremont.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Mariages.
8 h Les chemins de la connaissance, Buchner et les siens ; à 8 h 32, Esclaves sans maître 3 h 50, Deslins et sortilèges.
9 h 7, La machine des autres : Les aborigènes de Malaisie.
10 h 30, « Étranger non ami » le proche et le lointain.
11 h 2, Perspectives du vingtième siècle : Voyages (et à 17 h 32).
12 h 5, Nous tous chœurs.
12 h 45, Passions.
13 h 30, Libre parcours variétés : chanson, jazz, humour.
14 h 5, Sois.
14 h 5, Un livre des voix : Alain Gerbier, « le Lapin de lune ».
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier : à 15 h 30, Points extrêmes ; à 16 h 30, Microgram ; à 17 h, Roule libre.
14 h 30, Les vallées, farces et aventures de Gaspard des Montagnes ; Histoire de saint Barthélémy qui délivra un enfant vendu au Diable.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, « Sciences : Douze réis pour la physique, les lois de conservation.
20 h, Dialogues : Les dictateurs sont-elles mortelles ? avec J. Vidal-Beneyto et L. Hamon.
21 h, Musiques de notre temps : Denis Cohen, C. comme Debussy.
22 h, Naïfs magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Szarynsky, Lublin, Bartok, Milhaud, Barocou.
8 h 7, Quotidien musique.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Question sans réponse : œuvres de Wagner, Verdi, J. Brahms, Bizet, Berlioz, Bernstein.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui.
12 h 45, Jazz : Tout Duke.
13 h, Opérette : « La fille de M^{me} Angot », de Lecocq : « Rip », de Planquette.
14 h 4, Boite à musique.
14 h 30, « Les enfants d'Orphée ».
15 h, D'une oreille à l'autre : œuvres de Telemann, Gilda, Power, Jacobowsky.
17 h 2, Répères contemporains : œuvres d'Eloy.
17 h 30, Les légendes.
18 h 30, Concert (enregistré au studio 107 de Radio-France, le 3 août 1982) : œuvres de Busotti, Takemitsu, Haydn, Gelman, Xenakis, par le quatuor Arditi.
19 h 30, Jazz.
20 h, Premières loges : Mado Robin chante des œuvres d'Adam, Donizetti, Debussy.
20 h 30, Concert (donné en l'église Saint-Roch à Paris, le 18 mai 1982) : « Messe en mi mineur », de J.-S. Bach, par le Nouvel Orchestre philharmonique Chorgeneinschaff, Neubauer, Dir. E. Zu Guttenberg ; chef de chœur : M. Faubert ; M. A. Nicolas, violon solo ; sol. A. Wiens, H. Schaefer, O. Wenkel, M. Egel.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : musique de nuit ; œuvres de Amy, Drogos, Darasse ; 23 h 35, Jazz-Club.

Le prix Italia de radio et de télévision

Le jury international du prix Italia, réuni à Venise du 21 septembre au 2 octobre, a notamment primé un reportage de TF 1, les *Filières de l'émigration clandestine*. Un colloque a d'autre part réuni, en marge du prix, des fonctionnaires de divers pays qui se sont interrogés sur le thème : « Quels programmes pour les satellites ? »

Satellites contre fonctionnaires

De notre envoyée spéciale

Venise. — En leur dégringolant sans crier gare sur la tête, il y a deux ou trois ans, satellites, câbles et sous-coups ont réveillé en sursaut nos pauvres globe-trotters du colloque, nos spécialistes de l'audiovisuel, nos habitués du cirque micro-tapis vert, vieux complices essouffés qui se posaient inlassablement, d'Edimbourg à San Diego et de Stennis à Montréal, des questions aussi nouvelles et aussi vitales que : quel miroir pour l'histoire ? ou : la violence à l'antenne, catharsis ou catastrophe ? Vous ne les reconnaîtrez pas, ils sont tout requinqués et sortent de la poche de leurs vestons tripés par ces incessants voyages, d'interminables considérations à la mesure du vaste problème posé à Venise le semaine dernière en marge du prix Italia — il l'avait déjà été au MIP de Cannes sans résultat notable — « Quel programme pour les satellites ? »

Feux problèmes puisque, eussent-ils, ce sera en dernier ressort aux gouvernements européens d'en décider. Celui de sa majesté britannique se ralliera, selon toute vraisemblance, aux conclusions de la commission présidée par lord Hunt, dont on espère qu'elles seront très ouvertes et très permissives. Si j'ai bien compris (vu la confusion et la profusion des propos échangés rien n'est moins sûr), les gouvernements de Bonn et de Paris sont décidés, de

leur côté, à faire front commun et à tout mettre en œuvre pour que nous ne nous laissions pas entortiller par ces chaînes tombées du ciel et relayées par câbles, qui feront, dès 1985, le profond malheur des Anglais et vraisemblablement des Belges, des Hollandais et des Scandinaves. A coups de films, de sports, de variétés et de reportages de première qualité.

Sur ce point, rassurez-vous, nous ne manquons rien. La France et l'Allemagne se contenteront, la mort dans l'âme, de tapisser, à notre intention, un seul canal de solides émissions culturelles, de documentaires dits de création, de dramatiques à l'ancienne et de programmes éducatifs, qui trouveront, n'en doutez pas, des deux côtés du Rhin, des audiences enthousiastes et reconnaissantes. Surtout quand elles entendront parler des folles soirées que sa paysanne voisine du Marché commun. Sans parler des États-Unis, constamment cités en exemple de violence, de bassesse et de leuca mercantile pour oser servir à leurs populations des « Deltas », des « Peyton Place » et autres « Colombo », dont les directeurs de programmes européens disent le plus grand mal tout en sachant que leur clientèle en pense le plus grand bien.

Paternalisme et protectionnisme

J'ai été fâcheusement frappée par le côté paternaliste, moralisateur, protectionniste et finalement très intéressé de ces débats entre fonctionnaires du service public, qui ont tout à redouter de la fin du monopole et de l'arrivée sur le marché d'une production de nature à sérieusement démonétiser celle qu'ils nous ont proposée.

LE PALMARÈS DU PRIX ITALIA

Outre le reportage de TF 1, les *Filières de l'émigration clandestine*, de Jean-Pierre Mécand et Félix Laurent, le jury international du Prix Italia a primé :

- Documentaire télévisé : les Femmes solidaires, de la chaîne de télévision éducative américaine.
- Documentaires radiophoniques : une thésaurisation de la National Public Radio (américaine) sur le suicide collectif de la secte de Jim Jones au Guyane en 1978, et un document danois sur les possibilités du cerveau humain.
- Œuvres musicales : Duo (Radio nationale italienne - RAI) et Jardin cruel (B.B.C.).
- Dramatiques : *Cream in my coffee*, de la chaîne britannique privée Uklid.
- Émissions de radio : « Paroles d'un jour » (RAI) et « Florent et les millions de Tuxedo » (B.B.C.).

posée au prix Italia et qui était constamment. La contribution des Anglais exceptée.

Je suis désolée de les citer sans en être au risque de vous exaspérer, mais je n'y peux rien. Ce film, un vrai film — il a coûté 1 500 000 livres sterling — de Dennis Potter, qui entrelace, à un demi-siècle de distance, dans un palais des premiers et les derniers jours d'un couple, *Cream in my coffee*, et tout écorché sur son passage. Du coup, l'histoire d'une rivaisante patte danoise, très fine, très réservée, séduite et abandonnée par un bellâtre, nous a paru un mince, malgré son charme. La veste, la belle fresque campagnarde autrichienne un peu lente, un peu complaisante, et nos *Saltimbanks*, enfin ceux de Maurice Fellevic, décidément trop longs.

Au rayon des documentaires, même les British ont dû plier l'échine devant les Yankees. Dire qu'on ose les plaindre ! Ils nous ont balancé une enquête sur les femmes soldates à couper fixement le souffle. Une enquête produite par le service public sous le patronage et avec les deniers de je ne sais plus quelle grande boîte industrielle. Une enquête après laquelle on a l'impression qu'il n'y a plus qu'à tirer l'échelle.

Je voudrais signaler pour terminer, que cette solution — le financement des programmes par des firmes dont le nom apparaît très brièvement à l'antenne au début ou à la fin de l'émission — est l'une de celles qu'a retenue la Commission Murr. Elle a l'avantage de ne pas essommer les gens sous une avalanche de spots publicitaires, de laisser toute liberté aux chaînes, d'autoriser la recherche et la qualité. Sans priver le bon peuple de ce qu'il désire et qui n'a rien de vil ni de bas : une bonne télé, et diversifiante, et instructive.

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 5 OCTOBRE

— M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, est invitée à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 8 h 30.

L'ouverture du magasin BULGARI à Paris, restaura désormais symbole de grandeur d'âme et de géniosité.

En effet, BULGARI a décidé, pour la troisième fois consécutive, de faire don de 10 % de ses recettes de 5 novembre à la Croix-Rouge française.

Cette initiative renouvelée prouve qu'il ne s'agit nullement d'un acte isolé, destiné à « faire parler » mais bien d'un véritable geste d'humanité que chacun aimerait voir se développer davantage.

BULGARI
Hôtel Plaza Athénée
27, avenue Montaigne
75008 Paris
Tél. : 723-89-89.

L'ARNAQUE (A. v.o.) : Moris, 1^{er} (260-43-99) ; Ambassade, 3^e (339-19-08).
L'ARNAQUEUR (A. v.o.) : Nostalgie, 3^e (354-42-34).
AROUND THE STONES (A. v.o.) : V. d'Ammon, 3^e (325-60-34).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.o.) : Lumière, 9^e (246-48-07).
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) : Arcades, 2^e (233-39-36).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.o.) : Grand-Pavois, 15^e (554-46-85) ; Napoléon, 17^e (380-41-46).
BEN HUR (A. v.o.) : Hausmann, 9^e (770-47-55).
BIENVENUE MISTIE GRANCE (A. v.o. et v.f.) : Arcades, 17^e (764-97-83).
CABARET (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 3^e (354-34-33) ; L'Express, 6^e (544-57-34) ; George-V, 8^e (562-41-46) ; Convention, Saint-Charles, 15^e (579-33-00).
CARLANCA (A. v.o.) : Action-Christine, 6^e (325-47-46).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.o.) : Action-Écluse, 9^e (325-72-07).
LES CHARIOTS DE FEU (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 9^e (225-18-45).
LES CHEMINS DE LA BAUTEVILLE (A. v.o.) : Studio Châle-Cour, 9^e (326-80-25) ; Olympia-Entreprise, 14^e (579-33-00).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE FAIT (A. v.o.) : Action-Christine, 6^e (325-47-46).
DÉLIVRANCE (A. v.o.) : Opéra-Night, 2^e (296-62-56) ; Studio Capis, 5^e (354-89-22).
DON GIOVANNI (I.L. v.o.) : Calypso, 17^e (380-30-11).
DUELLES (A. v.o.) : Ranelagh, 16^e (288-64-44).
EASY RIDER (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 3^e (354-34-33) ; Ambassade, 8^e (358-19-08).
EMMANUELLE (Fr.) : Paramount City, 8^e (562-45-76).
EMMANUELLE II (Fr.) : Paramount Monoparc, 14^e (329-50-10).
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) : Cinémas Saint-Germain, 6^e (633-10-82).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16^e (288-64-44).
L'EXORCISTE (A. v.o.) : Capri, 2^e (508-11-69).
FELINI ROMA (I.L. v.o.) : Champso, 5^e (354-31-60).
FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Ranelagh, 16^e (288-64-44) ; v.f. : Opéra-Night, 2^e (296-62-56).
HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Athènes, 12^e (343-00-65).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUËST (A. v.o.) : U.G.C. Rotonde, 6^e (633-08-22) ; Hausmann, 9^e (770-47-55).
L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : (Fr.) : 14-Juillet Parasse, 6^e (326-58-00).
IRMA LA DOUCE (A. v.o.) : Champso, 5^e (354-31-60).
J'AI MÊME RENCONTRE DES TIGANES HEUREUX (Yug. v.o.) : Saint-André-de-Paris, 6^e (326-48-19).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.o.) : Temples, 3^e (272-94-56) ; v.f. : Opéra-Night, 2^e (296-62-56).
LE LAUREAT (A. v.o.) : Saint-Germain Village, 5^e (633-65-20).
MICKEY DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A. v.o.) : Ruchelieu, 2^e (233-56-70) ; La Royale Disney, 8^e (265-82-66) ; Grand Pavois, 15^e (354-46-85) ; Napoléon, 17^e (380-41-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.o.) : (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 9^e (225-18-45) ; v.f. : Capri, 2^e (508-11-69).
LES MISÉRABLES (A. v.o.) : Action Écluse, 9^e (325-72-07).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang. v.o.) : Cluny Écluse, 3^e (354-20-12).
MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang. v.o.) : Athènes, 12^e (343-00-65).
LE MILLIARDE (A. v.o.) : Action-Christine, 6^e (325-47-46) ; République Cinéma, 11^e (605-51-33) ; Mac-Mahon, 17^e (380-24-81) ; v.f. : Lumière, 9^e (246-48-07).
NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5^e (633-65-20).
ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A. v.o.) : Paramount Opéra, 9^e (742-56-31).
OPÉRATION TONNERRE (A. v.o.) : Rivoli, 6^e (272-63-32).
PANIQUE À L'HOTEL (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6^e (633-77-77).
PAPILLON (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 9^e (225-18-45) ; v.f. : Capri, 2^e (508-11-69).
LE PARRAIN (A. v.o.) : 1^{er} et 2^e partie, Olympia-Luxembourg, 6^e (633-77-77).
PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) : Cinémas (633-10-82).
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A. v.o.) : Temples, 3^e (272-94-56).
LES RAISINS DE LA COLÈRE (A. v.o.) : Studio Contrepartie, 9^e (325-78-57).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.) : (Fr.) : Cinéma Préca, 19^e (233-02-55).
SEPT ANS DE RÉFLEXION (A. v.o.) : Action-Christine, 6^e (325-47-46).
LE SHERIF EST EN PRISON (A. v.o.) : Opéra-Night, 2^e (296-62-56).
SONATE D'AUTOMNE (Sesl. v.o.) : Épée-de-Bois, 3^e (337-57-47).
LA STRADA (I.L. v.o.) : Studio Capis, 5^e (354-89-22).
SWEET MOVIE (Fr.-Can.) : Cluny Écluse, 3^e (354-20-12).
LA TRAGÉDIE D'UN HOMME RIDICULE (Fr.-It.) : A. Bazin, 12^e (337-74-39).
LE TROUPEAU (Turc. v.o.) : 14-Juillet Parasse, 6^e (326-58-00) ; 14-Juillet Basile, 11^e (343-30-91).
UN AMOUR DE COCCINELLE (A. v.o.) : Napoléon, 17^e (380-41-46).
LES VALSEUSES (Fr.) : U.G.C. Rotonde, 6^e (633-08-22).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) : Arcades, 17^e (764-97-83).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.o.) : (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5^e (633-65-20) ; Élysées Lincoln, 8^e (359-36-14) ; Parisiens, 14^e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2^e (742-72-52) ; Arcades, 2^e (233-39-36) ; Faubourg, 19^e (331-60-74).
Z (Fr.) : Temples, 3^e (272-94-56).

Les festivals

BUNSTER KEATON : Marnis, 4^e (272-47-06), Sherock Jr.
CARY GRANT (v.o.) : Nickel-Écluse, 9^e (325-72-07), Honeymoon.

LA FÊTE DE L'AUTOMOBILE

12 VOITURES
12 VOYAGES
AU SOLEIL

ET PLUS D'UN MILLION D'AUTRES CADEAUX À GAGNER !

DERNIER JOUR !

DANS TOUTE LA FRANCE

PORTES OUVERTES CHEZ RENAULT

هكذا من الأصل

THE WALL STREET JOURNAL. EUROPE

For the Dow Jones & Company Inc. All Rights Reserved.

The Wall Street Journal/Europe aura son siège à Bruxelles pour la rédaction et l'édition, sera imprimé à Heerlen, aux Pays-Bas et sera disponible le jour de sa publication partout en Europe continentale et au Royaume-Uni.

Cette publication est la dernière entreprise lancée par Dow Jones & Co pour servir les besoins toujours croissants d'informations du milieu international des affaires.

UN PRODUIT D'INFORMATIONS INTERNATIONALES POUR L'EUROPE

The Wall Street Journal/Europe sera spécialement adapté pour satisfaire aux besoins d'informations particulières des cadres européens. Il offrira une couverture originale des affaires et de la finance européenne grâce à ses propres correspondants basés en Europe. Il fournira des informations extraites à la fois du US Wall Street Journal et du The Asian Wall Street Journal, chacune étant soigneusement sélectionnée et rédigée pour le lecteur européen. Cette couverture complète sera soutenue par plus de 400 rédacteurs et reporters de Dow Jones répartis partout dans le monde, chargés de rassembler la totalité des informations et de recueillir les traitements statistiques.

UNE TRADITION DE «BUSINESS NEWS»

Les cadres aux États-Unis se sont depuis longtemps tournés vers The Wall Street Journal pour sa couverture complète et objective du développement des affaires. Chaque numéro du Journal offre une combinaison claire et utile d'informations, d'analyses et d'idées qui en a fait la publication d'Amérique la plus appréciée. The Wall Street Journal/Europe étendra cette tradition en fournissant aux cadres européens des informations sur l'Europe et sur le monde, dans un style et un format qui font son originalité.

UN LECTORAT EXCEPTIONNEL

The Wall Street Journal/Europe s'adressera aux cadres supérieurs dont les affaires couvrent l'Europe, l'Amérique et le monde. Il s'adressera aux lecteurs à la recherche d'une nouvelle perspective des affaires européennes et d'une meilleure compréhension de l'économie mondiale. Il sera lu par les hommes et les femmes qui apprécient une présentation objective de nouvelles essentielles au moment opportun, et ceci dans un format à la fois concis et pratique.

UN MÉDIUM PUBLICITAIRE UNIQUE

The Wall Street Journal/Europe représentera une opportunité unique de marketing pour les sociétés qui souhaitent atteindre les dirigeants des affaires européennes. Les annonceurs bénéficieront en plus du caractère influent et international de cette audience, de l'opportunité d'atteindre celle-ci dans un environnement d'informations d'affaires qui renforcera l'impact de leurs messages.

UN ENGAGEMENT INSTITUTIONNEL DANS L'ÉDITION INTERNATIONALE

The Wall Street Journal/Europe est soutenu par l'ensemble des ressources et par l'expérience de Dow Jones & Co, organisation de 100 ans d'âge pour l'édition et les services d'information. Avec le US Wall Street Journal et The Asian Wall Street Journal, The Wall Street Journal/Europe représente le plus récent pas de Dow Jones dans l'établissement du seul quotidien d'affaires international du monde et il représente aussi pour la société la dernière addition à son réseau de nouvelles affaires internationales. Une publication globale dans sa portée et adaptée aux impératifs régionaux dans ses perspectives, qui se consacre aux exigences les plus élevées du meilleur journalisme.

EN
JANVIER 1983,
DOW JONES & CO.
COMMENCERA LA
PUBLICATION D'UN
WALL STREET JOURNAL
POUR L'EUROPE.

Le Monde

ECONOMIE

LES NOUVELLES DONNÉES ÉNERGÉTIQUES

GAZ NATUREL : l'Algérie a largement gagné la bataille des prix

La révision des mécanismes d'indexation et du prix de base du gaz vendus par l'Algérie — qui a fait l'objet d'un accord signé le 27 septembre à Rome — suscite une vive polémique en Italie. Le ministre démocrate-chrétien de l'Industrie, M. Giovanni Mar-

cora, estime, par exemple, que « l'utilisation du gaz dans le Sud italien n'aura plus aucun intérêt ».

Pour l'Algérie, cet avenant marque l'aboutissement d'une longue campagne destinée à obtenir une

meilleure valorisation de son gaz naturel — sous forme liquéfiée ou gazeuse — et pour l'avenir, une évolution parallèle à celle des cours du gaz et du pétrole. Un changement qui pourrait être déterminant pour le marché du gaz.

VOilà, près de deux ans, l'Algérie se lançait dans une véritable croisade pour une meilleure valorisation de son gaz naturel. Bien des raisons militaient pour une telle politique : le marché énergétique était en pleine effervescence après la révolution iranienne ; du fait de ses faibles réserves pétrolières, l'Algérie cherchait à développer ses richesses gazières comme source future d'accumulation du capital ; enfin la longueur des délais de répercussion des annonces formelles d'indexation rendait délicate à ce moment-là le prix du gaz naturel au regard de celui du pétrole pour un même pouvoir calorifique.

Indexé, par exemple, depuis 1976, sur fuels lourds et gazole, le gaz algérien avait dû être payé par Gas de France — son principal client — 2,45 dollars par million de B.T.U. (1) au 1^{er} janvier 1980. Conséquence que ce prix n'avait plus guère de sens. Les Français, payèrent 3,05 dollars. Ce n'était pas suffisant.

A la fin, de février 1980, M. Youfi, vice-président de la Sonatrach, réclamait à Gas de France un alignement du prix du gaz naturel liquéfié (G.N.L.) sur celui du pétrole brut saharien, qui est léger, donc cher, au départ des ports algériens. Cela portait le prix à 6,10 dollars.

Quelques mois plus tard, la thèse de la nécessaire équivalence calorifique FOB pétrole-gaz était élaborée, à l'occasion du congrès de Tokyo, dans un

texte préparé par un des dirigeants de la Sonatrach, M. Belguidj. « Le gaz naturel, c'est du pétrole », disait alors M. Belguidj, le ministre de l'énergie, en insistant sur les multiples avantages de cet hydrocarbure non polluant.

Après la signature, le 27 septembre dernier, d'un accord sur les prix avec l'Italie, le bilan pour l'Algérie de cette croisade est indéniablement positif.

Tout d'abord, Alger a obtenu une hausse substantielle du prix de base de la plupart de ses contrats : la France a accepté de payer FOB 5,12 dollars par million de B.T.U. au 1^{er} janvier 1982, quand le prix qui résultait de l'ancienne formule ne donnait que 3,70 dollars ; la société américaine Distigas a vu son prix relevé de 0,52 dollar par million de B.T.U. ; les Italiens de la SNAM (filiale de l'ENI) vont voir passer le prix du gaz algérien de 2,96 dollars par million de B.T.U. (ancienne formule) au 1^{er} juillet 1982, à 4,41 dollars au 1^{er} octobre.

Autre changement — celui-là fondamental — l'Algérie a obtenu que le prix de son gaz évolue parallèlement à celui du pétrole en valeur absolue. En effet, les nouveaux mécanismes d'indexation mis en place par la Sonatrach avec ses clients font tous référence à l'évolution des prix d'un « panier » de bruts choisis par les deux parties : brut pour la Distigas belge, Gas de France et vraisemblablement l'ENI, six pour Distigas de Boston et cinq pour une autre

société américaine, Panhandle. Dans tous les cas, ces paniers ont une densité moyenne supérieure à celle de l'Arabian High saoudien, pétrole léger, dont le prix sert de référence à l'établissement des cours de l'OPEP. Ce qui signifie qu'il en résulte un prix un peu supérieur à celui du pétrole de référence.

Troisième évolution — non totalement négligeable lorsque les cours du brut montent rapidement comme en 1979 — les prix du gaz seront désormais révisés tous les trimestres et non plus tous les six mois. Voilà pour l'actif. Au passif, les Algériens retiendront sans doute qu'ils n'ont pu obtenir la parité calorifique pétro-gaz. Pour ne prendre qu'un exemple, alors qu'au 1^{er} octobre la France règle à la Sonatrach 4,77 dollars par million de B.T.U., la parité est érigée un prix de 6,60 dollars environ.

Les « gestes » politiques

De plus, la Sonatrach a perdu quelques clients en cours de route. Marginalement, la British Gas, dont le contrat s'était achevé en 1979 mais qui n'a en fait cessé de s'approvisionner en G.N.L. algérien qu'un dernier trimestre de 1981, faute d'un accord sur le prix, alors qu'elle semblait vouloir négocier un renouvellement de contrat de cinq ans.

Mais la défection la plus importante a été celle de la société

américaine El Paso, qui aurait dû recevoir 8,8 milliards de mètres cubes de gaz algérien en régime de croisière et qui n'a été livrée que pendant à peine plus d'un an. A défaut d'un accord sur les prix, El Paso s'est retirée des négociations en cours en février 1981.

Enfin, force est de reconnaître que la tentative de Panhandle à recourir à l'arbitrage international pour refus de livraison (des pratiques qui ont quelque peu affecté l'image de marque de la Sonatrach) ont amené les dirigeants algériens à faire à cette société des conditions plus favorables. Les Américains continuent de dépendre de l'ancienne formule, et celle-ci servira de référence pour le calcul du prix de base auquel sera appliqué le nouveau mécanisme d'indexation lorsque les livraisons commenceront en septembre devenant régulières (vers mars 1983).

Le bilan n'est donc pas moins largement positif pour l'Algérie. A condition d'être conscient des raisons qui ont amené certains clients de la Sonatrach à accepter ce renchérissement. Pour la France et pour l'Italie, voire pour la Belgique, ce sont indéniablement des raisons politiques et la volonté des gouvernements de ces pays de ne pas voir altérées leurs relations diplomatiques et commerciales avec l'Algérie. A preuve l'inscription aux budgets de certains de ces pays d'une partie du surcoût du gaz algérien (2). Habilement toutefois l'Algérie, si elle affirme à tous ses clients que la signa-

Une recommandation un peu vite oubliée

Il faut impérativement utiliser plus rationnellement l'énergie et substituer autant que faire se peut d'autres sources au pétrole. Tel était, en septembre 1980, l'appel des experts du Nord comme du Sud ; des économies libérales comme des systèmes planifiés réunis alors à Munich pour la conférence mondiale de l'énergie. Il est vrai que les prix pétroliers venaient d'augmenter de 150 % et que l'on se demandait comment pourrait être financé le développement de sources énergétiques à même de répondre à une demande qui devait croître de 80 % en vingt ans.

Deux ans après, la conjoncture énergétique mondiale s'est à ce point modifiée que les pays industrialisés en ont oublié ces recommandations passées. Les derniers chiffres publiés par l'Agence internationale de l'énergie le prouvent. Les vingt et un membres de l'Agence ont consacré 3,86 milliards de dollars à la recherche-développement dans le secteur des économies d'énergie et des sources d'énergie non nucléaires, soit une diminution de 4,4 % en termes réels par rapport à 1980. Sur les seules économies d'énergie le baisse est de 12 %.

Certes les investissements de recherche-développement de la filière nucléaire ont augmenté, pour leur part, de 4,2 %, mais c'est la première fois depuis la crise de 1973 que les dépenses de recherche-développement énergétique ne connaissent pas une hausse substantielle. N'ont-elles pas crû de 317 % en dollars courants de 1974 à 1981 ?

Si la demande mondiale d'énergie a décliné ces deux dernières années, la récession économique n'en est pas la seule cause : l'intensité énergétique, c'est-à-dire l'indice de la demande primaire d'énergie divisé par l'indice du PIB en termes réels, a baissé de 8 % de 1978 à 1981 contre moins de 4 % dans la période 1973-1978 dans les pays de l'O.C.D.E.

Mais le laisser-faire des pays industrialisés en 1975-1976 et ses conséquences sur le second choc pétrolier sont trop récents pour que la réduction de ces investissements ne soit pas inquiétante.

Les concessions faites par plusieurs pays européens sur le prix du gaz algérien ne sont-elles pas contradictoires avec cette attitude ?

Br. D.

Impôt sur les grandes fortunes

Comment évaluer entreprises et titres non cotés

par JEAN-CLAUDE CAILLIAU (*)

Le 15 octobre 1982, date à laquelle doit être soumise la déclaration au titre de l'I.G.F., approche, celle-ci concerne, en particulier, les chefs d'entreprise et propriétaires de titres non cotés. De délicats problèmes d'évaluation se posent à eux. Et, contrairement à ce qu'un aurait pu croire, les mesures d'assainissement récemment prises concernant l'outil de travail ne modifient pas le nombre des déclarants.

LES propriétaires d'entreprises ou de titres non cotés — outre l'I.G.F. — de l'impôt sur le revenu.

Jusqu'à une période récente, le taux de l'impôt sur le revenu plafonnait, sauf taxes occasionnelles, à 60 %. Au titre de 1981, le plafond a été porté à 60 % majoré de 1/10 = 66 % ; au titre de 1982, le projet de loi de finances prévoit qu'il sera porté à 65 % majoré de 7 %, soit, arrondi, 70 %. Le revenu résiduel pour les tranches ainsi imposées est donc en voie de se trouver réduit de 40 % à 30 %.

Cet impôt sur le revenu frappe le bénéfice fiscal de l'entreprise, celui-ci est souvent supérieur au bénéfice comptable de l'entreprise, certaines charges (ainsi l'augmentation annuelle de la provision pour congés payés) n'étant pas déductibles pour le calcul du résultat fiscal. En regard de l'absence de prise en considération de l'érosion monétaire, le bénéfice comptable est lui-même souvent supérieur — parfois inférieur — au bénéfice fiscaux « réel » (= en volume). Il n'est pas rare que le bénéfice imposé dépasse de 1/3 le bénéfice « réel » ; rapportés aux bénéfices réels, les taux minimaux d'impôt présents de 60 % ou 70 % deviennent alors les 4/3 de 60 % ou 70 %, soit 80 % ou 93 % (parfois moins, parfois plus). La marge disponible pour le chef d'entreprise, après impôt, se trouve, dans de tels cas, réduite de 20 % à 7 %.

Parallèlement, naît l'I.G.F., dont le taux est, selon les

tranches, de 0,5 %, 1 %, 1,5 % du capital imposé. Dans le cas simple où le capital est égal à 10 fois le revenu (= taux de revenu 10 %), ces tranches correspondent à un impôt complémentaire de 5 %, 10 % ou 15 % sur le revenu.

On voit que dans bien des cas cet impôt va absorber presque en totalité, voire au-delà, pour les revenus imposables dans les tranches élevées — et tel est souvent le cas des redevables de l'I.G.F. — le reliquat du revenu disponible du chef d'entreprise.

Pour simplifier, le cas des bénéfices réalisés par l'intermédiaire de sociétés de capitaux n'est pas ici évoqué ; mais leur fiscalité est plus lourde.

Autrement dit — pour les tranches élevées — il ne sera pas exceptionnel que le taux de l'I.G.F., rapporté au revenu disponible, soit de l'ordre de 100 %. On voit qu'un tel niveau d'imposition toute erreur dans l'évaluation aura pour le contribuable une lourde incidence.

L'enjeu de l'évaluation est donc considérable.

Évaluer une entreprise est un art délicat auquel la plupart des chefs d'entreprise ne sont pas préparés. Aussi la publication en juin 1982 par l'administration fiscale d'un guide de l'évaluation (le Monde daté 11-12 juillet) a-t-elle été considérée comme une initiative particulièrement heureuse.

Suffit-il de s'y reporter ?

L'administration met elle-même en garde en indiquant que l'objectif de l'ouvrage n'est pas « de fournir des recettes toutes faites pour évaluer » ; elle précise aussi que le guide n'est « nullement l'équivalent d'une instruction administrative ».

LES MÉTHODES

Cela étant, les méthodes préconisées par l'administration et les taux qu'elle indique sont-ils vraiment valables ?

Il en a été débattu dans de nombreux colloques à bon nombre desquels il m'a été donné de participer. Ces échanges de vues me conduisent aux conclusions suivantes.

L'administration met essentiellement en avant une notion de « valeur mathématique » de l'entreprise, définie comme la « somme des valeurs vénale des différents éléments de l'actif ; diminuée de la somme des éléments du passif réel ». Est-ce là un élément véritablement significatif de la valeur d'une entreprise ? Les machines ne sont pas à vendre, l'entreprise n'est pas — sauf cas particuliers — une simple juxtaposition de biens mais un ensemble « organisé » pour produire ou vendre ; tant qu'elle continue de vivre, sa valeur se manifeste à travers la valeur de ce qu'elle produit ou vend.

Un exemple paraît de nature à l'illustre.

Nous disposons d'une machine, d'une sorte de moulin, dans laquelle on introduit à un bout des billets de banque et qui redonne à l'autre bout également des billets de banque. Si elle ne produit pas plus de billets qu'elle n'en consomme, chacun sera d'accord, semble-t-il, pour considérer que la machine est totalement inutile et donc sans valeur de continuité, même si elle a coûté très cher. Il en sera bien entendu autrement si elle en produit plus.

Traduisons la parabole.

La machine, c'est l'entreprise ; celle-ci consomme de l'argent (charges, investissements) ; elle en restitue (produits) ; si — en francs constants — elle n'en restitue pas plus qu'elle n'en consomme, elle est sans valeur de continuité, sans valeur financière s'enlend ; elle peut avoir une utilité sociale, procurer des emplois, mais elle n'a pas de valeur financière.

(*) Expert comptable, président de la commission d'évaluation du conseil national de la comptabilité, expert agréé par la Cour de cassation.

Qui envisagerait d'acquiescer cette entreprise qui, par hypothèse, ne fait qu'équilibrer son exploitation, si elle n'a pas de perspectives de redressement ou si elle n'envisage pas de se liquider ?

Et cela quel que puisse être l'actif net de l'entreprise, ou, dans notre exemple, le coût de notre moulin.

La « valeur mathématique » n'est significative d'une valeur de l'entreprise que lorsque la rentabilité est à la hauteur de l'importance des capitaux investis.

Sauf cas particuliers, la rentabilité sera donc le facteur dominant.

Dans son guide, l'administration évoque d'ailleurs deux notions de valeurs de rentabilité : l'une dite « valeur de productivité » calculée à partir des bénéfices totaux de l'entreprise, l'autre dite « valeur de rendement » calculée à partir des seuls bénéfices distribués. Ces notions ont tout leur intérêt : l'une essentiellement pour les titres de majoritaires, l'autre pour les titres de minoritaires qui n'ont accès qu'aux bénéfices distribués.

Deux autres méthodes encore sont envisagées (de la sur-valeur, de la marge brute d'auto-financement).

Le guide évoque aussi, mais de façon restrictive, la possibilité de comparaisons boursières.

LES TAUX

Les méthodes ne sont pas tout leur mise en œuvre implique des calculs comportant des taux, des coefficients multiplicateurs ; le guide en suggère quelques-uns.

A titre de test, ces taux ont été appliqués à des données tirées des comptes de sociétés cotées, et l'on a vu qu'ils pouvaient aboutir à des valeurs très supérieures aux cours de bourse

(Lire la suite page 27.)

Le Monde DE L'ÉDUCATION

L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES

Libérer la parole

Jeunes au quotidien : "branchés" de la fringue et fous du "fastfood"

Les métiers de l'information

50/50

هكذا من الأصل

Le blocage des prix n'est pas gage de désinflation

En août, pour la deuxième fois consécutive, les prix de détail ont augmenté de 0,3 %. Il faut remonter très loin en arrière pour trouver des résultats semblables : + 0,4 % et + 0,3 % en novembre et décembre 1977, deux fois 0,3 % en décembre 1976 et janvier 1977. Du coup, le rythme annuel de l'inflation (calculé sur les trois derniers mois connus, c'est-à-dire juin-juillet-août 1982) est revenu à 5,3 % (voir en page 25 les clés de la conjoncture).

Est-ce à dire que l'inflation est en train de reculer en France ? Il est évidemment impossible de répondre à pareille question. Pour au moins deux raisons. La première est le caractère très artificiel des résultats obtenus : depuis la mi-juin, les prix et les marges sont bloqués à tous les stades qui vont de la production à la distribution. De plus, l'opération T.V.A. a pesé — à la baisse — sur les prix.

Le blocage a été draconien dans son principe, très étendu dans son application, sévère dans les contrôles. D'une façon générale, la réglementation mise en place il y a un peu plus de trois mois a été bien respectée et s'est — de ce point de vue — révélée efficace.

La seconde raison qui empêche de porter un jugement sur le plan Mauroy-Delors de désinflation est le manque de recul. Il faudra de longs mois pour savoir si des processus vertueux s'installent, et notamment si les chefs d'entreprise français commencent à comprendre qu'il n'est pas sain de régler tous les problèmes de gestion, de

trésorerie, de financement par des hausses de prix, et d'abord par cette méthode.

La question qu'on doit se poser maintenant est celle de la sortie du blocage. Déjà à partir d'août un certain nombre de textes réglementant les prix ont été revus, corrigés, assouplis pour tenir compte des mille et une facettes d'une réalité très complexe. Faut-il rappeler par exemple que les dispositions générales de blocage favorisent dans certaines professions l'importation de produits étrangers au détriment des fabrications nationales.

Les nécessaires corrections de tirage qui ont été apportées vont provoquer un certain nombre de hausses. Pour le reste, tout dépendra de la rapidité avec laquelle l'industrie et les services retrouveront leur liberté de manœuvre. Tout dépendra aussi des effets sur les comptes des entreprises du blocage des salaires.

L'expérience des huit dernières années inciterait à un certain pessimisme si le gouvernement actuel n'avait ajouté une touche nouvelle — et importante — aux dispositifs traditionnels : le blocage des salaires et des revenus pendant quatre mois et demi suivi d'une période d'encadrement strict qui ne se terminera que fin 1983.

Nous rappelons ci-dessous les régimes auxquels ont été soumis les prix en France depuis 1974. La réglementation aura été très diverse pendant cette période, allant du blocage strict à la liberté intégrale.

AL. V.

● MAI 1974 : MAINTIEN DES CONTRATS ANTI-HAUSSE

La situation économique est préoccupante lorsque M. Giscard d'Estaing, venant de s'installer à l'Élysée — le gouvernement de M. Chirac se constitue le 27 mai 1974, quelques mois après le premier choc pétrolier : les prix de détail ont augmenté de 13,5 % en un an. Le franc, qui a quitté le serpent monétaire en janvier 1974, continue de se déprécier.

Au mois de juin 1974, le gouvernement adopte une série de mesures d'austérité (accroissement de la pression fiscale, maintien de l'encadrement du crédit, programme d'économies budgétaires) pour tenter de réduire la hausse des prix à 6 % par an et équilibrer la balance commerciale à la fin de l'année 1975. Mais il ne modifie pas immédiatement le système de contrôle des prix mis en place le 15 mars 1972. Les contrats anti-hausse signés entre l'État et les entreprises pour limiter les augmentations annuelles de prix restent donc en vigueur. C'est le régime de la programmation contrôlée des prix.

● OCTOBRE 1974 : DURCISSEMENT

A partir du 1^{er} octobre 1974 le régime des accords forfaitaires remplace la programmation

contrôlée des prix. Les industriels ne peuvent faire varier leurs prix qu'à l'intérieur de pourcentages fixés strictement par les pouvoirs publics (entre 2 % et 3 %), profession par profession, selon des échéances précises imposées par l'administration. Les industriels ne peuvent plus répercuter dans leurs prix la variation du cours des matières premières. En cas de non-respect des accords forfaitaires, ils sont soumis au régime du dépôt préalable des barèmes (dans ce cas, ils doivent déposer auprès de l'administration leurs nouveaux tarifs ; si les pouvoirs publics ne font pas connaître leur refus dans un délai d'un mois, la hausse peut entrer en vigueur).

A partir du 1^{er} janvier 1975, les marges commerciales sont strictement réglementées. Elles sont fixées en valeur relative, produit par produit, marque par marque. Les commerçants doivent répercuter les baisses de prix pratiquées par les fournisseurs.

En juin 1975, le prix de certains produits (habituellement notamment) est fixé autoritairement pendant trois mois. En novembre 1975, et pour six mois, les marges commerciales de cinquante produits de grande consommation sont soumises au régime des coefficients multiplicateurs. En mars 1976, les mar-

ges des importateurs sont bloqués en valeur absolue.

● SEPTEMBRE 1976 : BLOCAGE

Du 15 septembre au 31 décembre 1976, les prix des produits et services sont bloqués à tous les stades (production, distribution). Echappent toutefois au blocage : les prix agricoles à la production, le prix des produits sidérurgiques, des matières premières importées, des produits pétroliers.

● JANVIER 1977 : RETOUR À LA PROGRAMMATION CONTRÔLÉE DES PRIX

A partir du 1^{er} janvier 1977, les entreprises doivent souscrire avec l'administration des engagements de modération, en respectant un calendrier de hausses. Les industriels qui ne signent pas de tels accords sont soumis à la règle du dépôt préalable des tarifs. La réglementation ne s'applique pas aux entreprises employant moins de vingt salariés qui peuvent fixer leurs prix librement.

Les tarifs des services et du commerce sont contrôlés. Les tarifs publics sont bloqués pendant trois mois. Le taux normal de la T.V.A. est ramené de 20 % à 17,6 %.

Le 5 novembre 1977, le gouvernement bloque les prix de certains produits alimentaires.

● JUIN 1978 : LIBÉRATION DES PRIX

Du 1^{er} juin 1978 au 1^{er} avril 1981 les prix de l'industrie, du commerce et des services sont complètement libérés, pour la première fois depuis plus de quarante ans. Seules exceptions : le prix des taxis, des médicaments remboursables et des produits pétroliers.

● OCTOBRE 1981 : BLOCAGE PARTIEL

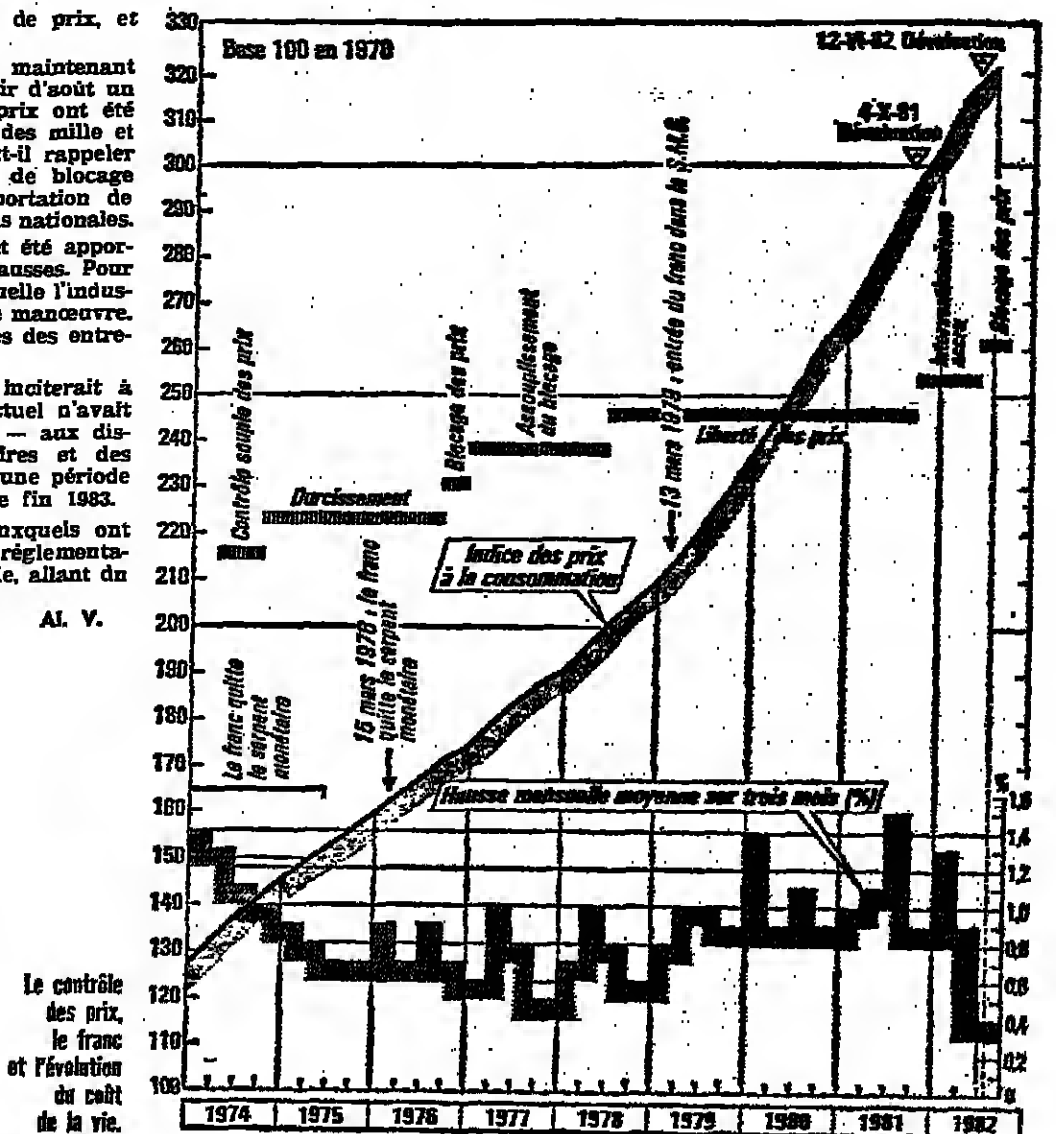
Les prix des services sont bloqués, pendant trois mois, à leur niveau du 3 octobre. Cette me-

sure accompagne la première dévaluation du franc du gouvernement Mauroy. De même, les prix de certains produits alimentaires (pain, beurre, lait, margarine, sucre et café) sont bloqués pendant trois mois. Les marges en valeur absolue des importateurs sont bloquées pendant trois mois. Des accords de modération sont signés pour les services à partir du 1^{er} janvier 1982. De janvier à mars 1982 le gouvernement lance l'opération « trêve des prix » sur vingt-quatre familles de produits de grande consommation. En avril 1982, les

marges commerciales de certains produits alimentaires (beurre, poulet, porcine de terre) sont débloquées.

● JUIN 1982 : BLOCAGE TOTAL

Du 11 juin au 31 octobre 1982, les prix (ou les marges) des produits et services sont bloqués à tous les stades (production, distribution). Echappent néanmoins au blocage : les prix agricoles à la production, les prix des produits sidérurgiques, des matières premières importées, des produits pétroliers.



IL Y A 40 FOIS PLUS
D'ÉCHANGES COMMERCIAUX
ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE
EN 1982 QU'EN 1902.

BANCO DI ROMA FÊTE AUJOURD'HUI
80 ANS DE PRÉSENCE EN FRANCE.

En 80 ans, le Banco di Roma a largement contribué au développement des importations et exportations entre la France et l'Italie. Avec 12 agences et 5 bureaux



de change à Paris et en province. Le Banco di Roma est un partenaire privilégié dans les échanges avec l'Italie, deuxième client et fournisseur de notre pays.

PARIS - Siège social: 15, rue de Choiseul (92) - (1) 866.93.45 • Agences: 20-22, rue du 4 Septembre (92) - (1) 866.93.45 • 84, av. des Champs Élysées (92) - (1) 399.34.27 • 2, rue Abel (187) - (1) 307.47.41 • 5, rue de la Vierge (187) - (1) 345.59.97 • 86, rue de la Pompe (167) - (1) 704.50.36 • Bureaux de change: 3, bd des Capucines (92) - (1) 866.00.90 • 4, rue Abel (187) - (1) 344.64.89 • 15-17, Champs Élysées (167) - (1) 804.91.33 • RUNGIS - M.I.N. 16, rue de la Tour (94) - (1) 686.92.93 • GRENOBLE - 15, av. Albert 1^{er} de Belgique (93) - (76) 87.68.64 • LYON - 21, rue du Président Carnot (69) - (7) 837.54.85 • Bureau de change: 70, rue du Président E. Herriot (69) - (7) 849.06.92 • NICE - 3, place Franklin (119) - (93) 96.70.70 • Bureau de change: 16, av. de Verdun (119) - (93) 87.81.69 • MARSEILLE - 51, rue de Rome (137) - (91) 54.10.35 • MONACO - 6, square Beaumarchais - Monte Carlo - (93) 50.81.87 • Quai du Nouveau Port de Fontvieille - (93) 50.81.87.

LES CLEFS DE LA CONJONCTURE

Les étonnants soubresauts de l'activité

Si l'inflation et le chômage évoluent régulièrement, l'une vers le bas et l'autre vers le haut, il n'en est pas de même pour l'activité. L'histoire récente dans les six grands pays industriels est à cet égard assez déconcertante et troublante pour les esprits, car elle ne correspond plus du tout aux bons vieux cycles conjoncturels. Tout se passe comme si la production était saisie de soubresauts, montant un moment en sursaut de grands espoirs, puis redoublant peu après, les « pointes » étant de plus en plus faibles.

Les États-Unis, qui connaissent bien le mouvement, redoublent à y échapper enfin, et à amorcer une croissance régulière, grâce à la baisse considérable de leur inflation, confirmée par le récent chiffre d'août (0,3 %), celle-ci, de concert avec la réduction des taux d'intérêt et des impôts, devant entraîner le redémarrage de la consommation. Les chiffres américains en juillet permettaient de l'espérer, et plusieurs personnalités privées ont même affirmé que la récession était bien terminée. Ainsi le PIB, après la forte baisse de 5,1 % du premier trimestre, a de nouveau augmenté de 3,1 % au deuxième. Et les quelques indicateurs plus récents, relatifs au mois d'août, ont subitement « doublé » ces espoirs : nouveau recul de 0,5 % de la production industrielle (le contraire en treize mois), des ventes au détail (-0,9 %), des commandes de biens durables, considérées comme un indicateur particulièrement significatif (-4 %) du

taux d'utilisation des capacités productives, tombé à 69,4 % (contre 79,9 % il y a un an). Ses indicateurs avancés de la conjoncture américaine, les directeurs d'achat, dans leur dernière enquête d'août, confirment cette dégradation relative, et s'attendent à un troisième trimestre moins bon que le deuxième.

Le Japon, après une baisse beaucoup plus récente et limitée de l'activité, cherche lui aussi à renouer avec une croissance régulière. Il est remarquable de noter que les ambitions officielles se sont maintenant consi-

dérablement réduites de 5,2 % à 2,7 % d'augmentation attendue du P.I.B. pour l'exercice 1982-1983. Les derniers chiffres sembleraient indiquer une remontée : le P.I.B. s'est accru de 1,9 % au deuxième trimestre, ce qui a constitué une bonne surprise, vu la chute des exportations. Explication : les dépenses des ménages, favorisées par la considérable baisse de l'inflation japonaise à 2 % (le rythme des salaires horaires restant de 7,3 %) ont pris le relais. Effectivement, on constate leur progression de 4,5 % en juin et de 3,1 % en juillet.

D'autre part, la « reprise » française est décalée et a continué jusqu'au seuil de l'été : comme le montre notre tableau de bord ci-dessous, la consommation est restée particulièrement forte (+8 % par rapport à 1981). Cependant, le recul est ici aussi sûr et déjà inscrit dans les conséquences que vont avoir les mesures de blocage sur les revenus des ménages.

En Grande-Bretagne, après la chute des dernières années, une modeste remontée s'était amorcée début 1982, faisant espérer une croissance de 1,5 % pour l'année. Cet espoir paraissait d'autant plus justifié que de réels progrès ont été accomplis en matière de productivité et de prix. Ainsi l'inflation, comme le montre notre tableau, est tombée à 8 % sur les douze derniers mois, contre un rythme de salaires de 9,25 %, permettant une reprise de la consommation. L'indice des ventes au détail a effectivement regagné plusieurs points, mais, depuis peu, l'activité s'est ralentie. En Italie, elle recule. Dans la péninsule italienne, c'est le contraste entre une période de relativement forte croissance qui s'est prolongée jusqu'au premier trimestre 1982 (le P.N.B., d'après l'ISTAT, Institut national de conjoncture, s'est accru de 1,3 %) et le recul du deuxième trimestre (-1,3 %). Actuellement, le recul s'est accentué comme en Allemagne et, d'après l'ISTAT, il ne faut pas s'attendre à une « reprise » avant 1983.

MAURICE BOMMENSATH.

Recherche européenne

Les quatre grands pays européens se trouvent dans une situation différente de celle des États-Unis. Ayant connu une remontée de la production début 1982, ils essaient maintenant de limiter la baisse ou de l'éviter. Ainsi, en Allemagne l'espoir était revenu au printemps avec une « reprise » assez forte poussée par les exportations. Depuis avril, le retournement subit et inattendu, qui s'est amorcé à l'été, a annulé les progrès du début de l'année. En effet, les derniers chiffres publiés par la Bundesbank montrent que le P.N.B. n'a pas du tout progressé sur le premier semestre 1982. Les débouchés, extérieurs se rétrécissent, et malgré un recul important de l'inflation la consommation n'a pas pris le relais comme au Japon.

D'autre part, le célèbre institut

de conjoncture de Munich, l'IFO, note un profond pessimisme des industriels, influant sur une révision en baisse des dépenses d'équipement.

La France a, elle aussi, connu une évolution de l'activité déconcertante, surtout pour des autorités qui croyaient pouvoir, par une action volontariste, échapper au sort général. Le mouvement ressemble à celui de l'Allemagne, avec, néanmoins, deux différences importantes. D'une part, le moteur du redémarrage n'a pas été le même : consommation de ce côté du Rhin, grâce surtout aux transferts sociaux, exportations de l'autre.

(Le premier entraînant par son impulsion la deuxième, si bien que les transferts sociaux français se sont transformés en partie en transferts d'activité outre-Rhin.)

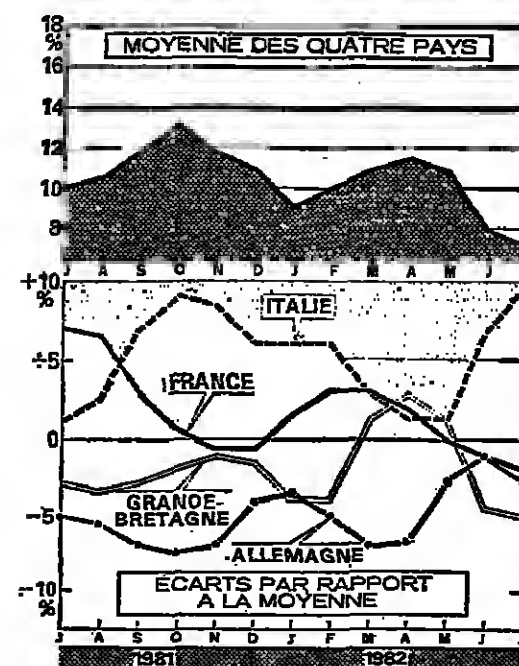
	RÉSULTATS DE GESTION COMPARÉS				
	Taux de croissance	Prix	Emploi	Échanges	Capacité de production
ALLEMAGNE	---	+	---	++	---
FRANCE	+	---	---	---	---
ITALIE	---	---	---	---	---
GRANDE-BRETAGNE	+	+	---	+	---
ÉTATS-UNIS	---	+	---	---	---
JAPON	---	++	+	+	---

+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre --- mauvais --- très mauvais --- tendance précédente

Le panorama des résultats de gestion comparés des six principaux pays industriels, tel qu'il ressort de l'étude par une équipe de conjoncturiers européens, avec la participation de Cégis-Economie.

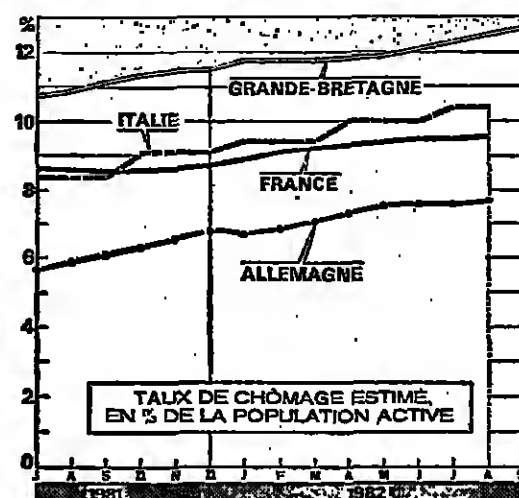
Ont été sélectionnés cinq indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulots de production et investissement).

PRIX : L'inflation recule toujours, sauf en Italie.



Calculée sur juin, juillet et août et ramenée en rythme annuel, l'inflation moyenne des quatre grands pays européens a continué à céder du terrain passant à 7,3 % (contre 8,6 %). Le recul a été simultané en Allemagne de 7,4 % à 4,1 %, en France de 7,4 % à 5,3 % et en Grande-Bretagne de 6,1 % à 4,2 %. En revanche, l'inflation a fortement repris en Italie, passant de 15,4 % à 18,6 %. Évaluée sur les douze derniers mois, la hausse des prix a été de 4,1 % en Allemagne, de 6 % en Grande-Bretagne, de 10,9 % en France et de 17,2 % en Italie.

CHOMAGE : Toujours en hausse et partout.



Entre juillet et août, le taux de chômage par rapport à la population active (après correction des variations saisonnières) est passé de 7,6 % à 7,7 % en Allemagne, de 9,5 % à 9,55 % en France et de 12,3 % à 12,5 % en Grande-Bretagne (et à 12,7 % en septembre). En Italie, ce taux est de 18 % au deuxième trimestre et devrait être passé à 19,4 % au début du troisième.

PRODUCTION INDUSTRIELLE : Affaîsissement général.

La production industrielle, calculée sur mai, juin et juillet, comparée aux trois mois précédents, a reculé en Allemagne (-5 %) et en Italie (-2 %). Elle s'est à nouveau affaîsée en Grande-Bretagne (0 %) et, probablement aussi, en France, bien que l'on ne connaisse pas encore les résultats de juillet-août.

LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

A la fin septembre 1982

	Notes	Indicateurs	Rythme des 3 der. mois annuels (1)	Hausse sur 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITÉ :	(+)	Production industrielle Importations en volume Consommation (1) Exportations en volume	+ 4 % + 4 % + 17 % - 13 %	- 1 % + 4 % + 8 % - 7 %	0 % prév. vol. 82-81 77,6 %	juin 82 juin 82 juin 82 juin 82
INVESTISSEMENTS :	(-)	Investissement entrep. (2) Taux ntl. capex.	- -	- 6 % -	2 949 M 77,6 %	août 82 2° tr. 82
EMPLOI :	(-)	Demandes emplois Offres d'emplois Taux de chômage Durée de chômage Effectif industriel Durée du travail hebdomadaire ..	+ 9 % + 22 % - 0,3 % - 0,7 mois + 0,1 % - 0 h 1	+ 11 % + 30 % - 0,3 % + 0,7 mois + 0,1 % - 1 h 2	2 949 M 85 M 9,53 % 9,2 mois 39 h 4	août 82 août 82 août 82 août 82 2° tr. 82 juin 82
PRIX ET SALAIRES :	(-)	Prix de détail Prix production importation (3) Salaires horaires Revenus disp. mds. SMIC horaire	5,3 % + 24,4 % 12,1 % + 10,8 % 13,3 %	10,3 % + 3,4 % 14,6 % + 4,3 % 10,3 %	6,3 % + 0,2 % + 0,9 % 14,6 % 10,3 %	août 82 août 82 2° tr. 82 1° tr. 82 juin 82
BALANCE :	(-)	Résultat bal. com. Taux de couv. Résultat balance Paiements cour. Réserves off. Compétitivité Différ. prix (4)	-154 MF - -109 MF - -7 % -1,2 % + 2,7 %	- 90 MF - 30 MF - 27,3 MF - - 20 % - +	- 90 MF 35,4 % 254,4 MF - 254,4 MF - -	août 82 août 82 août 82 août 82 août 82 août 82 août 82
FRANC :	(-)	Dollar/franc DM/franc Taux int. J Taux base banc. Taux oblig. priv.	+ 3 % + 11 % - 2 % - 0,75 % - 0,40 %	+ 27 % + 11 % - 2 % - 1,25 % - 1,40 %	7,13 FF 7,13 FF 14 % 13,25 % 16,9 %	fin sept. 82

QUELQUES CHIFFRES-CLÉS :

PIB 1981 3 106 MF
BUDGET 1982 781 MF
SMIC juillet 1982 3 494 F/mois (173 h.35)

(1) Consommation de produits industriels ménages.
(2) Estimation d'après l'enquête INSEE.
(3) Prix des produits importés en France.
(4) L'écart des prix français est calculé par rapport à la moyenne des prix des six pays : États-Unis, B.F.A., G.-S., Italie, Japon et France.
Les chiffres des trois derniers mois marqués de ce signe sont annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres des trois mois précédents. Tous les chiffres sont corrigés des variations saisonnières.
MF = millions de francs, M = millions.
NOTES : +++ excellent, ++ bon, + assez bon, - médiocre, --- mauvais, --- très mauvais (notes du mois précédent).

LE DÉCALAGE EXTERNE S'EST ENCORE ACCENTUÉ

L'inflation recule, confirme les tendances notées dans notre dernier tableau de bord. Le blocage des prix a renforcé une dérive de l'inflation déjà amorcée : le rythme calculé sur les trois derniers mois s'est plus que doublé, passant de 4,3 % à 8,6 % et le différentiel avec les cinq grands pays est sur cette période devenu négatif. Néanmoins, avec l'affaiblissement du franc, les prix des produits importés ont bondi à 43 % en rythme annuel sur les derniers mois (alors que les prix en devises n'ont guère augmenté). Le ralentissement du chômage se confirme. Les offres d'emplois ont nettement repris et les effectifs s'accroissent légèrement. La production industrielle, calculée toujours avec l'indice de juin, dans l'attente des chiffres de juillet et d'août publiés à la mi-octobre, apparaît croissante, alors qu'elle doit être plutôt stagnante.

La dégradation des échanges s'est encore accentuée sous les deux rubriques de notre tableau de bord et elle apparaît, côté activité, la divergence en volume entre les exportations qui stagne (-13 %) et les importations qui augmentent (+4 %) s'est accrue encore plus, probablement sous l'effet d'une forte consommation. Côté balance, on trouve pour la première fois deux déficits, calculés en rythme annuel sur trois mois, supérieurs à 100 milliards de francs : celui de la balance commerciale et celui beaucoup plus significatif de la balance des paiements courants (sous l'effet du déficit de 27,3 milliards de francs du deuxième trimestre relatif, outre le déficit commercial, la réduction de l'excédent des « invisibles »).

M. B.

Micro informatique : vos applications d'abord !

Aborder la micro-informatique sous l'angle du matériel, c'est prendre la longue route par le mauvais bout. Parce que le choix d'un outil dépend de la tâche à accomplir. Parce qu'une solution informatique comprend toujours et du matériel et du logiciel. Parce que la raison commande, enfin, de considérer dès le départ l'évolution probable des besoins à satisfaire, surtout pour les petites applications.

Ces principes, qui les appliquent ?

A la Règle à Calcul, nous servons depuis dix ans, un nombre croissant de scientifiques et d'ingénieurs. Ce sont des gens cartésiens qui raisonnent en termes d'application. Nous avons adopté leur mode de pensée. C'est le seul qui vaille, même quand il s'agit de systèmes de gestion. Nos matériels ? Plus tard. Parlons d'abord applications, logiciels, évolution, investissement.

Ce genre de compétence n'a pas de prix et pourtant vous ne la paierez pas. Pour quoi vous en priver ?

hp HEWLETT
PACKARD

la Règle
à Calcul

1^{er} distributeur agréé Hewlett-Packard France.
65-67 Bd St-Germain - 75005 PARIS
Tél. 325.68.88 - Tél. ETRAV 220 064 / 1303 RAC
La maîtrise des applications.

SPECIAL MICRO EN 1 MOIS
formez-vous à la MICRO INFORMATIQUE
cours du jour ou du soir à participants par stage
FORMATIQUE 1 rue de Choiseul 75002
(1) 296 65 08

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345 21.62

UNE RENAULT CONÇUE POUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN

La Régie aux Etats-Unis : le deuxième essai devrait être le bon

La Régie Renault compte vendre annuellement aux Etats-Unis cent mille Alliance. Tel est le nom du nouveau modèle de voiture (une R9 spécialement adaptée pour le marché américain) qu'elle fabrique dans les ateliers d'American Motors Corp., une société qu'elle contrôle en possédant 48 % de son capital. Le P.D.G. de Renault, M. Bernard Hanon, a déclaré au cours d'une conférence de presse donnée à l'occasion du Salon de l'automobile, que l'objectif était de passer graduellement à un rythme annuel de quatre cent mille Alliance. Au début des années 80, la Régie avait essayé de s'implanter sur le marché américain en y vendant sa Dauphine. Après un brillant départ, ce fut, faute notamment de s'être assuré un réseau commercial stable, la flaccidité, l'acquisition d'American Motors lui donne aujourd'hui, estime-t-elle, de solides atouts qu'elle entend jouer à fond. La deuxième tentative devrait être la bonne : rien, en tout cas, ne sera négligé pour qu'il en soit ainsi.

Un cargo grec plus tout neuf mouillé devant Front-Lake-Plant, une des usines d'American Motors, à Kenosha, une vieille bâtisse de soixante-dix ans. Remonté par les grands lacs, il apporte des moteurs et des boîtes de vitesses Renault made in France, pour alimenter la chaîne du dernier produit de la Régie : l'Alliance, made in America. Les murs de brique ont été

repeints, comme les parquets de bois, en couleurs vives, style loft. Dans cette Samaritaine raffraîchissante, la chaîne joue sa trinité à travers les planchers, en Semic Railway sur six étages, à la rivière enchantée pour l'électrolyse des carrosseries, des robots percent et pignent, tandis que des hommes et des femmes aussi jouent une valse lente autour de l'Alliance.

Deux cent millions de dollars ont été investis là, pour sortir 600 voitures par jour et, depuis juin dernier, 10 000 Alliance attendent sur la potée des pneus d'abord, en fanfare depuis le 22 septembre, un lancement national pour lequel 12 millions de dollars ont été dépensés. Pour vendre sa R-9 américaine, le « new standard quality of world cars », comme indiqué sur les murs de Kenosha, Renault ne fait plus dans la discrétion.

La R-9 lancée en France en août 1981, a pris du poids pour s'adapter aux normes américaines, de l'allonge avec ses nouveaux pare-chocs, du mouleux dans la conduite pour les pilotes placides des autoroutes. Et surtout, l'intérieur a été redessiné, dans le style cosm, un peu clinquant, trop peut-être pour un œil européen. Bref, c'est une voiture qui, selon le directeur du marketing d'A.M.C., est repérée au premier coup d'œil comme européenne et qui devient américaine quand le consommateur se rapproche. Cet acheteur éventuel est jeune, de vingt à trente-six ans. Comme ses congénères du baby-boom, il a la curiosité et le niveau culturel requis pour s'intéresser aux étrangères. La réputation de la technologie européenne, le prix (de 5 600 à 7 500 dollars), et la faiblesse de la consommation, sont les autres arguments de

vente. Il en est un dernier, essentiel : « Construit aux Etats-Unis ». La presse américaine ne s'y est pas trompée, qui présentait ainsi l'Alliance : « Importée, oui... de Kenosha ». La récession et le chômage avaient le nationalisme. Dans la région de Detroit, plus largement touchée par la mévente des automobiles, les voitures importées ne représentent que 14 % des ventes contre 23 % ou 30 % pour l'ensemble des Etats-Unis.

L'affaire du siècle

En prenant le contrôle d'A.M.C., Renault a d'emblée joué le thème de... l'alliance. Avec le Syndicat des travailleurs de l'automobile d'abord, réputé dur à Kenosha. Dans l'usine, on peut voir des annonces du genre : « Alliance signifie travailler ensemble ». Un accord de galère a été signé, comme dans les autres entreprises automobiles américaines. Ici les diminutions consenties sont investies dans un fonds spécial représentant 160 millions de dollars (de mars 1982 à janvier 1983) qui seront remboursés en fonction de la productivité et des résultats obtenus. Pour améliorer le climat de travail, des « cercles de qualité » appelés « Partenaires pour le progrès » ont été créés, une « hot line » installée, pour que n'importe quel ouvrier puisse appeler le directeur à tout moment. (En fait, elle n'a pas été encore utilisée).

Pour les vendeurs, pour le personnel et leurs familles, des journées portes ouvertes ont été organisées. Succès de curiosité : « Le samedi ça ne suffit pas. On a remis ça le dimanche. La chaîne, par son fil d'attente, était si longue qu'on a dû distribuer des boissons... » C'est que Kenosha, soixante-

dix mille habitants, malade de sa mono-industrie automobile, attendait Renault comme le messie. Après la jumelage de l'usine de Donal, où est fabriquée la R9, avec celle de Kenosha d'où sort l'Alliance, c'est au tour des municipalités des deux villes de faire ami-ami. Pour éviter de parler « prise de contrôle », « sauvetage » ou « appel au secours », les dirigeants exportés par Renault chez A.M.C., au premier rang desquels José Dedeurwaerd, directeur général d'A.M.C., un Belge aux allures de Texan, insistent sur la légitimité historique des deux firmes : à Kenosha furent construites au début de ce siècle les premières Rambler, au sein d'une société qui allait devenir A.M.C. De l'autre côté de l'Atlantique, au même moment, sortaient les premières Renault. Bref la greffe semble avoir pris. Grâce à l'Alliance, mille cinq cents ouvriers en chômage technique ont été rappelés. Fin août, le taux d'absentéisme n'était que de 2,6 % contre de 10 à 15 %.

Le premier pari de Renault, refaire une usine, sortir une voiture, est tenu. Mais le second, vendre 100 000 Alliance en année pleine, le sera-t-il ?

En rachetant pour 370 millions de dollars la possibilité de contrôler la quatrième constructeur américain (soit 48 % du capital, le reste étant très dispersé dans le public), avec son réseau de distribution, la Régie a fait, selon M. Paul Tiptet, le président d'A.M.C., « l'affaire du siècle ». « Seul le marché américain permettait d'espérer un accroissement du volume des ventes de cette taille et à ce prix. Pour vendre 100 000 voitures du Brésil, Fiat a dépensé 1,3 milliard de dollars et Volkswagen plus d'un milliard et demi certainement

pour un marché de 280 000 voitures aux Etats-Unis », estime M. Hanon, le P.D.G. de la Régie. Comment se présente donc cette « affaire du siècle » ?

A.M.C. était en déconfiture. Elle produisait 1 500 véhicules par jour en 1970, 900 en 1979 et 400 en 1982. Avec l'appoint de l'Alliance elle peut remonter à 1 000. Avec un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars en 1980, puis 2,59 en 1981, le constructeur américain a subi des pertes de 208,8 millions en 1980, puis de 138,9 millions en 1981. Pour le premier semestre 1982, le déficit atteint encore 130 millions. Mais, assure-t-on, le réajustement en cours permettra de sortir du rouge pour réaliser un exercice blanc. C'est qu'A.M.C. pense-t-on chez Renault a été reprise au bon moment. Si la firme n'a pas sorti de modèles nouveaux de voitures de tourisme (Concord, Spirit) depuis une dizaine d'années (d'où une image de clientèle d'un âge confortable que l'Alliance devra renverser), elle est aussi et surtout la dépositaire de la marque Jeep éprouvée par la filiale militaire d'A.M.C. (contrôlée à 100 %) et de ses dérivés civils (Vagones, Cherokee), qui représentent 50 % du chiffre d'affaires. Grâce à cette marque, A.M.C. est le quarante-deuxième exportateur des Etats-Unis. De nouveaux modèles Jeep doivent sortir en 1984 et, pour Bernard Hanon, « Jeep doit être une des vaches à lait d'A.M.C. ».

En plus de l'outil industriel (usines de Kenosha, Toledo, Indianapolis, Mishawaka, South-Bend et Marshall), A.M.C., c'est encore un réseau de distribution et un service de pièces de rechange. A travers A.M.C., Renault dispose aujourd'hui de 1 300 concessionnaires, dont un tiers d'exclusifs. Ce sont eux le cheval de Troie de la nouvelle entité Renault-A.M.C., sur lequel s'appuie la stratégie de pénétration durable du marché américain. Car, s'il ne s'agissait que de vendre 100 000 voitures, on reviendrait tout bonnement à la situation des années 60, avec la Dauphine, qui ne fut que feu de paille vite retombé faute d'un réseau de vente. Les « dealers » (revendeurs) d'A.M.C. sont comme les ouvriers de Kenosha. Ils attendent l'Alliance avec impatience. Sans produits nouveaux hormis la gamme des Jeep depuis plusieurs années, ils se sont montrés résistants à la baisse de régime de leur marque. Sur un marché des voitures particulières domestiques en régression de 13,8 % depuis les huit premiers mois de 1982 par rapport à 1981, A.M.C. (sans les Jeep) a baissé de 36,4 %. A l'inverse, et c'est appréciable pour la stimulation des concessionnaires, au sein du marché des voitures importées en baisse pour la même période de 13 %, les ventes produites Renault ont accru leur part de 1,2 à 1,7 %.

Les dirigeants de la Régie font

valoir encore que l'installation de Renault aux Etats-Unis a causé pour l'année 1982 une rentrée de devises de 500 millions de dollars (Renault facture à A.M.C. les pièces de l'Alliance en dollars, et la monnaie de la devise américaine a d'ailleurs permis de maintenir les prix de vente dans les limites prévues).

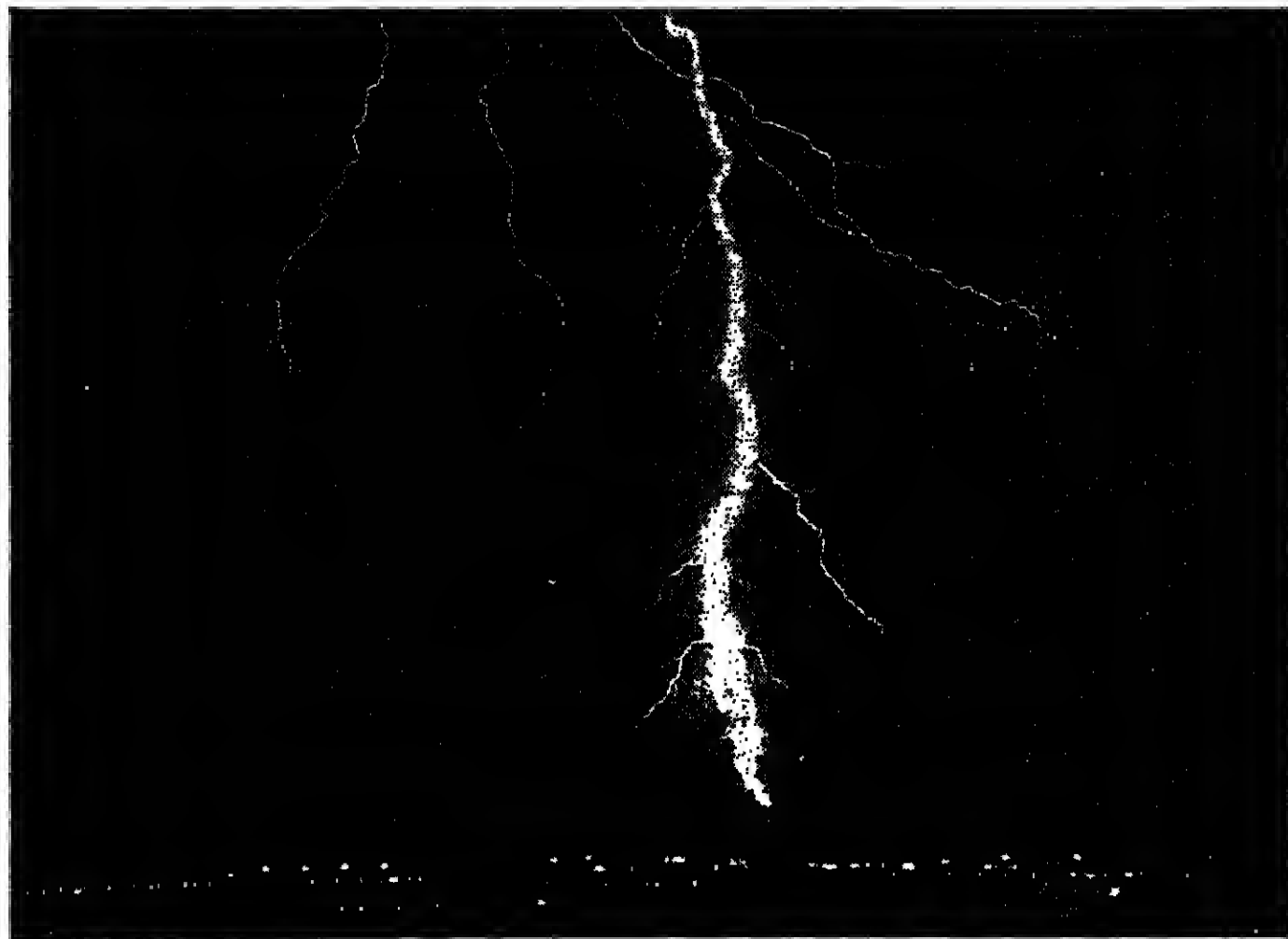
Les ouvriers d'A.M.C. et les concessionnaires savent aussi que l'Alliance n'est que le premier produit d'une gamme qui sera déclinée, et que déjà les deux entreprises travaillent, au lendemain de l'Alliance, sur un nouveau modèle à adapter d'un dessin Renault. « Il n'y a pas de marche arrière possible », a déclaré Bernard Hanon. Le réseau est engagé. Même si nous rencontrons des problèmes avec l'Alliance, on ne restera pas sur une gamme réduite. Elle sera élargie par le bas ou la haut selon l'évolution du marché. Ce ne sera pas une gamme spécifique à A.M.C. Dès qu'un dessin sort en France, on regarde son adaptabilité au marché américain.

Des objectifs limités

L'objectif de 100 000 Alliance ne paraît pas extraordinaire. Car ce modèle se situe dans la classe la plus large du marché, celle des « petites sub-compacts » et qui représente, avec 2,35 millions de véhicules, 28 % des voitures vendues en 1981. Il devra se battre avec la Ford Escort, la plus vendue, la Chevrolet de GM, ou encore parmi les modèles importés qui représentent 51 % de ce segment, avec la Corolla de Toyota ou la Rabbit de Volkswagen. Bernard Hanon ne semble pas lier le succès de Renault aux Etats-Unis on son échec à l'éventualité d'une reprise ou d'un prolongement de la crise qui affecte le marché américain. Parce que cette crise est relative : « Les voitures haut de gamme et les voitures importées de qualité se vendent bien, tout comme les voitures américaines conventionnelles. En réalité, les constructeurs des Etats-Unis ont raté leur bas de gamme, boudés par la clientèle. » Parce que cette crise devra bien finir : « Le vieillissement du parc ne peut pas durer. Avec de bonnes voitures et la baisse des taux d'intérêt le marché de 1983 sera meilleur. L'attitude verbale des milieux financiers est contradictoire avec la reprise de la Bourse, qui anticipe toujours les mouvements de fond. » Parce qu'enfin Renault, tout en jouant gros aux Etats-Unis, a, en fait, des objectifs limités en regard l'ampleur du marché : « La force d'un réseau, c'est le parc. Mais nous ferons tout pour éviter le bradage. L'objectif fondamental de la Régie, c'est d'augmenter la rentabilité, même au détriment du volume. Donc pas d'emballement. On n'a pas besoin de héros en 1983. »

JACQUES GRALL

Calcul N° 23 de Texas Instruments.



Un travail pour la TI-54:

A quel moment l'orage passera-t-il au-dessus de nous ?

Les premiers éclairs ont été relevés à 22 heures 30 minutes et 20 secondes. 28 secondes après, on a entendu le premier coup de tonnerre. La deuxième série d'éclairs s'est produite à 22 heures 31 minutes et 2 secondes, le tonnerre 25 secondes après. La troisième, à 22 heures 31 minutes et 18 secondes et le tonnerre 24 secondes après. La dernière à 22 heures 32 minutes et 10 secondes et le tonnerre 20 secondes après. A quelle heure l'orage sera-t-il juste au-dessus ?

Pour la TI-54, ce calcul est très facile à résoudre. Cette calculatrice scientifique possède les fonctions statistiques à deux variables et la régression linéaire, soulageant ainsi l'étudiant, l'ingénieur ou le scientifique des calculs interminables.

Avec ses 122 fonctions scientifiques et ses 7 mémoires, la TI-54 est la plus sophistiquée des calculatrices de poche non programmables. Mais ce qui lui donne une bonne longueur d'avance, c'est sa facilité de manipulation

les nombres complexes ($z = x + iy$). Pour les physiciens, mathématiciens ou ingénieurs qui font des calculs de mécanique ondulatoire, électroniques, hydrauliques, optiques, acoustiques... c'est le meilleur recours.

La TI-54 est simple et facile à utiliser. Comme toutes les Texas Instruments, elle utilise la notation algébrique directe (AOS Texas Instruments), c'est à dire qu'elle effectue les opérations arithmétiques dans leur ordre de priorité algébrique. Le clavier et l'écran sont légèrement inclinés en font une calculatrice élégante et fonctionnelle.

Une autre de ses qualités principales est son extrême précision. Avec 8 chiffres à l'écran, la TI-54 calcule sur 11 chiffres, ce qui vous donne des résultats plus précis.

Comme tous les modèles de sa gamme, la TI-54 est un exemple de ce que Texas Instruments vous propose pour calculer plus efficacement.

Le progrès qui fait progresser

« Solutions d'urgence pour les étudiants »



TEXAS INSTRUMENTS

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

Direction des Finances de l'Etat et de l'Administration communale
3° BUREAU —

AFFAIRES FONCIÈRES ET DOMANIALES

Construction d'un poste de transformation à 400/225 000 volts dénommé MORBRAS et de ses annexes sur le territoire de la commune de Roissy-en-Brie

AVIS

(première insertion)

d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions foncières, à la modification du plan d'occupation des sols en résultant et de mise à la disposition du public du projet et de l'étude d'impact sur l'environnement présentés par E.D.F.

Arrêté préfectoral n° 82 P.E.A.C. EXP. 039 du 15 septembre 1982

- DURÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE : 37 jours consécutifs du 30 septembre 1982 au 6 novembre 1982 inclus.
- LIEU DE L'ENQUÊTE : Mairie de ROISSY-EN-BRIE.
- DÉPÔT DU DOSSIER D'ENQUÊTE avec l'étude d'impact et les registres spécifiques destinés à recevoir les observations :
 - Mairie de ROISSY-EN-BRIE.
 - Préfecture de SEINE-ET-MARNE.
- HORAIRES DE CONSULTATION (1) :
 - Mairie de ROISSY-EN-BRIE : de lundi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
 - Préfecture de SEINE-ET-MARNE : de lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h.
- CONSULTATION ET DÉPÔT DE L'ÉTUDE D'IMPACT ET DU REGISTRE Y AFFÉRENT (sous les deux précédents) :
 - Sous-préfecture de MELUN : de lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h (1).
 - Direction Interdépartementale de l'Industrie de la région Ile-de-France (énergie 1), bureau 806, 182, rue de Picpus, PARIS-12° : de lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 19 h (1).
- COMMISSAIRE ENQUÊTEUR : M. Jean-Marcel DESBUI, Ingénieur TPE en retraite, demeurant 13, rue des Tanneurs, 77170 BRIE-ROBERT.

Le siège du commissaire enquêteur est fixé à la mairie de ROISSY-EN-BRIE où toutes observations devront lui être présentées par écrit.

Le commissaire enquêteur siège en personne à la mairie de ROISSY-EN-BRIE pour y recevoir le public les trois derniers jours de l'enquête : les 4 et 5 novembre 1982 de 10 h à 12 h et le 6 novembre 1982 de 14 h à 17 h.

Copie des observations du commissaire enquêteur sera déposée : à la préfecture de Seine-et-Marne (direction des Finances de l'Etat et de l'Administration communale, 3° bureau), à la sous-préfecture de MELUN, à la mairie de ROISSY-EN-BRIE.

Il est sans cesse connaissance à toute personne concernée qui désire en faire la demande au commissaire de la République à l'adresse ci-dessus indiquée.

(1) A l'exception du lundi 1° novembre 1982.

محکمات من الأصل

COMMENT ÉVALUER ENTREPRISES ET TITRES NON COTÉS

(Suite de la page 23.)

Un exemple : dans la méthode fondée sur la marge brute d'autofinancement, le guide suggère de multiplier cette marge par un coefficient pouvant aller de 4 à 10. Pour la société cotée E.S.N., le coefficient n'est que de 2, pour Michelin de 3, et ces entreprises ne sont pourtant pas de deuxième ordre. On voit que la marge d'erreur peut être considérable.

Une note du C.N.P.F.

Présente à bien des débats qu'on vient d'évoquer, l'administration a clairement réaffirmé que le guide n'est qu'un guide, qu'il n'est ni parfait, ni définitif, qu'il n'a qu'une valeur indicative.

Également souvent présent à ces débats, le service fiscal du C.N.P.F. vient de diffuser une note d'observations sur l'évaluation des entreprises. Cette note analyse, commente et, le cas échéant, critique les dispositions du guide et propose en conclusion quelques lignes directrices d'évaluation.

Les chefs d'entreprise seront bien entendu invités à s'y référer. Que penser des suggestions formulées dans cette note ?

Pour ce qui concerne les méthodes, la note relève parmi d'autres diverses idées que l'auteur des débats, idées qui ne sont d'ailleurs pas originales, mais simplement l'écho d'une pratique largement répandue (recommandation 1980 de l'Union européenne des experts comptables économiques et financiers) : je serais mal placé pour les critiquer ! Elle suggère de faire plus souvent appel aux comparaisons boursières sans doute imparfaites mais en revanche objectives.

Pour ce qui concerne les taux ou coefficients, ceux suggérés dans la note se démarquent sensiblement de ceux du guide ; la note explique les raisons qui ont amené à choisir les taux qu'elle évoque.

Un taux appelle une observation particulière. Pour calculer la valeur dite « de productivité », l'administration évoque un taux de 12 % à 15 % ; personnellement, j'incline à penser que ce taux

peut le plus souvent convenir dans la mesure où le bénéfice que l'on capitalise à ce taux est un bénéfice réel (= en volume) ; mais le calcul de ce bénéfice nécessite des retraitements assez complexes. De son côté, la note du personnel indique : « Un taux supérieur ou égal à 20 % ne devrait pas excéder le nombre des cas » ; en contrepartie, elle applique ce taux à un bénéfice comptable. Les résultats des deux calculs peuvent être assez voisins si le bénéfice comptable est assez sensiblement supérieur au bénéfice réel ; c'est souvent le cas comme on l'a rappelé, mais les calculs peuvent aussi diverger. Le calcul suggéré dans la note est plus simple car on en trouvera les données dans les comptes ; de son côté l'expert continuera peut-être de préférer un calcul plus précis.

Que va faire le déclarant ?

Une formule est de se référer directement au guide : sans peut-être dans des cas tout à fait particuliers, elle paraît de nature à éviter tout risque de contestation ; en contrepartie, la charge fiscale sera souvent lourde.

Le recours aux méthodes et aux taux préconisés dans la note du C.N.P.F. aboutira le plus souvent à des chiffres pouvant être sub-

MESURES RÉCENTES D'ASSOUPPLISSEMENT

1) L'impôt dû au titre des « biens professionnels » ne sera payé qu'en 1985. Les investissements réalisés, de 1981 à 1984, donneront lieu, dans certaines conditions, à un crédit d'impôt.

2) Ces assouplissements ne touchent pas les biens non professionnels, c'est-à-dire pratiquement les titres des sociétés non-déclarantes ou de dirigeants de sociétés dont le groupe familial ne possède pas 25 % du capital (cas assez fréquent dans les grandes entreprises) ;

3) Dans tous les cas, l'obligation de déclaration demeure.

stantiellement moins élevés (la moitié ? le tiers ?...). Sur le plan des méthodes, je ne vois pas qu'il y ait de contestations possibles ; quant aux taux, l'administration admettra, je pense, tout taux raisonnablement justifié ; l'un des taux pose, on l'a vu, un problème spécifique, mais il n'est pas exclu que l'argument de la simplicité n'ait aussi tout son poids aux yeux de l'administration, étant observé qu'un calcul affiné ne ferait qu'accroître la sécurité.

La règle d'or reste que les déclarants peuvent utiliser leurs propres méthodes à condition d'en justifier la pertinence.

Mes conclusions seront des questions : si le chef d'entreprise consacre les parties les moins taxées de ses revenus à ses besoins familiaux et si ses revenus les plus élevés sont absorbés par l'impôt, avec quoi investira-t-il ? Tout un pan de l'économie, celui des entreprises, un peu importantes et rentables, est en voie d'asphyxie fiscale : est-il encore temps de tirer le signal d'alarme ? Qui l'entendra ?

En tout cas, le rôle de l'évaluateur est modeste, celui d'éviter que, par des appréciations erronées, le péril ne soit encore aggravé.

JEAN-CLAUDE CARILLIAT.

Pratique de la prévision à court terme
J.-C. USUNIER
R. BOURGONNANS
une étude complète de la conception de systèmes intégrés de prévision par secteurs et leur mise en place 160 F.

DUNOD
entreprise

CESA «CONTROLEURS DE GESTION»

10 au 21 Janvier 1983 et
soit du 21 au 25 Mars 1983, ou soit du 18 au 22 Avril 1983

BATIR UN PLAN D'ACTION «CONTROLE DE GESTION»
FAIRE ÉVOLUER LE SYSTÈME DE CONTRÔLE DE VOS ENTREPRISES
avec l'aide des professeurs spécialisés de l'École des H.E.C. et de l'I.S.A. et des contrôleurs de gestion de grandes Entreprises Françaises.

Programme :

- Mise en place de comptabilité analytique, Tableaux de Bord, Reporting, Consolidation.
- Planification opérationnelle, Audit Budgétaire, Contrôle de Gestion, Organisation et Comportement.
- Informatique et Contrôle de Gestion.
- Interventions Courantes du Contrôleur de Gestion.
- Méthodologie de Diagnostic et de Conception de systèmes de Contrôle de Gestion.

Ce séminaire s'adresse aux Contrôleurs et Futurs Contrôleurs de Gestion.

Je désire recevoir la brochure du programme
« CESA CONTROLEURS DE GESTION » organisé par le C.F.C. du C.E.S.A.

Nom : Fonction :
Société : Adresse de la Société :
Tél. :

Bulletin à retourner à Madame CLEMET
« CESA - CONTROLEURS DE GESTION »
1, rue de la Libération
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (6) 941.80.90

CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (H.E.C. - I.S.A. - C.F.C.)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'Eureuil protège votre épargne.

La vocation de l'Eureuil est de protéger votre épargne. C'est aussi le but du Livret Rose dont l'objet est de maintenir le pouvoir d'achat de vos économies.

Si vous ne répondez pas aux conditions pour l'obtention du Livret Rose, l'Eureuil vous propose également d'autres solutions pour protéger votre épargne : par exemple les Bons de l'Eureuil.



LIVRET ROSE ECUREUIL

- intérêt de 8,50 % + une prime de maintien du pouvoir d'achat, totalement exonérés d'impôt,
- 5.000 F par livret pour la 1^{re} année, soit 10.000 F par foyer.

Réserve à ceux qui paient moins de 1.000 F d'impôt ou qui n'en paient pas.



BONS DE L'ECUREUIL (14 %)

- intérêt de 14 %* garanti, progressif avec la durée de l'épargne,
- aussi simples et disponibles (dès la fin du 3^e mois de souscription) que des billets de banque... des billets qui rapportent!

Accessibles à tous, sans limitation de montant.
*Taux annuel actuariel brut sur cinq ans.

Adressez-vous à votre agence Eureuil, téléphonez ou retournez ce coupon au Centre d'Information Eureuil 13, place du Havre, 75008 Paris.

Caisse d'Épargne Eureuil
522.95.00

Je suis intéressé par : ☐ Je Livret Rose
☐ les Bons de l'Eureuil.
Nom :
Adresse complète :

EPES FORMATION
RÉVISIONS
C.P.E.C.F.
et œuvre de D.E.C.S.
13, rue d'Hauteville, 75018
246-58-14

Philippe Coffre
ACTION & GESTION COMMERCIALES
la nouvelle vente
Ateliers de formation
Action & Gestion
Commerciales
Comptables
Marketing

VIENT DE PARAÎTRE
73F

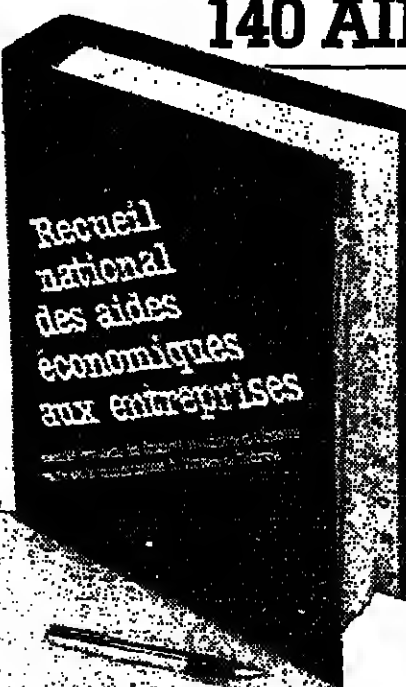
FERNAND NATHAN

SÉJOURS LINGUISTIQUES
Angleterre, U.S.A., Allemagne,
Espagne, Italie...
• cours de groupe • cours intensifs
• service logement
lingua
11, rue du Champ de l'Alouette
75018 Paris - Tél. 587.18.28

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5
Téléphone. (12 soirs) : 707-45-64

AIDES AUX ENTREPRISES

140 AIDES, LESQUELLES POUR VOUS ?



Quelles aides pour votre entreprise ?

Prêts, subventions, avances, remises... Votre entreprise peut bénéficier des aides de l'État. A condition de les connaître bien sûr. Pour vous y aider, voici un nouveau guide, complet et actualisé en permanence : « Le Recueil National des Aides Économiques aux Entreprises », réalisé sous le patronage de l'APCEI avec le concours financier du Ministère de l'Industrie.

140 aides, lesquelles pour vous ?

Le savez-vous ? Plus de 140 aides sont à votre disposition. Pour reconnaître celles qui vous concernent, chacune est référencée dans ce guide sous forme de

feuillet. Ainsi, vous avez sous les yeux : la définition de l'aide, ses objectifs, ses bénéficiaires, ses conditions d'éligibilité, les organismes concernés, les textes et documents de référence. Et pour encore simplifier les recherches, les feuillets sont regroupés par chapitre avec tableaux récapitulatifs.

Un guide mis à jour en permanence.

Autre avantage, votre guide est mis à jour en permanence grâce à des envois systématiques suivant les nouvelles lois, les nouveaux règlements, et même les textes internes à l'administration.

Aujourd'hui, « Le Recueil National des Aides Économiques aux Entreprises » est

un outil indispensable pour tirer le meilleur parti de la conjoncture. Accompagné de son répertoire référencant 1200 adresses d'organismes publics, tant au niveau national que régional, cet ouvrage ne coûte que 800 F.T.T. avec six mois d'actualisation gratuite.

Demandez le votre en renvoyant le bon ci-dessous, ou téléphonez à Jacqueline Ribec au (1) 268 09 73 si vous désirez de plus amples informations.

RECUEIL NATIONAL DES AIDES ÉCONOMIQUES AUX ENTREPRISES
Éditions Adhésion
11, rue La Boétie - 75008 Paris (1) 268 09 73

BON DE COMMANDE

à renvoyer à : Recueil National des Aides Économiques aux Entreprises - 11 rue La Boétie - 75008 Paris

Je désire recevoir « Le Recueil National des Aides Économiques aux Entreprises » au prix de 800 F H.T. (francs de port inclus (soit 856 F TTC), comprenant : le recueil lui-même, le répertoire d'adresses, et 6 mois de mise à jour permanente gratuite.

Je vous réclame à réception de facture afin que vous puissiez m'envoyer le document complet.

J'ai noté qu'il me sera possible de souscrire, si je le désire, un abonnement annuel pour une mise à jour permanente.

Nom :
Société : Activité :
Adresse :
Code postal : Tél. :

5021211111

		ANNONCES ENCADRÉES		Le mètre	Le mètre TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04	
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10	
IMMOBILIER	48,00	IMMOBILIER	31,00	36,45	
AUTOMOBILES	48,00	AUTOMOBILES	31,00	36,45	
AGENDA	48,00	AGENDA	31,00	36,45	
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00				
	164,84				

ANNONCES CLASSEES

La ligne*	La ligne TTC
71,00	83,50
21,00	24,70
48,00	56,45
48,00	56,45
48,00	56,45
140,00	164,84

ANNONCES ENCADRÉES

Le mètre

Le mètre TTC

40,00

47,04

12,00

14,10

31,00

36,45

31,00

36,45

31,00

36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de publications

ANNONCES CLASSEES



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Petite filiale européenne d'une société U.S. spécialisée dans les produits chirurgicaux et pharmaceutiques offre un poste de :

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

PROFIL DU CANDIDAT IDEAL :

- Minimum de 3 à 5 ans d'expérience, de préférence concluant dans une société U.S. multinationale (accusant « E.D.F. »).
- Anglais parfait exigé.
- Accepter de résider dans le Sud de la France.
- TRÈS IMPORTANT : capable de s'intégrer dans une jeune équipe de haut niveau et d'y jouer un rôle prédominant et ceci grâce à sa personnalité et sa valeur professionnelle.

Fourchette de rémunération : 140.000 à 180.000 FF annuels.

Nous avons dans notre société une ambiance dynamique et détendue.

Ecrire sous n° 7075 le Monde PUBLICITE, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

PA

Directeur commercial-ventes

France Rhône-alpes

Produits de grande consommation - Une solide société française, employant 450 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 150 millions de francs, connaît une croissance constante, jouissant d'une excellente image de marque dans le monde entier et particulièrement bien implantée sur ses marchés (grande distribution et circuits spécialisés), recherche son Directeur Commercial-Ventes pour la France. Rattaché à la direction générale et en liaison avec le marketing, il participera à la détermination des objectifs et aura pour mission d'harmoniser et coordonner la politique de vente au travers des différents circuits de distribution. Il animera et gèrera un service ventes et administration des ventes d'environ 80 personnes et assurera personnellement les relations avec les grandes entreprises. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE...), disposant d'une solide expérience des circuits modernes et traditionnels à un poste de direction nationale des ventes, et rompu aux techniques modernes de vente. La rémunération correspondrait au niveau de responsabilités de cette fonction. Le poste est situé au siège dans la région Rhône-Alpes, mais suppose de fréquents déplacements. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A2289M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

PA

Direction finances-gestion

Compiègne

MATRA-ELECTRONIQUE (400 personnes, 200 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale du groupe MATRA allouée à la Croix-Saint-Ouen près de Compiègne, est spécialisée dans la production d'ensembles électroniques sophistiqués destinés principalement à la branche militaire du groupe. Elle recherche la responsable de son département finances-gestion. Dépendant du Directeur Général, il fera partie du Comité de Direction et sera en liaison avec la Direction Financière du groupe. Il supervisera une dizaine de personnes dont trois cadres (comptabilité générale, gestion clients, contrôle de gestion) et veillera particulièrement à l'amélioration des outils de gestion existants en bénéficiant d'un matériel informatique performant en cours d'évolution. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'enseignement supérieur (HEC, ESSEC...) possédant une bonne expérience de la gestion financière et comptable et une solide compétence en contrôle de gestion acquises dans un contexte industriel. La rémunération tiendra essentiellement compte du potentiel offert. La taille et le dynamisme du groupe offrent d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A2283M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Directeur d'établissement

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, prestataire de services industriels et commerciaux, performant, dynamique, leader dans un domaine en croissance constante, recherche pour une de ses sociétés, un Directeur d'établissement.

Rattaché au Directeur Général :

- il dirigera un effectif de 1100 personnes;
- il aura, comme objectifs, l'amélioration constante de la productivité et de la qualité du service offert;
- il animera une équipe de cadres compétents, assurera l'exploitation d'un parc important de matériels.

Poste de premier plan qui nécessite d'être un homme de dialogue et un animateur ayant l'habitude des négociations sociales et l'expérience de la direction d'effectifs importants.

Le domaine où l'expérience a été acquise n'est pas important, une formation sera assurée. Le choix sera dicté par la personnalité du candidat, son affirmation personnelle, son rayonnement personnel.

La réussite dans ce poste lui ouvrira de larges perspectives dans le groupe.

Poste : grande ville nord France.

Rémunération : 250 000 F/an

Ecrire sous réf. SE132 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris

Filiale d'une S.S.C.I. en expansion disposant d'ordinateurs IBM de haut de gamme, nous développons une nouvelle activité sur le marché concurrentiel de la réalisation en informatique (Régie/Forfait).

Nous proposons un nouveau mode de travail et recherchons un INGENIEUR COMMERCIAL, capable d'assurer à court terme le poste de

Directeur commercial

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur commercial connaissant parfaitement le marché de la Régie/Forfait en analyse programmation sur la Région Parisienne.

Il aura carte blanche pour développer cette activité y compris dans le domaine de la formation et disposera des moyens nécessaires pour mener à bien cette mission.

Si la prospection commerciale indispensable au démarrage ne vous effraie pas...

Si vous voulez connaître une aventure passionnante avec à la clé un salaire élevé...

adressez votre dossier de candidature à M. WEBER, PRESTOR - SIUC 446 - 94593 RUNGIS - Tél. : 687.31.72.

prestor

PA

Directeur de projet

220.000 F

Chantiers bâtiment en algérie - Notre client est une entreprise de bâtiment - génie civil implantée en région nord. De bonne taille (800 personnes), elle a acquis, grâce à une équipe de direction légère et très dynamique, une réputation de grande technicité qui lui permet aujourd'hui d'être retenue pour un important programme de construction de locaux d'enseignement en Algérie. Elle recherche pour second, dans cette opération, la direction générale, l'ingénieur qui sera chargé de conduire ce projet. Dans cet esprit et avec la collaboration des services techniques de l'entreprise, il sera chargé de la coordination globale des opérations, tant au niveau de la mise au point technique des projets vis-à-vis des différents partenaires (autorités locales, co et sous-traitants) qu'au niveau des études et des travaux avec, pour objectif, une exécution sans risques. Pour ce poste basé dans l'agglomération lilloise, mais impliquant de fréquents déplacements en Algérie, nous recherchons un ingénieur génie civil ECP, ETP, AM, Mines, ION ou HEI, âgé d'au moins 32 ans, pouvant justifier d'une expérience de coordination technique acquise soit en entreprise en tant qu'ingénieur de projet, soit en tant que responsable d'agence. La rémunération annuelle de l'ordre de 220.000 francs pourra être négociée en fonction de l'acquis. La pratique des relations avec les pays du Maghreb constitue un atout supplémentaire. Ecrire à J.P. FRAY. Réf. A4599M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROUX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Electronique et informatique GROUPE MATRA

Nous recherchons pour l'usine de COLMAR notre

Directeur de production

Notre société 1400 personnes développe son activité dans le secteur électronique et informatique (actuellement 150 personnes). L'INGENIEUR que nous recherchons a au moins 5 ans d'expérience en méthodes et/ou fabrication de produits de ce type en série. Nous lui offrons l'opportunité de s'affirmer au niveau d'une direction de production complète.

Sa mission est d'assurer la fabrication de produits diversifiés dans les meilleures conditions de qualité, de prix et de délais. Il participe à l'élaboration des programmes et des normes de qualité.

Il est responsable des procédures et des gammes de fabrication, il surveille les coûts dans le cadre de son budget et propose des investissements. Il dirige l'atelier de production, le service méthodes et les tests de fabrication. Il conçoit et fait réaliser ses outillages.

Avec son arrivée, sera complétée l'équipe dirigée, au sein de laquelle autonomie et initiatives sont favorisées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la référence 1/DIP/LM à notre Conseil qui garantira la plus totale discrétion.

Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FUTUR DIRECTEUR FINANCIER

Constructeur de maisons individuelles, en réelle expansion, pour faire face à son développement, souhaite confier à un jeune candidat :

- l'animation de son équipe comptable,
- le contrôle budgétaire,
- les financements,
- la fiscalité.

Cette première étape devrait le conduire vers une Direction Financière à court terme.

Titulaire d'un DECS, familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne et la langue anglaise, si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite et CV en précisant coordonnées téléphoniques sous référence 150 au

CONSEIL RECRUTEMENT
CNPG 105 av Victor Hugo 75116 Paris

Le directeur informatique France... Un manager de dimension européenne.

Raychem est une société internationale d'origine américaine présente dans 73 pays, qui génère grâce à ses efforts déployés en recherche et développement, un rythme de croissance soutenu.

Nous cherchons notre : **Directeur de l'informatique.**

Vous gèrerez un budget important, une équipe de 12 personnes pour le moment et assurerez entre autre, la migration d'un système Datapoint vers IBM 4341. Vous serez chargé de définir la politique informatique France, de conseiller les utilisateurs internes dans leurs applications principalement orientées vers les systèmes de gestion. Votre sens des affaires, votre fermeté et votre diplomatie vous permettront de vous imposer au niveau international.

En effet, vous aurez à développer des systèmes devant être intégrés par les autres filiales européennes. Enfin, vous participerez à l'élaboration du plan stratégique international.

Vous êtes aussi un excellent technicien connaissant bien IBM sur moyens systèmes sous DOS, VSE/VM ou MVS.

Notre technologie de pointe, dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermotransformables et des mémoires, apporte des solutions originales dans les secteurs industriels porteurs tels que : aéronautique, énergie, offshore, télécom.

Ce poste représente une opportunité de développement pour un ingénieur grande école complété par un MBA, INSEAD ou équivalent, parlant Anglais et pouvant faire état d'une expérience réussie dans une multinationale industrielle, soit en tant que numéro deux d'une direction informatique d'un grand centre, soit en tant que directeur informatique d'un centre moyen.

Prenez un premier contact avec Thierry Berner ou adressez votre CV avec photo et prétentions à Raychem - BP 738 - 95004 Cergy-Pontoise Cedex - Tél. 037 92 12

Raychem

Directeur de Franchise

JPV

Philippe SALVET un grand du Prêt à Porter féminin haut de gamme, diffuse ses produits en France et à l'étranger (85% du CA) par l'intermédiaire de détaillants indépendants et d'un réseau de 40 boutiques franchisées.

Ayant décidé d'étendre ce réseau, nous en recherchons l'animateur. Il ciblera les villes susceptibles d'accueillir une boutique franchisée, sélectionnera les candidats et les aidera à ouvrir et à rentabiliser leur boutique.

Il analysera et améliorera la charte de la franchise destinée à faciliter le fonctionnement des boutiques : achats, gestion des stocks, vitrines, implantation des rayons. Il organisera des programmes de formation et d'animation.

Jeune, de formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, vous justifiez d'une expérience minimum de 3 à 5 ans du merchandising acquise dans la profession, en hypermarché ou dans un grand magasin; vous avez eu de plus amples responsabilités et vous vous sentez capable, en raison de vos qualités de gestionnaire et d'animateur, d'être l'âme et le moteur de notre réseau; homme de terrain, vous voyagez en France et éventuellement à l'étranger aussi; la pratique de l'anglais sera-t-elle indispensable.

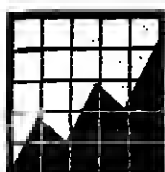
Résidence NICE.

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous référence M 343/A 106, Bd Haussmann 75008 Paris

Jean Paul VELLA Conseil

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

IMPORT. GROUPE FRANÇAIS
recherche

POUR VILLE AGREABLE
DU CENTRE DE LA FRANCE

LE DIRECTEUR
de son
ETABLISSEMENT
INDUSTRIEL
(850 PERSONNES)

- X. E.C.P., Mines, A. M.,
âgé d'au moins 35 ans,
ayant déjà une
expérience de Direction
d'Usine

- Il est l'interlocuteur de la Di-
rection Générale pour tout
ce qui concerne la produc-
tion, la gestion, les coûts et
prix de revient, les relations
avec les partenaires so-
ciaux...

Merci d'adresser lettre manus-
crite et C.V. sous réf. 9280 à
EUROMEDIA
48, rue de Provence,
75008 PARIS qui transmettra.

VILLE DE SEVRAN 92270
recherche

UN DIRECTEUR
DE L'INFORMATION

Poste à pourvoir dans les meil-
leurs délais.

Ad. candidature et C.V.
dét. à MONSIEUR LE MAIRE.

Le Commune de Corbeil-la-Ville
(Seine-et-Marne)

UN (UNE) DIRECTEUR
DES CENTRES D'ACCUEIL
ET DE LOISIRS MATERNELS

Les candidats doivent :
- être RÉACTEUR opé-
rationnel
ou être titulaire de l'un des di-
plômes leur permettant de se
présenter au concours dans les
meilleurs délais.

- S.A.F.D., CAPSE, DEFA
- Avoir une expérience en
management et de préférence au
service des jeunes enfants.

SALAIRE NET DE DÉBUT :
4.000 F.

Adresser candidature manus-
crite et C.V. à M. le Député-
Maire de CORBEIL-LA-VILLE
(77380)

ARABIE



DIRECTEUR DU MATERIEL
ET DES SERVICES GENERAUX

Ecrivez rapidement à Philippe BENOIT
sous référence DM
SGE CONSTRUCTION
23, rue du Pont des Halles Chevilly-Larue
94536 RUNGIS Cedex
Traitement confidentiel des candidatures.

A la tête d'une équipe de plus de
100 personnes, vous devez assurer
l'ensemble de la logistique d'un chantier
de bâtiment de près de trois milliards de
francs.

Votre formation (A & M ou équivalent), votre expé-
rience, vos qualités humaines devront vous permettre de
maîtriser les composantes de la fonction (matériel, ateliers,
approvisionnements, achats, transit, transport...) et de vous affirmer
comme le patron des moyens généraux.

L'anglais est indispensable.

S.G.E., n° 1
des Entrepreneurs Français
de B.T.P.

PROXIMITE GENEVE

Le Président Directeur Général d'une entreprise de production de biens d'équipement, comprenant deux Etablissements en Province, crée dans le cadre d'un plan de développement un poste de

350.000 +

Directeur Général

Celui-ci participera avec le Président, à l'élaboration de la politique générale et à la conduite de la Société.
A ce titre,
• Il supervisera la réalisation des développements techniques et commerciaux prévus dans le plan et concevra les adaptations et évolutions ultérieures nécessaires.
• Il assurera la direction d'un des deux établissements, 200 personnes environ.
Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures exerçant une fonction équivalente en secteur industriel ou sinon quelqu'un justifiant de plusieurs années d'expérience acquise en moyenne entreprise, et dans plusieurs des domaines suivants : marketing - vente - développement industriel, impliquant direction et gestion de centres de profits et d'activités.



Conexhom
Conseil en Recrutement

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence 8165 M à :
François ROUSSEAU - CONEXHOM - Tour Aurore
18, place des Reflets - 92080 PARIS LA-DEFENSE CEDEX 05

UN POSTE DE DIRECTION AUTONOME AU SEIN D'UN GROUPE MULTINATIONAL

Un groupe spécialisé dans la fabrication d'emballages nous charge de rechercher pour sa filiale située en Haute-Savoie (200 personnes) le :

DIRECTEUR GENERAL

appelé à remplacer le titulaire actuel qui se retirera pour raison d'âge.
Sa mission sera de contribuer immédiatement à la gestion et de donner progressivement l'impulsion nécessaire en vue de garantir sur le plan commercial le développement optimal de la société dans le domaine de l'emballage aluminium et plastique. Les candidats seront de préférence Ingénieurs Arts et Métiers ou similaires.

Une expérience de plusieurs années dans une fonction dirigeante si possible dans une PME est indispensable ainsi que la maîtrise de l'allemand. La nationalité française est demandée et l'âge idéal se situe entre 35 et 45 ans.

Une discrétion absolue est garantie par nos conseils.

Vous voudrez bien envoyer vos dossiers de candidature (curriculum vitae, copie des diplômes et certificats, photo) à Monsieur Nicolet, CPA

69 rue de Monceau 75008 Paris, sous réf. KB 50 M 171.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

C.N.E.R.U. (ex-C.A.D.A.T.)
CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES
ET DE RÉALISATIONS EN-URBANISME

Établissement sous tutelle du Ministère
de l'Habitat et de l'Urbanisme

Offre pour ses services centraux et
régionaux : Direction suivi et
Contrôle de chantier en Algérie.

- Ingénieur V.R.D. ;
- Ingénieurs Génie civil ;
- Ingénieurs Routiers des
Travaux publics d'Etat ou d'Ecoles
supérieures des Travaux publics ;
- Ingénieurs hydrauliciens ;
- Architectes urbanistes
affirmés ;
- Architectes paysagistes.

CONDITIONS REQUISES :

- Longue expérience exigée ;
- Langue française indispensable.

AVANTAGES :

- Logement assuré ;
- Salaire selon compétence.

ÉCRIRE :

au C.N.E.R.U. (ex-C.A.D.A.T.)
D.P.D., 30, Route Hassan BEN
NAAMANE BIR MOURAD RAÏS,
ALGER (ALGÉRIE)

En transmettant un curriculum vitae
détaillé et pièces justificatives à l'appui.

Nous sommes une importante Société de BTP
largement présente dans le monde.

Nous recherchons

un chef comptable

pour un chantier au NIGERIA

Le candidat retenu, titulaire d'un DECS ou d'un diplôme
équivalent, aura quelques années d'expérience acquise si
possible à l'étranger.

Il parlera anglais et sera disponible rapidement.

Nous offrons un contrat à durée indéterminée et des avantages
sociaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous référence 9715 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL
EN INFORMATIQUE
partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale
recherche pour le

MOYEN ORIENT INGÉNIEURS INFORMATIENS

- Haut niveau, chargé de l'encadrement tech-
nique d'équipes importantes, ils devront
avoir le souci constant d'entretenir de bonnes
relations avec les contractants.
- Connaissant IDS/2 - TDS.
- Excellente maîtrise de l'anglais.
- Il est souhaitable que les candidats aient une
expérience réussie du management des
hommes.
- Séjour de longue durée : salaire attractif et
avantages.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt.
à N. 2211 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

PETROCONSULT E.T.T.
recherche pour l'étranger.

INGÉNIEUR- CHIMISTE

BILINGUE ANGLAIS
Age minimum 30 ans
pour superviser un laboratoire
d'analyses de PÉTROLE brut.
Écrire ou téléphoner :
25, rue Jean-Béraudoux,
75116 PARIS. (720-86-76).

AFRIQUE DU SUD

offre des possibilités
d'emplois aux :

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

(ÉLECTRICITÉ, MÉCANIQUE,
ÉLECTRONIQUE ET TÉLÉCOM-
MUNICATIONS).

Pour détails, écrire à :
M. Attache (immigration)
n° 70, 55, quai d'Orsay,
75007 PARIS.



Ingénieurs travaux

Algérie

Direction de chantiers bâtiment - Une entreprise générale de bâtiment-
génie civil à l'étranger, spécialisée dans la réalisation de bâtiments industriels
clés en main, recherche dans le cadre d'un important programme de construc-
tion d'unités d'enseignement technique en Algérie deux ingénieurs travaux
pour leur confier la direction des chantiers. Respectivement responsables d'un
centre d'activité regroupant deux chantiers, ils seront chargés vis-à-vis du
directeur de projet, et avec l'aide de conducteurs de travaux spécialisés,
d'organiser la préparation et la mise en route des chantiers, d'assurer la coor-
dination des travaux et des opérations de montage, de veiller au respect des
plannings et des spécifications techniques. Nous recherchons pour ces pos-
tes des candidats ingénieurs diplômés ou de niveau professionnel équivalent,
pouvant justifier d'une solide expérience de direction de chantiers génie civil-
bâtiments industriels de préférence à l'étranger. La durée de ces chantiers
qui sont basés à proximité de centres urbains n'excèdera pas 15 mois. A la
rémunération annuelle brute de l'ordre de 180.000 francs s'ajoutent les avan-
tages liés au statut d'expatrié. Écrire à J.P. FRAY, Réf. A/4500M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



République Gabonaise

Institut de l'Economie et des Finances

Libreville

Ecole d'application postuniversitaire, l'I.E.F., recherche :

un **RESPONSABLE** de la filière d'enseignement **FINANCES PUBLIQUES**
diplômé d'enseignement supérieur,
• dix ans de pratique dans le domaine,
• expérience pédagogique souhaitée.

un **RESPONSABLE** de la filière d'enseignement **ECONOMIE**,
• ENSAEE, Doctorat, etc.,
• dix ans d'expérience pratique macro-économique,
• expérience pédagogique souhaitée.

Avantages habituels liés à l'expatriation.
Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé, précisant vos prétentions à Mme COGNÉRAS,
sous référence 650/M, Séité-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres,
92516 BOULOGNE.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de
faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France
leurs appels d'offres d'emplois.

مكتبة الامم المتحدة



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (effectif 4000 personnes)
recherche pour l'une de ses usines située dans la
RÉGION LILLOISE

UN INGÉNIEUR

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CHIMIE OU ÉQUIVALENT

- Ayant une spécialisation en métallurgie et matériaux.
- Possibilité d'évolution vers responsable d'antenne technique.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 47310 M à :
BLEU Publicité - 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Cii Honeywell Bull

Etablissement Industriel de Belfort (2300 personnes)
constructeur de périphériques d'ordinateurs
recherche

DES INGÉNIEURS

LOGICIEL

Dans le cadre de l'étude d'un sous-système d'impression, non impact, il intégrera une petite équipe (10 pers.), chargée du développement de logiciel de base en relation avec les unités grands systèmes (DPS 7/8) architecture de réseaux (DSA) et conception du matériel de la Compagnie.

Envoyer curriculum vitae accompagné d'une lettre manuscrite à :
Service Recrutement Cii Honeywell Bull - 8, avenue des Usines 90001 BELFORT
Tél (84) 22 82 00

PLAN INFORMATIQUE

La division méthodes centrales doit repenser l'ensemble du système de gestion de fabrication dans le cadre d'une informatique plus répartie. Dans ce but, nous souhaitons intégrer un ingénieur généraliste d'environ 35 ans, ayant acquis une bonne expérience de gestion de production informatique. Il sera responsable de l'élaboration du plan informatique (schéma directeur et cahiers des charges), de la méthodologie de mise en œuvre et de la mise en place des systèmes correspondants.

La sucrerie d'Arcis-sur-Aube (10)

L'une des plus grandes sucreries européennes (640 M C.A.) cherche son futur

Responsable trésorerie

Rattaché au directeur administratif et financier, il assure la tenue des journaux de trésorerie sur IBM 34, participe à l'élaboration des plans prévisionnels annuels, gère la trésorerie à court terme de la société. Il sera le correspondant privilégié des conseillers extérieurs chargés de la réorganisation informatique du système comptable dont il suivra la mise en place.

La fonction, qui exige des capacités d'analyse et de synthèse, de l'imagination, peut être confiée à un(e) diplômé(e) d'études supérieures (commerce, gestion) ou équivalent, possédant des connaissances en matière de comptabilité (DECS apprécié), d'informatique et ayant une expérience de 3 ans minimum de la gestion de trésorerie acquise dans un service financier du secteur industriel.

Quelques contraintes horaires pendant la campagne sucrière (octobre à décembre) largement compensées par des avantages divers : congés supplémentaires, majoration de salaire, aide au logement...

Adresser lettre man., C.V. photo et prêt, à Claudine FERRY-CLEMENT sous la réf. 3031/M, Sélé-CEGOS, Tour Chanceliers, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Sélé
CEGOS

gestion industrielle

Futur directeur de division

Un important groupe industriel et financier aux activités très diversifiées recherche pour renforcer son encadrement opérationnel un

ingénieur X, ECP, MINES, etc...

Après une période d'intégration d'environ deux ans dans les différents centres de production du groupe situés dans le Sud-ouest, il prendra la responsabilité d'une Division Industrielle ou d'une filiale.

Agé d'environ 35 ans, il doit avoir acquis une solide expérience en matière de gestion industrielle, de production et d'animation des hommes, et être très motivé pour poursuivre sa carrière au sein d'un groupe à dimension humaine particulièrement dynamique et performant. Une formation en gestion, complémentaire à son diplôme d'ingénieur, sera très appréciée.

La rémunération sera attractive pour un homme de grande valeur possédant un fort potentiel d'évolution.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 3731. M à P. Audouy Sema Sélection, 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

sema selection

Crouzet recrute le chef du service industrialisation

de sa Division Transports et Télécommunications

Cet ingénieur, de formation électronique ou électromécanique (AM, ENSI, INSA) justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans en fabrication de produits électroniques et électromécaniques de grande et moyenne série.

Nous lui proposerons de diriger une équipe de 12 personnes, dont six ingénieurs. Cette équipe a la responsabilité de l'établissement des devis techniques, de l'analyse de la valeur, d'aides à la conception, des lancements en fabrication, et du suivi technique et financier.

Poste à pourvoir à Valence

Crouzet... haute technologie...
6 000 personnes... qualité, fiabilité...

Crouzet

Adresser C.V., photo, prétentions sous référence 3264 à Crouzet S.A., Direction du Personnel, 26027 Valence Cedex.

IMPORTANTE FIRME DE SOUDAGE

recherche

CHEF D'AGENCE

POUR RÉGION LORRAINE-CHAMPAGNE

- Formation ingénieur.
- Quelques années d'expérience technico-commerciales.
- Connaissances du soudage à l'arc appréciées.

Adresser curriculum vitae complet sous n° 245-471 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

pour vouloir aujourd'hui le responsable des méthodes du FUTUR

Notre établissement, implanté en BOURGOGNE, intégré à une société de dimension nationale, est spécialisé dans un secteur d'Electronique de pointe.

Quatre missions essentielles seront confiées au Responsable de notre service «METHODES» qui doit résolument se tourner vers l'avenir :

- ANIMER le Service Méthodes dans toutes ses fonctions classiques et actuelles.
- INSUFILER l'esprit Méthodes à l'ensemble de l'établissement.
- FAIRE EVOLUER les techniques de production dans un esprit largement tourné vers la prospective.
- PARTICIPER occasionnellement à des implantations d'unités nouvelles dans le MONDE ENTIER.

Pour y réussir, aujourd'hui et demain, notre Responsable « des Méthodes du futur » sera :

- Intégré à notre équipe de Direction.
- de formation Ingénieur (A.M. appréciée), voire autodidacte,
- apte à mettre en application immédiate une expérience réussie (de trois à cinq ans) en Fabrication Electronique Grand Public ou semi-Grand Public.



Si vous vous sentez prêt à assurer dès aujourd'hui cette mission, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions), sous réf. 14.19 à notre conseil Jean Pierre Pormet 56, rue de Sully 69006 LYON.

amri

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ROBINETTERIE

recherche

pour sa Direction Industrialisation implantée dans la Région de PAU

INGÉNIEURS PRODUITS

(Réf. 334)

Sous l'autorité du responsable des études développement des produits, ils prendront en charge la gestion intégrale d'un produit ou d'une famille de produits.

Ils devront avoir obligatoirement une formation Arts et Métiers ou équivalent et une maîtrise de l'anglais.

Une expérience similaire ou celle d'un poste de production sera appréciée.

INGÉNIEUR METHODES

(Réf. 335)

Il assurera l'encadrement et l'animation du Bureau Coûts et Méthodes.

De formation ingénieur-mécanicien, il devra justifier d'une expérience analogue d'au moins 5 ans ainsi qu'en informatique de production.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions et référence du poste à :

Société AMRI
Service du Personnel
"Les Mercures" - 40 rue Jean-Jaures
93176 BAGNOLET

Important Groupe Industriel 700 personnes, 350 millions de C.A. recrute, pour son unité de Pont de Vaux (Ain) Fabrication de Chaudières Gaz et Fuel

RESPONSABLE PRODUCTION

Ingénieur AM, INSA, ou équivalent

Rattaché au Directeur de l'usine, il aura la responsabilité de :

- l'animation de l'encadrement et du personnel de fabrication,
- la gestion et l'organisation de la production.

Nous recherchons un homme de terrain, ayant acquis une expérience d'au moins 2 à 3 ans en production, et possédant de solides connaissances en organisation et en méthodes.

INGENIEUR D'ETUDES

INSA, ENSAIS, ENSI ou équivalent débutant ou presque.

Au sein d'une équipe de 5 ingénieurs et techniciens, et sous la responsabilité du Chef de Service, il participera au développement des produits nouveaux. De solides connaissances en thermique seraient particulièrement appréciées. De bonnes connaissances en électro-mécanique et électronique seraient un atout supplémentaire.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à Direction du Personnel C.I.P. 87 X 85002 La Roche sur Von Cedex

LE CONSEIL AUX P.M.I. : VOTRE OBJECTIF AUJOURD'HUI

Vous souhaitez rejoindre une équipe d'assistants techniques intervenant auprès des P.M.I. de la région lyonnaise dans les domaines de la gestion, de l'innovation et de la robotique.

Nous créons un poste complémentaire dont la mission du titulaire sera de contribuer à la pérennité du tissu industriel par l'aide à la transmission, à la cession et à la création des entreprises industrielles.

Les caractéristiques suivantes seront exigées des candidats :

- une formation supérieure en gestion financière + cycle juridique et fiscal.
- une expérience d'au moins 5 ans dans une entreprise industrielle et/ou dans une banque ou un organisme financier.
- le sens de la communication, du dialogue et de la négociation à l'égard d'interlocuteurs variés, un esprit pragmatique, et le goût du travail en équipe.

Merci d'envoyer une lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à Monsieur le Directeur du Personnel et des Relations Sociales, CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON, 20, rue de la Bourse 69289 LYON CEDEX 1.

SOCIÉTÉ DE GENIE CLIMATIQUE
SITUÉE ORLÉANS
proximité gare recherche d'urgence

UN TECHNICIEN ou INGÉNIEUR CHARGÉ D'AFFAIRES

- Industrie-grand tertiaire.
- Connaissances techniques de PAC, récupération et transfert d'énergie.
- Connaissances en plomberie et fluides.

Expérience 5 à 10 ans.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 8.868 à :
PIERRE LICHAL S.A., Boîte Postale 220,
75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Ingénieur bureau d'études

Fibre optique



La Compagnie DEUTSCH fabrique une gamme importante de connecteurs de haute qualité pour des applications industrielles variées. Elle connaît depuis plusieurs années une expansion constante. Dans le cadre de son développement, elle souhaite intégrer un ingénieur ayant acquis une expérience industrielle de la connexion fibre optique pour lui confier, avec un groupe du bureau d'études et en liaison avec les services techniques et commerciaux, la recherche et la définition de nouveaux produits utilisant cette technologie. Le poste se situe dans la région d'Eureux dans un environnement très agréable. La rémunération proposée sera motivante pour un candidat de valeur. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client.

Réf. B5774M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Ballini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Cii Honeywell Bull

Etablissement d'Angers (3500 personnes)

RESPONSABLE SERVICE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Fonction : Responsabilité de la conception et des actions relatives à : réglementation et procédures internes en cohérence avec la politique définie au niveau Compagnie, interface avec la Comptabilité du Personnel, mise en place d'un tableau de bord, prise en charge d'opérations ponctuelles ou centralisées (élections des représentants du Personnel, Régimes Sociaux).

Animation de l'équipe administrative chargée de la réalisation des actions.

Profil : ce poste convient à un cadre de formation supérieure ayant au moins 2 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Possibilités d'évolution au sein de la Direction du Personnel.

Envoyer CV et prétentions à : Cii Honeywell Bull
Service Recrutement - 331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX.

Attaché de Relations Publiques

HF

Notre banque, la Société Nancéenne Varin-Bernier, soucieuse de son développement, crée, pour son siège de Nancy, un poste d'ATTACHE(E) DE RELATIONS PUBLIQUES, chargé(e) des problèmes de communication.

Il ou elle sera diplômé(e) soit de l'enseignement supérieur, soit d'une école de journalisme... 30 ans environ, aura eu une expérience équivalente qui lui aura prouvé son goût pour les contacts et ses aptitudes à la rédaction.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, C.V., rémunération actuelle, sous référence 82222 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

responsable du développement en minéralurgie

Après une formation supérieure appropriée, comportant si possible une spécialisation valorisation de minéral, vous avez acquis une expérience d'au moins 2 années de cette spécialité, dans un contexte ingénierie ou exploitation.

Vous aimeriez travailler au sein d'une entreprise à taille humaine, jeune, ambitieuse et performante. Vous êtes intéressé par l'amélioration, le développement et les implantations nouvelles de procédés de traitement minéralurgique.

La COMPAGNIE MINIERE DONG TRIEU, filiale d'un grand groupe industriel, vous propose la fonction de Responsable du Développement en Minéralurgie.

Placé sous l'autorité du Directeur du Service de Traitement vous travaillerez en étroite liaison avec les responsables concentration, entretien et laboratoire.

Le poste est situé dans la Haute Vienne, à peu près à égale distance (60/70 km) de Limoges, Chateauroux et Poitiers.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 82-36-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.



EUREQUIP

DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
15, av. d'Eylau - 75116 Paris
LONDRES HOLSTON



choisissez la bonne route

L'ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE :

routes, autoroutes, VRD, procédés spéciaux, sols industriels, génie civil - C.A. 3,5 milliards, 10.000 personnes en France et à l'étranger, structure décentralisée (10 directions - 80 centres et agences de travaux),

PROPOSE à de jeunes diplômés UNE FORMATION

de 6 à 8 mois avant leur intégration dans une de ses exploitations en France ou à l'étranger, aux postes de :

INGENIEURS TRAVAUX

(ENPC, ESTP, AM, ENSM, ENSAIS, MINES Douai, Alès,...)

INGENIEURS MATERIEL

(AM, CENTRALE Lyon, ICAM, ENSI,...)

CADRES ADMINISTRATIFS

(SUP DE CO, DECS, MAITRISE DE GESTION,...)

Pour participer à l'une de nos prochaines séances d'information, adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à :

JEAN LEFEBVRE travaille pour vous

DIRECTION DU PERSONNEL, 11 8d JEAN-MERMOZ 92202 NEUILLY/SEINE

LA ROCHE SUR YON-VEENDE SEPRO

constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.
Numéro Un français dans sa spécialité recrute pour son secteur ROBOTIQUE

INGENIEUR D'AFFAIRES ELECTRO-MECANICIEN

AM, INSA ou équivalent

débutant ou quelques années d'expérience. Après une période de formation assurée par nos soins, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients,
- de présenter les devis,
- de participer directement à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste essentiellement technique comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à
SEPRO - DIRECTION DU PERSONNEL
87X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.

Établissement Industriel de 2500 personnes SAVOIE

ASSISTANT GESTION DU PERSONNEL

Cette Société (5 500 personnes, 3 Milliards de Francs de C.A.) est la filiale d'un des premiers groupes industriels français. Elle se situe parmi les toutes premières de son secteur d'activité et connaît un développement constant.

Pour la plus importante de ses usines, nous recherchons un Assistant chargé de la gestion du Personnel. Au sein du Groupe Personnel de l'établissement, sa mission est double. Il développe et organise l'ensemble des moyens nécessaires à une meilleure gestion prévisionnelle du potentiel humain de l'usine (gestion des carrières, recrutement, etc.). Il assure la mise en œuvre sur le terrain de la politique d'information de l'établissement.

Nous souhaitons rencontrer un Jeune professionnel de la fonction personnel, de formation supérieure (Sciences Po, Droit, etc.). Après quelques années passées dans l'administration du personnel, il souhaite aujourd'hui élargir ses fonctions dans les domaines proposés.

Les conditions offertes et les perspectives de carrière dans la Société ou dans le groupe sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous référence M 10477 G. à :

EGOR INDUSTRIE EGOR RHONE-ALPES

63 rue de Ponthieu 129 rue Servient
75008 Paris 69431 Lyon Cedex 3.

egor

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

INGENIEUR CHIMISTE Adjoint de production

Basée dans la région Rhône-Alpes (Lyon), cette société est une filiale d'une PME française de 1 000 personnes. Elle étudie, fabrique et commercialise des fils conducteurs, grilles de renfort, supports d'induction.

Rattaché au directeur de la production, le titulaire du poste exerce ses responsabilités aux niveaux techniques (méthodes, qualité) et humains (animation des hommes).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste (25 ans minimum) possédant une expérience industrielle d'au moins 3 ans acquise en production sur le terrain et qui désire élargir ses responsabilités.

Ce poste sera rapidement le point de départ d'une carrière évolutive dans une société connaissant un fort taux de développement.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 15696 à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour Claude Lyonnais
129 rue Servient
69431 Lyon Cedex 3.

egor

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

CONSEIL ET CONTROLE DE GESTION

Cette importante société du Caucor Mutualité renforce l'équipe de son département "engagements" et recrute un poste sur le centre de la France (Orléans, Tours, Clermont-Ferrand).

Sous l'autorité du directeur de service, l'intéressé dirige les adhérents de sa région afin de détecter et apprécier les risques en contrôlant les comptes. Il est responsable de la réglementation applicable à la production de nouveaux par ses recommandations à consulter, s'inscrivant dans sa gestion comptable.

De nouveau D.E.C.S., ce candidat doit avoir acquis une expérience en tant que responsable d'équipe ou en tant que service financier ou en tant que directeur de service sous un professionnel de la comptabilité.

Il reside sur son secteur d'activité à Paris.

Nous souhaitons rencontrer un candidat avec C.V. complet, photo et rémunération actuelle jointes.

EGOR PROMOTION

63 rue de Ponthieu 129 rue Servient

egor

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

CENTRE ÉLECTRONIQUE DE BREST

Nous étudions et fabriquons des équipements professionnels de détection, avec leur système d'exploitation; nous recherchons un

INGENIEUR PRODUCTION

Débutant ou première expérience.

Au sein des méthodes de fabrication, nous créons un poste d'ingénieur chargé d'étudier les procédés nouveaux d'industrialisation dans la technologie du montage câblage. Jeune ingénieur Mécanicien (AM, INSA, ENSM...) de formation, le candidat recherché est motivé par la fonction de fabrication et désireux de promouvoir les applications industrielles de l'informatique.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération souhaitée) au Service du Personnel - C.E.B. - Route du Conquet 29203 Brest Cedex
Tél. (98) 45.15.15. Poste 34.96.

corona

Nous sommes un des premiers fabricants de peinture, reconnus pour notre sérieux et la qualité de nos produits. Développer une politique sociale dynamique est pour nous un objectif prioritaire. Nous recherchons pour une usine de province, à 200 km de Paris, dans une région verdoyante, un(e)

assistant(e) au chef du personnel

Ce poste constitue une réelle opportunité pour le jeune candidat à fort potentiel désireux d'élargir ses connaissances et de prendre rapidement des responsabilités. Il ou elle aura pour mission de seconder le Chef du Personnel dans le recrutement, la gestion des contrats, les relations avec les partenaires sociaux, etc. Une première expérience professionnelle faisant suite à une formation BAC + 2 minimum du type Gestion de Personnel est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :
Peintures CORONA - Service du Personnel
168, av. Paul Vaillant-Couturier - 93120 LA COURNEUVE

مكتبة الامم المتحدة

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DOUX UNACO

Dans la perspective de leur rapprochement, les Sociétés DOUX et UNACO : 2200 personnes, 6 usines vont constituer l'un des potentiels industriels les plus importants de la filière avicole. Leur activité couvre la production de poussins, la fabrication d'aliments pour le bétail, l'abattage et le conditionnement des volailles, le transport maritime. Avec un CA de 2,2 milliards, dont 95% à l'export, le groupe se situe au 1^{er} rang mondial des exportateurs de volailles.

Nous recherchons actuellement :

CADRES-EXPORT CONFIRMES

Ces postes s'adressent à des candidats de 30 ans environ, disposant d'une expérience export confirmée acquise dans des fonctions et des secteurs où l'on ne peut réussir que si l'on sait conjuguer sens du contact et de l'entretien, rigueur et combativité, sens de la négociation. La maîtrise parfaite de l'anglais, une formation supérieure, une grande mobilité sont naturellement des qualités nécessaires pour cette fonction, postes basés dans le Sud-Finistère.

Ref. : BB 82-2.

JEUNES CADRES-EXPORT

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés, (ESC par exemple) débutants ou possédant une première expérience qui souhaitent s'orienter vers des fonctions commerciales liées à l'exportation, postes basés dans le Sud-Finistère.

Ref. : BB 82-3.

Envoyer C.V. - lettre - photo à l'adresse suivante, en mentionnant sur l'enveloppe la référence choisie :

DOUX S.A. Direction Générale - BP 22 - 29150 Châteaulin.

LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE
Société de vente par correspondance spécialisée dans le domaine des loisirs, installée à EVREUX (100 km Paris par autor. de l'Ouest) recherche

pr son département INFORMATIQUE

ANALYSTE CONFIRMÉ

diplômé de l'enseignement supérieur avec 5 à 10 ans d'expérience informatique, compétent et motivé pour assurer très rapidement la fonction de CHEF DE PROJET pour son département CONTROLE DE GESTION et ORGANISATION

CHARGÉ D'ÉTUDES

diplômé E.S.C. débutant ou première expérience. Curiosité intellectuelle et ambition sont les deux conditions de réussite dans la fonction proposée.

Nous travaillons dans un environnement international et l'anglais est apprécié pour les deux postes à pourvoir.

Ecrire au Département des Relations Sociales de la G.I.D., B.P. 1000, 27000 EVREUX CEDEX, en détaillant formation et expérience acquise et en indiquant le niveau de salaire souhaité.



THOMSON - BRANDT

GROUPE GRAND PUBLIC
Ensemble industriel de 2000 personnes, leader européen du lavage, recherche à LYON son futur

Chef du B.E. outillage

pour la conception et le suivi de la réalisation des outillages de presses, des outils d'emboussage, des outils à suivre et des machines spéciales. Une formation sera assurée en CAO au sein d'une équipe d'ingénieurs de méthodes centrales. Il s'agit d'une technologie de production très automatisée en grandes séries. Ecrire au CABINET GATIER, sous réf. 705 M. 32 rue Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier

Compagnie Internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière recherche pour son Centre d'Etudes et de Recherches implanté en région Rhône-Alpes

INGENIEUR DE RECHERCHE CHIMIE ANALYTIQUE

Il participera à des projets de recherche sur la physico-chimie des suspensions minérales et des roches.

Ce poste requiert une bonne connaissance des techniques d'analyse instrumentale ; une formation complémentaire en géologie, cristallographie ou céramique sera un atout supplémentaire.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de grande école ou un doctorat possédant une bonne connaissance de l'anglais et une volonté affirmée de faire des études scientifiques de haut niveau dans un milieu pluridisciplinaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1701, mentionnée sur l'enveloppe, à Média System, 93 rue Edouard Hemet, 69002 Lyon qui transmettra.

BORDEAUX PESSAC

Dans le cadre de la mise en place d'outils de conception et de fabrication assistées par ordinateur, le département R.C.M. au sein de la DIVISION AVIONIQUE, recherche

CHEF DE PROJET

Vous êtes de formation supérieure (ENSI - MIAGE...), Vous avez une expérience d'environ 3 ans dans un poste similaire.

Vous aurez à mettre en œuvre : - LE PILOTAGE AUTOMATIQUE DU MAGASIN en temps réel et en relation avec le système Central de production type MRP.

Ecrire avec CV et prétentions au Service du Personnel B.P. 94 - 33605 PESSAC.

THOMSON-CSF

Groupe International de Conseils recherche

POUR UNE MISSION DE 24 MOIS RÉSIDENCE AFRIQUE DE L'OUEST

UN CONSULTANT

- Intervention auprès de gouvernements africains pour promouvoir les exportations des P.M.I.
- Analyser les mesures d'incitation.
- Proposer des solutions nouvelles destinées à faciliter les échanges à l'intérieur du Continent africain.
- Expérience minimum 5 ans direction exportation de P.M.I., ou organisation de commerce extérieur.
- Expérience africaine de deux ans minimum.
- Diplômé d'études supérieures (HEC, Sciences Eco., Ecole d'ingénieur ou statisticien).
- Goût du conseil.
- Disponible immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, rémunération souhaitée et photo à : RÉGIE-PRESSE, n° T 036-068 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS. Discretion totale assurée. Avantages liés à l'expatriation.

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG va procéder au recrutement sur

DE TECHNICIENS

à statut ouvrier, spécialité électrotechnique (niveau 15), catégorie T. 4. Titulaires d'un B.T.S. ou d'un O.U.T. Rémunération de départ (base 01-07-82) : environ 8.300 F par mois. Rémunération possible, en de carrière (base 01-07-82) : environ 10.000 F par mois. Le concours aura lieu courant octobre. Rens. et inscriptions : O.C.A.N. CHERBOURG Boite postale n° 10, 50115 CHERBOURG NAVAL Tél. : (33) 52-61-46. Poste : 220-98.

CHERCHE ANIMATEUR

Chargé des SPORTS dans une M.J.C. (formation B.E.E.S. complet, minimum ou S.E.P.S.) pour développer le sport et le loisir. Ecrire à UNION LOCALE M.J.C. Centre de Rungis, 06150 CANNES-LA-BOCCA.

Restaurant à Chamonix (74) cherche PIZZAIOLI à partir du 1^{er} novembre. Tél. après 20 h M. Lemoine 051 83-01-31.

FONDATION BAGATELLE

cherche pour son Centre Social Dispensaire ASSISTANTE SOCIALE O.E. pour coordination activités médico-sociales. Expérience nécessaire. Envoyer C.V. détaillé à : Direction C.S.O. BAGATELLE, 323, rue Frédéric-Sévère, 33400 Talence.

Recherche URGENT COMPTABLE Libéré S.M. Expérience cabinet comptable souhaitée. Adresser C.V. 17, cours des Apôtres-de-la-Liberté, 17100 Saintes ou tél. (46) 93-46-55.

Toulouse EGOR MIDI-PYRENEES

Avec des implantations nationales et internationales et plus de 800 missions traitées par an le Groupe EGOR est le premier cabinet français de conseil en recherche de cadres.

Aujourd'hui le Groupe EGOR ouvre sa délégation régionale Midi-Pyrénées à Toulouse.

Alain Zeller et Robert Fabbris se tiennent à votre disposition.

EGOR MIDI-PYRENEES «Le Sully», 1 place Occitane 31000 Toulouse Tél. (61) 22.50.80.



LA CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE LA CORSE

recherche pour sa délégation de BASTIA

INGÉNIEUR ÉCOLE CENTRALE

Ecrire : Caisse de Développement de la Corse, 9, cours du Général-Leclerc, 20000 AJACCIO.



une (vraie) secrétaire de direction

SPIE OFFSHORE, implantée dans la banlieue ouest de Toulon, regroupe les activités offshore du Groupe Spie Batignolles. Notre développement exceptionnellement rapide nous amène à créer de nouveaux postes.

notamment celui de

SECRÉTAIRE PARFAITEMENT TRILINGUE ITALIEN-ANGLAIS

De formation BTS ou équivalent, vous avez acquis en quelques années d'expérience une parfaite maîtrise des techniques classiques du secrétariat et vous possédez à fond la steno et la dactylo. Maintenant, à 30 ans, vous souhaitez intégrer une société où vous pourrez donner libre cours à votre sens de l'initiative et de l'organisation.

Notre directeur commercial, qui est plus souvent, c'est sa vocation, sur le terrain en France et à l'étranger, qu'il a besoin d'une personnalité comme la votre. En son absence vous tiendrez à jour son planning, vous l'informerez de ses nouveaux rendez-vous et de l'évolution de ses contacts. Entre ses voyages vous participerez à ses réunions et vous en rédigerez les comptes rendus.

Par ailleurs, vous organiserez le classement et le secrétariat de l'ensemble du service.

Cette fonction, au sein d'un département clé de la société, nécessite un sens aigu du contact humain, des relations commerciales et une discrétion à toute épreuve.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. L.M/S à PIERRE LICHOU S.A., 116 Rue Edmond Rostand - 13016 MARSEILLE qui transmettra.

UN DES PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS A IMPLANTATION INTERNATIONALE CRÉE A LYON LA FONCTION DE

Juriste d'entreprise HF

Nous accueillerons un candidat ou une candidate jeune possédant des connaissances théoriques et pratiques de DROIT INTERNATIONAL, depuis moins de cinq ans. Relevant du Directeur Général, il aura d'une manière autonome la responsabilité du suivi des contrats d'exploitation des licences ou des marques et des transferts de savoir-faire à l'étranger, tout en jouant un rôle de conseiller auprès des filiales. Il s'agit d'une opportunité exceptionnelle de carrière pour un diplômé ou une diplômée d'ETUDES SUPÉRIEURES JURIDIQUES ou ÉCONOMIQUES acceptant des déplacements et maîtrisant totalement au moins la langue anglaise. Ecrire au CABINET GATIER, sous référence 710 M, 32 rue Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier

LA VILLE D'AMIENS recrute

1 ANIMATEUR AUX MUSÉES

Titulaire d'une maîtrise d'Arts et d'Archéologie, possédant la maîtrise d'une langue étrangère et ayant eu une expérience de guide.

Adresser candidature et C.V. à la Mairie d'Amiens, 80027 AMIENS Cedex avant le 15 octobre 1982.

M.J.C. CHARLEVILLE (08)

- 1 ANIMATEUR (COORDONNATEUR)
- 1 ANIMATEUR (ÉVAL.)
- 1 ANIMATEUR (Aide.)
- 1 ANIMATEUR (Immig.)

Env. C.V., mémoire et motu. à : M. le président M.J.C. « Jury de recrutement », 65, rue Albert Pelegrin, 08000 Charleville (04) 32-19-89.

Cabinet de formation conseil recherche

ANIMATRICE CONSULTANTE

Environ 25 ans, dipl. d'études sup. (Écoles de commerce), 1 à 3 ans exp. de la profession. Env. C.V. + photo + lett. man. à M. D. FAUR, L'Orlé des Champs, 77100 Moret-sur-Loire.

SOCIÉTÉ DE PRESTATION VIDÉO C.A. 30.000.000 DE FRANCS EN EXPANSION

recherche

SON RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

- Expérimenté, capable d'animer petite équipe, de coordonner l'activité de la Société dans son domaine.
- Homme, environ 30 ans, D.E.C.S. comptable obligatoire.
- Pratique informatique P.M.E. Sens du contact, très méthodique, libre rapidement.

Adresser C.V. et prétentions : CABINET PENOT 175, rue du Faubourg Poissonnière, 75009 PARIS.

STÉ INDUSTRIELLE IMPORTANTE LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche pour un de ses établissements (500 personnes)

Situé près de POITIERS CONTROLLER

MISSION :

- Responsable équipe comptabilité analytique ;
- Animer le contrôle de gestion de l'établissement ;
- Participer activement à la mise en place de nouveaux systèmes de contrôle production performants.

PROFIL :

- Niveau Ecole de Commerce, D.E.C.S. ;
- Expérience en milieu industriel de 3 à 5 ans minimum ;
- Compétences en informatique ;
- Déjà de construire.

Rémunération motivante pour candidat de valeur. Possibilité réelle d'évolution. Adr. C.V. dét. à RUSH Publications, sous référence 68.859, 84, rue d'Hauteville, 75010 PARIS (qui transmettra).

20% d'expansion et des produits à développer.

Nous opérons sur un des marchés de mobilier de stockage des plus actifs. Notre compétence est largement reconnue, et notre notoriété établie. Notre usine de transformation métallurgique fabrique des équipements qui répondent aux nécessités actuelles du Libre Service. Mais il faut sans cesse innover pour anticiper l'évolution des besoins de nos clients français et européens, tout comme pour maintenir nos performances techniques et économiques.

Vous avez commencé votre carrière d'ingénieur A.M. dans la métallurgie. Mais si, dans cette courte expérience, les problèmes techniques vous ont évidemment intéressés, vous avez aussi découvert l'intérêt du dialogue avec vos collègues du marketing : comprendre les demandes des clients, les aider à les exprimer et à faire évoluer vos produits, assurer une projection industrielle, gérer la qualité, etc.

Vous conduirez donc la gestion et l'évolution de nos gammes de produits. Dans une usine à taille humaine, à 150 km au sud de Paris, au sein d'une société performante : expansion 20 % par an. Vous entendrez un dialogue permanent avec nos clients, nos commerciaux, nos techniciens et bien sûr notre Direction Générale, qui vous désignera sans restriction la maîtrise des moyens nécessaires. Voulez-vous écrire à SIRCA sous la réf. 826788M.

Sirca 64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

A. GARBARINI S.A.

Entreprise française
leader de la régulation de trafic
recherche

**ingénieurs
technico-commerciaux****ACTIFS, DYNAMIQUES**

Expérience professionnelle indispensable

Ces ingénieurs devront savoir avec aisance et promptitude assurer des contacts avec collectivités locales et services de l'équipement.

- Carrière ouverte et d'avenir pour personnes susceptibles de s'intégrer dans une équipe commerciale jeune.
- Frais de déplacements assurés par la Société.
- Formation prise en charge par l'Entreprise.
- Véhicule de déplacement.

ingénieurs logiciel

AYANT EXPERIENCE EN

MACRO ASSEMBLEUR, MICRO PROCESSEUR

Connaissance de la famille 6800-6809 appréciée.

Le candidat devra posséder rigueur, méthode et sens du travail en équipe.

ingénieurs électroniciens

DE PRODUCTION D'APPAREILLAGE

A MICRO - PROCESSEUR

Il devra avoir le dynamisme, la sensibilité, des impératifs de rendement, du commandement.

Très bons appointements

13ème mois

Postes d'avenir susceptibles de promotion.

Adresser lettre manuscrite de présentation

et C.V. détaillé à :

A. GARBARINI S.A.

48-54, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE



Cette Firme Française (1.000 personnes) filiale du GROUPE PEUGEOT, spécialisée dans l'électro-hydraulique et les asservissements connaît un important développement : des postes d'ingénieurs confirmés et débutants sont à pourvoir :

ACTIVITES SYSTEME

Cette cellule technique intervient en support des départements pour la conception et le suivi de réalisation de systèmes faisant appel à des technologies élaborées.

Deux postes sont à pourvoir :

• Ingénieur Sup Aéro-ESE

Première expérience souhaitée. Ce jeune ingénieur, d'un très bon niveau scientifique sera chargé de la recherche d'optimisation, de simulation, de détermination de filtres numériques. référence BU 179 AM

• Ingénieur AM à vocation électronique

Ingénieur débutant ou courte expérience, il participera à des réalisations pratiques de circuits électroniques, à la mise au point de microprocesseurs. référence CV 180 AM

DEPARTEMENT AERONAUTIQUE**• Ingénieur débutant**

ENSMCB - ENSMA - ESTACA

Il sera formé à des fonctions d'ingénieur de marque : conception, étude, développement d'équipements. Connaissance de l'anglais nécessaire. référence DW 181 AM

DEPARTEMENT HYDRAULIQUE**• Ingénieur diplômé débutant**

AM, ENSI mécanique, INSA, motivé par des tâches de conception dans le domaine de l'hydraulique de pointe. référence EX 182 AM

• Ingénieur expérimenté en études

Ingénieur confirmé AM, CNAM ou équivalent, il sera chargé d'encadrer un groupe d'études et de développement. Nécessaire expérience dans l'animation d'équipes de projeteurs et dessinateurs. référence FY 183 AM

DEPARTEMENT ELECTRO-MECANIQUE

Ce secteur travaillant essentiellement pour l'aéronautique étudie et développe différents composants (interrupteurs, relais contacteurs...).

**• Ingénieur
ESME, Violet, Bréguet ou équivalent**

L'ingénieur recherché aura de préférence une expérience de conception dans le domaine considéré. référence GZ 184 AM

Ces différents postes sont situés au siège : très proche banlieue ouest de Paris. Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

camif

COOPERATIVE D'ACHAT et de
DISTRIBUTION des ADHERENTS de
la MUTUELLE des INSTITUTEURS
de FRANCE, n° 3 de la V.P.C., dans
son souci constant d'améliorer le service
rendu recherche un

INSPECTEUR S.A.V.

Pour la région

PARIS-NORD

Son activité s'exerce sur une quinzaine de départements dans un secteur géographique s'étendant entre ROUEN-ORLÈANS-NEZÉRIÈRES et LILLE, le domicile de l'inspecteur devant être situé dans la région parisienne.

Cette fonction très autonome implique des RESPONSABILITES TECHNIQUES (apprécier les compétences et les moyens des réparateurs locaux), des RESPONSABILITES COMMERCIALES et ADMINISTRATIVES (proposition, négociation et suivi des contrats de sous-traitance).

Ce poste s'adresse à des candidats ayant une bonne formation technique (BTS), une courte expérience technico-commerciale auprès d'un fabricant ou d'une entreprise de dépannage, le goût du contact et de la négociation, une grande disponibilité et du dynamisme (âge souhaité compris entre 28 et 35 ans).

Salaire de cadre, salaire mensuel fixe + frais de vie + voiture de fonction.

Envoyer demande manuscrite avec C.V., photo et présentations à
Département PERSONNEL CAMIF
79030 NIORT CEDEX

LE CENTRE DE RECHERCHES
D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
(Banlieue PARIS/SUD)
recrute

**ingénieur
informaticien
ou électronicien**

Pour la conception, l'étude et le développement d'une machine-langage.

3 à 5 ans d'expérience en conception et architecture de systèmes

Pratique des microprocesseurs en tranches souhaitée.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae sous référence T/1694/CAS à
CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

POUR USINE A FEU CONTINU,
BANLIEUE OUEST PARIS

**INGENIEUR Arts et Métiers
ou Officier mécanicien
de marine**

Poste d'adjoint au chef du service entretien - Encadrement des différentes sections - Réalisation de programmes de travaux neufs - Gestion du personnel du service. 30 - 35 ans.

Connaissance en thermodynamique.

Expérience travaux et équipements lourds.

Facilité de logement si nécessaire.

Adresser CV détaillé et photo s/réf. 47664
Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

(3) COLLABORATEURS COMMERCIAUX

- Votre formation, votre expérience (Banque, Assurance, Immobilier), les responsabilités que vous avez exercées ont fait de vous un homme compétent.
- Vous vous intéressez aux aspects financiers des relations commerciales.
- Vous avez le souci d'un service personnalisé et de qualité à apporter à une clientèle de haut niveau socio-économique.

Dans ce cas, votre personnalité peut s'affirmer - y compris financièrement - en s'intégrant dans nos structures.

Pour un premier contact, merci de nous écrire en précisant votre parcours professionnel et le sens de votre démarche.

Ecrire à n° 7.085 le Monde Publicité.
service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens,
75009 PARIS.

**Ingénieur
en organisation****Nord-Ouest de Paris**

Au sein d'une équipe intervenant dans tous les domaines d'activité de notre complexe industriel (ateliers, magasins, services administratifs, etc.) pour en définir et en améliorer le fonctionnement.

Nous souhaitons intégrer un cadre de formation Ingénieur :
- Centrale, A & M, ENSI, etc.,
- IAE ou similaire appréciées.
- débutant ou ayant une première expérience en industrie.

L'aspect créatif et diversifié du travail devrait permettre au candidat retenu de progresser vers un poste à responsabilités.

Anglais indispensable.
Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 2136.

MEDIA BA

9, Bd des Italiens, 75002 Paris

qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

Importante société (CA supérieur à un milliard de F) avec forte implantation nationale (établissements et centres comptables dans chaque grande région) recherche pour sa Direction Financière à Paris

**1° LE CHEF DU SERVICE
COMPTABILITE GENERALE
HF**

Centralisations, Bilans,
Déclarations fiscales (six personnes)

Sont nécessaires :
une formation niveau DECS, plusieurs années de pratique professionnelle, et la maîtrise de l'outil informatique.

2° TRESORIER ADJOINT

Chargé des prévisions et planning de trésorerie à court terme et des relations bancaires (3 personnes).

Sont souhaités :
une formation Grande Ecole Commerciale avec spécialisation finances et deux ans d'expérience (gestion, comptabilité ou finances).

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. DFM à

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

**TYMSHARE N.S.C.**

Filiale du leader mondial dans le domaine des
réseaux de transmissions de données, recherche deux

Ingénieurs logiciel

ayant acquis une expérience des applications de téléinformatique, au niveau système chez un constructeur d'ordinateur, de terminaux ou de processeurs frontaux, dans une SSCI ou chez un utilisateur. La connaissance de procédures de transmission est appréciée.

Anglais courant souhaité (une formation complémentaire à la langue anglaise peut-être envisagée).

T.N.S.C. offre :

- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, des réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilités.
- Des possibilités d'évolution rapide au sein du groupe.
- Une rémunération attractive.
- Des déplacements de courte durée en Europe et aux U.S.A. (Californie).

Envoyer C.V. détaillé sous référence 9013 à T.N.S.C., 210, bureaux de la Colline,
92213 SAINT-CLOUD - Tél. 802.80.12.

GROUPE D'ASSURANCES DE PREMIER PLAN

souhaite accueillir au sein de sa Direction Commerciale de

JEUNES H.E.C. E.S.S.E.C. E.S.C.P...

POUR DES POSTES D'INSPECTEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Après une formation complète d'un an au siège à Paris, entrecoupée de missions sur le terrain, ils assureront en province :

- l'organisation et le suivi du réseau de vente ;
- le développement commercial ;
- la mise en place de nouvelles techniques de vente ;

- l'animation sur les plans techniques et commerciaux d'environ 25 agences.

L'importance du Groupe et sa place sur le marché de l'assurance peuvent assurer de réels développements de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous réf. 48223 à
CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

2 chefs de projet**(BANQUE)**

Nous sommes une BANQUE PARISIENNE située à Paris 17ème. Nous sommes équipés d'un 4341 fonctionnant sous DOS/VSE (avec CICS) et d'un réseau de mini-ordinateurs NIXDORF.

Nous recherchons des candidats diplômés d'enseignement supérieur (Ecoles d'ingénieurs ou de gestion) :

- pouvant justifier d'une expérience de 4 à 5 ans de la fonction Chef de Projet,
- sachant dynamiser une équipe et utiliser les techniques de pointe (bases de données temps réel...),
- connaissant la banque,
- ayant le goût du dialogue.

Envoyez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 61.32/CP/485 à
Mme JACOB Conseil en Recrutement, Adequation 62/64 av. Emile Zola
75015 Paris.

Adequation

مسكن من الاصل

مكذبا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

«suivre la réalisation d'un programme d'équipements électroniques pour turboréacteurs»

elecma

DIVISION ELECTRONIQUE DE LA SNECMA

souhaite confier à un **INGÉNIEUR ELECTRONICIEN** de haut niveau un rôle de «chef de file» chargé d'assurer le bon déroulement d'un programme de construction de matériels depuis leur conception jusqu'à leur mise en utilisation.

Il aura pour mission de coordonner et d'animer l'activité des différents services impliqués dans la réalisation de ce programme: études, développement, industrialisation, production et contrôle. Il aura la responsabilité de la réussite technique de ce programme dans le cadre des budgets et des délais alloués.

Ce poste, impliquant des contacts très actifs auprès de l'ensemble des services de la division et des utilisateurs finaux des équipements, représente une opportunité d'évolution pour un **INGÉNIEUR ELECTRONICIEN SUP-AERO, SUP-ELEC, TELECOM...**, 30 ans minimum, ayant acquis par expérience une très bonne connaissance technique des **EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES** destinés à l'**AERONAUTIQUE**, et souhaitant élargir ses responsabilités à la gestion complète d'une affaire. Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Les dossiers de candidature - sous réf. 2482 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Dans le cadre du renforcement de ses structures au plan des affaires internationales
FILIALE D'UN GRAND GROUPE NATIONAL
SPÉCIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE recherche

• UN CHEF DE DÉPARTEMENT D'AFFAIRES

- Agé d'au moins 40 ans, cet Ingénieur grande Ecole sera responsable d'un centre de profit important (40 personnes 80 à 100 MF de C.A. en majeure partie à l'export).
- Particulièrement au fait de la commercialisation de systèmes dans le secteur des Transports Publics, il aura pour objectifs immédiats le développement de son C.A. sur le marché international et l'amélioration de ses résultats.

• UN INGÉNIEUR COMMERCIAL INTERNATIONAL

- Diplômé d'une grande Ecole et âgé d'environ 35 ans, il sera chargé de la vente des Systèmes de péage liés au trafic routier.
- Parfaitement au courant de l'approche et des procédures des marchés internationaux, il aura pour mission d'assurer la prise de commandes d'un niveau élevé (50 à 100 MF).

• UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

- Agé d'environ 30 ans, issu d'une grande Ecole et de formation polyvalente (Mécanique, Electronique, Informatique), il assumera la responsabilité du suivi, en général sur plusieurs années, des contrats qui lui seront confiés, sur le plan technique mais également en ce qui concerne le respect des objectifs financiers et commerciaux.

Pour l'ensemble de ces postes dont le niveau de rémunération est élevé et fonction de l'expérience professionnelle, il importe d'être très disponible.

De fréquents déplacements à l'étranger impliquent de pouvoir s'exprimer parfaitement en anglais et si possible en espagnol.



arch
management

Pour les 3 postes:
Adresser C.V. + photo obligatoire à:
ARCH-MANAGEMENT, 10 rue la Boétie, 75008 PARIS



LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE, l'une des premières sociétés d'ingénierie informatique par son développement et ses résultats, recherche des informaticiens expérimentés pour participer à l'expansion de son logiciel **PAC** qui figure au palmarès des meilleurs logiciels mondiaux, avec 300 implantations et un CA dépassant les 10 millions de \$.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Ayant une bonne pratique des systèmes d'exploitation, moniteurs TP SGDB sur matériel IBM, CHIB, BURROUGHS, ICL... Ils seront associés au développement du produit et à sa diffusion technique. réf. M1

TECHNICO-COMMERCE

Ayant déjà assuré la commercialisation ou la mise en place de logiciels généraux d'aide aux services informatiques. réf. M2

Les candidats retenus recevront une formation complémentaire à la méthode MERISE-CORIG et à l'utilisation du système **PAC** parallèlement à leur intégration aux équipes opérationnelles.

Lieu de travail: PARIS.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence **PAC/M1, M2, M3, M4** à Odile NAVEOS
CGI 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

FORMATEURS

Ayant animé des sessions de formation à des méthodes ou des outils mis en œuvre par les équipes d'études informatiques. réf. M3

RÉDACTEURS TECHNIQUES

Spécialisés dans la réalisation de documentations destinées aux informaticiens (manuels de références, guide d'utilisation de langages...). réf. M4



NAVAL CONTACT

GROUPE
SLIGOS

Division Moyens de Paiement

De l'informatique à la monétique

SLIGOS assiste l'ensemble des professions de la banque et de la distribution dans l'élaboration et la mise en place des expériences de paiement électronique (cartes magnétiques et à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, systèmes d'autorisations multicartes, mise en place de « home banking », ingénierie de cartes de paiement à l'exportation). L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis, non seulement de devenir le leader européen incontesté dans ces domaines, mais aussi d'acquies une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées, tant informatiques que de télécommunications. Pour faire face au développement rapide de cette activité, SLIGOS est amenée à renforcer ses équipes et à rechercher

pour concevoir et développer des systèmes originaux faisant appel à des techniques avancées.

Des ingénieurs grandes écoles

(X, Télécom, Centrale, Mines, Ponts...) désireux d'assumer rapidement des responsabilités dans le cadre de projets importants.

Ils participeront dans un premier temps :

- à la définition globale des nouveaux systèmes en liaison avec de nombreux intervenants, à leur développement et à leur mise en place,
- ainsi qu'à la définition des mécanismes qui devront en assurer l'utilisation, la sécurité et la logistique.

Ces postes conviendront à des ingénieurs ayant acquis une expérience de 2 à 7 ans chez un constructeur, un utilisateur ou une SSCI, dans l'un des domaines suivants : applications bancaires sur gros systèmes - réseaux - mini et micro-informatique (logiciels et/ou matériels). La connaissance de l'anglais sera appréciée. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée.

Lieu de travail : PUTEAUX.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre man., C.V., photo et rémunération souhaitée s/réf. 73619/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

JEUNES INGENIEURS

ENSTA - ENSAM - INPG - INSA...

Nous sommes le premier constructeur français d'ensembles industriels clés en main, à vocation internationale. Nous vous proposons de débiter votre carrière dans les essais et les démarrages d'installations électroniques.

Rattachés à des équipes polyvalentes, vous développerez dans cette activité une très bonne connaissance de l'ensemble des équipements et circuits appliqués à des problèmes variés traités sur le terrain. Vous pourrez, à moyen terme, selon vos goûts et aptitudes personnelles, évoluer vers des postes de la filière chantier, études ou export.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74870 à HAVAS CONTACT - 1 Place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra directement.

Wir sind ein führender Spezialhersteller von Elektrowerkzeugen für die Holz-, Metall- und Kunststoffverarbeitung. Im französischen Markt haben wir uns sehr gut etabliert und expandieren auf solider Basis. Für unsere Niederlassung in Paris suchen wir einen tüchtigen Fachmann als

KAUFM. LEITER

Verkaufsniederlassung Paris
Ihre Aufgabe umfasst die Verantwortung für das gesamte Finanz- und Rechnungswesen, die Organisation und die Führung eines Teams qualifizierter Mitarbeiter in der Administration. Dazu gehören auch Analysen, Berichte, Budgetplanung und Controlling in enger Kooperation mit der Geschäftsführung im Stammhaus in Süddeutschland, der Sie direkt unterstellt sind.

Ihre Voraussetzungen: Berufserfahrung in einer vergleichbaren Position möglichst in Frankreich, Kenntnisse des französischen Strafrechts, eine fundierte Ausbildung (Betriebswirt, Dipl. - Kfm. oder vergleichbarer französischer Abschluss), EDV-Wissen, sehr gutes Französisch und Deutsch in Wort und Schrift, absolute Loyalität und Integrität.

Wenn Sie diese gut dotierte, sehr selbständige Position reizt, richten Sie bitte Ihre vollständige Bewerbung unter der Kennziffer 9280 M an die von uns beauftragte Beratungsgesellschaft zu Hd. Herrn H.-Ch. von Stosch, der auch für telefonische Vorabfragen zur Verfügung steht (Tel. 1949 7031 88001). Absolute Diskretion und die Einhaltung Ihrer Sperrvermerke ist selbstverständlich. Unsere Anschrift: D-7032 Sindelfingen, Postfach 320.

BAUMGARTNER MEDIA G M B H

SAE leader du BTP

recherche le

GESTIONNAIRE DE SES GARANTIES INTERNATIONALES

- La mission ■ montage et suivi des dossiers de garantie (COFACE, etc...) en liaison avec les services opérationnels du Groupe.
- L'homme ■ de formation supérieure (Ecole de Commerce, Ecole d'Ingénieurs, Sciences Po, Droit, ...) • Il a une expérience confirmée dans le domaine de l'assurance-crédit et si possible une connaissance du secteur B.T.P. • Bilingue Anglais.

Envoyez votre CV sous la référence GGI/M à la Direction du personnel
32, avenue de New York 75784 Paris cedex 16



Une importante société de fabrication et de distribution de bases d'équipement (1.000 employés), filiale d'un grand groupe industriel américain, recherche son

CHEF DU DÉPARTEMENT COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET TRÉSORERIE

(financial accounting manager)
PARIS

Rattaché directement au Directeur financier, il sera, plus particulièrement chargé du reporting, de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, du contrôle de crédit et du recouvrement des créances clients ainsi que de la révision des procédures comptables et des prévisions de trésorerie.

Diplômé d'une école supérieure de commerce, il sera titulaire du DECS et possèdera une expérience d'au moins 5 ans, acquise dans un cabinet international ou dans une société industrielle. Il aura une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne, de l'informatique et de la langue anglaise.

Le salaire proposé et les conditions d'emploi sont compétitifs. Les candidats envoieront leur curriculum vitae (sous référence 82101) en indiquant leurs préférences, au cabinet de conseil chargé de cette recherche :



Ernst & Whinney Conseil
150 boulevard Haussmann 75008 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

Gérant plus de 70 magasins en France recherche :

REVISEURS-COMPTABLES

Niveau DECS

Pour contrôler une quinzaine de magasins dans les domaines comptables et administratifs.

Une expérience en Cabinet serait souhaitée.

Déplacements fréquents, salaire motivant.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions + photo à No 47249 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



Ingénieur d'affaires export

Banlieue nord

Bâtiment-travaux publics - Membre d'un important groupe industriel français, cette société, (environ 1300 personnes-chiffre d'affaires de l'ordre de 850 millions de francs), leader dans sa spécialité de fabrication et pose d'armatures pour béton armé, cherche à élargir son potentiel commercial à l'exportation et à renforcer sa structure par la création d'un poste d'Ingénieur d'affaires export. Sous l'autorité du Directeur Général et en relation étroite avec le Comité de Direction, il aura pour mission essentielle la prospection et la négociation de contrats à l'étranger (Moyen-Orient et Afrique essentiellement) concernant tant la pose des armatures (en réalisation ou en encadrement) que l'assistance technique, générale ou spécifique et les activités de conseil. S'appuyant à l'intérieur sur les services techniques, juridiques ou administratifs, le candidat retenu aura une action de développement motivante dans un contexte d'initiative et de responsabilité. Ce poste conviendrait à un candidat de solide formation générale (Ingénieur ESTP par exemple) âgé d'au moins 32 ans, disposant, dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, d'une expérience convaincante de 5 années, acquise dans des fonctions d'ingénieur ou de directeur des travaux. Roupé aux négociations commerciales, ce candidat sera par nature très disponible (80% de son temps étant consacré aux déplacements) et aura une très bonne pratique de la langue anglaise. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A2289M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Assistant export

120.000 F

Audio-visuel - RCV (REGIE CASSETTE VIDEO SA) est la seule société française de vidéocassettes à vocation internationale. Pour participer à l'expansion de son Département, la Direction Export, recherche son assistant. Après une courte période d'intégration, cet assistant prendra en charge les relations commerciales avec les DOM-TOM et les pays d'Afrique francophone puis il assistera le Directeur Export dans son rôle de coordination auprès des filiales suisses et belges. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce motivé à la fois par la distribution à l'export et par un secteur économique en pleine expansion. Pour réussir, le candidat retenu devra parler impérativement l'anglais. Connaître une autre langue (allemand, espagnol) et travailler avec rapidité et indépendance. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 120.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A2287M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES LEADER DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANÇAISE

Nous sommes aujourd'hui 1600 personnes. Nous poursuivons notre expansion constante (en moyenne 30 % l'an depuis 3 ans). Notre DIRECTION APRES-VENTE recherche un :

responsable de la documentation

A la tête d'une équipe de 10 personnes il sera responsable :

- de la production des documents de maintenance tant à usage interne qu'à l'usage de notre clientèle,
- de leur conception, de leur rédaction, de leur mise en forme et de leur diffusion.

A ce titre : il coordonnera l'activité des rédacteurs en liaison avec les services d'études.

Outre des qualités d'animateur et de gestionnaire, il justifiera d'une expérience réussie de cinq ans dans un poste similaire.

Lieu de travail : MASSY 5 minutes du R.E.R.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V., prétentions) s/référence 8466 M à : MICHEL BERNET-ROLANDE, Direction des Relations du Travail TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY

Responsable programme cercles de qualité

Nord-Ouest de Paris

Importante société, C.A. 2 milliards, région Nord-Ouest de PARIS recherche son responsable du programme cercles de qualité.

Formation souhaitée :

- ingénieur A.M., ENSI ou INSA, etc., avec licence de psycho-sociologie,
- ou DUT industriel avec maîtrise de psycho-sociologie.

Au sein d'une équipe d'organiseurs, intervenant dans tous les domaines d'activité de notre société, il aura une large autonomie pour assurer la promotion et le développement de notre programme de cercles de qualité.

Le candidat doit disposer :

- d'une bonne maîtrise du travail en groupe,
- d'une grande facilité au contact à tout niveau,
- du sens de l'organisation.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 2135 à



(réponse et discrétion assurées)



calma

Leader dans la technologie des Systèmes de Conception Assistée par Ordinateur (CAO/CFAO) offre d'exceptionnelles possibilités de carrière au sein d'une équipe dynamique travaillant dans un domaine de pointe à

INGENIEUR D'APPLICATIONS MECANIQUES

Centrale, Arts et Métiers, INSA, spécialité Mécanique, expérience industrielle minimum 2 ans, parlant Anglais, vous êtes passionné par les techniques nouvelles et avez le souci du travail bien fait. Une connaissance de la commande numérique, des méthodes de fabrication ou des éléments finis serait un plus. Après une formation approfondie (en Europe et aux Etats-Unis), vous préparerez, sous l'autorité du Chef de Produits Mécaniques, des présentations de solutions CALMA, adaptées aux besoins de nos clients. Rémunération particulièrement attractive. Lieu de travail : La Défense

Envoyez CV + photo à CALMA Europe Sud, 11, rue Benoit Malon 92150 Suresnes. Discrétion assurée.

Calma Company, is a wholly owned subsidiary of the General Electric Company of the U.S.A.

Ingénieurs électroniciens motivés par l'action commerciale

Auprès d'une clientèle industrielle, vous développerez l'implantation de composants programmables sophistiqués : composants pour synthèse de la parole, réseaux logiques programmables, micro-calculateurs et micro-processeurs V.L.S.I., avec logiciels associés. Véritable interface entre l'usine et les utilisateurs de nos produits, vous aurez un double rôle, conseiller et vendre. Il s'agit certes d'une vente très technique, mais où le sens du contact et de la communication font aussi la différence.

Ces postes basés à PARIS conviendront à des électroniciens débutants ou ayant une première expérience, mais à l'exception des micro-processeurs et leurs applications.

Si dans l'avenir vous souhaitez élargir votre expérience, nous saurons vous offrir d'autres fonctions (management, marketing ou commercial) à Paris, à notre siège européen près de Nice ou même à l'étranger.

Monique NERVET vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence SC/0982/4M à : TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8-10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recense pour sa section de recherche de CHAMPS-SUR-MARNE

AGENT TECHNIQUE DE 1^{re} CLASSE

BAC Technique ou BTS en bâtiment.

Bonnes connaissances : thermique, informatique, dessin industriel, métrologie et résistance des matériaux. Goût pour la rédaction de rapports. Anglais si possible.

Entrer à C.S.T.B., service « Feu », à l'attention de M. LE DUFF, S.P. 02, 77421 MARNE-LA-VALLÉE, Cedex 2.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARISIENNE CONSTRUCTION GROSSE MÉCANIQUE recherche Pour son service

EXPORTATION INGÉNIEUR MÉCANIQUE

Grande disponibilité pour déplacements. Langue anglaise exigée. Adresser C.V. photo et prétentions HAVAS SUPPORTS, réf. 1836, S.P. 297 38044 GRENOBLE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

L'UN DES PREMIERS GROUPES DE SERVICE ET DE CONSEIL, recherche, pour développer

SYSTEM ASSIST un ingénieur commercial (HF)

Votre mission :

Nous vous confierons après formation et intégration, la promotion et la vente auprès d'utilisateurs d'ordinateurs de grandes dimensions, d'une gamme de produits et de compétences de haut niveau dans le domaine de l'Assistance Systèmes.

Vous bénéficierez du support d'un département dont l'image de qualité est largement diffusée auprès des Directions Informatiques des Entreprises.

Votre profil :

Votre potentiel personnel, la qualité de vos motivations pour la négociation auprès d'interlocuteurs de haut niveau, ainsi que votre volonté de résultats nous intéressent plus qu'une longue expérience dans la vente de produits informatiques.

Nous souhaitons toutefois, rencontrer chez vous une maturité acquise au cours d'une première expérience professionnelle, de préférence de nature commerciale, de 2 à 3 ans.

Un diplôme d'études supérieures vous faciliterait le dialogue avec vos interlocuteurs ingénieurs à l'intérieur de notre Groupe.

Pour faire acte de candidature, adressez une lettre et un CV avec photo, à SGE, Direction Commerciale, 64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS, à l'attention de Christian ESPINOSA, S. Réf. IC. SA

Business analyst

HEC, ESSEC, ESCP, IEP... + MBA

Filiale française d'un groupe international recherche pour la division financière de sa branche cosmétique un business analyst.

De formation HEC, ESSEC, ESCP, IEP, etc., impérativement complétée par un MBA, les candidats retenus auront déjà acquis une première expérience dans une fonction orientée de préférence vers le contrôle de gestion ou la réalisation d'études financières.

Une réelle aptitude à la communication impliquant un rôle dynamique d'assistance conseil auprès des différents services constitue un critère déterminant de réussite dans ce poste.

Une connaissance pratique des techniques modernes de traitement de l'information est nécessaire. Les perspectives d'évolution de carrière et de mobilité au sein du groupe sont très ouvertes.

Veuillez adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 2132/LM à



(réponse et discrétion assurées)

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Nous ne recherchons pas que des débutants...

... mais aussi des diplômé(e)s d'études supérieures avec une expérience informatique pour devenir **INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL** à Paris ou en Province.

L'ingénieur technico-commercial IBM a un rôle de conseil auprès de nos clients, dans la mise en œuvre de projets et la gestion d'installations. Intervenant dans différents secteurs d'activité, il acquiert rapidement une excellente connaissance des entreprises et de leurs besoins. Travail enrichissant et varié dans un environnement technologique en pleine expansion.

Vos qualités importent plus que votre formation de base. Toutefois, un diplôme de Grande Ecole scientifique ou commerciale, ou encore une maîtrise scientifique ou de gestion, complétés par une expérience en informatique sont nécessaires au départ.

Si vous aimez l'autonomie dans le travail, si vous recherchez une entreprise qui offre sécurité et évolution, écrivez nous sous référence ITCC-MI à J.P. ASTOR - IBM France 2, rue de Morengo - 75001 PARIS

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

pour son service des contrats

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de formation Grandes Ecoles d'Electronique, ayant une première expérience minimale de cinq ans dans la gestion des contrats avec les Administrations civiles et militaires françaises et étrangères. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est appréciée.

Nationalité française exigée. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT BP 40 - 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY cedex

CONNAISSEZ-VOUS LE CAM?

Nous sommes le service informatique filial de la **CAISSE DES DEPOTS**, la plus importante institution financière française.

La variété des interventions de la Caisse des Dépôts et la taille de notre entreprise (700 personnes) nous permettent de vous offrir un emploi stable, intéressant et évolutif.

Nous recherchons un certain nombre de **DIPLOMES D'ETUDES SUPERIEURES** (Ecoles d'ingénieur, Maîtrise, IUT...). Ils seront intégrés dans nos équipes d'études et participeront à la conception et à la réalisation d'applications de gestion dans les domaines BANCAIRES, ASSURANCES, ADMINISTRATION.

Ces projets font appel à des méthodes et techniques évoluées : TELETRAITEMENT, (CICS, IDS) BASES DE DONNEES (DLI, IDS 2) TIME SHARING, INFOGRAPHIE et tout ce qui concerne l'informatique DECISIONNELLE.

En fonction de votre expérience nous vous offrons des postes de :

CHEFS DE PROJETS ANALYSTES

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Les affectations possibles sont :

PARIS MONTPARNASSE, ARCUEIL, ANGERS, BORDEAUX.

L'entreprise offre des avantages sociaux importants et des possibilités réelles d'évolution (budget formation : 7 % de la masse salariale).

Prenez contact avec nous **CAM** en envoyant CV détaillé et prétentions à : **Dir. du Personnel Ref. : 3204 B.P. 16 94114 Arcueil Cedex**

Un marché en expansion Un groupe qui va de l'avant

Nous sommes les leaders européens de l'appareillage électrique d'installations. Nous réalisons un CA de 2,5 milliards de francs dont 30% à l'étranger. Nous employons 11 000 personnes.

Nous offrons une carrière commerciale ou technico-commerciale à de jeunes diplômés : Ingénieurs, ESC, Universitaires, IUT, BTS...

Formés à nos produits et à nos méthodes de vente, vous êtes armés pour vendre et promouvoir les ventes. Au contact permanent des utilisateurs : professionnels de l'installation et industries, des distributeurs : grossistes et grand public des prescripteurs : bureaux d'études ou d'ingénierie et architectes, intégrés dans une équipe régionale sympathique, vous avez un métier passionnant et préparez votre avenir. Notre réseau de vente est une opportunité pour nos futurs responsables commerciaux.

Nous vous demandons d'être motivés pour la vente, disponibles pour des déplacements, mobiles géographiquement.

Le groupe Legrand est prêt à vous accueillir, nous avons plusieurs postes à pourvoir dans des villes universitaires.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, + lettre manuscrite en indiquant vos prétentions, sous réf. 22.222 à notre Conseil C.P.A. - 69 rue de Monceau 75008 Paris.



PROFESSEURS DACTYL et E.P.S.

Adressez C.V., 36, rue du Président-Wilson, 94230 CACHAN.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Niveau I.U.T., exp. de 2 à 5 ans. Connaissance IBM 34-38, GAP Interactif. Possibilité de formation sur IBM 38 GAP III.

Env. lettre man. C.V., prêt, se réf. à 018 LEBEL, 2, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmettra.

La ville de COLOMBES (92) recrute sur titres : UNED SOLIS-BIBLIOTHECAIRE Titulaire du C.A.F.B. option disciplinaire de préférence. Adressez candidature et C.V. à M. le Maire de Colombes. Pour renseignements téléphoner à M. ESTEVE au : 780-73-70 (poste 433).

Bureau Veritas

La branche aéronautique du BUREAU VERITAS recherche pour ses services (de la région parisienne et de province) chargés de la surveillance technique des fabrications aéronautiques civiles (cellules et équipements) et des compagnies françaises de transport public.

ingénieurs aéronautiques (ENSAE, ENSICA, ESTAA, A & M, etc.) débutants ou de préférence ayant quelques années de pratique industrielle.

techniciens titulaires d'un BTS ou DUT aéronautique ayant plusieurs années d'expérience pratique industrielle.

techniciens confirmés ayant plusieurs années de pratique de l'entretien du matériel aéronautique civil d'aviation générale ou de transport. Lecture aisée de l'anglais technique aéronautique indispensable.

Adressez CV avec photo et prétentions au BUREAU VERITAS 2, avenue Hoche 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE (appartenant à puissant groupe français) Région Parisienne CERGY PONTOISE, recherche :

INGENIEUR CHEF DE PROJET CONFIRME

Formation AM ou équivalent pour gestion technique et financière dans domaine nucléaire.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour division Chimie-Engrais

- Première expérience étude et/ou réalisation nécessaire.
- Expérience vente d'affaire exportation souhaitable.
- Anglais courant indispensable.
- Disponible, déplacements fréquents.

JEUNE INGENIEUR DE PROJET

Diplômé Grande Ecole. 3 à 5 ans d'expérience ingénierie chimie - engrais appréciés. Dans un premier temps responsabilité d'assistance au Chef de Projet : coûts - délais - qualité (technique et gestion).

Adressez C.V., photo, prétentions à No 47.380, CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

1 PERMANENT

chargé de l'animation et de la coordination d'équipes de bénévoles.

- Ce travail se réalise à la fois dans le cadre d'une équipe locale et d'une importante association.
- Expérience de travail en secteur associatif dans le domaine des personnes âgées souhaitée.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo à : 018 LEBEL, 2, rue de la République, 75001 PARIS, qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER

Quartier gare B-Lazare recherche

COLLABORATEUR COLLABORATRICE

EXPÉRIENCE (EE) Pour suivi dossiers contentieux. Bon niveau juridique (Droit hypothécaire, procédures collectives). Plusieurs années d'expérience indispensables.

Adr. C.V., photo, prétentions à COPIERDAUCFC 11, rue Portalis, 75008 Paris.

FISCALISTE EXPERIMENTE

Poste en création

Nous sommes la filiale d'un groupe anglais, premier fabricant et distributeur européen d'accessoires pour l'industrie aéronautique et automobile qui représente avec ses divisions et filiales 2 milliards de CA.

Dans le cadre de l'évolution des structures financières, nous recherchons un Fiscaliste expérimenté au sein du Service Fiscal de la Holding à Paris.

Vous aurez pour mission de créer la fonction fiscale dont vous assurerez personnellement la charge. Vous serez Responsable des déclarations, vérifications et de l'optimisation des différents charges fiscales de la société. Vous étudierez l'aspect fiscal des opérations projetées et établirez des schémas fiscaux susceptibles de préserver les actifs de la société. Vous agirez en liaison permanente avec les Directions opérationnelles et fonctionnelles des sociétés du groupe.

Votre compétence attestée par une formation supérieure fiscale (Ecole des Impôts, DESS option fiscale par exemple) et votre expérience de 4 à 5 ans en entreprise de dimension internationale ou en cabinet fiscal feront de vous un Fiscaliste suffisamment pragmatique, rigoureux, imaginatif pour faire aboutir avec efficacité les missions dont vous aurez la charge.

L'évolution de la société et l'ouverture du poste sont de nature à intéresser une personnalité d'avenir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 218 à Rudolph von Raesfeldt 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.



Une division de SISIMA



Le Groupe SPIE-BATIGNOLLES

Entreprise Générale Pluridisciplinaire Activité Internationale, 12 milliards de CA recherche des collaborateurs pour étoffer le

Service financements des exportations

de sa Direction Financière.

Ils participeront au montage financier des opérations internationales de grande envergure et devront apporter leur assistance aux opérationnels techniques et commerciaux.

Ce poste s'adresse à des professionnels confirmés qui auront, de préférence, acquis une expérience dans le secteur bancaire international.

Les candidats devront faire preuve d'une personnalité affirmée, de contact aisé et être dotés d'une aptitude très nette à la négociation de haut niveau.

Nous retiendrons les candidats qui, outre les qualités techniques ci-dessus, auront entre 25 et 35 ans, et qui posséderont l'anglais et accessoirement l'espagnol. Le lieu de travail est situé dans la proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée, sous la référence DAF, à la Direction du Personnel, Spie-Batignolles, Tour Anjou, 33 quai de Dion-Bouton, 92814 Puteaux.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

vendre à très haut niveau

Management consulting

250.000 +

Paris - Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation visant à améliorer les performances des entreprises. Depuis 35 ans, plus de 5000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions. Implantée depuis 8 ans en Europe, la filiale Européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses produits auprès des dirigeants des entreprises françaises.

Le candidat souhaité, d'une formation supérieure et maîtrisant parfaitement l'anglais, est âgé d'environ 40 ans. Il a l'expérience des affaires, une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises, et a exercé des fonctions impliquant des responsabilités opérationnelles à haut niveau, notamment à l'étranger. Il a un excellent contact, le goût du challenge, et apprécie les méthodes rigoureuses.

Le poste est doté d'une large autonomie et exige de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant et de primes de performances, ce poste peut être le point de départ d'une remarquable évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 4001/M à M. C. Gilles, Sema Sélection, Centre Météo - 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE

sema sélection

Vous avez une solide formation à l'informatique vous débutez dans la vie professionnelle

Filiale informatique d'un important groupe français dont nous développons les systèmes de gestion en temps réel, nous vous proposons de devenir

ingénieur informaticien

MIAGE, école avec option ou spécialisée en informatique

Dans notre département études, après adaptation à nos techniques et systèmes : MVS, IMS, DLT, sur matériels de grande puissance, vous serez associé(e) à la réalisation d'un projet, avec évolution rapide vers des responsabilités d'encadrement. Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) sous réf. M 1142 à G.I.E. - Direction du Personnel - Tour Franklin 92001 Paris La Défense, Cedex 11.

G.I.E.
GÉNÉRAL
INFORMATIQUE
ET D'EXPLOITATION

PMI très performante
domaine des TELETRANSMISSIONS
produisant des équipements de pointe très intégrés

DEUX INGENIEURS

pour création d'une agence à PARIS et à LYON.
Dynamiques, très motivés, connaissant bien la
branche, si possible bien introduits.

POUR L'OUEST DE LA FRANCE
UN TECHNICIEN

(BTS ou DUT) expérimenté dans la branche et
désirant faire carrière dans le technico-commercial.
Adresser C.V. manuscrit avec prêt, sous réf. No 515
J. GRAFFIN 4, Fg Poissonnière 75010 PARIS

ORGANISME PUBLIC
OFFRE A CHERCHEUR CONFIRME
titulaire DOCTORAT D'ETAT
poste

PHYSIOLOGIE VEGETALE

Ecrire sous no 47812 à Contesse Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
PARIS SUD EST
(300 personnes) recherche rapidement

CHEF COMPTABLE

35-45 ans - DECS ou niveau. Sérieuse expérience comptabilité
informatisée et gestion indispensables.

Expérience ingénierie ou tertiaire souhaitée.

Sera responsable comptabilité analytique et générale (5 personnes)
sous l'autorité du Responsable Financier et Comptable.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 47776 à
CONTESSÉ PUBLICITÉ - 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ
ELECTRONIQUE
Paris 13ème
recherche pour sa
DIRECTION FINANCIÈRE

1) CADRE ADMINISTRATIF EXPERIMENTÉ

(Sup de Co ou DECS)

Pour diriger Service Trésorerie et sur-
veillance recouvrements clients.

Expérience en financement de con-
trats internationaux et en gestion de
trésorerie nécessaire.

2) CONTROLEUR DE GESTION

2 à 3 ans d'expérience
Connaissant bien comptabilité ana-
lytique et système gestion production
basé sur le MRP.

Adresser CV, prétentions et photo à
No 47.708 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040
Paris Cedex 01 qui transmettra.

MAISON
PHENIX

POUR QUE
CHACUN
AIT SA
MAISON

PARTICIPER AVEC LE LEADER
DE LA MAISON INDIVIDUELLE
A SON IMPLANTATION
ET A SON DÉVELOPPEMENT
AUX ÉTATS-UNIS.

Vous avez une formation ingénieur de grande école (type
ponts-et-chaussées, centrale...) et vous maîtrisez
l'anglais. Vous travaillez depuis 5 ans environ ; vous avez
géré avec succès un centre de profit et votre compétence
dans l'animation des hommes est évidente.

Vous vous sentez actuellement un peu à l'étroit dans les
responsabilités qui vous sont confiées et votre objectif
professionnel passe désormais par les États-Unis.

Vous mettez de votre côté des atouts sérieux de réussite
en rejoignant un groupe au C.A. de 2 milliards
700.000 F, qui a construit en 37 ans plus de 130.000
maisons. Après une période d'intégration de quelques
mois en France pour vous permettre de connaître notre
technique et nos méthodes de travail, vous rejoindrez
notre petite équipe implantée aux États-Unis (postes à
pourvoir en Floride et au Texas).

Votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae,
photo récente, prétentions) sous la référence 962 LM
sera étudiée avec soin par :

Maison PHÉNIX, Service Recrutement Groupe
5/7, avenue Percier, 75382 Paris Cedex 08.

chef de projet

Nous recherchons pour Paris 8^e un chef de projet confirmé
minimum 5 ans d'expérience dans la fonction, pour mise en place
d'une cellule de conseil et de coordination technique d'un groupe
d'utilisateurs, dans le cadre d'un plan informatique national.
Connaissances grands systèmes, télétraitement et bases de
données nécessaires.
Fréquents déplacements de courte durée en province.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la
référence 5776 M à L. de Menthon, Sema Sélection, Centre
Météo - 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE

sema sélection

Branche équipements
médicaux

CHEF DE PROJET radiologie numérique

(Centrale, Supélec, Télécom,
physique/chimie, mines)

Vous avez déjà réalisé le projet complet d'un
produit et avez ainsi prouvé vos compétences en
traitement d'images ou du signal. Votre esprit de
"bâtisseur", votre sens du dialogue, votre goût de
l'entreprise vous ouvrent de belles perspectives.
Nous vous proposons de créer une équipe
hautement qualifiée et d'élaborer avec elle de
nouveaux produits sophistiqués à partir de sous-
ensembles existants.

Vous serez responsable du cahier des charges
techniques et de la réalisation de ces projets
jusqu'à leur phase finale.

Ces projets s'élaborant dans le cadre d'une
collaboration internationale, la pratique de l'anglais
est nécessaire.

Ce poste est à pourvoir à Saint (83). Nous vous
remercions d'adresser votre CV détaillé, lettre
manuscrite et prétentions sous réf. M 410 à
AFL Consultant, 16 rue de la Paix, 75002 Paris.

THOMSON-CSF

Organisme National
à caractère industriel et commercial
dans le cadre du développement
de ses activités dans le domaine de
la sécurité des machines

INGENIEUR MECANICIEN

diplômé ENSAM, IDN ou équivalent
pour interventions dans le cadre d'
agréments ministériels.

5 ans d'expérience dans les domaines
de la construction mécanique, électro-
mécanique ou levage sont nécessaires.
Connaissance des machines à bois
appréciée.

Le poste implique de nombreux dépla-
cements de courte durée.

Cabinet
Leconte

Envoyer lettre manuscrite
avec C.V. 4, rue Amiral
Courbet 75116 PARIS, sous
référence 47269

Hy. Bergerat, Monnoyeur
Agent Général CATERPILLAR - C.A. 2.3 Milliards

CADRES DE HAUT NIVEAU

Diplômés de Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieurs. 3 - 5 ans d'expé-
rience en entreprise ou cabinet d'expertise comptable. Susceptibles d'assumer à
terme des fonctions de

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

D'UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE

Une première expérience opérationnelle leur permettra de maîtriser les mé-
thodes du groupe en matière de contrôle de gestion, comptabilité, fiscalité,
politique du personnel.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser CV détaillé et prétentions à Hy. BERGERAT MONNOYEUR S.A.
Monsieur le Directeur des Relations Humaines
B.P. 169 - 93208 SAINT-DENIS CEDEX 01

notre expérience, votre enthousiasme: un avenir à bâtir.

Pour développer
à travers le monde
nos techniques
de pointe :

- dans l'électronique industrielle -
concevoir et réaliser les systèmes
d'automatisme pour le
contrôle-commande des procédés;
- dans l'informatique temps réel -
développer les logiciels du contrôle
industriel : régulation, automatisation,
optimisation des procédés;

nous recherchons des

JEUNES INGENIEURS

Systèmes - Développement - Affaires -
Industrialisation - Chantiers.

Les 2700 ingénieurs de notre Groupe, en France ou basés dans
nos 38 filiales de l'étranger, vous invitent à contacter :

Direction du Personnel et des Relations Sociales
13 rue Antonin Raynaud - 92309 Levallois-Perret
ou téléphonez au : (1) 758.13.13. - poste 4119.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES



COMSIP ENTREPRISE

44 avenue de Chatou
92506 Rueil-Malmaison.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE BANCAIRE
recherche

cadre financier

VOTRE MISSION :

travailler sur les valeurs mobilières et en particulier sur le **MARCHE OBLIGATAIRE** - vous participerez à la conception et au montage de produits financiers, - vous utiliserez et vous développerez des outils d'aide à la décision et de gestion, à l'aide de l'informatique, - vous pratiquerez les techniques de calcul actuariel

Habitué au travail en équipe

vous avez :
- IMPÉRATIVEMENT une bonne formation en mathématiques financières et en législation bancaire
- quelques années d'expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 2394
PUBLICITÉS REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75014 Paris

**UN ELECTRONICIEN POUR NOS APPLICATIONS...
DU DISTRIBUTEUR
AUX GRANDS DE L'ELECTRONIQUE.**

NEC Electronics France
A Branch of NEC Electronics (Europe) GmbH

Cette filiale française du 3ème constructeur mondial de semi-conducteurs importe et vend sur le marché français des composants électroniques : microprocesseurs, 4-BIT et 8-BIT monochips, périphériques complexes...

Pour assurer la liaison entre la fabrication et l'assistance à la clientèle nous recherchons notre

Ingénieur d'application

L'homme est autant passionné par la technique que par la recherche de nouveaux marchés ou de nouvelles applications dans l'industrie. Technicien supérieur de laboratoire ou ingénieur confirmé, il pourra être appelé à se déplacer en Europe et au Japon pour s'informer sur les produits nouveaux. Parfaite connaissance de la langue anglaise. Véritable fourmi. La connaissance très rapide de l'entreprise autorise de larges perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Adresser candidature avec C.V., photo et prétentions
à **ANNICK HELLEQUIN** Tour Chenonceaux
204, Rand-Point du Pont de Sévres
92516 BOULOGNE BILLANCOURT

NEC

**un ingénieur textile
connaissant la teinture (Centre-Est)**

Nous sommes l'un des grands du textile; notre production (plusieurs millions d'articles par an) est destinée à une clientèle féminine variée mais exigeante. Agé d'au moins 30 ans, ingénieur textile diplômé, vous avez aujourd'hui de bonnes connaissances en élaboration d'apprêts, de teintures et dans le traitement des matières tricotées.

Vous prenez la direction de notre atelier de teinture (50 p.) puis serez responsable de nos services techniques; vous adapterez à nos besoins, les techniques nouvelles, en tenant compte des incidences possibles sur notre environnement. Vous parlez peut-être l'anglais et pouvez voyager.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4194 LM) à «Carrières d'Ingénieurs».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - ULLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Importante organisation de voyages, recherche pour son
Département de coordination de groupes

UN CHEF ADJOINT

Il dirigera l'équipe d'opération d'un service en cours d'informatisation et assurera la coordination en Europe et au Moyen Orient pour le compte d'un réseau de vente outre-mer.

Il secondera le Chef du Département dans les autres tâches nécessaires au fonctionnement de ce Département.

Nous recherchons un candidat ressortissant de la CEE, disponible, ayant une connaissance approfondie de la technique opérationnelle et d'excellentes capacités d'organisation dans un environnement international.

La langue de travail sera l'anglais, le français est indispensable, l'espagnol ou l'allemand souhaités.

Posez attraitif pour un candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétention salariale sous réf. 7526 sur enveloppe à **JEAN REGNIER PUBLICITE 39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS**, qui transmettra.

**La S.E.P.
recrute pour son Siège Social
à La Défense**

**UN JEUNE
CADRE FINANCIER**

Il sera responsable de la gestion financière et administrative des opérations spécifiques à l'exportation (suivi des contrats de vente, relations avec la COFACE, montage de financements...).

Nous souhaitons rencontrer un (e) diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, option Commerce International, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction équivalente, dans une banque ou une entreprise d'exportation de Biens d'Équipements.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue sera un atout supplémentaire.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions
Réf. DF, à la S.E.P., Service du Personnel,
Tour Roussel Nobel,
Cedex 3, 92080 PARIS-LA DÉFENSE.



**BANQUE PRIVÉE
Paris 8°**

**recherche pour sa
DIRECTION
DE L'ORGANISATION
ET DE L'INFORMATIQUE
ANALYSTE**

Le poste:
sous l'autorité d'un responsable de secteur d'études (4 à 6 analystes), assurer indifféremment la conception de systèmes informatiques et la mise en œuvre de nouvelles procédures administratives.

Le candidat:
- formation supérieure (diplôme d'ingénieur de Grande École Commerciale ou MIAGE),
- expérience de 2 à 3 ans, acquise de préférence dans le secteur bancaire,
- si possible connaissance du matériel IBM et de l'utilisation des logiciels DOS-VSE, CICS, VSAM, DLI.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo, et prétentions, sous réf. 8265, à **PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.**

**chargé(e) de
relations publiques**

BATIMENT TP

L'APPAVE est un important organisme de contrôle technique et de conseil aux entreprises dont l'activité s'étend sur les régions Parisienne, Champagne-Ardenne et Centre.

Notre service **CONTROLE TECHNIQUE DE CONSTRUCTION** est en pleine expansion et nous souhaitons le rendre encore plus efficace.

La personne que nous recherchons sera bien introduit auprès des ministères, maires, maîtres d'ouvrages, architectes, et donc à même, de détecter, analyser et suivre les affaires importantes de construction et d'urbanisme intéressant l'APPAVE. Il est certain que ses relations, qui devront s'exercer au niveau des décideurs, impliquent une aisance dans les contacts à haut niveau et une compétence professionnelle correspondante.

Merci d'adresser C.V., détaillé, photo et prétentions sous réf. 35/82 à **APPAVE - Service Recrutement - 17, rue Saligny 75004 Paris Cedex 17.**



**TRÈS IMPORTANT GROUPE
INDUSTRIEL FRANÇAIS**

**DIMENSION INTERNATIONALE
PRODUITS BATIMENT SECOND ŒUVRE**
recherche

**4 JEUNES CADRES
TECHNICO-COMMERCIAUX**

2 pour PARIS, 1 pour NANCY, 1 pour BORDEAUX.

Il devront assister le Directeur Régional dans ses principales missions :

- Vente des produits du groupe, dans un secteur de plusieurs départements, aux négociants et aux entreprises de transformation;
- Gestion des ventes.

Pour être candidat, il faut avoir une formation commerciale supérieure (I.E.S.C. ou équivalent) et, si possible, une première expérience de vente de produits techniques (4 ou 5 ans environ).

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS LE GROUPE, EN FRANCE OU A L'ÉTRANGER. POUR QUI RÉUSSIRA A CE POSTE.



Envoyer C.V., détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du **COMES, 18, rue de la Paix, 75002 PARIS** (sous référence 2441)

DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

BANQUE PRIVÉE, 8°

**COLLABORATEUR
DÉPARTEMENT
ENGAGEMENTS**

pour mise en place et suivi juridique des dossiers.

Formation juridique.
5 années d'expérience exigées au sein du département engagements ou contentieux d'une banque.
Rémunération 100.000/120.000 F par an selon formation et expérience.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo à : **O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75008 PARIS**, qui transmettra sous référence B.200 M.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
1,5 MILLIARD DE F DE C.A.
recherche

**responsable des services
comptables**

- directement rattaché au Directeur Financier, il aura la charge de la comptabilité générale de l'entreprise regroupant Siège et consolidation des filiales et devra répondre de sa fiabilité.
- sa pratique de l'outil informatique, son expérience de la fiscalité devront lui permettre d'améliorer les procédures existantes en collaboration étroite avec le Département Informatique et le Contrôle de Gestion.
- on lui demande une bonne formation de base avec le DECS complet (diplôme exigé) et l'expérience indispensable d'une responsabilité opérationnelle en entreprise d'un minimum de 5 ans est exigée. Une expérience antérieure soit en cabinet d'audit, soit en cabinet d'expertise comptable sera appréciée. L'expérience globale devant être de 10 ans environ.
- poste basé à Paris, évolutif et comportant une rémunération en rapport avec les responsabilités confiées.

Ecrire avec C.V., détaillé et prétentions sous réf. 4308-M à **GUILLOU Sélection** (réponse et discrétion assurées).

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

**Cadres demandeurs d'emploi ou en
congé-formation**

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose 5 mois et demi de

**Perfectionnement à la
gestion du personnel**

dans le cycle

Assistant-directeur de personnel

Cette formation vous apportera :

- une compétence de gestionnaire du personnel;
- un entraînement aux relations sociales;
- une ouverture sur les fonctions de l'entreprise.

Une première expérience en entreprise est nécessaire.

Début du stage : 30 novembre 1982.

Recrutement : fin octobre 1982

dossier de candidature à :



INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Madame FLOIRAC - ☎ 766.84.22
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

P.M.E. EDITION
cherche

ADJOINT AU DIRECTEUR

pr. relations entre services administratifs, commercial, et éditeur, faisant office de secrétaire général. Préf. form. gr. de direction. Qualités techniques : éducation, dynamisme, organisation, S.T. d'avenir. Ecr. avec photo. Travaux B. r. de Varenne 75007.

Sté industrielle rég. parisienne rech.

CADRE COMMERCIAL

expérimenté pour contacts clientèle haut niveau.

Candidat avec très bonne présentation sera retenu.

Si possible expérience dans compacteurs à déchets.

Envoyer C.V. s/réf. 7.150 à **PIERRE LICHOU S.A.**

B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

FUTURS MANAGERS DU B.T.P.

**INGENIEURS DIPLOMES
RESPONSABLES DE SECTEURS**

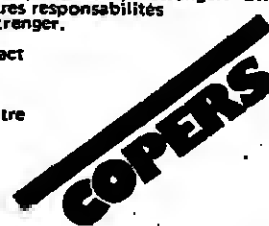
Nous sommes une Entreprise de B.T.P. de premier rang, réputée pour la qualité de son management et de ses ouvrages. Notre politique intègre la décentralisation et la délégation.

Nous offrons à des ingénieurs l'opportunité de valoriser leurs premières années d'expérience et leurs capacités d'entrepreneurs. Nous leur confierons, pour un secteur géographique, des responsabilités englobant les domaines : commercial, technique, exécution, gestion, commandement, résultats.

Notre champ d'activité recouvre tout l'hexagone et, bien sûr, l'étranger. Un des schémas possibles passerait par la prise de premières responsabilités en province avant d'évoluer soit en France, soit à l'étranger.

Nous souhaitons établir rapidement un premier contact avec des ingénieurs d'environ 35 ans, diplômés d'une grande école.

Le Cabinet **COPERS** assurera la confidentialité de votre réponse dans laquelle vous pouvez préciser les Entreprises auxquelles votre dossier ne doit pas être transmis. Merci d'écrire sous référence 1707 ou 1, rue Moncey 75009 Paris.



**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
ingénieurs automaticiens**



L'UN DES LEADERS DANS L'INGÉNIERIE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER. cherche pour son département Informatique Industrielle, à Paris, des Ingénieurs automaticiens.

Il vient d'intégrer à une équipe de réalisation de systèmes de supervision et contrôle d'installations industrielles.

Ingénieurs grande école, option automatique ou génie chimique, ils ont deux ans d'expérience de réalisation de systèmes temps réel de contrôle de procédé sur mini-ordinateurs. si possible : Pétrole, Chimie ou Agro-alimentaire.

Il connaît les systèmes de conduite centralisée type **HONEYWELL TDC 3100, CONTROL - BAILEY MICRO 21.**

Pour des ingénieurs parlant l'anglais et aimant se déplacer en France et à l'étranger, ces postes débouchent vers une fonction de chefs de projet.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 265 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach, 75017 paris



— membre de syntec —

مكتبة ابن الأثير

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

DIRECTION COMMERCIALE

Division Tubes Electroniques
recherche

**INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX
EXPORT**

Débutants ou
quelques années d'expérience professionnelle.

Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V. et photo à Service du Personnel
M. OGEE 38, rue Vauthier
92102 BOULOGNE BILLANCOURT

Un laboratoire de cosmétologie appartenant
à un groupe français à vocation internationale, recherche pour
un de ses laboratoires de formulation, situé dans la banlieue Ouest

Ingénieur chimiste

HF

Agé de 30 à 35 ans
Une expérience en formulation cosmétique est nécessaire,
et l'anglais souhaité.
Adresser CV, prétentions et photo en précisant sur l'enveloppe
la réf 4386, à Média System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris



**ÉTABLISSEMENT FINANCIER
FRANCO-AMÉRICAIN**
TOUR MAINE-MONTPARNASSE

recherche

ATTACHÉS (ÉES) DE CLIENTÈLE

(Diplôme d'enseignement supérieur ou Ecole de
commerce complété par une solide formation
comptable.)

CAPABLES :

- de gérer les contrats conclus avec une clientèle de
P.M.E. tous secteurs d'activité ;
- de proposer à cet effet toutes initiatives de nature à
garantir la sécurité des engagements contractuels et à
assurer la bonne qualité des services rendus à la
clientèle.

Ces postes seront en conséquence confiés à des
candidats (es) maîtrisant les techniques d'analyse
financière et de contrôle comptable pour les avoir
pratiques plusieurs années en entreprise, en cabinet ou
au sein d'une banque.

Les candidats (es) retenus (es) devront avoir un sens
aigu du risque et des responsabilités et affirmer la rigueur du
gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Des déplacements de très courte durée sont à prévoir.

POSTES A POURVOIR IMMÉDIATEMENT.

Ecrire avec C.V. + prétentions + photo à :
FACTOFRANCE HELLER
Service du Personnel - Tour Maine-Montparnasse
75734 PARIS CEDEX 15.



**laboratoire d'électronique
et de physique appliquée**
travaillant en coopération avec l'ensemble des
Laboratoires de Recherche PHILIPS

recrute

**INGENIEURS GRANDES ECOLES
ou UNIVERSITAIRES**

dans les domaines d'activités suivants :

Systèmes électroniques

(Référence 30)
Etudes de base, simulation sur ordinateur, conception de
circuits rapides analogiques et numériques et réalisation de
prototypes pour les applications suivantes : Réception de
programmes diffusés par satellites. Traitement du son et des
images. Transmission numérique. Compression du débit d'in-
formation. Acquisition et visualisation des signaux.

Physique des solides

(Référence 10)
Technologie des circuits intégrés Ga As. Dispositifs hyper-
fréquences. Conception de circuits intégrés. Recherche fon-
damentale en physique des semiconducteurs.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel
3, av. Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL BREVANES.

Société d'Etudes
Filiale Groupe International Automobile
recherche

**ingénieur électronicien
études systèmes**

- Compétence dans domaine microprocesseurs
et technique digitale.
- Etudes et choix des organes entrée et sortie
(capteurs et actionneurs).
- Anglais indispensable.
- Expérience souhaitée.

**ingénieur électronicien
concepteur circuit intégré**

- Etude et définition de circuits intégrés mono-
lithiques en technique analogique ou digitale,
faisant appel aussi bien aux technologies
bi-polaire ou MOS.
- Sera intégré à l'intérieur d'une équipe dispo-
sant des moyens nécessaires.
- Anglais indispensable.
- Expérience souhaitée.

Ces postes sont situés en banlieue parisienne.
Adresser lettre, curriculum vitae et photo à
LA PUBLICITE FRANÇAISE
Réf. 20 731
23-27, avenue de Neuilly 75116 PARIS
qui transmettra.



I.C.I. Pharma

**CHEF DE
PRODUITS
HOSPITALIERS**

Filiale française de la Division Pharmaceutique d'Imperial Chemical Industries (GB).
I.C.I. PHARMA est en progression constante, en particulier dans les domaines
cardiovasculaires et des antiparasitaires.

Dans le cadre de son développement, ce laboratoire cherche à renforcer sa division
hospitalière en intégrant un nouveau chef de produits.

Rattaché au Directeur du marketing des produits hospitaliers, il prend en charge un
groupe de produits existants ou en développement. Il est responsable de l'élabo-
ration et de la mise en place du plan marketing dans le cadre d'un budget ; définition
d'objectifs, d'une stratégie marketing et des moyens à mettre en œuvre.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure commerciale
(M.E.C., ESSEC, ESC...) ou un pharmacien, ayant une expérience en industrie
pharmaceutique. Une certaine connaissance de l'antibiothérapie serait appréciée.
L'anglais courant est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12607 E à :

EGOR BIOMEDICAL
8 rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL



Ripolin
Freitag



Division
Anticorrosion

**CHEF DE PRODUITS
Anticorrosion**

La division anticorrosion du Groupe RIPOLIN est leader dans son domaine. Cette
position est due à sa présence commerciale, à la notion du service client, à la qualité des produits
et à une adaptation permanente produit/marché.

Au sein de la Direction Commerciale, le candidat est rattaché, en liaison fonctionnelle
permanente avec les ventes, la recherche, la fabrication, la logistique, le service du client pour
mission de suivi, de gestion et de promouvoir l'ensemble des produits de la division.
Cet emploi implique une action marketing au sens large, en terme de planification, plan et budget,
promotion, stratégie et développement, segmentation des marchés, adaptation produit/marché.

Nous souhaitons progressivement confier cette responsabilité à un jeune diplômé de l'ensei-
gnement commercial supérieur ayant déjà une expérience (2 à 4 ans) de la fonction produits.
Cette expérience a été acquise de préférence dans le domaine des produits industriels et
techniques, biens consommables ou d'équipement.
Une formation aux produits et aux marchés de l'anticorrosion lui sera donnée par l'entreprise.
Le poste est basé en banlieue sud de PARIS.

L'intérêt du poste, les responsabilités confiées et les perspectives de développement au sein du
Groupe sont de nature à motiver une jeune personnalité de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous
réf. M 12641 K à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL



**Cadres demandeurs d'emploi ou en
congé-formation**

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose

7 mois de préparation professionnelle

**Direction de personnel
et informatique**

Cette formation vous apportera :

- des techniques de gestion de personnel ;
- un entraînement aux relations sociales ;
- une pratique de l'informatique appliquée à
la gestion sociale.

Une première expérience en entreprise est nécessaire.

Début du stage : 30 novembre 1982

Recrutement : fin octobre 1982
dossier de candidature à :



INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Madame FLOIRAC - 766.84.22
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

Cette société internationale qui occupe une place de leader en Europe a mis sur une organisation performante
assistée d'une informatique de pointe pour soutenir son dynamisme commercial et industriel.

Dans le cadre de son expansion internationale basée autour d'un réseau européen d'ordinateurs constitué d'un
4341 et de plusieurs HP 3000, elle recherche

**CHEF
DE PROJET**

Il dirigera une équipe de développement et de la
maintenance d'applications modernes et évolutives.
Nous souhaitons rencontrer des diplômés d'ensei-
gnement supérieur désirant élargir leurs responsabilités et
s'associer à un environnement performant.

Réf. M 12684 E

**ANALYSTE
PROGRAMMEUR**

Une première expérience allée à une formation
supérieure lui permettra de prendre en charge, en
liaison avec l'utilisateur, le développement d'applica-
tion (DOS VSE - COBOL - CICS).

Réf. M 12684 C

Ces deux postes s'exercent au siège de la société dans une ville universitaire distante d'une heure de Paris.
A une rémunération de nature à attirer des candidats de valeur, s'ajoutent de réelles possibilités d'évolution
et de carrière.

Merci d'adresser C.V. complet sous les références choisies à :

EGOR INFORMATIQUE

8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL



UNE DES TOUTES PREMIERES SOCIETES FRANCAISES
D'INGENIERIE INFORMATIQUE.
PREMIER CONSTRUCTEUR MONDIAL DE RESEAUX DE
TRANSMISSIONS DE DONNEES, REALISATEUR DE
LOGICIELS DANS DES DOMAINES D'APPLICATIONS
VARIEES, RECHERCHE DES :

**INGENIEURS
GRANDE ECOLE
CENTRALE, MINES,
PONTS & CHAUSSEES, SUP'AERO,
SUPELEC**

attirés par l'informatique

« Des votre arrivée, vous recevrez une
formation approfondie à l'informatique,
comportant notamment des aspects
théoriques (Téléinformatique, Temps
Réel) et pratiques (programmation d'un
microprocesseur, d'un micro-ordinateur,
méthodes de développement de
logiciels).

« A l'issue de cette formation, vous serez
affecté à l'une de nos équipes de
développement travaillant sur des pro-
jets tels que Télématique, réseaux de
transmission de données, applications

temps réel.
« L'expansion actuelle de l'entreprise offre
de réelles opportunités de carrière en
France (Paris et Province) et à l'étranger.
Disponibilité début Novembre
obligée.

Merci d'adresser votre candidature (let-
tre manuscrite, CV détaillé, photo et
prétentions) sous référence M410
à SESA Direction du Personnel -
30 Quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX.

SOCIÉTÉ INTERELEC

Filiale du groupe
MATRA

recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Nous sommes le leader mondial des systèmes automatiques
ferroviaires
(métros de Paris, Mexico...)

Nous développons et diversifions nos produits (doublement
du C.A. en 2 ans) et à ce titre, nous renforçons notre
potentiel d'Études.

Nous recrutons :

2 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
pour le service Études et Développement

**2 INGÉNIEURS DE CONCEPTION
DE SYSTÈMES D'AUTOMATISMES**

Ces fonctions s'adressent à des ingénieurs grandes écoles :
E.S.E., BORDEAUX, GRENOBLE. Débutants, 2 ans
d'expérience.

Envoyer curriculum vitae à :
INTERELEC - Service du Personnel,
53, rue du Commandant Rolland,
93350 Le Bourget.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

**chef de projet,
contrôle de procédé**



L'UN DES LEADERS DANS L'INGÉNIERIE EN
FRANCE ET À L'ÉTRANGER, cherche pour son dépar-
tement Informatique Industrielle, à Paris, un Chef de
Projet, responsable de tout ou partie de la réalisation
des systèmes de supervision et contrôle d'installations
industrielles.

Son travail comprend la conception, le démarrage des systèmes et la coordi-
nation des phases de réalisation. Il négocie également avec les clients et les
fournisseurs, le matériel et le logiciel.

Ingénieur grande école, option automatique ou génie chimique, il a au
moins 4 ans d'expérience en informatique industrielle, systèmes temps réel
de contrôle de procédé. Il connaît les systèmes de conduite centralisée et a
une expérience de réalisations sur Mini-ordinateurs (DEC, SEMS, SOLAR,
MITRA).

S'il vient de la chimie ou de l'agro-alimentaire, c'est un atout supplémentaire.
Il parle bien sûr l'anglais, se déplace à l'étranger et a déjà reconnu comme l'animateur d'une équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil,
sous la réf. 364 LM.

jacques tixier s.a.

7 rue de logelbach, 75017 paris



membre de syneco

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT ORGANISME
DE FORMATION A VOCATION
NATIONALE ET INTERNATIONALE
PARIS, recherche

UN CHARGE D'ETUDES

Il exercera une activité variée dans différents axes :
- rédaction et actualisation de supports pédagogiques et technologiques
- responsabilité des enseignements à distance :
- au plan pédagogique (recrutement et animation du corps professoral)
- au plan administratif (supervision d'une petite équipe).
En outre, il assurera des formations dans ces niveaux.
Poste motivant pour un cadre de formation supérieure disposant d'une expérience bancaire d'au moins 8 années, passionné par les problèmes pédagogiques.

Une expérience de formateur serait appréciée.
Ecrire avec CV détaillé et prétentions N° 47.688 à CONTEXTE PUBLI-TEC, 29, avenue de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra DISCRETION ASSURÉE.

UN GROUPE FRANCAIS D'ASSURANCES
IMPORTANT
mais encore à taille humaine
recherche pour son département

ASSURANCES COLLECTIVES UN ACTUAIRE

Rattaché au directeur du département, il sera responsable des études actuarielles, ainsi que d'une mission plus large de conseil technique et de contrôle.
Ce poste conviendrait plus particulièrement à un actuaire, ayant 2 à 3 ans d'expérience réussie, mais pourquoi pas à un débutant efficace et imaginatif ?
A terme, il devrait naturellement pouvoir évoluer vers des responsabilités plus opérationnelles.
Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. 3403 à nos carrières - 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS.

Formation sup. + expérience

Chef du service crédit recouvrement

Société leader dans l'un des domaines de l'électronique (C.A. en 1982 : + 21 %) recherche son chef de service crédit recouvrement.
Outre la création de ce département, il en assurera la bonne marche, animer et contrôler les agences de Province dans son domaine.
Il devra également être capable de participer à l'élaboration d'un système informatique.
De plus, il encadrera temporairement le service facturation (10 personnes).
Pour ce poste, nous souhaiterions rencontrer une personne de formation supérieure, possédant une expérience de 5 ans minimum dans la fonction et ayant la rigueur du gestionnaire allié à la souplesse du commercial.
Lieu de travail : près de Versailles (78).
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 1083/LM à

Communiqué
5, Bd des Italiens 75002 PARIS
ou téléphoner

(réponse et discrétion assurées)

Un adjoint personnel aux larges attributions.

Déjà la trentaine et cinq années au moins dans la fonction personnel, en bonne partie sur le terrain, peut-être en milieu industriel... Vous avez donc acquis l'essentiel du métier. Vous êtes, dans tous les cas, convaincu de toute la richesse qu'une entreprise peut tirer d'une bonne gestion prévisionnelle de son personnel ; et en particulier de son encadrement. Pour autant, vous ne sous-estimez pas les aspects plus opérationnels classiques de la fonction que vous avez, pour l'essentiel, maîtrisée.
Nous sommes une affaire de 1100 personnes qui marche bien, avec un CA de près de 500 Mfr. Notre Directeur du Personnel veut vous confier, outre cette préparation capitale de l'avenir dans tous les domaines, des responsabilités en matière de gestion courante, de recrutement, de formation, de relations du travail et d'information. C'est du sage parier que vous opérez, mais avec des déplacements réguliers dans notre usine près de Lyon et dans nos régions de vente. Et aussi des missions ponctuelles dans nos filiales françaises et étrangères.
Nous tenons à votre formation supérieure - HEC, ESSEC, Sciences Po, etc. - ainsi qu'à votre aisance en anglais (parlez aux filiales). Nous souhaitons qu'à travers le large éventail de ses attributions vous perceviez l'enrichissement que ce poste peut vous apporter. Et la préparation qu'il va vous donner pour assumer demain une responsabilité Personnel plus globale. Une personnalité solide, un homme de contact, voilà ce que nous recherchons. Voilà pourquoi vous écrivez, sous référence 532 794M aux consultants de SIRCA qui nous conseillent pour ce recrutement.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC

sema informatique

La division informatique de sema metra, groupe européen de conseil, d'études et d'ingénierie (720 MF de CA, 2200 personnes) recherche :

chef de projet

(réf. 10353/AM)

il assurera la conception et la mise en œuvre de systèmes informatiques de gestion. Le candidat a une formation grande école et 5 ans ou moins d'expérience sur des applications transactionnelles utilisant les bases de données.

analyste

(réf. 10353/BM)

sous la responsabilité du chef de projet, il sera chargé de la conception et du suivi de réalisation d'applications de gestion. Le candidat souhaité a une formation supérieure et 3 ans d'expérience.

Pour ces deux postes, une connaissance réelle de IMS, DM4, CICS/OLI ou SORATE est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature à J. Hagege en précisant la référence ainsi que votre adresse et votre n° de téléphone - Sema-Selection : 16/16, rue Barbès 92126 MONTRouGE

sema selection

Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

Nous occupons une place très importante dans le secteur de la

péri-informatique

et notre présence tant dans les grandes affaires privées et publiques que sur le marché indirect nécessite des hommes de valeur. Dans le cadre de notre développement, nous devons pourvoir sur Paris plusieurs postes autonomes de haut niveau d'ingénieur d'affaires

justifiant de 5 années d'expérience commerciale tournée vers l'un des secteurs suivants : banques, assurances, administrations publiques ou grandes entreprises, ainsi que deux ingénieurs technico-commerciaux venant renforcer l'équipe intervenant en support avant et pendant la vente sur le logiciel de base notamment.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous remercions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 68213 M

SOCIETE INDUSTRIELLE, LEADER DANS SON SECTEUR,
FILIALE D'UN GROUPE AMERICAIN
recherche pour une de ses usines (1500 personnes)
située à 60Kms au Nord de Paris

CONTROLEUR DE GESTION

LE POSTE :
Le contrôleur de gestion usine, directement rattaché au Directeur de l'usine :
- prépare le budget, assure le reporting et le suivi des écarts,
- supervise la comptabilité générale (paie, fournisseurs) et les mouvements de stock,
- membre de l'équipe de Direction de l'usine et responsable des procédures et de l'organisation administrative,
- encadre une équipe de 12 personnes.

Ce poste très opérationnel peut-être un bon tremplin pour un développement ultérieur à l'intérieur du Groupe.

PROFIL RECHERCHÉ :
- 30 ans minimum
- formation technique ou commerciale supérieure (ESC, ICG)
- expérience minimum de 3 ans dans des fonctions similaires en milieu industriel
- autorité
- sens aigu de la communication.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous N° 47576 à CONTEXTE PUBLI-TEC, 29, avenue de l'Opéra 75001 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ST QUENTIN EN YVELINES
Société de distribution de produits électroniques
(500 personnes, 200 M. de C.A. en 82),
filiale d'un important groupe français
recherche

CONTROLEUR FINANCIER

En collaboration avec le contrôleur de gestion, il s'occupera plus spécifiquement des relations avec les agences et filiales.
Outre un rôle classique de contrôle de gestion il sera responsable de l'harmonisation des procédures administratives et comptables.

Ce poste pouvant évoluer à 2, 3 ans vers une responsabilité administrative et financière plus globale, s'adresse à un candidat de formation grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP...) possédant 5 ans d'expérience en audit et/ou contrôle de gestion.

Pour un premier contact, écrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, s/réf. 240 M à Catherine ROZES

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS

ENTREPRISE A FEU CONTINU
RECUPERATION D'ENERGIE
UNITES DE PRODUCTION RECENTES
recherche

chef du service technique

- 35 ans minimum - Ingénieur de formation (A. & M., DMI - ENSM ou similaire).
Expérience industrielle nécessaire en unité de production à feu continu (thermoélectrique).
- sous l'autorité du Directeur de l'Usine, il sera le véritable patron technique de celle-ci avec deux dimensions importantes :
- un suivi rigoureux d'entretien avec l'opportunité de mettre sur pied un service complet (préventif, gestion du stock magasin, sous-traitants, budget...)
- une volonté de résoudre les problèmes techniques par des analyses complètes liées à la mise au point et à la maintenance des installations.
- poste situé à CRETEIL (94). Perspectives très intéressantes d'évolution de carrière.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 888-M à GUILLON Sélection

guillon sélection
95, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

LES LABORATOIRES D'UNE SOCIÉTÉ
DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION
(banque NORD-EST de Paris) recherchent

UN INGÉNIEUR en ÉLECTRONIQUE ÉLECTROMÉCANIQUE

pour la réalisation de prototypes à usage de laboratoires.
Le candidat devra avoir 3 ou 4 années d'expérience en réalisation de petits appareils.
Intérêt du contact demandé.

Adresser curriculum vitae + photo à : C.G.P. RM, (S.F.), 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE
Quartier Champs-Élysées
Recherche pour renforcer son
SERVICE INSPECTION
COLLABORATEUR
Niveau minimum
Classe IV

Ayant :
- Une expérience d'au moins 10 ans de plusieurs services administratifs bancaires (en particulier l'inspection des Engagements et l'Inc) et si possible de l'inspection.
- Une formation L.E.S. ou au minimum le B.P. de banque.
- Si possible une connaissance de l'urbanisme.

Le candidat assurera des travaux de contrôle pour renforcer les missions d'inspection, sa carrière pouvant aussi, à quelques années se développer vers d'autres secteurs de la Banque.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 8211 à CLAIR CHAMPEL, 3, rue du Helder, 75009 PARIS.

INGENIEUR EN ORGANISATION

250 000 F +

Construction Electrique
Grande Banlieue Sud Paris

Une société française exerçant ses activités industrielles et commerciales dans le domaine de la construction électrique recherche un INGENIEUR EN ORGANISATION pour l'une de ses unités industrielles employant plus de 2000 personnes. Sous l'autorité du directeur de cet établissement, il sera chargé d'analyser le système de gestion de production existant. Ensuite, il définira et mettra en place avec la direction de l'établissement un nouveau système de gestion, déterminera les besoins en informations, définira les nouvelles procédures administratives, comptables et informatives, élaborera le cahier des charges, choisira les matériels, étudiera les postes... afin d'aboutir à une meilleure connaissance des cycles de production et des prix de revient. Le candidat, âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur type ESC, Centrale, A & M, possédant une expérience de la production gérée par des moyens informatiques. Il pourra avoir été chef de projet dans une S.S.C.I. en charge de la direction de chantiers similaires dans l'industrie. Ecrire sous référence 540/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

GROUPE IMMOBILIER SOCIAL
recherche

CADRE COMPTABLE 120.000 F +

POUR LUI CONFIER :
- La prise en charge de comptabilités spécifiques.
- La responsabilité de différents services (30 personnes).
Directement rattaché au responsable Comptable du Groupe, ce poste requiert, en plus d'une formation niveau DEC, une réelle pratique comptable et informatique ainsi qu'une expérience d'encadrement.

Ecrire avec C.V. et photo, sans réf. R.B. à Publiclair, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS qui transmettra.

REVUE SCIENTIFIQUE PARIS

MÉDECIN RÉDACTEUR

pour service rédaction et relation publique.
Solide culture médicale (internat C.H.U. min.).
orientation pharmacologie clinique souhaitée.

POSTE PLEIN TEMPS

(aucune proposition à mi-temps ne sera retenue).
Poste actif, promotion assurée.
Ecrire avec C.V. détaillé, l'urcs, photo.
Discrétion absolue assurée.
dossier retourné s/réf. 7.066 le Monde Pub.
Service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE BANCAIRE

recherche

ATTACHE DE CLIENTELES

- pour son agence de BOULOGNE (92)
- DUT techniques de commercialisation ou équivalent.
- attaché à la Direction de l'Agence, il est chargé d'un secteur dans lequel il aura la responsabilité du développement des activités du Groupe, auprès de clients "privés" et "entreprises".
Poste autonome et évolutif à l'intérieur d'une unité décentralisée, demandant dynamisme, initiative, goût des contacts et de la négociation.

Adresser C.V. + photo s/réf. 8867 à PIERRE LICHOU SA - BP 220-75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL
EN PLEINE EXPANSION
recherche pour proche banlieue Sud

TECHNICO-COMMERCIAL

HOMME OU FEMME
27 ans minimum.

De formation école de commerce, connaissances chimie souhaitées mais non indispensables, 2 à 3 ans de pratique de la vente en milieu industriel.

SA FONCTION CONSISTERA :
A assurer la prospection intensive d'une clientèle industrielle sur le marché des colles et adhésifs, à suivre les essais techniques, à promouvoir les produits nouveaux et à entretenir un courant d'affaires avec les clients existants.

SES QUALITÉS :
Esprit d'équipe, sens de la négociation, organisation, grande disponibilité.

Adr. C.V., rémunération souhaitée N° 8117 AMEP P.A. 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

مكتبة الأصيل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Filiale Française Groupe International
C.A. 100 millions de Francs

Assistant contrôler

Responsable comptabilité industrielle.
Il développera la comptabilité analytique pour en faire un véritable outil de gestion.
Il dépassera le simple constat des chiffres, analysera, soulèvera les problèmes et proposera des solutions.
Il établira des tableaux de bord et un reporting mensuel pour le groupe.
Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de formation D.E.C.S., I.U.T. + L.C.G., ayant acquis une expérience de la comptabilité analytique en milieu industriel.
Une pratique de l'outil informatique et la connaissance de la comptabilité anglo-saxonne sont souhaitées.
Poste à pourvoir à Levallois.
Pour information complémentaire et envoi dossier de candidature, écrire sous référence 972 B
claudie debray conseil
78 rue Olivier de Serres 75739 Paris Cedex 15

BANQUE (PARIS-8°)
recherche pour son SERVICE ORGANISATION

UN(E) JEUNE DIPLOMÉ(E)

(DÉBUTANT)
- d'une Ecole de Commerce (HEC...)
- ou d'une Ecole d'Ingénieurs (Télécom...)
Une formation complémentaire de type IESTO serait appréciée.
Envoyer lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à OCBE, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS qui transmettra sous référence 9845 M.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
MECANIQUE GÉNÉRALE

Leader dans sa spécialité
1200 personnes

y compris filiales, recherche
pour siège social situé à Vélizy

programmeur scientifique

débutant

niveau DUT, connaissances FORTRAN pour participer à la mise en place et au développement d'un système CFAO dans les 3 usines du groupe.
Déplacements occasionnels.
Formation complémentaire prévue par l'entreprise.
Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 39239 à
projets publicités
12, rue des Pyramides 75001 Paris.

ingénieur soudeur

Formation ESSA. Débutant ou ayant une à deux années d'expérience industrielle pour travaux de laboratoire liés à la mise au point de techniques de soudage utilisables dans les installations offshore.
Anglais lu et parlé souhaité. Situation Paris avec déplacements France et étranger possibles.
Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 39264 à **projets publicités** 12, rue des Pyramides 75001 Paris.

SAGEM

**PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPÉEN
DE SYSTÈMES DE NAVIGATION INERTIELLE
DEUXIÈME CONSTRUCTEUR MONDIAL
DE TERMINAUX TÉLÉ**

recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE PARIS XIV
**INGÉNIEURS ANALYSTES
ANALYSTES ORGANIQUES**
I.B.M. 4341 COBOL DOS/VSE DL1 CICS
Expérience exigée
Adresser C.V., photo et prétentions à :
M. CAMUS, 6, avenue d'Iéna, 75783 PARIS CEDEX 16.

STÉ PHONOGRAPHIQUE PARIS-20°
recherche d'urgence pour I.B.M. 34 - 256/257

UN RESPONSABLE DE SERVICE INFORMATIQUE

bon analyste-programmeur pour service 4 personnes.
2-3 ans expérience minimum. Notions comptabilité.
Envoyer C.V. + prétentions : DISCAZ, à l'attention de M. RABAUD, 13, passage des Tournelles, 75020 PARIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FORTEMENT
AXÉE SUR L'EXPORTATION**
recherche

ingénieur chimiste

pour poste Technico-Commercial dans département en développement rapide.
Le candidat devra :
- avoir une connaissance approfondie en chimie organique,
- être âgé de 27 ans minimum,
- parler anglais et si possible allemand,
- posséder, de préférence, une expérience similaire.
Lieu de travail : PARIS 8°
Envoyer C.V. + photo + prétentions s/réf. 8864 à **PIERRE LICHOU S.A.** - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

FACEM MANAGEMENT

Société de Formation et de Conseil auprès des Entreprises
recherche, sur honoraires à temps partiel, un

**FORMATEUR CONSULTANT
EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET
ORGANISATION PERSONNELLE DES CADRES**

CONDITIONS REQUISES :
- formation supérieure en sciences humaines,
- bonne connaissance de l'entreprise,
- solide expérience de formation et de conseil.
Envoyer C.V., photo et prétentions à :
FACEM MANAGEMENT
76, rue d'Assas - 75006 PARIS.

Important Groupe Commercial à vocation internationale
recherche

INSPECTEUR COMPTABLE

5 ans d'expérience en Cabinet Audit sont nécessaires.
DECS complet souhaité.
Résidence Paris.
Inspections en Afrique Notre pouvant représenter deux tiers de l'activité.
Pratique de la langue anglaise appréciée.
Rémunération élevée tenant compte des déplacements + frais de missions.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V., 4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS, sous référence 47.617.

Cabinet Leconte

Groupement Immobilier d'importance nationale
recherche pour son siège à PARIS

UN RESPONSABLE de programmes

Chargé de la maîtrise d'ouvrages d'opérations de réhabilitation. Sa mission s'étendra de la recherche d'immobiliers à la livraison des logements. Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur auront acquis pendant plusieurs années une expérience effective de la maîtrise d'ouvrages dans tous ses aspects juridiques, financiers et techniques, de préférence en réhabilitation.
Envoyer dossier de candidature s/réf. 01-10 M à
P.F.F.
159, Rue Nationale
75640 PARIS
CEDEX 13

MORGAN THERMICS S.A.
recherche

INGÉNIEUR T.C.

pour développer les ventes en France de pièces céramiques fabriquées en Angleterre (isolants électriques, pièces d'usure pour pompes, machines textiles, réfractaires, etc.).
Bon niveau technique : B.T.S., I.U.T. ou ingénieur.
Anglais courant.
Expérience vente produits techniques souhaitée.
Déplacements très fréquents.
Résid. région parisienne, autres possibilités envisageables.
Salaire + primes motivants. Voiture fournie.
Envoyer C.V. + photo à M. ROYOL, MORGAN THERMICS S.A., B.P. 100, 95500 GONESSE.

THOMSON-BRANDT
recherche

UN (E) ASSISTANT (E) D'INGÉNIEUR

Pour dessin, maquette et secrétariat technique dans un laboratoire de recherche en électronique PARIS-EST.
Adresser curriculum vitae + photo à :
THOMSON-BRANDT, M^{re} MOREAU, Tour Gallieni 2, 36, avenue Gallieni, 93175 BAGNOLET CEDEX.

Importante Société de Service Informatique de dimension internationale recherche pour faire face à son expansion

Des spécialistes IBM CICS/OL1 et IMS DB/DC Des Chefs de Projets de haut niveau

Env. C.V. avec réf. et prêt. s/réf. 7084 à **Le Monde Pub.** service ANNONCES CLASSÉES S. r. des Libraires, 75009 Paris.

Cie D'ASSURANCES
recherche

COLLABORATEUR NIVEAU MAÎTRISE DROIT PRIVÉ

pour ses services administratifs et juridiques. Adr. lettre manuscrite avec C.V. sous n° 47.640 M. 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Vous qui êtes insatiable de vos études, de vos connaissances

SOCIÉTÉ MODERNE D'ÉLECTRONIQUE

IPMI en forte expansion (plus de 6 ans d'activité) vous propose des postes

D'INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

pour des études soit microprocesseurs (matériel et logiciel), soit analogiques (domaines variés).
Vous êtes débutant ou confirmé et une jeune équipe ayant des moyens et des idées, afin de développer des produits nouveaux, vous attend.

Lieu de travail Paris 13°. Adr. votre C.V. détaillé à Service du Personnel S.M.E. - 88, rue Didot 75014 PARIS

MICROTEL SARL
Sté micro informatique recherche

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Expér. souhaitée pour travaux variés de programmation sur micro 8080 et 80/85.
Env. C.V. MICROTEL SARL B.P. 90 - 61943 LES ULIS ou tél. 628-01-31 pour R.V.

D.O.O. 118, Champs-Élysées
cherche collaboration

INGÉNIEURS LOGICIEL

Sur micros et minis pour réalisations au forfait. Applications : contrôle de processus industriels, en temps réel (téléphonie, éprouvette électronique à vibration). Renseignements sur S83-17-27, POSTE 255.

Consensus de Neudilly/Ménilmontant dans le cadre du contrat de solidarité

1 ANIMATEUR

pour le centre culturel municipal Salvador-Allende

Poste à pourvoir par un demandeur d'emploi Profils : bilingue de matériel. Conditions exigées :
- soit emploi Assistant Animateur B.E.P.C. + B.A.S.E. ou B.A.F.A. + permis VL
- soit emploi Animateur 2^e classe BAC + B.A.F.D. ou DUT Carrrières sociales ou DEFA + permis VL.
Les candidatures sont à adresser à :
Bernard COURSIÈRE
Centre Culturel Allende
Av. du Gouffier 63330 Neudilly/Ménilmontant. Tél. 300-88-88.

BUREAU VERITAS
recherche

UN TECHNICIEN

(construction neuve ou assistant d'ingénieur constructeur métallique) ou OUT (option génie civil ou génie mécanique). Débutant ou 2 ou 3 ans d'expérience en charpente métallique et résistance des matériaux. Anglais courant et connaissance programmation exigée. Déplacement obligatoire. Emploi à PARIS.

Adresser C.V. sous réf. n° 52 à BUREAU VERITAS, Service Recrutement DCN/CH, 31, rue Henri-Rocher, 75017 PARIS.

CABINET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

JEUNES RÉVISEURS EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

Avent un an d'expérience dans cabinet d'Audit international ou français.

Adresser C.V., photo et lettre de candidature à : C.F.C.E., 6, av. de Messine, 75008 Paris.

STÉ D'EXPÉDIENTS COMPTABLE
PARIS 16^e
recherche

COLLABORATEURS QUALIFIÉS

- Pour mission de surveillance et de commissariat.
- Niveau certifié supérieur.
- Exp. cabinet indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo à :
YVES LEFAY ASSOCIÉS, 128, bd Saint-Germain, 75006 Paris.

Mutuelle Prévoyance
cherche jeune personne, niveau études supérieures, expérience technique ou commerciale assurée, capable de personnes très soucieuses

Env. avec C.V. + photo au Service Production A.S.N.F., 30, bd Pasteur, 75740 Paris Cedex 15.

Recrutement et gestion de carrière du personnel expatrié

Diplômés d'études supérieures, au cours de votre première expérience vous avez exercé la fonction recrutement.
Vous souhaitez actuellement prendre en charge des problèmes humains en intervenant de la manière la plus complète possible : identification des besoins, analyse des postes, recrutements internes ou externes, adaptation des candidats, suivi des carrières, appréciation, réintégration en France...
Vous serez basés à PARIS.
Une maîtrise parfaite de la langue anglaise est indispensable ainsi qu'une disponibilité pour des déplacements à l'étranger de courte durée.
Notre Société, une des plus grandes entreprises françaises de restauration à vocation internationale (plus de 10000 employés) peut vous permettre de développer votre carrière dans la fonction personnelle.

Adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions sous n° 47810 à CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE**
recherche

• Pour son service Réseaux de Transmissions de Données

un Ingénieur Informaticien

réf. D 20
pour participer à la réalisation du logiciel du nouveau système de messagerie électronique du Crédit Agricole et à la mise en œuvre de ce système. Ce poste conviendrait à un ingénieur en informatique (option systèmes), 3 à 5 ans d'expérience, possédant une très bonne connaissance pratique de la programmation système sur mini-ordinateur DEC (PDP 11, VAX...). La connaissance des langages évolués de type PASCAL ou C serait appréciée.

• Pour son service Système

un Ingénieur Système

réf. D 21
possédant 3 à 5 ans d'expérience en logiciels de base IBM : MVS, systèmes de temps partagé ou transactionnel, VTAM, etc...
Pour assurer l'étude, l'optimisation et l'évolution de systèmes conversationnels supportant des fonctionnalités d'infocentre (VSPC, VSAPL...). Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole, Universités ou équivalent, intéressé par une entreprise dynamique utilisant des technologies avancées, en particulier en informatique de décision.

Ces postes sont à pourvoir à St Quentin en Yvelines (78).
Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la réf. du poste à CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

Importante société d'ingénierie - La Défense - recherche

Ingénieur Métallurgie - Soudage

Dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire (conception, métallurgie, soudage, contrôles), vous aurez à participer, dans votre domaine de compétences aux travaux de définition et d'optimisation des règles techniques relatives au soudage, et aux contrôles de fabrication des matériels mécaniques.

Ingénieur Contrôle de Fabrication

Parallèlement, vous devrez être constamment en dialogue avec nos fournisseurs chez qui vous aurez à veiller sur le suivi de fabrication et la bonne adéquation de vos travaux.

Une expérience de fabrication et de mise en œuvre des contrôles non destructifs en atelier serait appréciée.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74867 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra directement.

Le Directeur Général
d'une société para-alimentaire en plein développement (activité et CA doublés en 2 ans), filiale d'un groupe français réputé, recherche son

ADJOINT (ESC ou équivalent)

Celui-ci devra être rapidement en mesure d'assumer dans un premier temps la responsabilité complète de l'exploitation d'un très important entrepôt entrées et sorties des produits, gestion des stocks, organisation de l'entrepôt, après avoir participé activement à l'informatisation en cours de la gestion de cet établissement. Il animera une équipe de 30 personnes et maintiendra les contacts avec la clientèle existante.
Cette fonction sera confiée à un candidat dynamique, ambitieux et très disponible, bénéficiant d'une première expérience réussie de quelques années, lui ayant permis d'exercer ses qualités de gestionnaire rigoureux, d'homme de terrain et d'animateur. Nous offrons une rémunération motivante et d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière.
Lieu de travail : PARIS-NORD.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 210204 à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous garantira réponse et discrétion.

ORION
l'homme et l'entreprise

URGENT
COMPTABLE CONFIRMÉ

Dynamique avec aspir. Cabinet souhaité, possédant véhicule. Rés. Nord-Est Val-de-Marne

Env. C.V. + prétentions à SAADÉ 19, r. Théodore-de-Berville 17°.

PROJETEUR
ÉTUDES SUPÉRIEURES
BTS électrotechniques ou équivalent. 5 ans expérience dans les automatismes industriels. Adresser C.V. détaillé et prêt. à SISTRAM (ind. 1204), 42/48, avenue du Pdt. Kennedy, 91170 VRY-CHATILLON.

Cabinet de Commissariat et Révision Comptable
recherche
RÉVISEUR
Formation supér. + O.E.C.S., 2 à 3 ans d'expérience.
Envoyer C.V. et prétentions à 21, rue des Favorins, 75015.

Le Monde

économie

AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

« Si on laissait le déficit de la Sécurité sociale se creuser l'institution serait en cause », estime M. Bérégovoy

« J'ai la volonté de défendre la Sécurité sociale, de préserver et de consolider cette conquête héritée de la Libération et je suis convaincu qu'elle serait menacée si nous laissons son déficit s'aggraver », a affirmé M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le 3 octobre au Club de la presse d'Europe 1. « C'est la raison pour laquelle j'ai, dès le mois de juillet, présenté des comptes en équilibre pour 1982 et, quinze mois avant l'adoption du 1^{er} janvier 1984, proposé un plan qui prévoit une colonne recettes de 538 milliards et une colonne dépenses de 538 milliards. (...) Si nous laissons le déficit se creuser, l'institution sociale serait en cause et nous arriverions alors à des suggestions qui sont faites ici ou là : Sécurité sociale à deux vitesses, une médecine pour les riches et une médecine pour les pauvres. Ce qui ne ferait l'affaire ni des assurés, ni des professions de santé, ni de la France, j'en suis profondément convaincu. »

Pour M. Bérégovoy, le fait que son plan ne prévoit « ni cotisation nouvelle pour les salariés ni charges nouvelles pour les entreprises » est « une originalité par rapport à ce qui s'était passé de 1974 à 1981 ». Il s'est ensuite justifié sur l'instauration du forfait journalier hospitalier : « Vingt francs par jour c'est vrai. Mais il faut d'abord savoir comment et dans quelles conditions il sera payé. Quand vous séjournez moins de trente jours à l'hôpital, vous payez un ticket modérateur ; dans ce cas-là, il n'y a pas d'adjonction de forfait journalier. Lorsque vous restez plus de trente jours, il n'y a plus de ticket modérateur ; dans ce cas-là il y a forfait journalier. Seulement, je précise que, pour les travailleurs qui se trouvent à l'hôpital, nous proposons de supprimer l'abattement sur les indemnités journalières. Ce qui veut dire qu'un travailleur célibataire, père ou mère d'un enfant, qui se trouvera à l'hôpital, verra son revenu augmenté par rapport à ce

qu'il est aujourd'hui. » Pour le ministre une telle mesure pourrait également permettre de développer les soins à domicile. A propos de la cotisation des pré-retraités, M. Bérégovoy a déclaré : « Est-il normal, aujourd'hui, qu'un salarié qui gagne 5 000 F paie, pour la maladie et la vieillesse, environ 10 %, soit 500 F, alors que quelqu'un qui a un revenu de remplacement de 7 000 F paie 140 F ? Cela n'est pas normal. Essayons de corriger, naturellement en discutant avec les représentants syndicaux, qui ont des observations à formuler et dont je tiendrai le plus grand compte. J'ajoute qu'un pré-retraité ou bénéficiaire d'un contrat de solidarité continue à voir ses années de pré-retraite entrer en compte pour la détermination des années qui joueront lorsqu'il percevra sa retraite définitive. (...) Notre rigueur à nous est une rigueur juste, faite d'égalité et d'équité et c'est pourquoi je suis convaincu que les pré-retraités comme les autres comprendront notre langage. » La cotisation sur les alcools et le tabac devrait entrer en vigueur « avant le 30 juin 1983 ».

AU GRAND JURY R.T.L. - « LE MONDE »

M. Bergeron adjure le patronat de prendre ses responsabilités sur l'assurance-chômage

M. André Bergeron, au « Grand Jury R.T.L.-le Monde », le 3 octobre, a manifesté son inquiétude quant à l'avenir de l'assurance-chômage : « Le déficit de l'assurance-chômage, a déclaré le secrétaire général de F.O., a pris des dimensions considérables. L'année prochaine, il sera autour de 30 milliards probablement. Ce n'est pas rien. Que faire pour assurer la pérennité du système ? Le gouvernement avait annoncé une augmentation de la participation de l'ordre de 8 milliards ; depuis quelques semaines, il ne parle plus que de 3 milliards. C'est déjà un changement de comportement. Pour en sortir, il faut faire des économies, c'est-à-dire modifier les règles actuelles du système. Nous avons fait des propositions qui conduisent à environ 7 milliards d'économies. Il faudrait atteindre 10 milliards. Mais 10 milliards, plus les 5 milliards qu'affrète l'Etat, cela fait 15 milliards. Comment trouver les 15 autres ? Ce peut être par une augmentation des cotisations versées par les entreprises et les salariés. Il ne faut pas tourner autour du pot. »

M. Bergeron, qui a rencontré le 1^{er} octobre M. Gattaz, en a retiré l'impression « qu'il se pourrait que du côté du patronat on dise : « pas un sou, pas un homme », et qu'on soit tenté d'ajouter : « après tout, le système étant devenu, du fait de la dimension du chômage, plus ou moins maîtrisable, que l'Etat assume la responsabilité ». C'est un langage que je n'accepte pas. » Si l'Etat prend la direction des affaires, a ajouté le secrétaire général de F.O., le C.N.P.F. est-il sûr que les sacrifices qu'on demandera aux entreprises seront inférieurs à ceux qu'on pourrait leur demander dans le cadre du système actuel (...). C'est des questions auxquelles encore les patrons (...) de comprendre l'importance de l'enjeu. S'ils ne le font pas, ils seront peut-être responsables de ce qui pourra se passer par la suite. Nous, Force ouvrière, nous aurons une attitude constructive, même si il nous en coûte, parce que nous sommes persuadés que l'intérêt des salariés est de préserver l'autonomie du système. »

A propos du plan de financement de la Sécurité sociale, M. Bergeron a estimé que « M. Pierre Bérégovoy fait preuve, dans cette affaire, d'un certain courage. Ce n'est pas agréable de prendre des mesures de cet ordre. Mais, pour ma part, je n'aurais pas touché à la garantie de ressources (...). Aux yeux des pré-retraités, c'est une mise en cause des engagements qui avaient été pris par tout le monde. Selon le secrétaire général de F.O., nous allons inéluctablement vers un tassement du niveau de vie, du pouvoir d'achat (...). Le pourcentage dépendra des branches. Pour les fonctionnaires, en fin d'année, il se situera autour de 3 ou 4 %. Dans certains secteurs, la baisse sera encore plus importante (...). Le plus grave, dans les circonstances actuelles, c'est que les gens finissent par perdre confiance en tout ; ils se replient sur eux-mêmes dans une sorte de désespoir. C'est alors qu'ils peuvent devenir la proie de n'importe qui. C'est pourquoi mon souci, c'est de ne jamais perdre le contact avec les militants responsables de nos organisations. Il a révélé que la commission exécutive de F.O. avait été saisie récemment d'une proposition de grève générale de vingt-quatre heures qui, dans l'immédiat, n'a pas été retenue.

LE DÉSACCORD DU P.C.F. SUR LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

M. BÉRÉGOVOY : le plan a été approuvé par M. Ralite

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a souligné, dimanche 3 octobre, au « Club de la presse » d'Europe 1, que son plan de financement de la Sécurité sociale a été approuvé par le conseil des ministres, « et approuvé non pas simplement par trois ministres communistes, mais par quatre, dont M. Jack Ralite », c'est-à-dire par le ministre de la santé. « Ce plan, a ajouté M. Bérégovoy, est accompagné d'un projet de loi, qui sera soumis au Parlement, et c'est au F arlement que je verrai si telle ou telle attitude se transforme en une opposition catégorique. Il va de soi qu'il n'est pas concevable qu'un projet de loi présenté par le gouvernement puisse ne pas être soutenu par la majorité parlementaire. » Selon M. Bérégovoy, « le gouvernement de la République n'est pas le gouvernement des partis ».

Le ministre de la santé : inexact

M. Jack Ralite a répliqué, dimanche soir, à M. Bérégovoy, par la déclaration suivante : « Comme membre du gouvernement, à l'égard du ministre de la santé, je respecte les règles de son fonctionnement, qui impliquent la solidarité gouvernementale et le droit, que j'utilise, de faire connaître, en son sein, mon sentiment personnel. » C'est ce que j'ai fait, comme mes collègues communistes, sur le plan de financement de la Sécurité so-

ciale, notamment à propos du forfait hospitalier. Personne n'est autorisé jusqu'à plus ample informé à faire état publiquement des délibérations gouvernementales, à plus forte raison d'une manière inexacte. »

M. Leroy : le projet doit être sérieusement amélioré

Les propos de M. Bérégovoy, au « Club de la presse », répondaient à des questions posées par les journalistes à propos de l'édition de M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste dans l'Humanité Dimanche du 3 octobre. Sous le titre « Le dernier mot n'est pas dit », le directeur de l'Humanité reprenait les critiques formulées, le 30 septembre, par Mme Michelle Bertrand, membre du bureau politique du P.C.F., à l'encontre du plan gouvernemental (Le Monde du 2 octobre). Selon M. Leroy, le forfait hospitalier est « un recul important, une atteinte aux droits garantis par la Sécurité sociale », et la cotisation sur les pré-retraités « atteint le pouvoir d'achat, dissuade les travailleurs d'accéder à la pré-retraite dans le cadre des contrats de solidarité et contredit la politique de l'emploi ». M. Leroy soulignait, en conclusion, que « le projet n'est pas encore établi dans sa totalité mais il peut, il doit être sérieusement amélioré ». Dans l'Humanité du 4 octobre, Michel Doumenc, citant des déclara-

tions du Mme Simone Veil et de M. Raymond Barre, écrit que la politique du gouvernement « présente des défauts tels qu'ils autorisent des hommes de droite à investir le terrain qui leur était le plus défavorable, le terrain social ». Il ajoute : « Intervient pour modifier les choix discutables du gouvernement est une nécessité politique (...), car, au moment où la droite renouvelle ses efforts en direction des mécontents, la nouvelle majorité ne peut laisser derrière elle la touche d'un retour pas les catégories sociales qui ont nourri les plus légitimes espoirs d'amélioration de leur sort en votant pour la gauche. »

M. Mermaz : l'union demeure pour tous une obligation

Dans une interview publiée par la Croix du 3 octobre, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, déclare que « la composante minoritaire, pourrait ne pas se sentir intellectuellement et moralement aussi engagée » que la composante majoritaire par la politique du gouvernement. « Mais je suis persuadé, ajoute M. Mermaz, que, par delà telle ou telle péripétie, les communistes continueront de comprendre la logique et la nécessité de ce que nous faisons ensemble. L'union demeure pour tous une obligation. Et tout indique, d'ailleurs, que l'électorat du P.C.F. colle parfaitement à la politique de M. François Mitterrand. »

Les nouvelles pistes de la solidarité

Une semaine importante commence sur le plan social. A travers des discussions sur l'avenir de l'assurance-chômage, les 4 et 5 octobre — qui, si l'on en croit M. Bergeron, sont dans une passe très difficile, — et les négociations sur la sortie du blocage des salaires — la première réunion dans la fonction publique, le 6 octobre, sera marquée par une journée de « mobilisation » à l'appel de la C.G.T., — ce sont les résistances syndicales à la nouvelle phase de l'action gouvernementale, celle de la rigueur, qui vont être mesurées. Jusqu'où les organisations syndicales peuvent-elles aller dans l'acceptation d'une certaine austérité sans remettre en cause la mission de défense du progrès social pour laquelle elles se sentent naturellement investies ? Quelles nouvelles solidarités peuvent-elles être mises en œuvre par le jeu d'un certain consensus social au risque d'être imposées rudement par la crise ?

A bien des égards, le mouvement syndical se trouve à la croisée des chemins. Il a des responsabilités nouvelles et difficiles à assumer pour accepter la rigueur sans se retirer, pour aider au redressement économique en tenant compte des répercussions de nombre de ses syndicats, qui ont le sentiment de ne pas avoir porté la gauche au pouvoir pour faire les frais de l'austérité, tant pour l'assurance-chômage, les salaires et la sécurité sociale. C'est dans ce contexte que plusieurs voix s'élèvent au sein du mouvement pour inviter le syndicalisme à un profond changement. Tout en se félicitant de « l'impulsion progressive du syndicalisme dans le

champ de la contre-proposition économique », M. Jacques Delors, intervenant le 2 octobre au colloque organisé par le professeur Jean-Jacques Dupeyron, directeur de la revue Droit social, sur un nouveau droit du travail (Le Monde du 3-4 octobre), a ainsi souhaité que « surgisse une nouvelle dynamique sociale, indispensable pour permettre à nos vieilles sociétés industrielles de relever les défis des années 80 ».

Pour le ministre de l'économie et des finances, « le jeu social ne s'est pas encore transformé en la dimension des exigences nouvelles ». « De nouvelles solidarités sont à inventer, poursuit M. Delors, à travers l'innovation sociale, de nouveaux contrats collectifs, le développement des emplois d'utilité collective et d'un troisième secteur largement décentralisé ». Des dangers existent — une société duale, un marché du travail éclaté, des inégalités qui résurgissent « pernicieuses », — mais, pour le ministre, les syndicats peuvent les conjurer s'ils contribuent « à réinventer, avec les autres acteurs socio-professionnels, une dynamique des relations sociales qui soit le support du sursaut économique ».

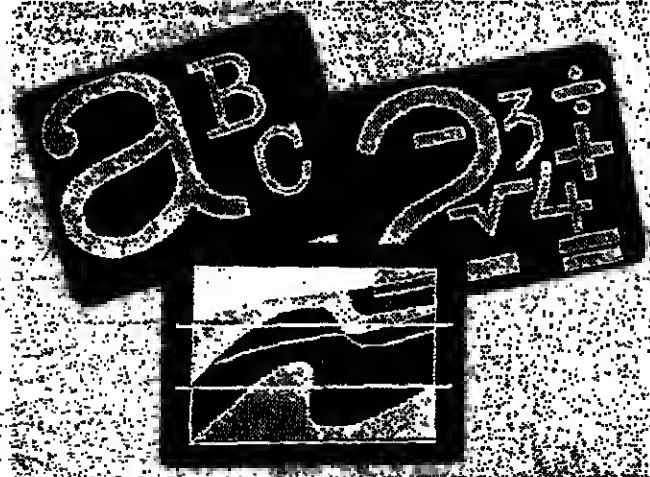
Dans une interview au quotidien les Echos, le 4 octobre, M. Auroux, ministre du travail, affirme, lui aussi, que « le contexte a changé, les limites du possible aussi » et que, donc, « la réforme de nos comportements devient un impératif ».

M. Auroux n'hésite pas à faire preuve d'une certaine sévérité à l'encontre des organisations syndicales : « La logomachie, des idéologies manichéennes trop longtemps

ressassées, l'absence de hauteur de vue, le refus d'accepter que le syndicat participe à la politique nationale, interdisant ainsi l'exercice de la solidarité... tout cela contribue à la désaffection de salariés beaucoup plus conscients des réalités qu'on ne le pense. Il est donc clair que tout cela doit changer. » Alors qu'un certain malaise — encore assez limité — apparaît dans le secteur public et nationalisé sur la question du pouvoir d'achat des salaires, que le C.G.T. adresse, comme d'autres syndicats, de vives critiques au plan Bérégovoy sur la Sécurité sociale, « l'épreuve nationale de solidarité » qu'évoque M. Auroux ne semble pas s'engager dans de très bonnes conditions. A quelques mois des élections municipales, aucun syndicat ouvrier ne semble vouloir mettre en difficulté le gouvernement. Mais la proximité des élections prud'homales, où chacun, pour garder la confiance de son électeur, risque de se laisser attirer par une certaine surenchère, ne facilite pas les nécessaires conversions. Dans bien des cas il va falloir choisir entre le maintien du pouvoir d'achat pour tous et la défense de l'emploi, la diminution d'un certain nombre de prestations de l'assurance-chômage et un constat de carence du régime paritaire d'indemnisation des sans-emploi — autant de pistes difficiles pour la solidarité. Mais, à défaut d'une telle démarche aujourd'hui, les syndicats risquent de se voir imposer demain des voies plus rudes qu'une aggravation de la crise économique rendrait sans appel.

MICHEL NOBLECOURT.

LES SYSTEMES B20: UN NOUVEAU CONCEPT



LA POLY-INFORMATIQUE

La poly-informatique BURROUGHS offre à l'utilisateur final les avantages de systèmes centralisés, démultipliés par poste de travail.

Les Systèmes B 20 de BURROUGHS expriment pleinement cette polyvalence :

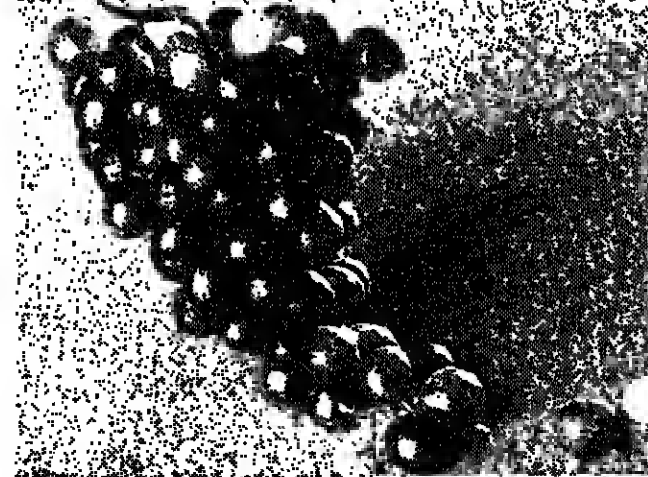
- fonctions : traitement de textes, de données chiffrées, traitements graphiques, visualisation couleur
- capacités de travail : ce sont de vrais multitâches, travaillant en simultané et en temps réel, avec toutes possibilités d'accès et de connexions.
- applications : scientifiques, de gestion, de bureautique, à l'aide des logiciels les plus performants.
- utilisation multilingues : Basic, Cobol, Pascal, Fortran.
- capacité de traitement : mémoire de 256 Ko à 640 Ko par

poste, capacité disques jusqu'à 60 Mo, avec liaison à plus de 30.000 caractères/seconde.

Les Systèmes B 20, c'est aussi une ergonomie de pointe : clavier Azerty accentué détachable, écran anti-reflets orientable (34 x 132 caractères), etc.

Pour un accès immédiat à la Poly-Informatique, les Systèmes B 20 incluent l'information assistée par ordinateur, logiciel de formation "sur mesure", le tout, en français.

* disponible début 1983.



L'ARCHITECTURE DE GRAPPE

L'architecture de grappe BURROUGHS, c'est le symbole de l'intelligence distribuée, avec ses "grains" autonomes, mais solidaires.

Chaque poste possède sa mémoire et son indépendance, avec ses propres périphériques, pour répondre aux seuls besoins de son utilisateur.

De plus, un poste "superviseur" permet à chacun d'accéder à la mémoire et aux services communs, contrôlant et coordonnant toute la grappe : on peut lui connecter de 1 à 16 postes. La puissance du Système s'accroît en proportion, logiciel Système et logiciels d'application répondant à toutes les configurations.

Pour la PME comme pour la grande organisation, la sou-

plésses des Systèmes B 20 garantissent une constante adéquation aux besoins, y compris l'intégration à tous réseaux.

Les Systèmes B 20, c'est la Poly-Informatique BURROUGHS au service de l'utilisateur final.

FICHE TECHNIQUE B20

- Processeur 16 bits Intel 8086
- 5 x 8 MHz
- Systèmes modulaires
- de 1 à 17 postes de travail (Raisne)
- Jusqu'à 307 Kbytes
- Garantie complète de périphériques
- Disques et imprimantes
- Conventions Multibus IEEE 796
- Facilité d'intégration dans les réseaux
- écran couleur
- simulation de terminaux périphériques IBM 3270, IBM 1700/5780
- RJE et Burroughs MT 900
- 320 Transpacs
- Systèmes d'exploitation (RTOS)
- multitaques temps réel intégrant le traitement des données, de textes, et le traitement graphique.

Pour la plus ample connaissance avec la Poly-Informatique.

Retournez ce bon à : René ESLINE Systèmes B 20

BURROUGHS FRANCE

95015 CERGY-PONTOISE CEDEX

Société

Nom

Fonction

Adresse

Tel.

Burroughs

NOUVEAU : BURROUGHS DIFFUSION - 140, rue de Tocqueville Paris 17^e - 267.43.40

Information, assistance, vente des Systèmes BURROUGHS.

Burroughs

UN PARTENAIRE DES SERVICES

Centres BURROUGHS à
• Lille • Nancy
• Lyon • Marseille • Bordeaux
• Nantes • Strasbourg • Dijon • Clermont-Ferrand
• Grenoble • Nice • Toulouse • Tours • Rouen • Le Vaudreuil
et Afrique Francophone.

MONNAIES

Les fissures du système bancaire international

(Suite de la première page)

Il est vrai que le système monétaire, après comme avant l'introduction des échanges flottants (en 1973), a donné aux Américains de grandes facilités (du fait de l'utilisation du dollar comme instrument de réserve), mais eux-mêmes ont dû consentir à une forte dépréciation de leur monnaie : le dollar est aujourd'hui considéré comme « fort » parce qu'il est coté à Francfort 2,50 DM, à Zurich, 2,15 FS à Tokyo 270 yens. Douze ans en arrière, les cours (fixes) étaient respectivement de 3,66 DM, 4,30 FS, 360 yens. Autrement dit, le pouvoir d'achat des Américains sur le marché international a diminué dans une proportion notable par rapport à celui des Allemands, des Suisses et des Japonais (en revanche, il a augmenté par rapport à celui des Français, dont la monnaie s'est dévaluée vis-à-vis de toutes les devises importantes, y compris le dollar).

La crise et le processus d'ajustement

Jusqu'à maintenant, la « fuite en avant » s'est pratiquée à l'intérieur du « système » : pour rembourser les dettes échues, on empruntait de nouveau, et de plus gros montants, pour financer des déficits eux-mêmes accrus pour de bonnes ou mauvaises causes (investissements productifs, dépenses de consommation et investissements de prestige). Le général de Gaulle et, pour le nommer encore une fois, Jacques Rueff, reprochaient au régime monétaire de l'étalon de change ou de permettre aux Américains d'acquiescer le processus d'ajustement par lequel un pays corrige ses déficits et revient à l'équilibre. On peut dire que la formidable progression des crédits internationaux, depuis 1973, a permis

d'oblitérer ce processus à l'échelle du monde.

Ancien secrétaire adjoint au Trésor des Etats-Unis (il signa en janvier 1976 les fameux accords de la Jamaïque qui amendaient les statuts du F.M.I. pour les adapter à la nouvelle pratique des changes flottants), M. Edwin Yoo, qui travaille aujourd'hui pour une banque privée, nous dit : « Le mécanisme d'ajustement tend à ne jouer qu'à partir du moment où un pays a épuisé toutes ses facultés d'emprunt à l'étranger : il est donc nécessairement associé à l'apparition de graves tensions. »

On mesure l'étendue du chemin parcouru (à résolutions) depuis l'abandon des règles dérivées du vieux étalon-or : un pays n'attendait alors pas longtemps pour réagir ; les premières mesures de redressement étaient prises dès qu'il lui fallait puiser dans ses réserves pour faire face à des pertes de change. On ne faisait jamais se croquer de profonds déficits : le retour à l'équilibre s'effectuait assez rapidement. Le coût à payer en termes de ralentissement de l'activité et de chômage était en principe minimal et de courte durée, ce qui n'excluait pas la brutalité, du fait que ni l'Etat ni la Banque d'émission n'intervenaient pour empêcher les faillites d'entreprises. La crise ne prenait vraiment d'ampleur (comme en 1906 aux Etats-Unis) que lorsque la confiance dans les banques était ébranlée et que se développait une panique financière (la crise de 1929 - et la grande dépression qui en résulta - n'appartient déjà plus au grand schéma élastique, car elle a été précédée, elle aussi, par une période de prospérité forcée nourrie par une formidable expansion de crédits nationaux et internationaux pendant laquelle les processus d'ajustement traditionnels avaient été bloqués).

Pour empêcher de nouveaux désastres, des gouvernements de grands pays capitalistes, à commencer par celui de Washington, de grandes banques qui opèrent sur le marché international cherchent aujourd'hui à organiser une gigantesque remise en ordre : cette volonté s'est manifestée à l'assemblée générale du Fonds monétaire qui s'est tenue à Toronto il y a trois semaines. Les grands pays capitalistes, au premier rang desquels les Etats-Unis, n'ont-ils pas ouvert la voie en s'engageant à eux-mêmes une cure d'austérité prolongée ?

Remarquons en passant, que si tel a été le résultat de la politique du président Reagan, telle n'était pas au départ son intention, bien au contraire. Ce que les Américains appellent « *renouveau* » est au contraire un bel exemple de réflexe moderne de fuite en avant : le programme initial du président et de ses plus chauds partisans, les économistes de l'offre (*supply-siders*), était fondé sur l'idée qu'en procédant à une forte réduction des impôts directs on stimulerait l'épargne et l'investissement. D'une reprise vigoureuse de l'activité économique, on attendait une augmentation des recettes de l'Etat (malgré la baisse de la pression fiscale) propre à résorber le déficit budgétaire et à calmer l'inflation. On espérait ainsi pouvoir faire l'économie d'une politique d'assainissement. Le remède proposé n'était pas désagréable : il consistait en une potion empoisonnée. Les raisonnements simplistes sur quoi s'appuyaient ces belles perspectives n'ayant pas été confirmés par les faits, c'est le monétarisme « sauvage » de M. Paul Volcker (président du Système de réserve fédéral, où sont regroupées les douze banques d'émission des Etats-Unis) qui, jusqu'à une époque récente, a fait office de politique officielle.

Hypothèse trop rassurante ?

Cependant, la stratégie préconisée à Toronto pour colmater progressivement les « fissures » (pour reprendre le mot utilisé par M. Jacques Delors dans son discours devant l'assemblée générale) du système financier international repose sur une hypothèse générale que M. Felix Rohatyn, banquier en vue de la place de New-York (c'est lui qui avait conçu et animé le plan de sauvetage de la ville, qui lui-même était menacée de faillite), n'est pas

seul à considérer comme trop rassurante.

On part de l'idée que les pays aujourd'hui incapables de faire face à leurs obligations de remboursement ne chercheront en aucune circonstance prévisible à s'en abstenir par une répudiation de leurs dettes. Une telle éventualité est considérée comme improbable, car, dit-on, le pays (ou les pays) qui prendrait ce parti désespéré se mettrait au ban de la communauté financière internationale ; il ne pourrait plus espérer trouver, pour des dizaines d'années, des assurances-crédits auprès des banques et des institutions capables d'en fournir des montants importants. Autrement dit, on exclut le risque de la fuite en avant hors du système. Il est vrai que l'exemple de la Pologne, de la Roumanie, de Cuba et des autres démocraties populaires est de nature à montrer les limites d'un tel parti. Que fait un pays une fois la révolution terminée ? Il emprunte auprès des banques des pays capitalistes pour se procurer les moyens de paiement dont il a le plus grand besoin pour acheter des biens et des services qu'il est incapable de produire dans des conditions acceptables pour l'équipement de son industrie ou plus simplement pour nourrir sa population et lui fournir un minimum d'articles de consommation courante.

Il n'empêche que le scénario communément admis souffre d'une grave lacune qui en diminue fortement la crédibilité : il ignore la dimension politique de ce qui n'est en fait qu'un drame financier susceptible d'éclater entre une vingtaine de pays gros débiteurs et une trentaine de grandes banques internationales qui leur ont fait crédit. Pour la plupart de ces pays, le service de la dette représente entre 30 % et 80 % de leurs activités extérieures, alors que, il n'y a pas longtemps, le F.M.I. considérait comme dangereuse une proportion supérieure à 20 %. Afin de circonscrire les dégâts, la stratégie de remise en ordre est dans ses grandes lignes la suivante : soit par une augmentation substantielle de ses quotas (solution « européenne »), soit en lui accordant des facilités d'emprunts supplémentaires (solution « américaine »), soit en combinant les deux méthodes - ce qui pourrait bien être, au printemps prochain, le résultat de la négociation en cours, - tripler ou quadrupler les ressources actuellement disponibles du Fonds monétaire, tout juste 16 ou 17 mil-

liards de dollars actuellement. Plutôt que de recourir à des expédients qu'il ne sera du reste bientôt plus possible d'utiliser, les pays débiteurs commencent les plus grosses difficultés seront de nouveau intéressés par un F.M.I. capable de leur consentir des prêts en rapport avec l'importance de leurs échéances immédiates.

Un test décisif

En contrepartie de quoi les pays en question seront amenés à se conformer aux conditions posées par cette institution gendarme aux gouvernements qui sollicitent son concours. Ainsi verra-t-on de proche en proche se rétablir de par le monde un minimum d'ordre financier. C'est pourquoi, en dehors même des sommes considérables qui sont en jeu, l'affaire mexicaine apparaît comme un test décisif : si Mexico, pour obtenir les 4,5 milliards de dollars que le Fonds monétaire est disposé à lui prêter, accepte d'appliquer un programme sévère de redressement de ses affaires intérieures, un précédent aura été créé au moment le plus opportun. En haut lieu, on estime aux Etats-Unis qu'un accord entre le Mexique et le F.M.I. pourra être conclu, peut-être

sous la présidence de M. Lopez Portillo, en tout cas tout de suite après le 1^{er} décembre, date de l'entrée en fonction du nouveau président, M. de la Madrid. Il est imprudent de ne pas tenir compte des sentiments de nationalisme exacerbé dans une ambiance de crise économique succédant à une croissance désordonnée. L'arrivée à Mexico de la mission des experts du Fonds a déclenché dans la presse et l'opinion de gauche de violentes réactions. Il est possible que le président Portillo ait nationalisé les banques pour mieux faire passer le futur accord avec le F.M.I. Il n'empêche que la crise financière a d'entrée de jeu déjà amené un gouvernement arrivé au bout de son mandat à prendre des mesures radicales.

Les pays réputés les plus libéraux, minés eux aussi par l'endettement généralisé, sont-ils à l'abri de profondes réformes de structures ? On entend aujourd'hui à Wall-Street des propos bien insolites dans la cistelle du capitalisme.

PAUL FABRA.

Prochain article :

FAUT-IL INVESTIR ?

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR
FABRICANT
GARANTIE
DE CONFIANCE

ont la fourrure qu'il vous faut.
Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure.
Vison, loup, renard, etc. PRIX DE GROS.
Grand choix de peaux. Réparations, transformations.
Service après-vente. Tél. 678-60-67.

47, rue La Fayette, 75009 PARIS - M^o LE PELETIER

NOUVEAU CONCESSIONNAIRE

AUSTIN M.G. TRIUMPH ROVER RANGE ROVER
S.A. GARAGE ST-SULPICE
11-13, rue Lobineau, 75006 Paris - 326.94.09
Métro : Mabillon

Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde n'est pas seulement un journal de référence dans de nombreux collèges et bibliothèques, mais est devenu aussi un véritable instrument de travail dans l'enseignement.

Le microfilm en facilite grandement l'utilisation.

Actuellement, le Monde, le Monde diplomatique et le Monde de l'éducation sont disponibles sur microfilms.

Un simple abonnement permet la mise à jour.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

David Robson, Directeur Commercial
Newspaper Archive Developments Ltd.
Holybrook House, Castle Street
Reading RG1 7SN, Angleterre
Tél : 00 44 734-583247 Telex : 848336 NADL G

LA SENSIBILITE DE LA BOURSE



DES LENTILLES CHEZ OSIRIS
OSIRIS vous rendra un ensemble de services unique en France.
Lentilles du 1^{er} fabricant mondial (Bousch et Lomb) : confort incomparable.
PROMOTION JUSQU'AU 30.10.82 :
496 F sans adoption, 650 F adoption comprise
OSIRIS : LES SPECIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES
Laboratoires OSIRIS
Paris 1^{er} : 20 quai de Ménilsimon
Tél. (1) 233.00.20
Paris 8^e : 21 avenue de Friedland
Tél. (1) 563.55.99
5 CENTRES SPECIALISES Paris 1^{er}, Paris 8^e, Bordeaux, Lille, Lyon

Chaque lundi et mardi
Dans les annonces classées du Monde
Une nouvelle Rubrique
DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

L'OEIL SUR L'ECONOMIE

investir

LE SIXIEME SENS
DE VOS INVESTISSEMENTS
investir
Chaque samedi chez tous les marchands de journaux

Une offre exceptionnelle en octobre !
Votre **PEUGEOT** ou **TALBOT 1983**
moins chère

reprise de votre voiture plus chère !
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

مكتبة العالم

Hewlett-Packard, quelle est votre place dans l'économie nationale?

"Hewlett-Packard a depuis des années des activités en France. Aujourd'hui nous sommes plus de 2 000 personnes. Près de la moitié travaille dans notre usine de Grenoble à la recherche, au développement, et à la production de matériel informatique."

Europe 1, lundi 20 septembre. 7 h 58

"80% du matériel Hewlett-Packard produit en France est exporté. Nous sommes le 3^e exportateur français d'informatique. Nous sommes également un partenaire privilégié de grandes entreprises françaises. Notre implantation internationale leur permet très souvent de conclure des marchés à l'étranger."

Europe 1, mercredi 29 septembre. 8 h 18

"Nous continuons nos efforts d'embauche et de formation. Ces quatre dernières années, nous avons doublé nos effectifs, et nous consacrons actuellement près de 5% de la masse salariale à la formation professionnelle."

Europe 1, jeudi 23 septembre. 22 h 28

"Depuis plusieurs années Hewlett-Packard s'est engagé dans des investissements à long terme en France. Pour les seules années 82/83 plus de 250 millions de francs seront consacrés en priorité à la seconde usine de Grenoble et au nouveau siège social d'Evry."

Europe 1, lundi 27 septembre. 8 h 18



M. Kléber Beauvillain, Président du Directoire de Hewlett-Packard France

*Hewlett-Packard, un partenaire
de la vie économique française.*



**HEWLETT
PACKARD**

Hewlett-Packard France Z.A. de Courtabœuf Avenue
des Tropiques 91947 Les Ulis Cedex Tél. : (6) 907.78.25

مكتبة من الامم

CONJONCTURE

L'INSEE ne prévoit pas de reprise de l'activité avant plusieurs mois

Contrairement à ce qui avait été espéré à la fin du mois de mai, l'activité dans le monde ne s'améliorera pas au second semestre 1982. La reprise escomptée par la presse et les investisseurs, indique l'INSEE dans son analyse sur la situation et les perspectives de l'économie française, présentée à la presse ce lundi 4 octobre. « Aucune capacité de reprise autonome de nos voisins européens ne se dessine actuellement », note l'INSEE, qui insiste sur l'élément nouveau caractéristique de 1982 : l'essoufflement de la demande en provenance des pays hors C.E.D.E. (pays en voie de développement, O.P.E.P., pays de l'Est. Tout au plus pourrait-on prévoir la possibilité d'une reprise aux Etats-Unis, mais elle ne saurait avoir des effets d'entraînement sur les pays européens avant le début 1983 ».

Affectée par la situation internationale, l'économie française connaît un net changement au second semestre par rapport au premier. Certains déséquilibres (différence d'inflation avec les principaux partenaires, déficit extérieur) ont conduit le gouvernement à décider à la mi-juin un blocage des prix et des revenus.

« LA SORTIE DU BLOCAGE. - L'INSEE est plutôt optimiste. Les modalités annoncées de sortie du blocage, s'orientent vers un système d'accords de régulation plus ou moins stricts, selon qu'il s'agit du commerce et des services ou des produits industriels, devraient éviter tout rattrapage excessif. L'activité médiocre devrait, en outre, inciter les producteurs à modifier leur comportement de prix. Dans ces conditions, l'objectif d'un glissement de 10 % en 1982 pour les prix à la consommation paraît accessible », sous l'hypothèse que la hausse des loyers ne soit prise en compte qu'en janvier 1983. Le glissement, qui avait été de 6 % sur le premier semestre, devrait être de 3,7 % au second semestre, malgré une hausse rapide des tarifs publics (y compris l'énergie), qui entrera pour un quart dans l'inflation des six derniers mois.

« LA CONSOMMATION DES MÉNAGES. - En moyenne annuelle, elle devrait connaître une croissance prononcée (+ 3,4 %, contre 2,2 % en 1981) dont les biens durables sont les principaux bénéficiaires. L'évolution a été la plus forte au cours du premier semestre, elle se décompose ainsi par trimestre : + 1,5 % au premier ; + 0,7 % au deuxième ; + 0,3 % au troisième ; + 0,5 % au quatrième. Le troisième trimestre, le plus faible, a subi l'effet d'un ajustement à la baisse des achats de biens d'équipement exceptionnels après les acquisitions exceptionnelles fortes du deuxième trimestre.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages augmenterait de 2,4 % en 1982. Mais cette évolution, en 1982, est le fait exclusif du flux des prestations sociales : la masse des salaires nets devrait voir son pouvoir d'achat baisser de 0,4 %. Le taux d'épargne resterait, comme en 1981, aux alentours de 15 % du revenu disponible, taux

assez bas au regard de la moyenne de 17,3 % enregistrée entre 1974 et 1978.

« L'INVESTISSEMENT. - Il devrait connaître une très faible progression en 1982 (+ 0,2 % en volume par rapport à 1981). Il avait diminué de 3,5 % en 1981. La structure de l'investissement reste comparable d'une année sur l'autre, demeurant plus favorable au commerce. Face à des perspectives d'activité médiocres et compte tenu des mesures de blocage des prix, les entreprises s'efforcent de ne pas accroître leurs besoins de financement. La difficulté d'une reprise durable de l'investissement productif, spécialement industriel, n'est pas résolue.

« LES EXPORTATIONS. - Elles paraissent en amélioration, du fait des meilleurs comportements du secteur agro-alimentaire en fin d'année. Le déficit mensuel du commerce extérieur reviendrait à 7 milliards de francs par mois au quatrième trimestre, après avoir été de 9 milliards au printemps. Au total, l'Institut évalue à 88 milliards le déficit pour 1982. La très forte détérioration du solde extérieur intrigue les experts de l'Institut, qui constatent une altération du jeu habituel des déterminants du mouvement des exportations. Le mouvement de dépréciation du franc contre l'ensemble des monnaies n'a pas eu jusqu'à présent l'effet favorable attendu. Des causes structurelles profondes sont à l'origine, depuis ces trois dernières années, des difficultés du commerce extérieur français.

« LE MARCHÉ DU TRAVAIL. - Il ne devrait ni s'améliorer ni s'aggraver d'ici à la fin de l'année. Les demandes d'emploi se sont stabilisées au milieu d'année en deçà des 2 050 000 en données corrigées. Divers indices d'amélioration sur le marché du travail sont apparus en juillet : progression du nombre de demandes satisfaites, du nombre d'offres déposées, ralentissement des entrées en chômage, de sorte que le niveau enregistré en milieu d'année ne devrait pas varier d'ici à la fin de 1982, ce qui correspondrait alors à un nombre d'environ 2 170 000 demandeurs, en données brutes.

Dans la mer des Sargasses

L'économie française ressemble à un bateau pris dans la mer des Sargasses. Aucun vent du large ne s'annonce pour sortir de cette mauvaise passe. La seule brise sur laquelle on pourrait compter tiendrait à la fin de l'année, d'une croissance modérée aux Etats-Unis. Encore, les effets d'entraînement que l'on peut en espérer ne se feraient sentir qu'au début de l'année prochaine. Il ne faut pas compter sur les pays européens, qui ne donnent aucun signe de reprise.

Mais il y a plus : « Les pays hors C.E.D.E., que ce soient les pays en voie de développement, les pays socialistes ou les pays de l'O.P.E.P., ont vu leurs recettes de devises stagner, voire se réduire », indique l'INSEE. Ainsi tend à disparaître le « dernier élément dynamique du commerce international ». Les risques de déséquilibre du système financier international ne sont pas là pour s'écarter de l'horizon. Le dollar se transforme inexorablement en valeur refuge, tandis que s'accroissent les problèmes de la dette des pays qui ne font pas partie de l'O.C.D.E.

Nous sommes loin des perspectives de reprise d'activité dans le monde que l'INSEE inscrivait dans sa note de synthèse du 1^{er} juin 1982. Le gouvernement, qui était en droit de croire à cette relance extérieure, sait qu'il n'en sera rien et que le phase de reprise est terminée sans doute pour un temps. Le blocage des prix a réduit les ressources des entreprises, dont la situation financière restera, à la fin de l'année, au point où elle se trouvait au début, c'est-à-dire à un

Le marché de l'immobilier dans les cinq ans à venir devrait se maintenir au niveau actuel selon un sondage SIFRES, réalisé à la demande du groupe Ribourel (promoteur spécialisé dans l'immobilier de loisir).

Le prétendu effondrement du marché immobilier, prêté par certains, ne porte en réalité que sur les locations », a déclaré M. Ribourel, président du groupe. Au cours des cinq dernières années, 21,7 % des logements français, ont acheté un logement, 6,8 % en ont vendu un et 22,4 % en ont loué un. Au cours des

ÉNERGIE

La justice américaine refuse de lever les sanctions contre Creusot-Loire

Un juge fédéral a refusé le 1^{er} octobre de lever les sanctions prises par le gouvernement américain contre la firme française Creusot-Loire, dans le cadre de l'embargo des équipements destinés à l'U.R.S.S. pour la construction du gazoduc euro-sibérien.

Selon le juge John Garret Penn, Creusot-Loire n'a pas pu prouver que le gouvernement américain avait agi contrairement au droit en imposant des sanctions à son égard. Cependant, il n'a accepté d'entendre à nouveau jeudi prochain les défenseurs de Creusot-Loire et il décidera à cette date si la firme peut bénéficier d'une levée temporaire des sanctions, fixée à dix jours.

« La Chine va faire appel à l'étranger pour construire une centrale. - La Chine fera appel à l'étranger pour la construction dans l'est du pays d'une centrale de deux réacteurs de 900 mégawatts, du même type que celle en projet dans

la province méridionale du Guangdong, affirme le quotidien de langue anglaise China Daily. Des sociétés françaises sont déjà sur les rangs - ainsi que des sociétés britanniques et américaines - pour la construction de cette centrale. - (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.U.	2,2660	2,2690	+ 125	+ 170
S. can.	5,9180	5,9215	+ 45	+ 40
Yen (100)	2,4480	2,4510	+ 130	+ 160
DM	2,3240	2,3280	+ 145	+ 170
Fl. (100)	2,3250	2,3280	+ 145	+ 170
F. (100)	14,5460	14,5815	+ 30	+ 35
F.S.	3,2850	3,2890	+ 200	+ 315
L. (100)	5,8280	5,8330	+ 240	+ 370
C. (100)	12,1570	12,1680	+ 290	+ 540

TAUX DES EURO-MONNAIES

	11 5/8	12 1/8	11 7/16	11 13/16	11 9/16	11 15/16	12 3/16	12 9/16
DM	1 1/2	7/8	7 1/2	7 7/8	7 1/2	7 7/8	7 11/16	8 1/16
Fl. (100)	12 1/4	13 3/4	12 1/2	13 1/2	12 1/4	13 3/4	13 1/4	14 1/2
F.S.	2 1/8	7/8	3 5/8	4	3 1/16	4 1/16	4 11/16	5 1/16
L. (100)	16 3/4	17 1/2	17 1/2	18 1/2	18 1/4	19 1/4	20 1/4	21 1/4
C. (100)	18 1/2	19 1/4	19 1/2	20 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2
F. français	14	15	15 1/2	16 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRAILOR
Putnam Inc. Capital Corporation, société appartenant au groupe Wheelabrator-Frye et actionnaire majoritaire de Trailor S.A., a autorisé le conseil d'administration de Trailor S.A. à proposer d'offrir prochainement aux actionnaires mineurs de Trailor S.A. qui le souhaitent la faculté de lui vendre leurs actions.

FINANCEMENT DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN ALGÈRE
La Société générale, ainsi que l'Union méditerranéenne de banque et la Banque indonésienne ont signé, le 21 septembre 1982, un protocole avec le Crédit algérien d'Algérie destiné au financement des exportations françaises en Algérie et principalement au programme de constructions préfabriquées.

SLIMINCO
Le conseil d'administration s'est réuni le 29 septembre 1982, sous la présidence de M. Henri Saury de Chabot.

DOCKS DE FRANCE
Le bénéfice net consolidé, hors plus-value du groupe Docks de France, pour le premier semestre de 1982, s'élève à 32,049 millions de francs contre 28,818 millions de francs pour la période correspondante de 1981, soit une progression de 11,2 %. A ce bénéfice s'ajoutent des plus-values nettes à long terme pour 28,619 millions de francs.

ENERGIE ELECTRIQUE DE COTE D'IVOIRE
Le bénéfice net consolidé, hors plus-value du groupe Docks de France, pour le premier semestre de 1982, s'élève à 32,049 millions de francs contre 28,818 millions de francs pour la période correspondante de 1981, soit une progression de 11,2 %. A ce bénéfice s'ajoutent des plus-values nettes à long terme pour 28,619 millions de francs.

ENERGIE ELECTRIQUE DE COTE D'IVOIRE
Le bénéfice net consolidé, hors plus-value du groupe Docks de France, pour le premier semestre de 1982, s'élève à 32,049 millions de francs contre 28,818 millions de francs pour la période correspondante de 1981, soit une progression de 11,2 %. A ce bénéfice s'ajoutent des plus-values nettes à long terme pour 28,619 millions de francs.

ENERGIE ELECTRIQUE DE COTE D'IVOIRE
Le bénéfice net consolidé, hors plus-value du groupe Docks de France, pour le premier semestre de 1982, s'élève à 32,049 millions de francs contre 28,818 millions de francs pour la période correspondante de 1981, soit une progression de 11,2 %. A ce bénéfice s'ajoutent des plus-values nettes à long terme pour 28,619 millions de francs.

ENERGIE ELECTRIQUE DE COTE D'IVOIRE
Le bénéfice net consolidé, hors plus-value du groupe Docks de France, pour le premier semestre de 1982, s'élève à 32,049 millions de francs contre 28,818 millions de francs pour la période correspondante de 1981, soit une progression de 11,2 %. A ce bénéfice s'ajoutent des plus-values nettes à long terme pour 28,619 millions de francs.

ENERGIE ELECTRIQUE DE COTE D'IVOIRE
Le bénéfice net consolidé, hors plus-value du groupe Docks de France, pour le premier semestre de 1982, s'élève à 32,049 millions de francs contre 28,818 millions de francs pour la période correspondante de 1981, soit une progression de 11,2 %. A ce bénéfice s'ajoutent des plus-values nettes à long terme pour 28,619 millions de francs.

ENERGIE ELECTRIQUE DE COTE D'IVOIRE
Le bénéfice net consolidé, hors plus-value du groupe Docks de France, pour le premier semestre de 1982, s'élève à 32,049 millions de francs contre 28,818 millions de francs pour la période correspondante de 1981, soit une progression de 11,2 %. A ce bénéfice s'ajoutent des plus-values nettes à long terme pour 28,619 millions de francs.

ENERGIE ELECTRIQUE DE COTE D'IVOIRE
Le bénéfice net consolidé, hors plus-value du groupe Docks de France, pour le premier semestre de 1982, s'élève à 32,049 millions de francs contre 28,818 millions de francs pour la période correspondante de 1981, soit une progression de 11,2 %. A ce bénéfice s'ajoutent des plus-values nettes à long terme pour 28,619 millions de francs.

FAITS ET CHIFFRES

ÉTATS-UNIS

Nationalisation d'I.T.T. - France : retard dans les négociations. - Un communiqué commun du ministère de la recherche et de l'industrie et d'I.T.T. annonce qu'« ils sont en voie de compléter les accords envisagés par le protocole signé par les deux parties, le 29 juillet, et qu'ils pensent terminer dans les jours qui viennent ». Ce protocole prévoyait le rachat par l'Etat français de la C.G.C.T. et des autres filiales (Pouyet, La Signalisation, Le Laboratoire central des télécommunications) pour la somme de 350 millions de francs, la firme américaine prenant à sa charge la partie des pertes excédant 100 millions de francs entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre. Les négociations auraient dû aboutir le 30 septembre.

Conjoncture

Les faillites d'entreprises en France se sont stabilisées en juillet (1 676 après correction des variations saisonnières) et en août (1 705). En juin, les faillites avaient été de 2 101. Leur nombre atteint 13 000 depuis le début de l'année. Cette stabilisation apparaît clairement dans l'industrie, dans les services rendus aux particuliers, dans les hôtels-café-restaurants. Dans le commerce de détail non alimentaire, la tendance est décroissante. Par contre, dans les services rendus aux entreprises ainsi que dans le commerce de détail alimentaire, le nombre des faillites augmente.

Etranger

ITALIE
L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,4 % au mois de septembre, selon les statistiques provisoires publiées samedi 2 octobre à Rome. L'augmentation avait été de 1,8 % au mois d'août. En outre, la hausse des prix a été de 17,2 %.

CANADA

L'indice canadien de la production industrielle a diminué de 2,9 % en juillet, ce qui constitue la baisse la plus importante enregistrée en un mois depuis sept ans. La baisse, qui a touché presque tous les secteurs industriels du pays, ramène cette production à 16,4 % au-dessous du résultat de juin 1981, le dernier pic économique avant l'actuelle crise.

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS ET LE BANCO DO FOMENTO NACIONAL (Portugal)
Le Banco do Fomento Nacional et la Banque nationale de Paris ont signé, le 28 septembre 1982, un protocole en vue de la création d'une société financière et d'investissement, dont le capital sera détenu à hauteur de 55 % par le Banco do Fomento Nacional et de 45 % par la Banque nationale de Paris.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Caisse nationale de l'énergie. Obligations 17,40 % octobre 1981

Les intérêts courus du 19 octobre 1981 au 18 octobre 1982 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 17,40 % octobre 1981 payables, à partir du 19 octobre 1982, à raison de 783 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 10 % sur le montant global de 87 F (montant global : 870 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 130,45 F, soit un net de 632,55 F.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances, trésoreries principales et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, à la Caisse nationale ainsi qu'aux caisses régionales de Crédit agricole mutuel, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

ENERGIE ELECTRIQUE DE COTE D'IVOIRE
(E.E.C.I.)
U.S. Dollars 17.500.000
Crédit moyen terme multidevises
Coté par
BANQUE INDOSUEZ
BANQUE NATIONALE DE PARIS
THE FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO
INTERNATIONAL ENERGY BANK LIMITED - Londres
STATE BANK OF INDIA - Succursale de Paris
BANCO DE BILBAO S.A.
BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS
BANQUE PETROFIDAZ
Après consultation
BANQUE INDOSUEZ

مكتبة الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA RÉFORME DE L'ÉNA : « Pas d'école parallèle », par J.-P. Delhomme et Gérard Gauthier ; « La fonction publique en danger », par Bernard Pons ; « Un débat de société », par Orlène Valet ; « L'Europe et la préférence », par Hervé Fabre-Aubrey et Yves Cabane ; « Éviter la fausse piste », par Dominique Bosquet, Pierre Lévy et Dominique Marcel.

ÉTRANGER

3. L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT

4-5. AFRIQUE

— CENTRAFRIQUE : la remise au nord des institutions et de l'économie semble bien engagée.

6. DIPLOMATIE

— La réunion des ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique.

— L'action culturelle extérieure : d'une gestion à une politique, point de vue de Jacques Thibaut.

7. EUROPE

— TURQUIE : le report à sept ans d'un véritable retour à la démocratie déçoit les milieux intellectuels et universitaires.

8-9. LA DÉCOUVERTE D'UN COMplot MILITAIRE EN ESPAGNE

— R.F.A. : la visite à Paris du nouveau chancelier fédéral.

POLITIQUE

10. Le débat sur le statut des grandes villes.

SOCIÉTÉ

11. JUSTICE

12. MÉDECINE : les effets des pilules contraceptives et le retour des techniques locales.

13. SCIENCES : le trente-troisième congrès international d'astronomie.

14. RELIGION.

SPORTS

15. TENNIS : la France en finale de la Coupe Davis.

16. JUDO : l'équipe de France championne d'Europe pour la dixième fois.

RÉGIONS

17. ILE-DE-FRANCE : Saint-Quentin-la-Vieilles, la ville où l'habitant devrait être roi.

18. CORSE : M. Defferre invite les élus de l'île à être les « pionniers de la décentralisation ».

CULTURE

19. MUSIQUE : la Biennale de Venise ; Jean-Pierre Rampal à la salle Pleyel.

20. THÉÂTRE : l'éveil du printemps, à la Comédie de Paris.

21. CINÉMA : Class 84, de Richard Lester.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

22. Les nouvelles données énergétiques, inspirées par les grandes fortunes, comment évoluer entreprises et titres nos cotés.

23. Le blocage des prix n'est pas gage de désinflation.

24. Les clés de la conjoncture : les étonnantes contradictions de l'octobre.

25. La région Rhône-Alpes, l'Europe.

ÉCONOMIE

43. SOCIAL : les nouvelles pistes de la solidarité.

44. MONNAIES.

45. CONJONCTURE.

RADIO-TELEVISION (21)

— SERVICES : (18) ; Transports parisiens ; Loterie nationale ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

— Annonces classées (28 à 42) ; Carnet (14) ; Programmes spectacles (20-21) ; Bourse (47).

C.V.?

Votre guide de l'emploi, le guide du curriculum vitae (et plus) ; le droit à l'efficacité de sa méthode.

Le numéro du « Monde » daté 3-4 octobre 1982 a été tiré à 477 351 exemplaires.

A B C D E F G

La Convention nationale des créateurs d'entreprises

Il faut favoriser le développement du risque

écrit M. Rocard

Dans un message adressé à la 3^e Convention nationale des créateurs d'entreprises qui s'est tenue du 1^{er} au 3 octobre à Saint-Nazaire et à Nantes, M. Michel Rocard, ministre du plan, a déclaré que les taux de création d'entreprises variaient entre 1,5 et 2 % en France contre 6 % aux États-Unis et 4 % en R.F.A. « Cela signifie pour notre pays, écrit-il, un moindre renouveau de nos entreprises et par conséquent une perte de compétitivité de nos entreprises sur les entreprises nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

« Il ne faut pas attendre que la structure de l'économie se modifie, il faut d'abord favoriser le développement du risque », ajoute le ministre.

Le nombre de huit en 1980, les clubs de créateurs d'entreprises sont quarante en 1982. Ils déclarent représenter cinquante-trois mille emplois dans vingt-trois mille sociétés nouvellement créées. Ces clubs, qui ont vu dans le message de M. Rocard une reconnaissance de leur existence comme « générateurs d'emplois » en cette période de crise, ont exhorté les pouvoirs publics à élaborer un plan cohérent en faveur des petites nouvelles entreprises.

Aux États-Unis

Sept personnes sont mortes après l'absorption d'un analgésique contaminé par du cyanure

Chicago (A.F.P., A.P., Reuters).

Sept personnes sont mortes, entre le 1^{er} et le 3 octobre, à Chicago (Illinois), pour avoir absorbé un médicament d'usage très courant dans lequel — le fait est maintenant établi de façon formelle — avait été introduit du cyanure.

Apparu sur le marché américain vers 1976, le Tylenol fort, connu aux États-Unis sous le sigle de R.S.T. (Extra-Strong Tylenol), est un analgésique à base d'acétaminophène et, donc, ne contenant pas d'aspirine, qui est vendue sans ordonnance médicale. Depuis sa mise en vente, le Tylenol représente environ 37 % du marché américain des médicaments destinés à combattre les douleurs, les courbatures, les migraines, etc.

Sûr, comme l'attestent des décès suspects, le maître de Chicago, Mme Jane Byrne, a fait interdire la vente des gélules, demandant en outre aux personnes en ayant en leur possession de les remettre, aux fins d'analyse, aux autorités du F.B.I., dont la tâche s'avère particulièrement délicate. Acte démentiel d'un employé mécontent et cherchant à se « venger » du fabricant du Tylenol, la société Mac Neil Consumer Products, installée en Pennsylvania, et filiale du puissant groupe Johnson and Johnson. Acte de plusieurs personnes ? Bien des hypothèses peuvent être retenues. Déjà, la Johnson and Johnson a fait savoir qu'elle offrait une récompense de 100 000 dollars à qui parviendrait à découvrir les coupables, et a fait suspendre les spots télévisés publicitaires consacrés au Tylenol. Deux cent cinquante mille flacons ont été retirés de la vente.

L'acide cyanhydrique se présente sous la forme liquide ou gazeuse, incolore, et dont l'odeur est caractéristique : « amande amère ». Violentement toxique, même s'il est mélangé à l'eau sous sa forme gazeuse, il est en fait sous sa forme liquide, soluble dans l'eau et dans l'alcool. On utilise encore le gaz comprimé avec des précautions particulières pour la destruction des rongeurs ou des insectes, dans les navires notamment.

Les antidotes, en cas d'inhalation accidentelle, sont le nitrite et le thiosulfate de soude, administrés en perfusion, l'assistance respiratoire une fois établie.

En outre, la situation actuelle à l'U.C.R.C.S.T. a menacé l'unité de la politique extérieure de notre pays, nous par le président de la République et met en cause l'éthique professionnelle des agents », déclare encore la résolution.

Un comité de crise a été formé, comprenant des représentants des syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.O. ainsi que des représentants des services de la D.G.R.C.S.T. et des organismes et associations rattachées.

Le budget de la Haute Autorité. — Le projet de loi de finances pour 1983 prévoit un budget de fonctionnement de 1 074 887 F pour la Haute Autorité de l'audiovisuel. Ce montant comprend, outre les divers frais de déplacements, d'études, d'entretien, etc., la création de trente-neuf postes, dont ceux des neuf membres de la Haute Autorité.

M. Maurice Séveno reste directeur de la rédaction de « Soir 3 », à l'indiquer, samedi 2 octobre, la direction de la troisième chaîne.

Le budget de la Haute Autorité. — Le projet de loi de finances pour 1983 prévoit un budget de fonctionnement de 1 074 887 F pour la Haute Autorité de l'audiovisuel. Ce montant comprend, outre les divers frais de déplacements, d'études, d'entretien, etc., la création de trente-neuf postes, dont ceux des neuf membres de la Haute Autorité.

M. Maurice Séveno reste directeur de la rédaction de « Soir 3 », à l'indiquer, samedi 2 octobre, la direction de la troisième chaîne.

Le budget de la Haute Autorité. — Le projet de loi de finances pour 1983 prévoit un budget de fonctionnement de 1 074 887 F pour la Haute Autorité de l'audiovisuel. Ce montant comprend, outre les divers frais de déplacements, d'études, d'entretien, etc., la création de trente-neuf postes, dont ceux des neuf membres de la Haute Autorité.

M. Maurice Séveno reste directeur de la rédaction de « Soir 3 », à l'indiquer, samedi 2 octobre, la direction de la troisième chaîne.

Le budget de la Haute Autorité. — Le projet de loi de finances pour 1983 prévoit un budget de fonctionnement de 1 074 887 F pour la Haute Autorité de l'audiovisuel. Ce montant comprend, outre les divers frais de déplacements, d'études, d'entretien, etc., la création de trente-neuf postes, dont ceux des neuf membres de la Haute Autorité.

M. Maurice Séveno reste directeur de la rédaction de « Soir 3 », à l'indiquer, samedi 2 octobre, la direction de la troisième chaîne.